



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

A. I. S. E.

di

del

16/5

a.i.s.e. - data per data le scadenze degli adempimenti relativi al voto all'estero

roma (aise) - pubblichiamo data per data le scadenze per i vari adempimenti relativi al voto degli italiani residenti all'estero:

entro il 19 maggio (entro il 22° giorno precedente quello della votazione) debbono essere presentate ai capi degli uffici consolari le designazioni dei rappresentanti di partito nella circoscrizione consolare (art. 31 comma 4);

entro il 26 maggio (entro il 15° giorno precedente quello della votazione) i comuni spediscono agli elettori, con plico raccomandato, il certificato elettorale e l'attestazione del sindaco che autorizza a votare in loco

entro il 26 maggio (entro il 15° giorno precedente quello della votazione) i presidenti del seggio sono nominati dal presidente della corte d'appello di roma. la nomina è comunicata agli interessati tramite le rappresentanze competenti.

tra il 26 maggio e il 2 giugno (entro il 15° e l'8° giorno precedente quello della votazione) il capo dell'ufficio consolare nomina cinque scrutatori tra gli elettori residenti nel paese, sentiti i rappresentanti di partito

entro il 9 giugno gli elettori ammessi a votare all'estero, se rimpatriano, sono ammessi a votare nella sezione in italia nelle cui liste sono iscritti, purché entro tale data diano comunicazione al sindaco del comune nelle cui liste elettorali sono iscritti, che intendono votare nel comune stesso (art. 30).

adempimenti da attuarsi in una data da stabilire in base al giorno delle votazioni nei singoli paesi.

G. Lepiggi la

a partire dal quinto giorno precedente quello stabilito per il voto in loco, gli elettori che non abbiano ricevuto a domicilio il certificato elettorale e l'attestazione del sindaco che autorizza a votare in loco possono fare richiesta al console che, ricevuta assicurazione telegrafica dell'iscrizione nella lista elettorale da parte del comune competente, rilascia l'apposita certificazione per l'ammissione al voto;

entro il giorno precedente a quello stabilito per il voto in loco debbono essere presentate le designazioni dei rappresentanti di partito presso gli uffici di ciascuna sezione ai capi degli uffici consolari che la trasmetterà ai presidenti di sezione o direttamente a questi prima dell'inizio delle votazioni.

prima della costituzione dell'ufficio elettorale di sezione, il console provvede a nominare, in caso di impedimento del presidente di seggio nominato dalla corte d'appello di roma, un altro idoneo elettore.

prima dell'insediamento del seggio, il console deve provvedere a far consegnare al presidente di sezione il materiale elencato nell'art. 35. (aise)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale LE - MONDE -

di del 16/5 - 6 -

Un bateau pour le Vietnam

Depuis des années qu'on en appelle à notre générosité, à notre sens de la solidarité, qu'on nous engage à faire un geste — traduisez : à glisser un chèque ou un billet dans une enveloppe — en faveur de tel organisme, de tel institut ou de tel comité, qu'on nous prie de participer à la lutte contre le talm, contre le cancer, pour les grands handicapés ou pour l'énergie solaire, on finit par se demander où va tout cet argent, à qui, à quel il sert vraiment. C'est vrai, à peine avalé par la fente dentée de la boîte aux lettres, il disparaît, il s'évanouit à jamais. On n'en entend plus parler. Terminé.

Alors, imaginez notre stupeur en voyant se profiler, lundi soir sur Antenne 2 (« Question de temps ») le bateau pour le Vietnam, notre bateau, celui qui avait fait l'objet il y a quelques mois d'un débat houleux et d'une violente algarade entre MM. Glucksmann et Andrieu. Eh bien ! Il est là, il fonctionne, il s'appelle Ile de lumière, il est ancré depuis le 19 avril

devant l'île de Bidong. C'est un navire-hôpital, avec un bloc opératoire, une salle de radiologie — on a fait le tour du propriétaire, ou plutôt du localaire, — et cent cinquante lits dans ses cales. Les chirurgiens, l'anesthésiste, l'infirmière, qui doivent être relayés à son bord tous les mois, sont bénévoles. Et cependant, il nous coûte 2 millions de centimes par jour. Il paraît qu'il n'y a déjà plus assez de sous pour passer le cap du 1^{er} juin. Une nouvelle collecte est donc ouverte.

Ce qui nous chiltonne quand même un peu, c'est la présence, parmi ces naufragés croupissant sur les plages de l'île dans des conditions franchement épouvantables, d'une grosse majorité de Vietnamiens d'origine chinoise. Une véritable mafia : des gens riches pour la plupart, n'hésitant pas à s'engraisser encore sur le dos de leurs compagnons d'infortune, en leur offrant des denrées (œufs, boîtes de conserve, œufs, boissons gazeuses) introduites la nuit en contrebande et revendues le matin au marché noir. Ils savent

y faire, notez. A Saigon, déjà, nous dira l'une de leurs victimes, ils avaient le monopole d'un trafic particulièrement scandaleux ici, dans des circonstances aussi tragiques.

D'où qu'il vienne, quoi qu'il fasse, un homme à le dérive est un homme. On se doit de le sauver, le sais bien. Simplement, pour qui n'est pas médecin, certains S.O.S. peuvent sembler un peu moins impériaux que d'autres. De toute façon, cela ne devrait pas être à vous, à moi, de venir en aide comme ça, au coup par coup, à des dizaines de milliers d'expatriés. C'est au Commissariat aux réfugiés des Nations unies. A lui de prendre le relais. Il serait quand même temps. En attendant, si le cœur — c'est le mot qui convient — vous en dit, envoyez votre obole à Un bateau pour le Vietnam.

CLAUDE SARRAUTE.

* Un bateau pour le Vietnam, boîte postale 9, 92235 Gennevilliers, compte bancaire : B.N.P., 102, avenue du Roule, 92 Neuilly, compte n° 09 12 12 40.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Deux cent cinquante mille réfugiés indochinois en Asie du Sud-Est

Une conférence sur les réfugiés d'Indochine s'est ouverte mardi 15 mai à Djakarta, à l'initiative de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) et sous l'égide du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Une délégation vietnamienne assiste à la conférence.

Lundi, M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a qualifié à Bangkok de « tragique » la

situation alimentaire au Cambodge. Il a été informé de la présence de plus de cent mille Khmers massés à la frontière et prêts à passer en Thaïlande. Il s'agirait essentiellement de Cambodgiens d'origine chinoise.

Il a lancé un appel pour que les réfugiés soient accueillis en plus grand nombre dans des pays tiers. Ce problème est d'autant plus dramatique qu'il y a en Asie du Sud-Est plus de deux cent cinquante mille réfugiés.

Bangkok. — « Cette année, disait en soupirant un homme d'affaires contrarié, nous n'irons plus en vacances sur la côte

De notre correspondant
R.-P. PARINGAUX

tance à personnes en danger qui est sanctionnée. Les pirates, voleurs et violeurs systématiques, qui infestent les eaux du golfe du Siam, peuvent s'en donner à cœur joie, en toute impunité.

(Lire la suite page 6.)

orientale de la Malaisie. Je ne tiens pas à ce que les enfants, en se baignant, se trouvent nez à nez avec des cadavres de réfugiés vietnamiens. Ce ne serait pas la première fois ! » Ni la dernière, hélas ! Les services d'immigration australiens estimaient récemment que de cent mille à deux cent mille « boat people » auraient péri en mer depuis quatre ans, soit près d'un tugitif sur deux. Il s'agit d'approximations qui paraissent excessives à beaucoup, mais elles sont révélatrices. Des pêcheurs thaïlandais ne se sont-ils pas plaints, à diverses reprises, de la fréquence avec laquelle leurs filets étaient encombrés de cadavres ?

Début mai, le gouverneur d'une province du sud de la Thaïlande demandait « plus de vedettes de la marine et de la police pour repousser efficacement » les « boat people ». Un officiel annonçait que la côte d'une autre province avait été « hermétiquement scellée » en prévision de l'accostage de treize bateaux chargés de centaines d'hommes, de femmes et d'enfants. Dans ces régions, les pêcheurs ont été menacés d'amende s'ils aident les « boat people » à gagner le rivage : c'est l'assis-

À la frontière cambodgienne, les autorités militaires, jugeant la sécurité du royaume menacée par les combats entre Khmers rouges et Vietnamiens, refoulent pêle-mêle civils et soldats, par dizaines de milliers. On redoute un exode massif des populations chassées par la guerre.

Bien peu protestent contre la mort anonyme à laquelle beaucoup sont ainsi voués, alors qu'il serait possible de l'éviter. Ceux qui repoussent ne sont pas, avec ceux qui expulsent leurs natio-

naux, les seuls à blâmer. Les réfugiés de l'Indochine, tout le monde dans la région du Sud-Est asiatique, et aussi ailleurs, en a pardessus la tête, ras les camps à plaines flots. Fin 1975, on les comptait par milliers, par dizaines de milliers un an plus tard et par centaines de milliers depuis 1978. A Hongkong, il en arrive près de cinq cents par jour. Alors, à quand le million se demandent certains ?

Que faire, sinon, dans une certaine mesure, laisser faire ? Personne, hormis les dirigeants des régimes communistes de l'Indo-

chine, n'a les moyens d'agir efficacement sur les causes de l'exode et d'en tarir la source. D'autre part, la communauté internationale, qui en a déjà accueilli cent cinquante mille, entretient l'illusion d'une capacité d'absorption illimitée sans se donner les moyens nécessaires pour adopter rapidement les deux cent cinquante mille réfugiés qui emplissent les camps. La saturation entraîne le rejet, la multiplication des drames, la résignation chez les uns, des bouffées de nationalisme et de racisme chez d'autres.

À l'exemple de Singapour, la Malaisie et la Thaïlande, hier les plus hospitalières, aujourd'hui débordées, agissent de plus en plus comme des repoussoirs. Elles justifient leur politique par des impératifs de sécurité et par la lenteur des départs vers des pays tiers. Dans la mesure où ils ne peuvent pas, ou ne veulent pas, faire un effort accru, les gouvernements et les organisations internationales caritatives sont mal placés pour s'indigner et pour protester contre ces violations des principes humanitaires.

À de rares exceptions près, ils maintiennent donc un silence poli sur la multiplication des drames.

Ce souci primordial de ne pas faire de vagues diplomatiques à Hanoi, à Bangkok, à Manille ou ailleurs, alors que des gens périssent dans l'indifférence quasi générale, cette levée des yeux et des bras au ciel quand d'autres sont refoulés au-delà de frontières meurtrières, n'est-ce pas un encouragement tacite à la poursuite de ces pratiques, un aveu d'impuissance ? Est-ce le plus sûr moyen de résoudre un problème qui a atteint les proportions d'une catastrophe internationale durable, alors que tout indique qu'elle va s'aggraver du fait de la situation en Indochine ?

« Si les gouvernements et les organisations concernés n'ont pas officiellement levé le petit doigt alors que des milliers de Cambodgiens et de Vietnamiens sont refoulés, s'ils n'ont pas fait un plus grand effort depuis 1975, qu'est-ce qui indique qu'ils sont prêts à le faire demain ? », demande un fonctionnaire international. « Sans doute, ajoutez-t-il, les Etats-Unis viennent-ils pratiquement de doubler leur programme. Ils ne sont pas avares de nouveaux programmes et d'une grande publicité, mais en quatre ans ils ont pris exactement moitié moins de réfugiés dans la région qu'en quatre semaines pendant l'évacuation de Saïgon. On invoque un manque de moyens, mais quel plus bel exemple de leurs moyens que cette évacuation ? » On tourne dans un cercle vicieux que personne ne peut, ou ne veut rompre.

Aux anciens associés de la France et des Etats-Unis qui veulent partir pour des raisons politiques se sont ajoutés ceux qui seraient restés, mais que la dégradation de la situation économique et militaire, les privations, la mobilisation et les guerres poussent désormais à l'exil. S'y joignent encore ces éléments antisocialistes, jugés indésirables ou dangereux, dont les gouvernements de Hanoi et de Vientiane veulent se débarrasser. À commencer par plusieurs centaines de milliers de Sino-Vietnamiens. Au Nord comme au Sud, ils sont considérés comme une « cinquième colonne » de la Chine et viennent d'être placés devant un choix simple : l'envoi vers les « nouvelles zones économiques » ou le départ en bateau. Hongkong se gonfle d'un nouveau courant venu cette fois des ports de Haiphong et de Mongcal.

L'Occident, qui tire un profit idéologique de cette hémorragie, entretient l'illusion que tous ceux qui fuient l'Indochine communiste sont attendus à bras ouverts dans le « monde libre ». Ceux qui sont acceptés — cent cinquante mille, depuis trois ans — créeront bientôt un nouveau courant d'appel, selon le principe de la réunion des familles — concept fort élastique. Tout s'additionne pour créer un phénomène d'entraînement sans fin, désordonné, meurtrier. Pour s'en sortir, tout en proclamant leur attachement aux principes humanitaires, les uns expulsent, les autres repoussent, le reste sélectionne parcimonieusement ou regarde ailleurs. Et surtout, personne n'ose envisager les conséquences de la famine qui menace le Cambodge disloqué. Le barrage thaïlandais bloque un flot humain qui fuit l'offensive vietnamienne. Jusqu'à quand ?

sement ou regarde ailleurs. Et surtout, personne n'ose envisager les conséquences de la famine qui menace le Cambodge disloqué. Le barrage thaïlandais bloque un flot humain qui fuit l'offensive vietnamienne. Jusqu'à quand ?

Pris entre la volonté d'Etats souverains, son devoir humanitaire et un souci de diplomatie jugé excessif, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) n'a pas la tâche facile. Comme il n'est qu'un intermédiaire au service de la communauté internationale, il est aisé de le prendre comme bouc émissaire. Ses représentants vont, d'une capitale à l'autre, tenter de colmater les brèches et de définir des solutions de départ moins désordonnées. Il est indispensable de trouver à l'exode des chemins plus légaux et moins meurtriers, mais cela peut aussi conduire à des situations absurdes lorsque les parties ne parlent pas le même langage.

Le cynisme de Hanoi

Après l'annonce par le Vietnam, en janvier, d'un programme d'immigration légale pour certaines catégories de citoyens, le H.C.R. avait proposé ses services : une mission fut dépêchée à Hanoi, un accord de principe acquis. L'organisation prévoit de soumettre à Hanoi des listes établies par des gouvernements étrangers au titre de la réunion des familles. « Quelques dizaines de milliers de cas », estime-t-on, parmi lesquels les « cas humanitaires spéciaux », ceux des milliers de collaborateurs directs des Etats-Unis, oubliés dans la grande débâcle d'avril 1975. De son côté, le Vietnam souhaite que le H.C.R. aide au départ de centaines de milliers de personnes jugées indésirables. « C'est ridicule », s'exclame un dé-

légué du H.C.R. Qui voudra les prendre ? Où les mettre ? Nous sommes déjà débordés. »

Exaspéré par ses problèmes intérieurs et par la publicité faite autour des réfugiés, le Vietnam va jusqu'au bout de sa logique et prend l'Occident au piège. Hanoi semble dire : « Vous les plaignez, vous les reconnaissez comme vôtres, vous les voulez ? Alors, prenez-les, et vite ! » Faute de quoi, petits et grands bateaux se multiplieront, et les naufrages aussi. Des pays comme la Malaisie ou la Thaïlande, également exaspérés, ne tiennent pas un langage différent : « Vous nous les imposez à coups de dollars et de droits de l'homme. Nous n'en pouvons plus. Prenez-les, et vite ! » Sinon, les nouveaux arrivants seront rejetés à la mer.

C'est la communauté internationale tout entière qui est ainsi sommée de mettre ses actes en accord avec ses principes et ses déclarations. Or on reste loin d'un grand élan de solidarité, et tout le poids des adoptions reste à la charge d'une poignée de pays. Les autres, riches ou pauvres, ne se sentent pas concernés.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.



Un Laotien sur dix a fui son pays

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Depuis quatre ans, quelque 400 000 réfugiés indochinois se sont déversés sur tout le Sud-Est asiatique. 156 000 ont été acceptés par des pays tiers, dont 70 000 par les Etats-Unis, près de 50 000 par la France, près de 20 000 par l'Australie et 10 000 par le Canada. Il en reste 250 000 dans la région : plus de 150 000 en Thaïlande, plus de 60 000 en Malaisie, 25 000 à Hongkong et 7 000 en Indonésie. Les arrivées oscillent autour de 15 000 par mois, par terre et par mer, et les départs de 8 000 à 10 000. La population des camps s'accroît en moyenne de 5 000 réfugiés par mois.

Comparativement à celui du Vietnam (150 000 personnes ont fui sur 50 millions d'habitants) l'exode des Laotiens constitue une véritable hémorragie, une catastrophe nationale. Sur une population estimée à 3 millions, 180 000 Laos et membres des minorités ethniques se sont réfugiés en Thaïlande, dit-on de sources officielles, et 100 000 autres se seraient illégalement

Intégrés aux provinces d'ethnie et de langue lao du nord-est de la Thaïlande. Au total, près de 10 % des habitants auraient déjà fui. Les camps thaïlandais de Nongkhal et de Ubon, avec respectivement 43 000 et 38 000 réfugiés sont, après Vientiane, les seconde et troisième villes laotiennes par leur population.

Ce phénomène semble justifier un renforcement, à tous les niveaux, de la présence vietnamienne qui, en retour, provoque de nouveaux départs en exil. On en compte de 5 000 à 6 000 chaque mois : il suffit, ici, de franchir le Mékong et les drames sont bien moins nombreux que pour les Vietnamiens ou les Khmers. Mais on voit toujours arriver, pitoyables, des milliers de Méos — qui sont l'objet depuis trois ans, dans leurs bastions montagneux, d'une répression armée du Pathet-Lao et des Vietnamiens, — et de plus en plus de jeunes Laos qui redoutent l'incorporation militaire alors que la tension s'accroît avec la Chine. — R.-P. P.



Corsi di Lingua e di Cultura per gli Emigrati Italiani

**SEMINARIO DI ASSISI SUL
REINSERIMENTO
SCOLASTICO DEI
RAGAZZI RIENTRATI
IN ITALIA
LE INIZIATIVE
SCOLASTICHE E
FORMATIVE PER I
FIGLI DEGLI EMIGRATI:
SINTESI
DELL'INTERVENTO DEL
MINISTRO MIGLIUOLO**

Al recente seminario di Assisi sui problemi del reinserimento nella scuola italiana dei figli degli emigrati rientrati in Patria il Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali del Ministero degli Esteri, Ministro Giovanni Migliuolo, ha svolto una relazione - sul tema: «Le offerte formative in emigrazione: iniziative italiane - corsi di lingua e di cultura».

Nella relazione vengono date ampie delucidazioni sulle iniziative scolastiche e formative previste dalla legge 3-3-1971, n. 153 in favore dei lavoratori italiani emigrati e loro congiunti. Si parte dalla premessa che l'inserimento dei ragazzi italiani nelle scuole del Paese d'accogliimento, in modo da non comportare declassamenti e ritardi nella carriera scolastica, corrisponde ad un preciso interesse degli stessi emigrati. L'idea di creare all'estero una rete di scuole italiane analoga a quella nazionale è, oltre tutto, inattuabile. Occorre inoltre integrare la formazione scolastica con lo studio della lingua e cultura italiana; e ciò in vista di un eventuale ritorno in Italia, ed anche per mantenere unite le famiglie e andare incontro alle esigenze di identificazione culturale e nazionale. Lo Stato italiano deve interessarsi anche alla formazione professionale dei lavoratori emigrati adulti, oltreché all'assistenza ai bambini nella fascia dell'educazione prescolare quando questa, come talora accade, sia insufficiente nel Paese di accogliimento.

Sulla scorta di tali principi, la legge 153 prevede varie iniziative: classi o corsi preparatori per agevolare l'inserimento nelle scuole locali; corsi inte-

grativi di lingua e cultura italiana per i ragazzi che frequentano le scuole della fascia dell'obbligo; corsi speciali annuali per la preparazione dei lavoratori e dei loro congiunti agli esami di idoneità e di licenza di scuola italiana elementare e media; corsi di scuola popolare per lavoratori italiani; scuole materne e nidi d'infanzia. Per quanto riguarda la formazione professionale, la 153 prevede corsi di integrazione e aggiornamento dell'istruzione di base; corsi di preparazione tecnico-professionale e corsi di insegnamento pratico della lingua locale per favorire l'accesso all'ambiente di lavoro e ai corsi stranieri di formazione professionale.

Sotto il profilo quantitativo ha rilevato il Ministro Migliuolo - i mezzi finanziari a disposizione (pur sostanzialmente incrementati alcuni anni fa) lasciano insoddisfatta una cospicua parte del fabbisogno. Si stima che solo il 30% degli alunni italiani in età dell'obbligo scolastico frequentino i corsi integrativi di lingua e cultura italiana. Molto basso è anche l'incidenza del nostro apporto all'organizzazione, da parte delle competenti autorità straniere, dell'istruzione ed accogliimento, che dovrebbe permettere l'effettivo inserimento nelle scuole locali dei nostri obbligati. La scarsità dei finanziamenti impone, infine di limitare, se non addirittura di

sacrificare, le attività di educazione degli adulti. Sotto il profilo qualitativo, l'azione del Ministero degli Esteri mira ad una valida formazione e ad un continuo aggiornamento dei docenti; formazione e aggiornamento che esigeranno nel prossimo futuro un notevole sforzo organizzativo. Corsi, giornate pedagogiche, stages d'aggiornamento professionale si sono già tenuti in Francia, Belgio, Germania; nostri dirigenti scolastici seguono da vicino gli esperimenti pilota patrocinati dalla CEE, riguardanti i metodi d'accogliimento dei congiunti di lavoratori migranti, l'insegnamento della lingua e cultura di origine, la formazione stessa dei docenti.

Il relatore ha poi accennato a due importanti questioni di carattere «strutturale», riguardanti l'una le classi di inserimento e l'altra i corsi di lingua e cultura italiana. Nelle classi d'inserimento (funzionanti prevalentemente nella Germania Federale e gestite da quelle autorità scolastiche) lo handicap linguistico e socio-culturale dei ragazzi italiani fa sì che tale inserimento sia gravemente ritardato. Occorre quindi elaborare nuove strategie educative che, partendo da un valido insegnamento bilingue, affrettino l'integrazione nella classe normale. Più in generale, bisognerà continuare a chiedere agli Stati di immigrazione, sulla base della direttiva approvata dal Comitato Interministeriale per l'Emigrazione il 14-3-77, di offrire le stesse effettive possibilità di carriera scolastica e di promozione sociale assicurate ai propri cittadini. Le condizioni di privazione sociale e culturale in cui si trovano i nostri allievi imporrebbero procedimenti pedagogico-didattici particolari, e adattamenti di programmi e metodi d'insegnamento: quindi strutture scolastiche estremamente flessibili e aderenti ai loro peculiari bisogni, nonché insegnanti specializzati. Gli ordinamenti scolastici di alcuni Paesi europei sono caratterizzati, invece, da rigidità di strutture e da criteri di rigorosa selettività basata sui risultati scolastici, per cui una normale scolarizzazione dei figli dei lavoratori immigrati nelle scuole locali risulta impossibile anche là dove sono istituiti per esse speciali classi «d'accogliimento» o

«d'inserimento». Per quanto riguarda i corsi di lingua e cultura italiana (frequentati solo da ragazzi in età dell'obbligo), il problema che riveste maggiore importanza è quello del loro inserimento nell'orario e nei curricula della scuola locale frequentata dai ragazzi italiani iscritti al corso medesimo. Il Ministero degli Esteri ha intrapreso da tempo una vasta azione diretta a limitare gli effetti negativi del sacrificio del tempo libero e del maggior carico mentale prodotti dalla frequenza di tali corsi, e ad attenuare il sottile disagio psicologico connesso ad un regime di separazione formale e materiale tra scuola e corso.

Dopo essersi intrattenuto sui programmi d'insegnamento dei corsi di lingua e cultura italiana, il Ministro Migliuolo ha accennato ai problemi della formazione professionale nel quadro della legge 153. I corsi d'integrazione della cultura di base, concepiti come una preparazione per l'accesso alla formazione tecnico-professionale vera e propria, vanno sempre più integrandosi con l'attività scolastica delle cosiddette 150 ore. In sostanza, gli adulti che frequentano i corsi di integrazione si preparano contemporaneamente al conseguimento della licenza media. Per quanto attiene ai corsi di preparazione tecnico-professionale, in particolare rivolti ad adulti già occupati, le forme di attuazione sono diverse a seconda dei Paesi di emigrazione. E' comunque da rilevare che aumenta il numero di lavoratori che beneficiano della possibilità di conseguire un attestato di qualifica professionale valido anche in Italia. I corsi d'insegnamento pratico della lingua locale stanno subendo perfezionamenti in seguito all'esperienza effettuata dagli enti sindacali organizzatori dei corsi, in collaborazione con l'ISFOL che ha elaborato un progetto, attualmente in fase di sperimentazione, per l'insegnamento tecnico-linguistico ai lavoratori migranti.

Infine il Direttore Generale dell'Emigrazione ha rilevato che le iniziative per la formazione scolastica dei figli dei lavoratori migranti nell'ambito dei Paesi CEE stanno ricevendo impulso per effetto della direttiva del 25.7.77, che impegna gli Stati membri (art. 2) a prendere le misure appropriate perché sia offerta nel loro territorio, a favore dei figli dei migranti, un'istruzione d'accogliimento gratuita che comporti in particolare l'insegnamento adattato alle loro esigenze specifiche della lingua o di una delle lingue ufficiali dello Stato ospitante, nonché (art. 3) un insegnamento della madrelingua e della cultura del Paese d'origine. Tali misure dovranno essere realizzate entro il 1981. Dall'applicazione dell'art. 3 dovrebbe derivare una espansione dei corsi di lingua italiana, sulla base della prevista cooperazione con lo Stato italiano. Ciò non potrà non riflettersi positivamente sui processi di reinserimento nella scuola italiana dei ragazzi rientrati in Italia.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Inform

di

del

16.05.79

IL 19 E 20 MAGGIO A GRENCHEN IL 28° CONGRESSO DELLA FEDERAZIONE DELLE CO-
OLONIE LIBERE ITALIANE IN SVIZZERA -- (Inform - 16.5.1979).-- Si è avuta con-
ferma che sabato 19 maggio e domenica 20 avrà luogo al Parktheater di Gren-
chen il 28° Congresso Nazionale della Federazione delle Colonie Libere Ita-
liane in Svizzera. Il programma prevede la relazione introduttiva nella mat-
tinata di sabato e l'inizio del dibattito generale che proseguirà nel pome-
riggio. Sempre nel pomeriggio, riunioni dei cinque gruppi di lavoro che af-
fronteranno i seguenti temi: Mercato del lavoro e partecipazione in Svizze-
ra; Emigrazione e società italiana; Questione giovanile e politica formativa
(scuola, formazione professionale e formazione dei quadri); Problemi e stru-
menti organizzativi; I problemi della donna emigrata e il contributo delle
Colonie Libere Italiane alla loro soluzione. La mattina di domenica 20 mag-
gio avrà luogo un pubblico dibattito con interventi dei delegati e degli o-
spiti; nel pomeriggio le relazioni dei gruppi di lavoro, approvazione dei
documenti, le nomine statutarie e le conclusioni del Congresso. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri
 DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
 E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale Inform
 di del 16.5.79

RIUNITI A LUSSEMBURGO I DIRETTORI NAZIONALI PER LE OPERE DI EMIGRAZIONE
 E I SEGRETARI DELLE COMMISSIONI EPISCOPALI DELL'EMIGRAZIONE IN EUROPA --

(Inform - 16.5.1979). - Nel quadro delle visite di informazione indette dal Parlamento europeo si è svolto a Lussemburgo, nei giorni 15 e 16 maggio, un seminario di Direttori nazionali per le opere di emigrazione e di Segretari delle Commissioni episcopali dell'emigrazione in Europa. L'incontro segnala l'Inform - si è aperto con una conferenza sul Parlamento europeo e sulle sue prospettive. Sono stati poi presi in esame, con la partecipazione di esperti, funzionari e rappresentanti dei gruppi politici, i problemi dei lavoratori migranti, comunitari e non, con particolare attenzione alla seconda generazione degli emigrati. Ha preso parte all'incontro mons. Silvano Ridolfi, Vice Direttore dell'UCEI, in assenza di mons. Casadei impegnato a Roma per l'Assemblea dei Vescovi. Egli si è intrattenuto in particolare sull'esigenza di iniziare un processo avanzato di unificazione europea attraverso una europeizzazione delle scuole, che dovrebbe comportare l'armonizzazione dei programmi e degli anni di corso, la revisione dei testi, specialmente per quanto riguarda l'insegnamento della storia che dovrebbe riguardare soprattutto le conquiste umane, scientifiche e sociali. Ai lavori hanno preso parte anche rappresentanti delle Commissioni episcopali dell'emigrazione di Germania, Belgio, Spagna, Francia, Olanda, Lussemburgo, Portogallo, Jugoslavia. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

9/20/2. IN BELGIO PROGRESSI DELL'UNITA' E DELLE ORGANIZZAZIONI DEMOCRATICHE

Con la presenza di oltre trecento lavoratori italiani, di molti giovani e ragazze, di intere famiglie, sono stati inaugurati i locali di un vasto complesso, dove hanno le loro sedi il Circolo "Galileo Galilei", la sede centrale della FILEF del Belgio, la Federazione del PCI in Belgio, l'INCA-CGIL. E' una vera e propria "Casa del Popolo", dove i lavoratori possono trovare, raccolti insieme, i locali per l'assistenza e la tutela sociale e politica, ed efficienti attrezzature ricreative. Alla realizzazione ha contribuito, in parte, dal punto di vista finanziario, la FILEF centrale. Ma essa è stata resa possibile anzitutto dal lavoro di centinaia di compagni, dal loro contributo e dalla loro sottoscrizione volontaria, la quale è ancora in corso.

Alla cerimonia inaugurale, svoltasi il 29 aprile 1979, hanno preso parte, tra gli altri, il segretario della FILEF, Gaetano Volpe, il segretario della Federazione del PCI in Belgio, Nestore Rotella, il Console generale d'Italia a Bruxelles, dottor Umberto Lucchesi Palli, Jacques Moins, del PCB, Angelo Marzari, dirigente dell'INCA del Belgio, esponenti sindacali e politici belgi.

I nuovi locali si trovano in Rue Saint Lazare 76-78, 1030 Bruxelles (te. 217.13.31).

secondo la fonte citata una coppia di stata spunta dalla ditta che l'aveva data in noleggio in quanto l'automobile non era stata restituita nei tempi previsti.

(Ansa) - Roma, 16 mag - presso la polizia italiana, che è stata interpellata dall'interpol, non risulta che i due siano ricordati nell'ambito dell'inchiesta sul terrorismo. di sergio cerignano si è appreso che si nato a Livorno e che ha risieduto per qualche tempo a Roma, dall'uomo si sa che ha soltanto un precedente di un mese di arresto in relazione ad una appropriazione indebita, fatto per il quale non è prevista la possibilità dell'estradizione, secondo quanto si è appreso, se cerignano se' la moglie ingelborg hanno precedenti di natura politica.

(Ansa) - Parigi, 16 mag - il riesto riservato durante tutta la giornata della polizia giudiziaria lionesse sulla vicenda del fermo di sergio cerignano e di ingelborg assai è stato infine rotto stasera da un funzionario della questura di quella città, il quale ha precisato che la coppia è effettivamente ricercata dalla polizia italiana, ma non nell'ambito delle inchieste sul terrorismo, bensì per furti di automobili. la coppia aveva noleggiato alcune settimane fa a Parigi la "citroen" con la quale viaggiava, e non si era più fatta viva con la ditta noleggiatrice.

(Ansa) - Parigi, 16 mag - fonti lionesi informate hanno confermato questo pomeriggio che il fermo della coppia è stato provocato dalla denuncia del noleggiatore parigino della "citroen" della quale i due viaggiavano, cerignano e la casati sarebbero ancora trattenuti in stato di fermo della polizia giudiziaria lionesse, che continua ad riservare il più stretto riserbo sulla vicenda, dove sarà semplicemente smentito che la coppia sia ricercata dalla polizia italiana.

presunti "b.r." italiani fermati in francia

(ansa-afp) - lione, 16 mag - agenti della polizia della strada in servizio sull'autostrada francese "a-7" hanno fermato ieri per il controllo dei documenti due italiani - un uomo e una donna - a oullins, a sud di lione, i due erano a bordo di una automobile noleggiata.

secondo gli agenti, i nomi dell'uomo e della donna figurano in una lista di nomi di persone sospettate di appartenere alle "brigate rosse". la polizia di lione e' stata incaricata delle indagini.

(ansa) - parigi, 16 mag - il piu' assoluto riserbo viene mantenuto dalla polizia sulla coppia fermata ieri nel corso di un controllo stradale nei pressi di lione che, secondo fonti informate, sarebbe ricercata dalla polizia italiana nel quadro dell'inchiesta sul terrorismo.

dalle stesse fonti si e' appreso che i due fermati sono sergio cerignano di 32 anni e ingelborg essel, nata 30 anni fa in austria. sempre secondo le stesse fonti il primo ha dichiarato alla polizia di essere un rappresentante di commercio residente a milano mentre la ingelborg ha detto di essere un'interprete, al momento disoccupat niente per il momento consente di affermare che i due siano membri delle brigate rosse. i due, erano stati fermati ieri nel tardo pomeriggio a oullins, alla periferia di lione, da una pattuglia di "crs" mentre erano a bordo di un'automobile noleggiata a parigi qualche settimana fa. della coppia si sta occupando la polizia giudiziaria che attende precisazioni dalle autorità italiane via interpol.-

(ansa) - parigi, 16 mag - fonti della polizia giudiziaria di lione hanno dichiarato all'ansa che la coppia non e' ricercata dalla polizia italiana. secondo le stesse fonti "si e' trattato di un errore". non hanno pero' voluto fornire precisazioni.

l'automobile su cui viaggiava la coppia era una "citroen". secondo le fonti citate una denuncia e' stata sporta dalla ditta che l'aveva data in noleggio in quanto l'automobile non era stata restituita nei tempi previsti.

(ansa) - roma, 16 mag - presso la polizia italiana, che e' stata interpellata dall'interpol, non risulta che i due siano ricordati nell'ambito dell'inchiesta sul terrorismo. di sergio cerignano si e' appreso che e' nato a livorno e che ha risieduto per qualche tempo a roma. dell'uomo si sa che ha soltanto un precedente di un mese di arresto in relazione ad una appropriazione indebita, fatto per il quale non e' prevista la possibilita' dell'extradizione. secondo quanto si e' appreso, ne' cerignano ne' la moglie ingelborg hanno precedenti di natura politica.

(ansa) - parigi, 16 mag - il riserbo osservato durante tutta la giornata della polizia giudiziaria lionese sulla vicenda del fermo di sergio cerignano e di ingelborg essel e' stato infine rotto stasera da un funzionario della questura di quella citta', il quale ha precisato che la coppia e' effettivamente ricercata dalla polizia italiana ma non nell'ambito delle inchieste sul terrorismo, bensì per furti di automobili. la coppia aveva noleggiato alcune settimane fa a parigi la "citroen" con la quale viaggiava e non si era piu' fatta viva con la ditta noleggiatrice.

(ansa) - parigi, 16 mag - fonti lionesi informate hanno confermato questo pomeriggio che il fermo della coppia e' stato provocato dalla denuncia del noleggiatore parigino della "citroen" sulla quale i due viaggiavano. cerignano e la essel sarebbero ancora trattenuti in stato di fermo dalla polizia giudiziaria lionese, che continua ad osservare il piu' stretto riserbo sulla vicenda, dopo aver semplicemente smentito che la coppia sia ricercata dalla polizia italiana.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Articolo del Giornale

ANSA

di

del

16. V. 79

Uganda: situazione

(ansa) - kampala, 16 mag - forze governative ugandesi e truppe tanzaniane hanno occupato la citta' settentrionale di lira, uno degli ultimi tre capisaldi ancora in mano ai soldati del deposto presidente idi amin dada.

I combattimenti per la conquista di lira sono stati fra i piu' duri sostenuti dai governativi e dai tanzaniani, i quali hanno annientato un convoglio di autocarri delle soldataglie di amin, con una marcia notturna di circa sessanta chilometri attraverso paludi e terreni accidentati, una colonna di mille tanzaniani e governativi ugandesi ha sorpreso il convoglio di ribelli e lo ha distrutto.

(ansa) - kampala, 16 mag - dopo la distruzione del convoglio, le truppe sono entrate trionfalmente a lira, accolte con entusiasmo dalla popolazione civile, che aveva sofferto le angherie dei soldati di amin in queste ultime settimane.

fonti ufficiose hanno descritto questa ultima fase della guerra in uganda, come una delle piu' dure del conflitto, esploso l'autunno dello scorso anno, allorché l'esercito di amin invase la tanzania settentrionale.

L'occupazione di lira, nella cui zona si trovano circa un centinaio di missionari e suore, quasi tutti italiani, lascia

i fedeli di amin con il solo controllo della lontana provincia nord occidentale e delle citta' di gulu ed arua, quest'ultima e' situata nella patria tribale di amin.

le stesse fonti hanno riferito di essere pressoché certe che i tempi per la liberazione del resto dell'uganda saranno notevolmente accelerati.

(ansa) - kampala, 16 mag - la colonna governativa e tanzaniana e' sbucata ad ovest della citta' di lira, completamente inaspettata, dopo la marcia notturna ed un violento sbarramento di artiglieria, i soldati hanno annientato la colonna di autocarri, con la quale gli sbandati di amin cercavano di raggiungere il nord.

secondo alcune fonti, i tanzaniani ed i governativi hanno attaccato gli autocarri con "mortai mobili" da alcune paludi vicine alla strada, ma i fedeli di amin hanno risposto al fuoco con estrema violenza, servendosi di fucili mitragliatori e carabine di precisione, i soldati di amin deceduti nella battaglia sono sessantacinque, i tanzaniani hanno avuto tre morti e due feriti.

i cadaveri dei soldati di amin erano sparsi tutt'intorno alla strada e all'inizio della palude, hanno riferito le fonti.

dopo la battaglia, le truppe vittoriose sono entrate a lira, dove due missionari italiani, padre santi e padre bono dei comboniani, sono stati uccisi nelle scorse settimane, altri due sacerdoti italiani sono stati uccisi dagli sbandati di amin nella zona intorno ad arua.

alcuni abitanti di lira hanno riferito che i negozi sono stati tutti saccheggianti e che la citta' era tenuta da circa trecento "desperados", ora fuggiti verso il nord-ovest sia sul convoglio attaccato sia attraverso la boscaglia.

quindici fedeli di amin sono stati presi prigionieri dai governativi e dai tanzaniani.

h 1026 21/mg

ANSA

Ritaglio dal Giornale

16. V. 79

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

di del

conferenza internazionale su profughi indocinesi

(ansa-afp-upi) - giakarta, 16 mag - il vietnam s'e' impegnato oggi a inviare direttamente 10.000 profughi al paese ai paesi desiderosi di accoglierli. la decisione e' stata annunciata alla conclusione della conferenza internazionale di giakarta sui profughi indocinesi dal rappresentante vietnamita fu hoang.

la misura intende contenere il flusso di profughi verso paesi come thailandia, malaysia e hong kong che stanno subendo la pressione maggiore, mentre dovrebbe convogliarne ordinatamente un numero crescente verso stati uniti, australia e francia. nell'ultimo anno piu' di 100.000 vietnamiti hanno abbandonato il paese.

hoang ha detto che il suo governo ha gia' pronta una lista di 20.000 persone che hanno chiesto di lasciare il paese e 'l'esodo ordinato' avverra' con la collaborazione dell'alto commissario dell'onu per i profughi, cui sara' sottoposto il 23 maggio prosimo ad hanoi un programma in proposito.

hoang ha detto che il suo governo ha gia' pronta una lista di 20.000 persone che hanno chiesto di lasciare il paese e 'l'esodo ordinato' avverra' con la collaborazione dell'alto commissario dell'onu per i profughi, cui sara' sottoposto il 23 maggio prosimo ad hanoi un programma in proposito.

foriani e i governanti tunisini hanno parlato del medio oriente, della nuova situazione di malta dopo il ritiro definitivo delle basi, stato dell'isola dell'evoluzione politica in algeria dopo la morte di boumediene, della proiezione sul mediterraneo della tematica della conferenza sulla sicurezza e la cooperazione in europa (csce).

il ministro italiano ha tenuto a mettere in valore gli sforzi di compromesso intrapresi dalla tunisia all'interno del campo arabo, attraverso il quale possono profonde divergenze che preoccupano l'italia e la comunita' europea nel suo insieme.

foriani e i governanti tunisini hanno parlato del medio oriente, della nuova situazione di malta dopo il ritiro definitivo delle basi, stato dell'isola dell'evoluzione politica in algeria dopo la morte di boumediene, della proiezione sul mediterraneo della tematica della conferenza sulla sicurezza e la cooperazione in europa (csce).

il ministro italiano ha tenuto a mettere in valore gli sforzi di compromesso intrapresi dalla tunisia all'interno del campo arabo, attraverso il quale possono profonde divergenze che preoccupano l'italia e la comunita' europea nel suo insieme.



Ministero degli Affari Esteri
 DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
 E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ANSA

di

del

16.V.79

forlani a tunisi

(ansa) - tunisi, 16 mag - il ministro degli esteri italiano arnaldo forlani e' giunto questa mattina a tunisi accolto all'aeroporto dal ministro degli esteri tunisino, mohamed fitouri, e dall'ambasciatore d'italia a tunisi, elio giuffrida. forlani, che e' accompagnato da una nutrita delegazione, avra' incontri con il collega fitouri e con il primo ministro, hedi nouira, nel pomeriggio, presso l'ambasciata, si incontrera' con esponenti della collettivita' italiana in tunisia.

i giornali locali alla notizia della visita aggiungono stamane un'ampia biografia dell'ospite.-

(ansa) - tunisi, 16 mag - l'on. forlani, a tunisi per una sola giornata, si e' incontrato con il primo ministro nouira e ministro degli esteri fitouri. nonostante la brevitaa', la visita ha consentito al titolare della farnesina di accertare una serie di punti di convergenza con i responsabili tunisini sui modi di sviluppare la cooperazione, nella quale un posto preminente spetta alla pesca.

in attesa che la comunitaa' europea, che ne ha oggi la competenza, concluda per l'italia un nuovo accordo di pesca

con la tunisia, i colloqui di oggi hanno riguardato unicamente l'opportunitaa' di una proroga dell'accordo tuttora in vigore che scade a meta' giugno.

nelle conversazioni forlani e' stato affiancato dal suo capo di gabinetto boris biancheri, dal direttore generale degli affari politici gardini e dal direttore generale per gli affari economici mondello, che ieri a roma era stato messo al corrente in un incontro al ministero degli esteri delle principali attese dei pescatori di mazara del vallo.

(ansa) - tunisi, 16 mag - i colloqui di oggi hanno confermato l'interesse che hanno italia e tunisia come paesi mediterranei ad accrescere la loro cooperazione in tutti i campi. i due paesi - ha detto forlani ai suoi interlocutori - hanno le stesse preoccupazioni, le stesse speranze e sono coscienti che in una prospettiva politica seria e responsabile non possono che marciare insieme e d'accordo.

questa constatazione ha fatto da sfondo alle discussioni sia sui temi politici che economici. molte le valutazioni convergenti, specie riguardo al futuro dei rapporti intramediterranei. italia e tunisia sono intenzionate a fare quanto e' in loro potere perche' il mediterraneo diventi una zona di stabilitaa' e di pace.

forlani e i governanti tunisini hanno parlato del medio oriente, della nuova situazione di malta dopo il ritiro definitivo delle basi nato dall'isola dell'evoluzione politica in algeria dopo la morte di boumediene, della proiezione sul mediterraneo della tematica della conferenza sulla sicurezza e la cooperazione in europa (csce).

il ministro italiano ha tenuto a mettere in valore gli sforzi di compromesso intrapresi dalla tunisia all'interno del campo arabo, attraverso il quale passano profonde divergenze che preoccupano l'italia e la comunitaa' europea nel suo insieme.

1

X

(ansa) - tunisi, 16 mag - il ministro forlani non ha nascosto il suo timore per le conseguenze che potrebbero derivare all'equilibrio generale della regione mediterranea da un negoziato mediorientale che perdesse di vista l'obiettivo di una pace globale e duratura e che non fosse giusto per tutti, compresi i palestinesi. il responsabile della diplomazia italiana ha messo anche l'accento sulla necessita' che il negoziato comprenda anche una adeguata soluzione del problema di gerusalemme. ai dirigenti tunisini, di cui ha apprezzato l'azione moderatrice, forlani ha rivolto l'invito a compiere ogni sforzo che eviti le posizioni di radicalizzazione e anzi promuova il ripristino della solidarieta' araba.

sul piano piu' ristretto dei rapporti bilaterali dai colloqui di oggi e' venuta l'indicazione di una serie di settori nei quali si potra' intensificare la cooperazione italo-tunisina. tra gli altri, i settori dell'energia, della cooperazione finanziaria e tecnica, del turismo e anche televisivo.

nel pomeriggio il ministro ha potuto anche incontrare gli operatori economici italiani presenti in tunisia.

(ansa) - tunisi, 16 mag - durante l'incontro con esponenti ed operatori della collettivita' italiana locale, questi hanno presentato a forlani un memorandum che caldeggia la soluzione di alcuni problemi tra i quali, nell'ordine: la reversibilita' delle pensioni per invalidita' e vecchiaia, il rientro degli emigrati anziani in italia ed una loro sistemazione estesa anche ai profughi, il trasferimento del valore dei beni, l'esercizio delle professioni liberali (non esiste una reciprocita' in materia tra italia e tunisia ed entro breve tempo entrera' in vigore una disposizione che impedisce agli stranieri l'esercizio delle professioni liberali), la doppia nazionalita' per i discendenti di italiani.

il ministro forlani ha espresso comprensione ripromettendosi di discutere i vari problemi in sede governativa.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale UNITA'

di del 16/5

Emigrati: il voto contro chi li ha costretti all'estero

Cara Unità,

chi scrive è un ex emigrato da poco rientrato dal Belgio dopo 25 anni, di cui 14 passati in miniera. Anche se ho avuto la fortuna di ritornare in Italia, non ho dimenticato i compagni e gli amici che ho lasciato in quel Paese, perciò tutti i venerdì compero l'Unità per sapere dalla rubrica che il nostro giornale dedica agli emigrati cosa succede a quanti ancora sono a lavorare all'estero.

Così ho avuto modo di leggere che anche il Corriere della Sera e la DC si ricordano di noi; se non sbaglio, anzi, il Corriere fa anche dei pronostici (40 per cento ai socialisti, 30 per cento alla DC, 10 per cento al PCI) per il voto degli emigrati in Belgio.

Come mai questo giornale e questo partito pensano agli emigrati soltanto nell'imminenza delle elezioni? Gli emigrati non sanno che farsene di queste preoccupazioni «improvvisate»: pensano invece con rabbia che quel partito, la DC, li ha condannati a vivere per 30 anni lontano dal loro Paese, dai loro cari, dalla propria terra, dalle tradizioni. Ricordano i morti nella miniera di Marcinelle e i lavoratori periti nella recente sciagura sul lavoro, in Germania.

Ma ricordano anche la frase pronunciata da De Gasperi, nel 1948: «Imparate una lingua, poiché domani potrà esservi utile». Quel domani è venuto presto: siamo dovuti partire, scacciati dal nostro Paese da quel governo, senza alcuna prospettiva di ritornare. Ma siate sicuri, caro Corriere della Sera e signori della DC: l'emigrato che è partito con la valigia di cartone sa molto bene chi gli ha fatto del male e chi invece lo ha sempre difeso. Voi avete tanta paura, come l'avete sempre avuta, che gli emigrati ritornassero a votare, per questo avete sempre messo loro i bastoni fra le ruote e cercate di farlo anche in questa occasione. Ma non siamo tanto ignoranti come voi credete; siamo invece abbastanza intelligenti per capire la vostra propaganda. Ecco perché gli emigrati faranno ancora una volta un sacrificio, fisico ed economico, per venire a votare per quel partito che li ha sempre difesi ed aiutati: voteranno comunista.

ANTONIO BASILE
(Ancona)



Ritaglio dal Giornale Inform
di 16.5.79

UN MESSAGGIO DEL PRESIDENTE DEL PARLAMENTO EUROPEO
ON. EMILIO COLOMBO AGLI ITALIANI RESIDENTI NEI PAESI
DELLA COMUNITA' IN OCCASIONE DELLE ELEZIONI EU-

ROPEE - (Inform - 16.5.1979).- Nei giorni 15 e 16 maggio ha avuto luogo a Lussemburgo, indetto dal Parlamento europeo, un seminario per 30 giornalisti della Federeuropa, l'associazione della stampa per gli emigrati italiani in Europa. Nel corso dei lavori sono state svolte relazioni sulla storia e sviluppo delle istituzioni della Comunità e i poteri attuali del Parlamento europeo, sui problemi e prospettive che nascono dall'elezione a suffragio universale diretto, sulla politica sociale e i problemi dell'emigrazione. Ha pure avuto luogo un dibattito con alcuni candidati al Parlamento europeo provenienti dal mondo dell'emigrazione (Gariazzo per la DC, Glinni per il PSI e Mariani per il PCI), nonché una tavola rotonda con i rappresentanti dei gruppi politici (socialista, democratico cristiano, liberale-democratico, comunista) in seno al Parlamento europeo sul tema "I partiti politici e le elezioni europee".

In tale circostanza - segnala l'Inform - il Presidente del Parlamento europeo, on. Emilio Colombo, ha rilasciato in esclusiva ai giornalisti della Federeuropa il seguente messaggio diretto agli italiani residenti nei Paesi della Comunità:

"L'Europa si accinge a darsi il suo primo Parlamento direttamente eletto: 180 milioni di cittadini dei nove paesi della Comunità stanno per andare alle urne. E' un avvenimento storico e ognuno è chiamato a compiere il suo dovere. Non è mai accaduto finora, nella storia della Comunità come in quella del mondo, che i cittadini di nove Stati diversi fossero chiamati a pronunciarsi - tutti insieme - su una realtà che li riguarda tutti da vicino. E nessuno, meglio dei lavoratori italiani all'estero, può recare vivente testimonianza di questa nuova realtà: l'Europa che, giorno per giorno, prende forma nella nostra vita quotidiana.

"Il fatto stesso che voi, italiani residenti all'estero, possiate votare per il Parlamento europeo, nello Stato in cui vivete e lavorate, è un simbolo della nascente, grande patria europea. Certo, siete e restate italiani, ma non più estranei - stranieri appunto - come gli emigranti di un tempo. Nel paese della Comunità in cui lavorate i trattati prevedono gli stessi diritti sociali ed economici riservati ai cittadini di quello Stato, i vostri figli siedono negli stessi banchi di scuola, accanto ai bambini tedeschi, francesi, belgi.

"Ora, per la prima volta, eserciterete un diritto politico nello Stato di residenza ed è - io credo - significativo che sia proprio la dimensione sovranazionale ad accordarvi quello statuto politico che le istanze nazionali tuttora vi negano. E' un chiaro segno della tendenza storica che riconosce i vostri diritti civili e politici nell'ambito della Comunità.

"Fra i nove paesi della Comunità esiste ormai un'interdipendenza tale che nessuno di essi può seriamente pensare ad abbandonare l'impresa comune: abbiamo raggiunto il punto dal quale non è più possibile tornare indietro. Ciò non significa però che l'Europa continuerà ad integrarsi automaticamente. Occorre un elemento propulsore.

"Le elezioni a suffragio universale diretto sanciranno la presenza di questo propulsore - la volontà popolare - nella gestione concreta dell'Europa comunitaria. I deputati europei saranno i portavoce dei cittadini europei, di cui gli emigranti rappresentano - di fatto - il drappello di testa. Nessuno quindi, più di voi, può identificarsi con la prossima consultazione elettorale europea. Il voto per il Parlamento europeo è per l'italiano all'estero la prima scelta compiuta come cittadino europeo. /.

ANSA

9

messaggio di Colombo agli emigranti italiani
"Tra le istituzioni della Comunità il nuovo Parlamento sarà - perché espressione diretta della volontà popolare - la più sensibile agli ideali comuni di quell'Europa in cui non conterà la nazionalità, ma il fatto di partecipare insieme agli altri popoli all'opera comune.

"Voi avete dimostrato, con l'impegno e con il sudore della fronte, che l'intesa fra gli uomini non è un'idea astratta, un sogno. Voi, che in molti casi siete stati costretti dalle circostanze ad emigrare, avete trasformato la necessità in virtù, dando un esempio concreto agli altri europei e pagando di persona, agli inizi della costruzione comunitaria, la differenza tra le varie legislazioni che non vi riconoscevano i diritti che ora la Comunità vi riconosce.

"Fate ora un altro passo decisivo per il futuro di questa nostra Europa: date con consapevolezza il vostro voto per il Parlamento europeo, perché il vostro esempio diventi patrimonio di tutti i cittadini, anche di quelli che conoscono l'Europa solo da lontano. La forza morale e politica del Parlamento europeo - così termina il messaggio di Colombo - sarà dettata dall'affluenza alle urne di tutti gli europei: date, una volta di più, il buon esempio. Mai come in questo caso l'Europa sarà un fatto vostro". (Inform)

(Ansa) - Lussemburgo, 16 mag. - Il presidente del Parlamento europeo ricorda quindi che le elezioni a suffragio diretto rappresenteranno la presenza della volontà popolare nella gestione concreta dell'Europa comunitaria. I deputati europei saranno il portavoce dei cittadini europei di cui "gli emigranti rappresentano il fatto il drappello di testa". "nessuno più" di voi - prosegue Colombo - può identificarsi con la prossima consultazione elettorale europea, il voto per il Parlamento europeo è per l'italiano all'estero la prima scelta completa come cittadino europeo.
Colombo Rossi conclude il suo messaggio agli emigranti: "Fate un passo decisivo per il futuro di questa nostra Europa. date con consapevolezza il vostro voto per il Parlamento europeo perché il vostro esempio diventi patrimonio di tutti i cittadini, anche di quelli che conoscono l'Europa solo da lontano. La forza morale e politica del Parlamento europeo sarà dettata dall'affluenza alle urne di tutti gli europei".



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ANSA

di

del

16. V. 79

messaggio di Colombo agli emigranti italiani

(ansa) - Lussemburgo, 16 mag - il presidente del parlamento europeo Emilio Colombo, in occasione di un seminario per giornalisti italiani esperti dei problemi dell'emigrazione svoltosi a Lussemburgo ha rivolto un messaggio agli italiani residenti nei vari paesi della comunità che si accingono a partecipare alle prossime elezioni europee.

"non era mai accaduto finora nella storia della comunità come in quella del mondo - dice il messaggio - che i cittadini di nove stati diversi fossero chiamati a pronunciarsi tutti insieme su una realtà che li riguarda da vicino. e nessuno, meglio dei lavoratori italiani all'estero può recare vivente testimonianza di questa nuova realtà: l'Europa che, giorno per giorno prende forma nella nostra vita quotidiana".

"il fatto stesso - prosegue Colombo - che voi, italiani residenti all'estero possiate votare per il parlamento europeo nello stato in cui vivete e lavorate e' un simbolo della nascente, grande patria europea. nei paesi in cui lavorate i trattati prevedono gli stessi diritti sociali ed economici riservati ai cittadini di quello stato, i vostri figli siedono negli stessi banchi di scuola accanto ai bambini tedeschi, francesi, belgi. ora per la prima volta - afferma il messaggio - eserciterete un diritto politico nello stato di residenza ed e' significativo che sia proprio la dimensione sovranazionale ad accordarvi quello statuto politico che le istanze nazionali tuttora vi negano.

(ansa) - Lussemburgo, 16 mag - il presidente del parlamento europeo ricorda quindi che le elezioni a suffragio diretto sanciranno la presenza della volontà popolare nella gestione concreta dell'Europa comunitaria. i deputati europei saranno i portavoce dei cittadini europei di cui "gli emigranti rappresentano di fatto il drappello di testa". "nessuno piu' di voi - prosegue Colombo - può identificarsi con la prossima consultazione elettorale europea. il voto per il parlamento europeo e' per l'italiano all'estero la prima scelta compiuta come cittadino europeo.

Colombo così conclude il suo messaggio agli emigranti: "fate un passo decisivo per il futuro di questa nostra Europa. date con consapevolezza il vostro voto per il parlamento europeo perché il vostro esempio diventi patrimonio di tutti i cittadini, anche di quelli che conoscono l'Europa solo da lontano. la forza morale e politica del parlamento europeo sarà dettata dall'affluenza alle urne di tutti gli europei".

Ma il governo italiano vuole che l'emigrato possa votare?

Le uniche assemblee sono quelle organizzate dal PCI - Le richieste: il viaggio sarà rimborsato? Verrà concesso il biglietto ferroviario gratuito? - Ancora equivoci sulla data delle due consultazioni

Dal nostro inviato — Ma si vuole davvero che gli emigrati possano votare come gli altri cittadini italiani per il rinnovo del Parlamento? C'è quanto meno da dubitarne. Guardiamo come stanno andando le cose nella Germania occidentale. Chi in questi giorni tiene riunioni e assemblee di comazionali — e sono quasi esclusivamente gli attivisti e i militanti del PCI a farsene carico — si trova di stanza a un'assillante richiesta di notizie alle quali è legata l'organizzazione del viaggio in Italia: ci sarà un qualche contributo per le spese di viaggio? Saranno assegnati buoni benzina — come è stato richiesto dal PCI — a chi rientrerà coi familiari in auto? Verrà concesso, come nel '76, il biglietto gratuito sulle ferrovie tedesche?

Nella RFT, dove vige lo scaglionamento delle ferie su base regionale, molte aziende chiudono a partire dal 20 giugno (per esempio in Renania-Westfalia) o nella prima settimana di luglio (nella Saar e in Renania Palatinato) e il fatto di essere praticamente alla vigilia delle vacanze offre un pretesto agli imprenditori che vogliono negare i pochi giorni di permesso necessari al viaggio in Italia. Molti lavoratori perciò chiedono: si sono fatti tutti i passi opportuni perchè non venisse ostacolato il nostro diritto

di partecipare al voto? Il governo italiano si è preoccupato di avere garanzie precise?

Mancano meno di tre settimane all'appuntamento del 4 giugno e non ci sono ancora risposte, non ci sono certezze. Chi deve partire è lasciato nel dubbio, non sa come regolarci. Convienne una cosa o l'altra, il treno o l'auto? Ci sarà dato tempo per il viaggio in ferrovia o sarà giocoforza puntare su un rapido, simile andata e ritorno in aereo? Un problema è legato all'altro, e l'incertezza complica decisioni che potrebbero essere semplici.

Agli interrogativi sul viaggio, si somma, in molti casi, la disinformazione sul voto stesso. In incontri coi nostri lavoratori svoltisi la scorsa settimana nel quartiere Kalk a Colonia (è quello dove una strada è chiamata dai tedeschi « Spaghettistrasse » per il gran numero di italiani che vi abitano) è emerso che parecchi credevano che si sarebbe dovuto votare lo stesso giorno in Germania, sia per il Parlamento nazionale, che per quello europeo. A Francoforte abbiamo partecipato alla assemblea che il compagno Fredduzzi ha tenuto in una « Wohnheim » (una casa collettiva) dei dipendenti stranieri delle poste.

Sono quasi duemila gli italiani che lavorano nel servizio postale, per lo più addetti alle mansioni più umili, dal tra-

no. Il che non è stato.

Dice Giorgio Marci, segretario della Federazione del PCI a Francoforte: « Non si è diffuso neppure un comunicato ufficiale alla comunità italiana sulle elezioni politiche. Non c'è stato nessun intervento, nessun appello diretto a sottolineare l'importanza della scadenza elettorale in Italia e a suscitare la attenzione e l'interesse degli emigrati ». Nella circoscrizione di Francoforte esiste una rete fitissima di associazioni italiane, da quelle a carattere nazionale come la F.I.L.F.F. fino ai gruppi regionali: « Attraverso di esse — aggiunge Marci — il consolato avrebbe potuto far diffondere con facilità informazioni e chiarimenti sul voto e sulle possibilità per il rientro, come del resto si era fatto per la reinscrizione nelle liste elettorali. Ancora non c'è stato niente. Lo spazio dedicato alle elezioni dalle emittenti radiofoniche in italiano è assolutamente inadeguato, le iniziative troppo scarse. Per la unica trasmissione TV diretta agli italiani sembra che elezioni neppure ci debbano essere ».

Insomma, finora non si è fatto quanto è possibile e si deve fare perchè anche gli emigrati possano esprimere la loro volontà politica col voto. Si deve incoraggiare questo solo la scarsità di mezzi o la poca sensibilità di qualche funzionario? A parte

il fatto che anche la pochezza dei mezzi non è certo dovuta al caso, va notato che pure nella RFT, come in Belgio, sono solo i comunisti italiani a fare propaganda per il rinnovo del Parlamento nazionale. Gli altri partiti non sono assenti, ma preferiscono confinare il discorso al tema delle elezioni europee.

E' chiaro che la DC non ama essere giudicata per la politica che i suoi governi hanno adottato nei confronti della emigrazione; ritiene più vantaggioso per i propri fini spostare il discorso sul terreno di un europeismo generico e lottano da ogni possibile metro di confronto, per il quale ci si potrà pronunciare restando nei paesi di immigrazione. Ma sarà davvero « garantito » il voto all'estero? Ricordiamo con quanta demagogia e approssimazione alcune forze affrontano questo argomento delirantissimo. Ora la prova dei fatti sta già confermando che in certi paesi la parità di indirizzi e la libertà di propaganda prescritti dalla nostra Costituzione sono assolutamente impraticabili.

Qui la Costituzione è un'altra ed il concetto di democrazia che la testo è ben lontano dal nostro. La televisione mostra a ripetizione Schmilh e Craxi, Kol e Pirelli; ma la fauce e martello o un discorso di Berlinguer su come i comunisti italiani concepiscono l'unità europea sono semplicemente impensabili.

li del PGI è legata alle colliche esibizioni anticomuniste di Franz Joseph Strauss. E' bisogno dire che questo anticomunismo dà luogo a episodi grotteschi ma anche gravi: come a Stoccarda, dove i nostri compagni che difendevano un volantino sono stati aggrediti da un energumeno che brandendo contro i « rossi italiani » li ha minacciati con la pistola.

« La discriminazione — è ancora Marci che parla — scatta anche nell'assegnazione delle sale per le manifestazioni pubbliche. Mentre democristiani e socialisti fruitiscono attraverso i legami con i partiti tedeschi, di prezzi di affitto politici, per noi si applicano le tariffe piene: una saletta di poche centinaia di posti costa fino a 400 mila lire, per l'affissione di manifesti dobbiamo pagare fino a 2500 lire l'uno ». Il Consiglio, che dovrebbe dare una mano, sembra sommerso da altre incombenze. Gli aventi diritto al voto nella circoscrizione di Francoforte, sono circa 74 mila, ma finora quelli la cui posizione anagrafico-elettorale è stato regolarizzato sono appena 22 mila. E si arriverà se tutto va bene, a un massimo di 30 mila. Nella circoscrizione sono stati previsti 32 seggi; qualche elettore, per arrivare alla propria urna dovrà percorrere anche 70-80 chilometri.

Un'ultima amalgama. Nell'opuscolo di propaganda elettorale stampato a cura dell'ufficio romano della CEE e diffuso nella Repubblica Federale Tedesca, è scritto: « Il 10 giugno eleggerai con il tuo voto il Parlamento europeo... » ma nella RFT si voterà il 9 giugno.

Pier Giorgio Betti





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Emigrazione Filef (suppl.)

di

del

16/5/78

X

9/20/1. LA PRESIDENZA FILEF PER L'ESERCIZIO EFFETTIVO DEL DIRITTO DI VOTO

La Presidenza della FILEF, nella riunione del 9 maggio, ha sollecitato i provvedimenti governativi che assicurino l'esercizio effettivo del diritto di voto, per il rinnovo del Parlamento italiano (3-4 giugno) e per l'elezione del Parlamento europeo (8-9-10 giugno). Tra le misure più urgenti vi sono quelle che garantiscano a tutti gli emigrati i permessi sui luoghi di lavoro, per un periodo adeguato, specie per i lavoratori che intendono votare in Italia per tutte e due le elezioni, e per gli emigrati sardi che dovranno rinnovare l'Assemblea regionale il 17 maggio. Altri interventi riguardano la gratuità dei viaggi sulle ferrovie europee. L'Austria ha già concesso uno sconto del 50 per cento. La Germania, nel 1976, garantì il viaggio gratuito, ma finora ancora non vi è stata una decisione. La FILEF ha rinnovato, inoltre, l'appello alle Regioni e ai Comuni, per interventi appropriati che agevolino i rientri per il voto.

La Presidenza della FILEF ha rilevato, criticamente, le insufficienze e le deformazioni propagandistiche dei programmi Rai-TV per l'estero e ha chiesto una corretta e ampia informazione, proponendo trasmissioni cui partecipino anche le associazioni degli emigrati, da mettere in onda dall'Italia e dalle emittenti europee.

Un particolare appello è stato rivolto ai lavoratori emigrati perché vigilino contro qualsiasi broglio elettorale nei paesi europei. Le liste degli elettori contengono lacune e insufficienze molto gravi: su 430.000 elettori registrati alla data del 7 maggio dal Ministero degli Interni, ben 91.000 nominativi mancano dell'indicazione della residenza o hanno un'indicazione sbagliata, come è stato comunicato in una riunione presso il Ministero degli esteri il 4 maggio. Nella stessa riunione si è avuta notizia di una seconda "nota verbale" della Germania, con cui vengono corrette alcune misure che avevano destato le più forti opposizioni nel nostro Parlamento. L'azione di vigilanza deve essere mantenuta e consolidata.

La Presidenza della FILEF impegna tutte le organizzazioni aderenti, che operano nei paesi europei, a sviluppare il più ampio dibattito politico sui programmi di rinnovamento per l'Italia e per l'Europa, sulla base del documento di cui sono state diffuse decine di migliaia di copie. Sarà così adeguatamente preparata la 4a. Assemblea europea indetta a Bruxelles dopo le elezioni; per questa assemblea sarà anche diffuso un questionario sulla condizione di vita e di lavoro e sui diritti civili e politici, in base al quale la FILEF stenderà un "2° Libro Bianco" per il Parlamento europeo.

E' stato inoltre esaminato l'andamento delle iniziative per i nuovi accordi e convenzioni.

Nella discussione nella presidenza della FILEF sono stati inoltre sottolineati i problemi dell'energia, con i pericoli di chiusura di altre industrie, dell'iniziativa unitaria con i lavoratori di ogni nazionalità, della libera circolazione che può aver-
si soltanto con la piena occupazione, della lotta contro il qualunquismo e la sfiducia, della democratizzazione delle istituzioni della CEE, delle condizioni per una nuova politica e un nuovo governo in Italia. Alla discussione hanno preso parte Volpe, che ha introdotto i lavori, Egoli, Capodaglio, Cinanni, Boiardi, Salemi, Baldan e Cianca che li ha conclusi.

Un caloroso saluto è stato espresso al presidente della FILEF dell'Australia, Giovanni Sgrò, eletto senatore in quel paese.



a.i.s.e. - la regolamentazione internazionale sulla sicurezza sociale - nostra intervista esclusiva con i dirigenti dell'inail.

roma (aise) - il problema della sicurezza sociale e della previdenza assume, toni sempre piu' accentuati, un ruolo prioritario nella vasta problematica dei nostri emigrati interessati a che la sicurezza sociale e la previdenza venga assicurata in tutti quei paesi dove e' presente la nostra emigrazione, sono il ministero degli esteri, che in questo settore opera in collaborazione con il ministero del lavoro e gli enti previdenziali, a proposito di questi ultimi, abbiamo avuto un incontro con il direttore generale dell'inail, amos zanibelli e i responsabili del settore internazionale dell'ente, dottor ciccotti e il dottor piccinini, responsabile del servizio prestazioni assicurative.

come e' noto, la regolamentazione internazionale di sicurezza sociale e' costituita da quegli atti internazionali, bilaterali o plurilaterali, che impegnano due o piu' stati alla applicazione di un regime di tutela per i cittadini delle parti contraenti che, per motivi di lavoro, emigrano nell'ambito dei rispettivi territori. in pratica detta regolamentazione svolge la funzione di coordinare tra loro i singoli ordinamenti giuridici nazionali per garantire cosi' ai lavoratori in questione ed ai loro familiari l'erogazione delle prestazioni assicurative (malattia, maternita', vecchiaia, superstiti, infortuni sul lavoro, malattie professionali, assegni familiari).

d. - dott. zanibelli, quali sono gli obiettivi principali cui deve tendere un negoziato sulla sicurezza sociale con un altro stato?

r. - regolamentazione assume spesso storicamente forme e contenuti diversi che, peraltro, hanno in comune una serie di principi informatori di carattere generale e costituiscono gli obiettivi fondamentali quali: territorialita' e parita' di trattamento; esportabilita' delle prestazioni in natura e in denaro (nel caso di residenza o soggiorno nel territorio dell'altro stato contraente); cumulabilita' dei periodi di assicurazione compiuti negli stati contraenti; assimilazione dei territori degli stati contraenti. cio' premesso vorrei precisare che, per quanto riguarda l'assicurazione infortuni e malattie professionali, la regolamentazione internazionale piu' aggiornata e completa e' quella contenuta nei regolamenti c.e.e. (n. 1408/1971 e n.574/1972) i quali sono direttamente operanti negli ordinamenti giuridici dei 9 stati membri della c.e.e.'.

d. - con quali stati extra-comunitari sono stati gia' stabilite delle convenzioni in materia?

r. - "esistono numerose convenzioni bilaterali che vincolano l'italia con i seguenti paesi non facenti parte della cee, e cioe': argentina, austria, brasile, canada, yugoslavia, principato di monaco, norvegia, spagna, svezia, svizzera e san marino. per quanto riguarda il canada, la convenzione bilaterale recentemente entrata in vigore prevede la stipula di accordi amministrativi nella materia sottoposta alla legislazione infortunistica, da parte delle istituzioni competenti dei due stati. ed e' appunto in questo quadro che si collocano i rapporti intrapresi dalla inail sotto la guida del ministero degli affari esteri sia con l'ente infortuni del quebec (con il quale esiste da qualche anno un ristretto accordo di collaborazione con l'inail), sia con l'ente infortuni dell'ontario: con tali enti si sta studiando le possibilita' di stipulare appositi accordi.

una menzione a parte merita, poi la convenzione europea di sicurezza sociale, approvata dal consiglio d'europa e in corso

di ratifica da parte dell'Italia, si tratta di una regolamentazione redatta sul modello della normativa c.e.e. che, una volta ratificata da parte di tutti gli stati membri, sarà operante in un'area vastissima qual'è appunto quella dei 20 stati facenti parte del consiglio d'Europa".

d. - dott. zanibelli, che bilancio si può fare dell'ultimo incontro tra le delegazioni di Argentina e Italia dello scorso marzo?

r. - "La discussione si è svolta sulla base di un progetto predisposto dalla delegazione italiana, che era guidata dal ministro Sergio Angeletti (vice direttore generale dell'emigrazione). In termini generali, il progetto proposto da parte italiana prevedeva: 1) la esportazione delle prestazioni sanitarie dal paese competente all'altro; 2) il superamento del criterio della "cittadinanza" (la tutela previdenziale viene reciprocamente garantita non solo ai cittadini dell'altro stato ma anche agli apolidi e ai profughi); 3) miglioramenti significativi per la totalizzazione dei periodi ai fini della pensione di vecchiaia; 4) disciplina dell'assicurazione contro la disoccupazione involontaria; 5) completa e articolata disciplina dell'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali. sui punti 1), 2), e 3), si è raggiunto sostanzialmente l'accordo; gli articoli relativi al punto 4) invece, sono stati eliminati in quanto in Argentina non esiste ancora la specifica forma assicurativa. circa il punto 5), la trattativa è stata all'inizio molto difficile per l'atteggiamento di totale rifiuto, da parte della altra delegazione, in quanto la forma assicurativa vigente tuttora in quel paese rientra sostanzialmente nel diritto che disciplina i rapporti di lavoro individuate e non nel diritto pubblico".

d. - e per quanto riguarda la riunione della commissione mista Italia-Uruguay di Montevideo, successivamente a quella di Buenos Aires?

r. - innanzitutto, bisogna precisare che la commissione in oggetto si era riunita in quella occasione per la prima volta realizzando quell'incontro bilaterale (finalizzato alla discussione di una convenzione in materia di sicurezza sociale) che era stato infruttuosamente tentato in poche precedenti quando il governo uruguayano era apparso sempre restio ad assumere i necessari impegni. La discussione è stata tenuta sul testo che l'Uruguay aveva redatto in risposta ad un precedente elaborato da parte italiana, mentre il progetto italiano era articolato secondo lo schema ormai pressoché usuale nei rapporti bilaterali, il testo proposto dall'Uruguay è notevolmente più scarso, il progetto di convenzione, in base alle intese raggiunte, sostanzialmente si basa sui seguenti principi:

1) nella materia di competenza della convenzione parità di trattamento in ciascuno dei paesi contraenti fra i lavoratori di entrambi i paesi; 2) totalizzazione dei periodi assicurativi svolti in entrambi i paesi ai fini dell'assicurazione invalidità, vecchiaia e superstiti; 3) esportazione da un paese all'altro delle prestazioni sia economiche sia in natura per tutte le forme assicurative comprese dalla convenzione; 4) estensione della tutela nazionale ai lavoratori inviati temporaneamente da uno dei paesi contraenti all'altro; 5) articolata e completa disciplina del rapporto bilaterale nella specifica forma assicurativa contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali. pertanto - ha proseguito zanibelli - sono rimasti aperti taluni aspetti che formeranno oggetto di scambio di note prima della seconda riunione della commissione mista. in particolare si è registrato disaccordo in materia di assegni familiari. non si sono evidenziati invece sostanziali contrasti nella materia di competenza dell'Inail anche se i limiti delle strutture esistenti in quel paese per le prestazioni sanitarie e il tipo di organizzazione non fanno stare tranquilli circa possibilità reali di assistenza medica a nostri infortunati che si trasferiscono in Uruguay e che ivi abbiano bisogno di cure per i postumi dell'infortunio; - 9.7.173 - ha concluso zanibelli - la delegazione si è impegnata ad inviare un ulteriore articolato anche su questa materia e la delegazione uruguayana è sembrata del tutto disponibile ad un esame più approfondito". (salvo buzzanca) ((aise))



a.i.s.e. - La presidenza filef sollecita provvedimenti a garanzia dell'esercizio di voto degli emigrati

roma (aise) - La presidenza della filef, nella riunione del 9 maggio, ha sollecitato i provvedimenti governativi che assicurino l'esercizio effettivo del diritto di voto, per il rinnovo del parlamento italiano (3-4 giugno) e per l'elezione del Parlamento europeo (8-9-10 giugno). tra le misure piu' urgenti vi sono quelle che garantiscano a tutti gli emigrati i permessi sui luoghi di lavoro, per un periodo adeguato, specie per i lavoratori che intendono votare in italia per tutte e due le elezioni, per gli emigrati sardi che dovranno rinnovare l'assemblea regionale il 17 maggio. altri interventi riguardano la gratuita dei viaggi sulle ferrovie europee. l'austria ha gia' concesso uno sconto del 50 per cento. la germania, nel 1976, garantiva il viaggio gratuito, ma finora ancora non vi e' stata una decisione. la filef ha rinnovato, inoltre, l'appello alle regioni e ai comuni, per interventi appropriati che agevolino i rientri per il voto.

La presidenza della filef ha inoltre rilevato, criticamente, le insufficienze e le deformazioni propagandistiche dei programmi rai-tv per l'estero e ha chiesto una corretta e ampia informazione, proponendo trasmissioni cui partecipino anche le associazioni degli emigrati, da mettere in onda dall'italia e dalle emittenti europee.

un particolare appello e' stato rivolto ai lavoratori emigrati perche' vigilino contro qualsiasi broglio elettorale nei paesi europei. Le liste degli elettori contengono lacune e insufficienze molto gravi: su 430.000 elettori registrati alla data del 7 maggio dal ministero degli interni, ben 91.000 nominativi mancano dell'indicazione della residenza o hanno un'indicazione sbagliata, come e' stato comunicato in una riunione presso il ministero degli esteri il 4 maggio. nella stessa riunione si e' avuta notizia di una seconda "nota verbale" della germania, con cui vengono corrette alcune misure che avevano destato le piu' forti opposizioni nel nostro parlamento. l'azione di vigilanza deve essere mantenuta e consolidata.

La presidenza della filef impegna tutte le organizzazioni aderenti, che operano nei paesi europei, a sviluppare il piu' ampio dibattito politico sui programmi di rinnovamento per l'italia e per l'europa, sulla base del documento di cui sono state diffuse decine di migliaia di copie. sara' cosi' adeguatamente preparata la 4° assemblea europea indetta a bruxelles dopo le elezioni; per questa assemblea sara' anche diffuso un questionario sulla condizione di vita e di lavoro e sui diritti civili e politici, in base al quale la filef stendera' un "2° libro bianco" per il parlamento europeo.

e' stato inoltre esaminato l'andamento delle iniziative per i nuovi accordi e convenzioni.

nella discussione nella presidenza della filef sono stati inoltre sottolineati i problemi dell'energia, con i pericoli di chiusura di altre industrie, dell'iniziativa unitaria con i lavoratori di ogni nazionalita', della libera circolazione che puo' aversi soltanto con la piena occupazione, della lotta contro il qualunquismo e la sfiducia, della democratizzazione delle istituzioni della cee, delle condizioni per una nuova politica e un nuovo governo in italia. alla discussione hanno preso parte volpe, che ha introdotto i lavori, egoli, capodaglio, cinanni, boiardi, salemi, baldan e cianca che li ha conclusi.

un caloroso saluto e' stato espresso al presidente della filef dell'australia, giovanni sgro', eletto senatore in quel paese. (aise)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'UNITA'

di del 16/4

Elezioni politiche ed europee

Queste le modalità per il diritto al voto degli emigrati

ROMA — L'ufficio elettorale del PCI informa, con questa nota, sulle modalità di voto degli emigrati che dovranno essere rispettate sia per le elezioni politiche del 3 giugno, che per quelle « europee ».

① Per le elezioni politiche del 3 giugno, gli elettori all'estero, anche se si trovano in Stati membri della Comunità europea, devono rientrare in Italia per poter esercitare il diritto di voto. Essi devono recarsi a votare presso il seggio nelle cui liste elettorali sono iscritti.

Agli elettori residenti all'estero i Comuni d'iscrizione elettorale devono spedire un'apposita cartolina avviso, con la quale si avverte che il destinatario potrà ritirare il certificato elettorale presso il competente Ufficio elettorale comunale. La esibizione di detta cartolina dà diritto al titolare di usufruire delle particolari facilitazioni di viaggio.

E' necessario che le sezioni del partito e i parenti degli emigrati si interessino di controllare il tempestivo invio della cartolina.

E' da tener presente che, ove l'emigrato non risulti iscritto nelle liste elettorali,

pur avendone diritto, esso potrà rivolgere domanda per l'ammissione al voto alla Commissione elettorale mandamentale. Si richiama al riguardo le nuove disposizioni della legge 7 febbraio 1979, n. 40 (in particolare l'art. 3). Una volta accolta la domanda da parte della Commissione elettorale mandamentale, il sindaco farà notificare all'elettore una attestazione di ammissione al voto, con la quale si potrà votare in sostituzione del certificato elettorale. Contro l'eventuale decisione negativa della Commissione elettorale mandamentale, resta sempre la possibilità di ricorso alla Corte d'Appello per ottenere una sentenza dichiarativa del diritto di voto, con la quale è possibile, egualmente, votare in sostituzione del certificato elettorale.

② Per le elezioni del Parlamento europeo del 10 giugno, è necessario distinguere tra emigrati in Paesi membri della Comunità europea e quelli, invece, emigrati in altri Paesi.

Gli emigrati in Stati non compresi nella Comunità devono tornare a votare in Italia. Per essi valgono le indicazioni del precedente punto 1).

Gli elettori residenti nei Paesi membri della Comunità e quelli che si trovano nei Paesi stessi per motivi di lavoro o di studio e abbiano presentato tempestivamente (e, cioè, entro il 31 marzo) la prescritta domanda, possono votare nei seggi ivi istituiti, previa iscrizione negli appositi elenchi e presentazione del certificato elettorale e dell'attestazione del sindaco (ovve-

ro certificazione del Console, su assicurazione telegrafica del Comune, in mancanza di tempestivo arrivo del certificato elettorale e dell'attestazione del sindaco).

E' da aggiungere però che detti elettori, se rimpatriano, possono esprimere il voto presso il seggio nelle cui liste sono iscritti. Ma, a questo fine, devono, entro sabato 9 giugno, comunicare al sindaco del Comune di iscrizione elettorale, l'intenzione di votare nel comune stesso. Di ciò il sindaco darà atto in calce al certificato elettorale e il presidente del seggio prenderà nota nelle liste della sezione.

Si richiamano le indicazioni accennate al punto 1) per quanti non risultassero iscritti nelle liste elettorali (domanda alla Commissione elettorale mandamentale per l'ammissione al voto ed eventuale ricorso alla Corte d'Appello).

Si invitano le organizzazioni del partito ad interessarsi per tutti i problemi inerenti al diritto di voto degli emigrati, prestando l'assistenza necessaria per lo svolgimento delle eventuali pratiche.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

di GAETANO CAFIERO

Un caduto al fronte, padre Lorenzo Bono, 63 anni, da Cuneo, assassinato a Arua, nella sua missione, dai soldati sbandati di Amin; un ferito grave, che si è fatto in tempo a trasportare in patria, padre Antonio Todesco, ma che è morto anche lui: e notizie scarse per tutti gli oltre quattrocento tra sacerdoti e volontari civili che predicano il Vangelo, e curano, assistono, istruiscono in Uganda.

Il regime di Amin Dada è finito, Kampala sta riprendendo a vivere dopo l'occupazione delle forze della Tanzania e l'insediamento del nuovo governo di Yusuf Lule, ex rettore dell'università di Kampala, 67 anni, «saggio e cristiano», come ha scritto sul numero scorso del *Settimanale* Sinaldo Sinaldi. Ma nel nord del paese, dopo la «Pasqua di liberazione», gli sbandati dell'esercito disfatto si abbandonano ancora a saccheggi e crudeltà. Il ministero degli Esteri italiano ha chiesto ufficialmente a tutti i paesi confinanti con l'Uganda di agevolare al massimo il passaggio dei confini da parte dei missionari, religiosi e laici, minacciati. Ma notizie sicure di quel che sta acca-

deando non se ne hanno: «Da Arua, Gulu, Lira non si sa nulla», dice padre Peano, della Casa Generalizia dei Figli del Sacro Cuore di Gesù, i missionari africani Comboniani.

Ribelli. «Laggiù vi sono oltre centocinquanta persone, tra sacerdoti, suore e civili, e non riusciamo ad avere nessuna notizia. Non ci sono problemi per i missionari residenti nel Sud dell'Uganda: dopo la liberazione ad opera delle truppe della Tanzania e dei ribelli al regime di Amin, abbiamo potuto stabilire un contatto telefonico con quei nostri fratelli, e sappiamo che stanno bene. A Kampala la vita si sta normalizzando, nei mercati si trova di tutto, e nessun bianco è stato ucciso. Da Moroto abbiamo avuto notizie grazie a padre Reiner, che compì un giro delle missioni della zona e poi raggiunse a piedi il Kenia proprio per mettersi in contatto con noi. Ci ha fatto sapere che il personale sta bene; cioè che non sono stati toccati né missionari né sacerdoti e suore indigene. C'è stato qualche saccheggio, qualche sequestro di macchine, questo sì».

Il dramma. Tutto il mondo civile sta seguendo con apprensione il dramma dei missionari italiani in Uganda. E non soltanto il mondo cattolico. La sconfitta di Amin nella guerra che egli stesso aveva scatenato contro la Tanzania per distrarre il suo sventurato popolo dalle miserie interne, dalle effrazioni del suo governo, ha svegliato dal letargo quanti per un malinteso anticolonialismo ritenevano sconveniente denunciare le atrocità di Amin, e gli stessi governi che per timore di ritorsioni (anche indirette: per esempio tagli di forniture petrolifere da parte di Gheddafi, partner ufficiale del tragico

pagliaccio di Kampala) tacevano su quel che è avvenuto in Uganda durante i nove anni di dittatura dell'ex pugile coperto di medaglie.

L'Uganda era «religiosamente bene avviato». Non si dimentichi che vi si recò il papa Paolo VI. I missionari godevano d'una certa libertà, anche se era difficile ottenere un permesso di soggiorno (del resto, ancor oggi, e altrove, nello Zaire, i missionari devono rassegnarsi a entrare nel paese con un visto turistico).

Ci furono un paio di gravi episodi, con l'espulsione di due gruppi di missionari: l'ultima volta nel 1975, se si esclude qualche caso individuale sul quale è difficile svolgere indagini.

Islam. Le difficoltà aumentarono quando Amin, dopo essere stato sostenuto dalla Gran Bretagna e aiutato da Israele, rovesciò le alleanze internazionali accettando aiuti dall'Urss e soprattutto l'appoggio della Libia. Il dittatore, per agevolare i contatti con gli arabi ricchi, abiurò la fede cristiana e si convertì all'Islam. Fatto questo passo è chiaro che doveva dare prova di fedeltà a Gheddafi favorendo la minoranza musulmana dell'Uganda a detrimento della maggioranza cristiana. Anche se nessuno glielo chiedeva perché l'Islam autentico è la più tollerante delle religioni, nel Corano c'è scritto innanzi tutto che Dio è Dio per tutti gli uomini. Comunque, la conversione di Amin non accrebbe di per se stessa le difficoltà in cui si dibattevano i missionari cristiani e cattolici in particolare: soltanto che le grandi sofferenze del popolo ugandese si riflettevano inevitabilmente sui rapporti con i sacerdoti e i laici venuti dall'Italia; anche perché costoro, istituzionalmente diremmo, non potevano restare inerti e indifferenti di fronte alle persecuzioni e alle angherie che i loro catechisti dovevano subire.

Medici. Il primo maggio, dopo un viaggio avventuroso, sono rientrati a Milano due giovani missionari laici. Sono i medici dottor Giuseppe Lombardi, 28 anni, con la moglie Emilia e il figlioletto Stefano, di 2 mesi, e il dottor Mario Loda, con la moglie Patrizia, tutti bresciani. Sono andati via (non

fuggiti, come vedremo) proprio da Angal, ma hanno saputo della morte di padre Bono soltanto al rientro in Italia.

I quattro laici sono stati preparati al loro lavoro in missione dal *Cuam*, il Collegio Universitario Aspiranti Medici Missionari di Padova, diretto da un sacerdote, don Luigi Mazzucato: un'opera religiosa composta però da laici, che ha già mandato 400 medici e infermieri specializzati in trentaquattro paesi del Terzo Mondo.

Venerdì Santo, 13 aprile, i Lombardi e i Loda lasciarono la missione. La mattina del 12 i soldati di Amin avevano saccheggiato la missione, senza però uccidere o ferire alcuno. Gli ammalati, tuttavia, avevano preferito allontanarsi, nel timore di qualche rappresaglia. Nel pomeriggio dello stesso giorno altri militari tornavano a restituire il maltolto: erano originari della zona e conoscevano bene la missione. Ma la situazione si aggravava, soprattutto per la mancanza di notizie sul quel che stava accadendo nel resto del paese. C'era il rischio di restare bloccati. E poi nell'ospedale, con la fuga dei degenti, non c'era più nulla da fare: i missionari suggerivano ai medici laici e alle loro mogli di allontanarsi. Accompagnati da due militari in borghese che li guidavano attraverso l'impervia regione, i coniugi Lombardi con il loro figlioletto e i coniugi Loda raggiungevano il confine con lo Zaire e entravano a Niarembe, dove venivano accolti dalla missione locale dei Padri Bianchi.

Corrieri. Restavano lì fino al 25 aprile, mantenendo i contatti con Angal mediante un servizio di «corrieri» indigeni che facevano la spola attraverso la foresta e sopra le montagne che dividono Uganda da Zaire. Ad Angal non era accaduto ancora nulla, ma i padri mandarono un messaggio ai medici esortandoli a lasciare al più presto anche il loro rifugio nello Zaire: non si potevano escludere sconfinamenti e saccheggi da parte delle truppe sbandate di Amin.

Da una missione all'altra, le due famiglie raggiunsero Bunia e da qui, con un piccolo aereo privato, Ghoma, un centro importante ben collegato con la capitale Kinshasa. Già da Ghoma riuscirono a comunicare con l'ambasciata italiana di Kinshasa. Pochi giorni dopo, grazie all'interessamento del vescovo zairese di Ghoma, i cinque italiani, privi di passaporto e di qualsiasi documento, poterono raggiungere Kinshasa e di qui, con un volo di linea *Sabena* Bruxelles e quindi Milano. Poco prima di salire sull'aereo che li avrebbe riportati in Patria, seppero della tragica fine di padre Lorenzo Bono.

Gaetano Caffero



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Formale

di

del

16.V.79

In balia degli sbarrati di Ansa i missionari italiani in Uganda

Pescherecci piceni sequestrati dagli jugoslavi

Ascoli P., 15 maggio

Quattro pescherecci — due della flottiglia di San Benedetto e gli altri due di quelle di Giulianova e di Tortoreto Lido — sono stati sequestrati in Adriatico da motovedette jugoslave. La notizia è giunta nel pomeriggio nella città picena attraverso la radio costiera.

E' stato comunicato che i natanti sono stati fatti dirottare nel porto di Sebenico ed i comandanti accusati di pesca abusiva in acque slave.



Ritaglio dal Giornale Secolo d'Italia

di del 16. V. 79

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

È allarmante la situazione nella zona settentrionale del Paese

In balia degli sbandati di Amin i missionari italiani in Uganda

Continua ad essere allarmante in Uganda la situazione nella provincia del Nilo Occidentale (corrispondente alla diocesi di Arua), dove i soldati fedeli ad Amin, in gran parte originari della zona, sembra intendano organizzare la loro ultima disperata resistenza.

Lo ha reso noto la Curia generalizia di Roma dei missionari comboniani, oltre quattrocento dei quali, tutti di nazionalità italiana, operano da anni nel paese. Un gruppo di questi missionari, in prevalenza sacerdoti, si trova tuttora nella diocesi di Arua (dove nella notte tra il 3 ed il 4 maggio sono stati uccisi i due sacerdoti italiani Silvio del Maso e Antonio Fioravanti) mentre i missionari laici con le loro famiglie hanno abbandonato la zona insieme con oltre un centinaio di suore africane ed alcuni altri missionari.

Nel comunicato dei comboniani è detto ancora che nella provincia nord-occidentale del Karamogia (corrispondente alla diocesi di Moroto completamen-

te evacuata dai soldati di Amin nei giorni scorsi), nessuno dei circa cento missionari (sacerdoti suore e medici italiani con le loro famiglie) ha subito danni alle persone e tutti sono rimasti ai loro posti.

Si attendono, ora con ansia notizie dalla diocesi di Lira dove si trovano attualmente circa 70 missionari, e dove il 14 aprile scorso venne ucciso il padre Giuseppe Santi. Nessuna indicazione di altri gravi fatti è pervenuta finora oltre a quella dell'uccisione del sacerdote, anche se non sono mancati giorni di terrore per la popolazione, già duramente provata dal regime di Amin.

Nel comunicato, si afferma inoltre che nessuna notizia allarmante è pervenuta sinora dalle missioni della zona orientale della diocesi di Gulu dove si trovano circa 120 tra missionari e laici. In questi giorni sia a Nairobi che a Kampala si stanno preparando carichi di viveri e medicinali da inviare ai missionari. Quattro carichi di vet-

tovaglie sono già partiti per la diocesi di Moroto e le missioni della zona orientale di Gulu; ed altre tre verso Lira.

Nel comunicato dei comboniani, si aggiunge che «la situazione possa aggravarsi nella prossima settimana».

L'«Osservatore romano», commentando in un corsivo in prima pagina l'uccisione dei due missionari comboniani afferma che «lo scarno linguaggio delle agenzie di informazione o i comunicati di altre fonti credibili non fanno altro che comunicare il bollettino» di una guerra che la follia del potere o il furore dell'odio o la perversità del male conducono ogni giorno in tante parti della terra.

Una guerra — aggiunge «L'Osservatore romano» — che da sempre fa le sue vittime anche contro coloro che, in nome di Cristo, consumano la propria vita al servizio degli «ultimi» per sfamarli, curarli, istruirli ed amarli come fratelli, e che non impugnano armi per difendersi.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di

del

16. V. 1979

DOPO L'ASSASSINIO DEI DUE COMBONIANI

Uganda: allarme per i missionari

Preoccupazione per i religiosi italiani rimasti nella provincia del Nilo occidentale

Continua a presentarsi allarmante in Uganda la situazione nella provincia del Nilo Occidentale (corrispondente alla diocesi di Arua) dove i soldati rimasti fedeli all'ex presidente Idi Amin, in gran parte originari della zona, sembra intendano organizzare una ultima, disperata resistenza. Lo ha reso noto ieri a Roma la Curia generalizia dei missionari comboniani, oltre quattrocento dei quali, tutti di nazionalità italiana, operano da anni nel paese.

Un gruppo di tali missionari, in prevalenza sacerdoti, si trova tuttora nella diocesi di Arua — dove nella notte tra il 3 e il 4 maggio sono stati uccisi i due religiosi italiani Silvio dal Maso e Antonio Fioravanti — mentre i missionari laici con le loro famiglie hanno abbandonato la zona assieme ad oltre un centinaio di suore africane, passando il confine.

Una drammatica relazione sugli ultimi fatti avvenuti prima della liberazione di Moroto, avvenuta la sera del 3 maggio scorso, è stata fatta da padre Giuseppe Bertinazzo, primo comboniano rientrato a Roma dall'Uganda. In essa si parla di sparatorie, minacce, razzie e uccisioni di soldati di Amin da parte della polizia locale, specie durante la settimana santa.

Nel comunicato dei comboniani è precisato anche

che nella provincia nord-orientale del Karamogìa (corrispondente alla diocesi di Moroto completamente evacuata dai soldati di Amin nei giorni scorsi) nessuno dei circa cento missionari (sacerdoti, fratelli, suore e medici italiani con le loro famiglie) ha subito danni fisici e ha abbandonato il proprio posto.

« Si attende ora con ansia la notizia della pace riportata nella diocesi di Lira — si legge ancora nella nota — dove si trovano attualmente circa 70 missionari, e dove il 14 aprile scorso venne ucciso padre Giuseppe Santi ». Nessuna indicazione di altri gravi fatti è pervenuta finora oltre a quella della uccisione del padre, anche se non sono mancati giorni di terrore per la popolazione, già duramente provata dal regime di Amin. Sembra che anche le missioni della zona orientale della diocesi di Gulu, dove vi sono circa 120 missionari, non corrano seri pericoli.

In questi giorni sia a Nairobi che a Kampala si stanno preparando carichi di viveri e medicinali da inviare ai missionari e alle popolazioni delle zone liberate nel nord-Uganda: quattro carichi di vettovaglie sono già partiti per la diocesi di Moroto e le missioni della zona orientale di Gulu, altre tre verso Lira.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale *Vita*
di del *16. V. 79*

Altri due missionari assassinati in Uganda

Si attendono notizie dei medici italiani in Uganda

PADOVA — Si attendono a Padova notizie più precise dall'Uganda per quanto riguarda i 38 volontari che operano laggiù per conto del centro universitario allievi medici missionari (Cuamm).
Il Cuamm, che fino ad oggi ha inviato nei paesi in via di sviluppo alcune centinaia di medici e paramedici, oltre a preparare circa duecento giovani sanitari provenienti dalle nazioni del terzo mondo, è presente attualmente in nove ospedali ugandesi con 28 medici, 5 infermieri, 4

assistenti sociali ed un architetto.
Solamente da sette di questi ospedali si sono avute notizie rassicuranti. Nulla si sa della situazione degli altri due ospedali e dei medici italiani che vi lavorano.
Il presidente del Cuamm, prof. Dal Lago, dopo essersi recato in Africa appena si sono avuti i primi sentori di movimenti militari in Uganda, è tornato nei giorni scorsi con la nostra missione ufficiale inviata dal ministero degli Esteri.

[Faint, illegible text from the newspaper page, likely bleed-through or very faded print.]



Altri due missionari assassinati in Uganda

I padri Comboniani Dal Maso e Fiorante, uccisi dai soldati di Amin ai primi di maggio, si trovavano nella diocesi di Arua - Ostacolata da gruppi di resistenza l'avanzata delle truppe liberatrici nel nord del Paese

KAMPALA, 15.

Altri due missionari comboniani hanno perduto la vita nell'adempimento del loro dovere. Sono i padri Silvio Dal Maso e Antonio Fiorante, rispettivamente di 66 e di 53 anni. I loro nomi si aggiungono a quello degli altri due loro confratelli, anch'essi uccisi dai soldati del deposto presidente Idi Amin Dada: i padri Lorenzo Bono e Giuseppe Santi.

La dolorosa notizia, confermata dalla Curia generalizia dei comboniani a Roma, rende nuovamente viva la preoccupazione per la sorte dei missionari che si trovano nelle regioni settentrionali dell'Uganda, circa centocinquanta tra sacerdoti e suore rimasti ai loro posti nonostante i gravi pericoli. Sulla loro condizione nulla si sa di preciso, ma secondo informazioni indirette nei giorni scorsi sembrava che non avessero subito gravi violenze.

I territori nord occidentali e orientali del Paese sono ancora occupati dalle truppe sbandate di Amin, verso le quali marciano i soldati ugandesi del nuovo Governo di Kampala e le truppe tanziane. L'avanzata è lenta e faticosa a causa delle difficoltà naturali del vasto territorio e ostacolata dalla resistenza delle bande militari del vecchio regime. Questi ultimi, ormai sbandati e senza guida, si abban-

donano a saccheggi e a violenze di ogni tipo. Notizie frammentarie e incerte sulla situazione in quelle regioni provengono quasi esclusivamente da profughi, che riescono a varcare le frontiere con lo Zaire, con il Sudan e con il Kenya. Le autorità ugandesi e i militari impediscono ai giornalisti di recarsi in prossimità del fronte. Difficilissimo e pericoloso è anche l'invio di soccorsi per gli abitanti dei villaggi isolati.

Padre Dal Maso e padre Fiorante si trovavano nella diocesi di Arua, nella parte a nord ovest dell'Uganda. La loro missione, dove sono stati assassinati nella notte tra il 3 e il 4 maggio, si trova a Pakwach, sul fiume Nilo, a poca distanza dal lago Alberto. La notizia della loro morte — informa la Curia generalizia di Roma — si è appresa dopo una settimana di ricerche tra i profughi, che hanno varcato la frontiera. I corpi dei due sacerdoti, trovati nella stessa stanza la mattina successiva al loro assassinio, sono stati sepolti con l'aiuto della gente del luogo e di alcuni soldati. Non si sono potuti avere altri dettagli, perché chi ha sepolto i due padri non era presente alla tragedia.

Padre Silvio Dal Maso, riferisce un comunicato stampa della Curia generalizia dei comboniani a Roma, era

nato a Pagnello d'Arzignano (Vicenza), 66 anni fa ed era sacerdote da 40 anni, di cui ne aveva passati 8 in Etiopia, 16 nel Sudan meridionale e 14 in Uganda. Uomo robusto e generoso, era instancabile nel dedicarsi al servizio di tutti.

Padre Antonio Fiorante, 53 anni, nativo di Civitanova del Sannio, era sacerdote da 29 anni. Dopo aver speso i primi anni del suo sacerdozio nell'animazione missionaria in Italia, aveva lavorato per più di 8 anni nel Sudan meridionale. Da 15 anni si trovava in Uganda e da 3 anni era parroco della vasta parrocchia di Pakwach, che su una superficie di oltre 700 chilometri quadrati conta circa 40.000 abitanti, più di metà dei quali sono cattolici.

Nella provincia nordorientale del Karamoglia, che corrisponde alla diocesi di Moroto, completamente evacuata dai soldati di Amin nei giorni scorsi, nessuno dei circa 100 missionari (sacerdoti, fratelli, suore e medici italiani con le loro famiglie) ha subito danni alle persone e sono rimasti ai loro posti.

Si attende con ansia la notizia della pace riportata nella diocesi di Lira dove si trovano attualmente circa 70 missionari e dove il 14 aprile scorso venne ucciso padre Giuseppe Santi. Nessuna indicazione di altri gravi fatti è pervenuta, finora, oltre a quella dell'uccisione del padre, anche se non sono mancati giorni di terrore per la popolazione, già duramente provata dal regime di Amin.

Sembra pure che nelle missioni della zona orientale della diocesi di Gulu (Kitgum, Patongo, Kalongo, Namokora, sempre nel nord Uganda) non si siano verificati gravi episodi di violenza. In questa diocesi vi sono circa 120 tra missionari e laici. Nessuna notizia allarmante finora è pervenuta.

Il superiore regionale dei Missionari Comboniani del Sudan si è recato appositamente a Giuba, capoluogo della regione autonoma del Sudan meridionale, per incontrare i profughi provenienti dal nord Uganda. Da essi non sono state comunicate notizie preoccupanti circa l'incolumità dei missionari. Nella diocesi di Gulu la popolazione locale ha sofferto la perdita di molti uomini.

La zona in cui la situazione grave potrà perdurare è la provincia del Nilo Occidentale, corrispondente alla diocesi di Arua, donde provengono gran parte dei soldati ancora fedeli ad Amin e dove, a quanto pare, or-

X

2

ganizzano la loro ultima resistenza.

I missionari laici della diocesi di Arua, dietro consiglio degli altri missionari, hanno lasciato il Paese con le loro famiglie. Più di un centinaio di suore africane, alcuni religiosi fratelli africani e un gruppo di missionari hanno oltrepassato temporaneamente il confine e sono stati accolti ed aiutati dai missionari di quelle località.

Commentando i fatti di sangue, che hanno coinvolto l'Istituto Comboniano, il Superiore Generale, P. Tarcisio Agostoni, nel corso di un rito funebre ha detto: « Il fatto che Dio chieda l'offerta di alcuni missionari dopo il sacrificio di innumerevoli vittime tra i cristiani e i non cristiani, significa che il missionario è inserito non solo nella cultura di un popolo, ma che partecipa alla sua storia e al suo cammino, sia nelle ore di gioia che nei momenti di dolore. L'offerta del sangue dei missionari che rimangono, come il Buon Pastore, sul posto rischiando la loro vita, è un segno della loro identificazione con il popolo di Dio e della missionarietà dell'Istituto. E', inoltre, un incoraggiamento a proseguire il cammino insieme alle Chiese locali, sul quale esse stesse ci invitano ad accompagnarle ».

In questi giorni sia a Nairobi che a Kampala si allestiscono carichi di viveri e medicine da far pervenire quanto prima ai missionari ed alle popolazioni delle zone liberate del nord Uganda. Quattro carichi di vettovaglie sono già partiti per la diocesi di Moroto e le missioni della zona orientale di Gulu ed altri tre verso Lira.

Sono così agghiaccianti queste ed altre notizie che vorremmo non crederci. Eppure dobbiamo ammettere che lo scarno linguaggio delle agenzie d'informazione o i comunicati di altre fonti credibili non fanno altro che comunicare il « bollettino » di una guerra che la follia del potere o il furore dell'odio o la perversità del male conducono, ogni giorno, in tante parti della terra. E' una guerra che si accende di repentine esplosioni che fanno inorridire o che continua oscura e sconosciuta a incrudelire soprattutto contro i più deboli e i più indifesi. Una guerra che da sempre fa le sue vittime anche contro coloro che, in nome di Cristo, consumano la propria vita al servizio degli « ultimi » per sfamarli, curarli, istruirli ed amarli come fratelli, e che non impugnano armi per difendersi.

Come il pastore non mercenario della parabola evangelica essi danno la vita per il proprio gregge. E' una testimonianza che forse passa con poca voce nel grande strepito del mondo e che facilmente si dimentica ma è testimonianza di martiri.

Anche questa, insieme ad altre testimonianze di fede e di speranza, dice cosa significa per la Chiesa amare gli uomini in nome di Dio.

Si teme il
nella zona

missionari italiani
ai fedeli di Amin



Si teme il peggio per i missionari italiani nella zona controllata dai fedeli di Amin

ROMA — Dopo la notizia della morte di due altri missionari comboniani (padre Silvio Dal Maso e padre Antonio Florante) uccisi nella notte fra il 3 e il 4 di questo mese in Uganda, nella diocesi di Arua, la curia generalizia dei comboniani a Roma ha fatto il punto della situazione riguardante i suoi missionari in Uganda.

Nella diocesi di Moroto, completamente evacuata dai soldati di Amin, «nessuno dei circa 100 missionari ha subito danni alle persone e tutti sono rimasti ai loro posti».

«Si attende con ansia — prosegue il comunicato — la noti-

zia della pace riportata nella diocesi di Lira, dove si trovano attualmente circa 70 missionari e dove, il 14 aprile scorso, venne ucciso padre Giuseppe Santi. Nessuna indicazione di altri gravi fatti è pervenuta finora oltre a quella dell'uccisione del padre, anche se non sono mancati giorni di terrore per la popolazione, già duramente provata dal regime di Amin».

«La zona in cui la situazione grave potrà perdurare — è detto ancora nel comunicato — è la provincia del Nilo Occidentale, corrispondente alla diocesi di Arua, donde provengono

gran parte dei soldati ancora fedeli ad Amin, e dove, a quanto pare, stanno organizzando la loro ultima resistenza».

Il comunicato dell'ufficio stampa dei comboniani aggiunge che i missionari laici di tale diocesi hanno lasciato il Paese con le loro famiglie e che più di un centinaio fra suore, religiosi africani e un gruppo di missionari hanno oltrepassato temporaneamente il confine e sono stati aiutati dai missionari di quelle località. «Si prevede — è detto ancora nel comunicato — che la situazione possa aggravarsi nella prossima settimana».



Ritaglio dal Giornale

di del

altre
dopo uccisione due missionari comboniani in uganda

(ansa) - padova, 15 mag - si attendono a padova notizie piu' precise dall'uganda per quanto riguarda i 38 volontari che operano in quel paese per conto del centro universitario allievi medici missionari (cuamm). il cuamm, un collegio che opera dal 1950 e che fino ad oggi ha inviato nei paesi in via di sviluppo alcune centinaia di medici e paramedici, oltre a preparare circa ducento giovani sanitari provenienti dalle nazioni del terzo mondo, e' presente attualmente in 9 ospedali dell'uganda settentrionale con 28 medici, 5 infermieri, 4 assistenti sociali ed un architetto. solamente da sette di questi nosocomi sono giunte fino ad oggi notizie rassicuranti; nulla si sa, invece, degli altri due ospedali. (segue)
h 1758 pq/gar

(ansa) - padova, 15 mag - il presidente del cuamm, prof. anacleto dal lago, dopo essersi recato in africa non appena avuto sentore dei primi movimenti militari in uganda, vi e' ritornato in questi giorni con la missione ufficiale inviata dal ministero degli esteri.

una seconda delegazione dell'organismo padovano, invece, ha fatto ritorno nel veneto qualche giorno fa dalla capitale della tanzania dove aveva seguito i successivi sviluppi della situazione nel nord dell'uganda, disponendo dal paese confinante di notizie piu' precise e soprattutto di maggiori collegamenti con l'europa. al cuamm dipadova, comunque, non si nutrono eccessive preoccupazioni per il personale che opera in uganda e si spera di poter dare notizie rassicuranti ai familiari dei volontari gia' nel giro di due o tre giorni.
h 1801 pq/gar

PER LE NOMINE BLOCCATE NELLE AMBASCIATE

Rischia la paralisi la politica estera

ROMA — Il ministero degli Esteri, una delle isole di efficienza della pubblica amministrazione italiana, rischia una paralisi progressiva per immobilismo proprio e per la delicata congiuntura internazionale (crisi petrolifera soprattutto) e la prossima presidenza italiana della Comunità europea richiederebbero un impegno serio e coerente. Ambasciatori di prima grandezza — come Londra e Bonn — e rappresentanze vitali per la no-

stra economia e la nostra difesa — come quelle presso la Cee e la Nato — hanno titolari ormai in pensione; le nomine di ben sette ministri di prima classe e di undici di seconda classe (tra i gradi più alti della Farnesina) sono da tempo bloccate senza motivi fondati; alcuni posti di ambasciatore continuano a non essere assegnati per il timore di scontentare qualcuno; i funzionari giovani (più della metà dei 750 diplomatici ha meno di qua-

rant'anni) vedono frustrate le loro legittime aspirazioni e mordono il freno.

A chi ritiene che una situazione di stasi sia normale in periodo pre-elettorale va obiettato che questi provvedimenti sono di ordinaria amministrazione; a chi crede che una non decisione in definitiva non pregiudichi nulla va ricordato che solo nel nostro paese non si è capita la pericolosità della politica del rinvio; a chi sostiene che la diplomazia tradizionale è morta e che ormai la politica estera, in un paese come l'Italia, è condotta dai grandi gruppi economici pubblici e privati, va replicato che solo l'azione continua delle nostre rappresentanze diplomatiche può «cuocere» le varie iniziative, favorirle e promuoverle nel quadro di buoni rapporti da stato a stato.

La Francia e la Gran Bretagna, che sono i nostri maggiori concorrenti sui mercati internazionali, l'hanno capito da tempo. Al Quai d'Orsay, nel giro di pochi giorni, il vecchio segretario generale è stato sostituito dall'ambasciatore a Mosca De Leusse. Al Foreign Office una consuetudine ormai divenuta tassativa impone che due mesi prima della scadenza di un mandato o del pensionamento di un diplomatico sia nominato il successore. Da noi si affrontano i problemi solo quando sono «maturi», con il rischio di farli marcire.

La nomina intorno alla quale ruota il futuro movimento di ambasciatori è quella del successore di Plaia alla rappresentanza presso la Comunità europea. Se non avverrà nelle prossime settimane, è quasi certo che nulla si muoverà ancora per un anno; saltate a piè pari le vacanze estive, in autunno sarà molto difficile prendere un provvedimento del genere perché si sarà alla vigilia della presidenza italiana della Cee (dal 1.º gennaio 1980) e non sarà facile per un «homo novus» impadronirsi in breve tempo di tutti i complessi dossier comunitari. Ma se Plaia non andrà in pensione, tutti gli altri ambasciatori giunti ai limiti di età avranno buone ragioni per chiedere lo stesso trattamento: è una reazione a catena che può portare a conseguenze paralizzanti.

A Londra, dove l'ambasciatore Ducci è candidato alle elezioni europee per la Dc; a Bonn, dove Orlandi Contucci dovrebbe restare in carica fino alla visita di Stato del presidente Pertini, prevista in autunno; a Lisbona, a Berna, al Cairo i rispettivi ambasciatori (Alverà, Pignatti e Milesi-Ferretti) avranno buoni motivi per voler restare al loro posto. La prossima vacanza delle ambasciate di Sofia, Oslo, Nairobi, Lima, Santo Domingo e San'a sarà condizionata da queste vicende; e — fatto ben più rilevante — le conseguenze si faranno sentire per la successione dell'ambasciatore Mondello al posto prestigioso di direttore generale degli affari economici.

Il ministro degli Esteri Forlani, che pure da un anno a questa parte ha iniziato un'opera di rinnovamento per una gestione più «manageriale» del ministero (diplomati giovani e brillanti come Ferraris alla direzione generale del personale, Migliuolo a quella dell'emigrazione, Berlinguer a capo del servizio stampa, Biancheri e Vattani al gabinetto del ministro hanno fatto seguito alla nomina di Malfatti come segretario generale), incontra ora difficoltà a perseguire la stessa linea efficientistica e meritocratica che fu già dei suoi predecessori Sforza, Martino, Saragat e Fanfani. I sostenitori del criterio dell'anzianità hanno una buona occasione di controffensiva sfruttando l'immobilismo causato dalla campagna elettorale, nella speranza che il risultato delle elezioni protragga il clima di incertezza politica.

Questo immobilismo può arrecare gravi danni al paese. La crisi petrolifera richiede infatti un'intensificazione dei rapporti con i Paesi arabi, mentre invece la Farnesina ha dovuto ricorrere ad una specie di «autotassazione» (fondendo a Ginevra la rappresentanza all'Onu con quella per il disarmo) per aprire finalmente un'ambasciata ad Abu Dhabi. L'opera della diplomazia italiana è indispensabile in questo momento, soprattutto nei paesi del Terzo mondo, dove finora erano inviati, come in vacanza-premio, diplomatici alla fine di una non brillante carriera.

Il potere esecutivo può decidere su questa delicata materia per evitare di screditare con l'inazione la nostra diplomazia che, lungi dall'aver esaurito la sua funzione, ne svolge una nuova ed essenziale. Una funzione complessa che, in termini relativi, costa di meno al contribuente: nel 1955 il bilancio degli Esteri costituiva l'uno per cento della spesa statale, oggi ne rappresenta soltanto lo 0,51 per cento.

Marino Marin



LE «RIVELAZIONI» DI «NEWS WEEK»

L'Onu difende l'ambasciatore Cottafavi

ROMA, 15
 L'ONU ha preso posizione a favore di Luigi Cottafavi, il diplomatico italiano direttore generale del centro europeo delle Nazioni Unite di Ginevra, accusato da fonte americana di favorire l'infiltrazione di agenti sovietici nell'organismo internazionale. Con una lettera al direttore di «Newsweek», la rivista americana che nel suo numero del 7 maggio aveva criticato duramente l'operato del diplomatico italiano, il segretario generale aggiunto dell'ONU per l'amministrazione e la gestione, George Davidson, pur senza mai nominare Cottafavi, definisce prive di fondamento le affermazioni contenute nell'articolo dell'inviato di «Newsweek» Arnaud De Borchgrave, il quale, secondo l'ONU, non avrebbe fatto altro che «ricamare su pettegolezzi e voci di corridoio già ripresi da altre pubblicazioni circa un anno fa».

L'articolo, afferma Davidson nella lettera al direttore della rivista statunitense Edward Kosner, dà come per scontate situazioni che non hanno concretezza.

In merito a quei funzionari sovietici dell'ONU di Ginevra che secondo Newsweek sarebbero spie del KGB, il segretario aggiunto dell'ONU afferma che il signor Dneprovsky, trasferito dall'ufficio del personale di New York a quello di Ginevra (e su questo trasferimento hanno trovato da ridire gli ambasciatori americano e inglese a Ginevra) «ha avuto accesso per otto anni e mezzo agli archivi del personale dell'ONU e di New York e questo fatto non ha mai dato adito a lamentele o proteste da parte di alcuno stato membro. Stati Uniti e Inghilterra — prosegue la lettera — non hanno mai concretizzato con prove le loro proteste».

Per Davidson, nulla da dire anche sul conto di un'altra presunta spia, Lobacev, che in sei anni di lavoro a Ginevra non ha mai dato adito a sospetti. Tutto l'articolo, comunque, conclude il segretario aggiunto dell'ONU, è pieno di numerosi errori.

Luigi Cottafavi, ex ambasciatore italiano a Teheran, è direttore generale del centro europeo delle Nazioni Unite di Ginevra dal 1° gennaio 1978. E' succeduto in quella carica ad un altro italiano, Vittorio Winspeare Guicciardi. Dal 1969 al 1972 Cottafavi aveva diretto l'ufficio di gabinetto della Farnesina quando Aldo Moro era ministro degli Esteri.



Si svolge a Monaco il gran consulto dei sindacati europei

La Ces vuol passare all'azione orario ridotto e lotte comuni

MONACO, 15 — Più battaglia e autorevole che in passato, la Confederazione sindacale europea, ha deciso di giocare tutta la sua forza potenziale (40 milioni di lavoratori organizzati in 31 sindacati di 18 paesi) in un « programma di azione » comune. Lo ha esposto oggi — seconda giornata del congresso Ces — il segretario generale della organizzazione, Mathias Hinterscheid, lussemburghese, ai 200 delegati che rappresentavano i diversi paesi. La pioggia di emendamenti presentati, poco meno di un centinaio, dice che la strada per un documento che contenti tutti è difficile; ma la previsione è che, alla fine, il programma verrà approvato senza troppi cambiamenti.



dronali, si è accompagnata ad una minaccia: « La Ces farà un ultimo sforzo per riprendere il dialogo con le controparti — ha detto il segretario generale — ma se questo tentativo non dovesse avere successo, dovremo rassegnarci al fatto che l'azione diretta è il solo modo per ottenere qualcosa ». Il test per valutare il « cambiamento » sarà quello degli interventi per ridurre gli orari.

Qui, però, la gamma delle proposte in sede Ces è molto più ampia e articolata di quanto non siano le richieste di riduzione avanzate dai sindacati italiani. Le ipotesi alternative sono: la riduzione della durata settimanale del lavoro fino alle 35 ore; l'allungamento delle ferie fino a sei settimane l'anno; l'età pensionabile a 60 anni; l'allungamento della scuola dell'obbligo fino a 16 anni.

Il programma contiene altri due capitoli importanti, quello sulle iniziative di lotta comuni, e quello sui « diritti e procedure ». In pratica la Ces prevede la possibilità di coordinare iniziative di lotta nazionali e anche di proclamare scioperi comuni a tutti i lavoratori europei, come quello già effettuato il 5 aprile del 1978.

Nella battaglia per ottenere il diritto ad informazioni più ampie sui programmi delle imprese, la Ces rivendica tra l'altro una legislazione internazionale che garantisca la presentazione ai sindacati dei bilanci annuali delle aziende, e la creazione di un « diritto europeo » per regolare l'attività delle multinazionali, con l'obbligo da parte dei vari gruppi di informare gli organismi statali e i lavoratori sulle proprie attività.

Sul « programma di azione » si è aperto il dibattito. Alle accuse di « testardaggine » e mancanza di coerenza della Cee si è unito l'inglese Murra, presidente delle Trade Unions. « Ci sono governi — ha detto — che vorrebbero che noi ci adattassimo ad un alto livello di disoccupazione ». La risposta del presidente della Commissione della Cee, Roy Jenkins, è stata prudente. « La riduzione degli orari — ha puntualizzato — deve accompagnarsi ad aumenti della produttività, o in ultima istanza, ad una limitazione dei tassi di crescita dei redditi reali ».

Favorevole alla « proposta di azione », il segretario generale della Federazione Cgil-Cisl-Uil, Benvenuto, non si è però nascosto le grosse difficoltà per arrivare ad una effettiva unità.

Una conferma di quanto sia lunga la strada da percorrere l'ha fornita l'intervento della tedesca Dgb. Il rappresentante di questa potente organizzazione sindacale si è chiesto se le opportunità di lavoro debbano essere promosse solo o esclusivamente nelle regioni più deboli, o se invece non sia necessario utilizzare in pieno le risorse, oggi sottoutilizzate, delle regioni più forti.

Il terzo congresso della Confederazione europea dei sindacati proseguirà con il dibattito fino a venerdì, giornata conclusiva dei lavori.

Chiave di volta della strategia della Ces è, senza ombra di dubbio, la riduzione degli orari di lavoro a livello europeo, come strumento essenziale per risolvere il drammatico problema della disoccupazione. « E' una misura molto concreta che quasi tutti ritengono inevitabile — ha detto Hinterscheid — e ciò nonostante non si è raggiunto un accordo a livello europeo per il rifiuto secco degli imprenditori e la mancanza di volontà, o forse di coraggio dei politici ».

La messa sotto accusa dei governi, delle istituzioni europee (« non sono servite a nulla »), delle associazioni pa-

Più uniti i sindacati europei

Il dibattito al congresso della CES a Monaco - L'inglese Murray: dobbiamo divenire il trampolino per un nuovo « new deal » - Le organizzazioni dei lavoratori e il futuro Parlamento europeo nelle scelte sociali e produttive del continente - Rinviata l'elezione dei vice presidenti? - La candidatura di Lama

Dal nostro inviato

MONACO — « Non possiamo continuare a subire la crisi: la CES deve diventare il trampolino di lancio per un nuovo new deal in Europa e nel mondo ». « La Confederazione dei sindacati europei non può essere una tigre di carta, ma deve aguzzare le unghie e trasformarsi in strumento di lotta per sempre più ampi diritti dei lavoratori ». Con la prima frase ha concluso il suo intervento ieri mattina Len Murray, il leader delle Trade unions britanniche; con la seconda ha terminato il suo discorso nel pomeriggio Wim Ko, capo dei sindacati olandesi, socialista, designato come nuovo presidente della CES.

Non sono due esempi di retorica in « euro-sindacalese », ma due modi di esprimere la tensione politica e la spinta sindacale del vecchio continente. Fino a qualche tempo fa le differenze ideologiche, politiche, organizzative erano tali da confondere i linguaggi, da rendere perfino incomprensibili l'uno all'altro i modi d'essere delle decine di sindacati risorti in Europa nel dopoguerra. Oggi non è più così. Oskar Vetter parla di lotta di classe ed emancipazione dei lavoratori, espressioni che dopo la svolta di Bad Gonesberg circolano molto raramente nella socialdemocrazia tedesca (e si badi che il presidente uscente della CES è il numero due nel-

le liste della SPD per le elezioni del 10 giugno, subito dopo Brandt), Kulakovski, segretario della Confederazione dei sindacati cristiani (CMT) fa un discorso che trona la approvazione della CGIL. E non è nemmeno un caso che il leader dei cristiano-sociali Franz Joseph Strauss non sia stato invitato qui, nonostante il congresso si svolga nel cuore della « sua » Baviera (Strauss ha invitato in telegramma sdegnato alla presidenza della CES). Non vogliamo dire che siano superate tutte le divergenze o che si esprima un orientamento coerentemente di sinistra; ma, certo, sia la riflessione critica sul passato sia gli impegni di iniziativa futura (strumento della lotta operaia in modo coordinato e su scala continentale) oggi sono davvero una nuova comune base di lavoro. « Qui si discute di cose alle quali tre anni fa a Londra nemmeno si accennava », è il giudizio dei delegati italiani.

Se volessimo sintetizzare il senso di quel che sta avvenendo in questi giorni a Monaco, potremmo dire che il movimento sindacale sta cominciando a tessere una trama progressista, dopo i decenni delle contrapposizioni ideologiche e una volta consumate anche le illusioni nelle magnifiche sorti del neocapitalismo. Le organizzazioni dei lavoratori capiscono che debbono unirsi attorno ai problemi comuni, elaborare una strategia efficace, diventare

interlocutori — lo ha sottolineato tra gli altri Giorgio Benvenuto, inarcenico ieri pomeriggio — del nuovo Parlamento europeo pienamente legittimato dopo il 10 giugno dal suffragio universale.

I fili di questo tessuto unitario già ci sono. Il principale è la battaglia per il lavoro. « E' nostro diritto il pieno impiego », sta scritto nell'agenda del congresso. Non possiamo abituarci a vivere con dieci milioni di disoccupati, il 10% della popolazione attiva nell'intera Europa, dicono tra po' tutti i delegati che salgono alla tribuna e accusano la CES di non avere una politica per l'occupazione. I sindacati non posseggono certo ricette miracolistiche; la riduzione dell'orario del lavoro è semmai una rivendicazione-test, come l'ha definita il segretario generale della CES Hilfer Scheid, ma accanto ad essa occorrono misure economiche di vasto respiro, bisogna cambiare il modo di lavorare in fabbrica, dare alla classe operaia nuovi strumenti di partecipazione. Non è certo con il recupero del liberismo, non è lasciando piena disponibilità alle imprese che si può risolvere il problema, ma, al contrario, aumentando il controllo sociale sulla produzione, sulle scelte delle grandi compagnie nazionali e multinazionali. Ecco, quindi, un punto di fondo sul quale non può non accreditare un brusco impatto tra movimento sindacale e il fronte del padronato; ecco un

tema decisivo su quale si giocheranno gli equilibri nel prossimo Parlamento europeo. Non per questo, questo difficile e complesso senaio, che punta oggettivamente a profonde trasformazioni dentro le metropoli dei capitali, i sindacati europei debbono sempre più superare i residui delle vecchie logiche, degli sbarramenti nati con la guerra fredda. La CES già si è aperta alle più diverse pressenze e vuole proseguire su questa strada. René Solagna, della CFDT ha sostenuto addirittura l'ingresso della CGT; il segretario dei sindacati olandesi del Belgio, Houthuis ha detto che tutte le organizzazioni libere e democratiche hanno diritto di entrare.

D'altra parte non Assita che vi siano preclusioni all'interno della CES affinché anche Lama possa venire eletto vice-presidente. Le difficoltà semmai vengono tutte scrinizzate politicamente? Gabriello, responsabile esteri della CES, smentisce decisamente che possa essere attribuito alla sua organizzazione un simile proposito e nota che la vicinanza delle elezioni politiche non influisce sul pensiero della CES. E allora? La CES rice di accettare un criterio di rotazione dei tre segretari italiani, al posto di vice-presidente: va

so e l'altro. Ma vuole che cominciando sia Corbelli, per una questione di rappresentanza negli organismi internazionali. Non vole a disopporla vice-presidente della CES, l'incarico, mentre la CGIL, ormai è autonoma da tutti i centrali mandati: né che prima con Star) poi con Mecario ha scelto la vice-presidenza dello CES per sei anni. La questione, dunque, è tuttora aperta e senza dubbio non ca a vantaggio dell'immagine unitaria che i sindacati italiani offrono, ed del miglioramento nei loro rapporti in-

Stefano Cingolani



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Lavoro*

del 16/7/79

La CGIL non è disposta ad accettare discutibili, tanto più che non esiste sul piano internazionale. Come andrà a finire? Ogni giorno che passa si fa strada ma rimane del nuovo corso. Tipotesi di un rinvio alla prima riunione del nuovo consiglio esecutivo, che sarà affrettata l'altro che il problema della nuova forma di affrettare. Sappiamo che il congresso accadrà di allegere direttamente solo il presidente e di delegare all'esecutivo la nomina dei vice-presidenti.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL SOLE 24 ORE

di del 16/5/78

La Cee vuole un accordo-quadro europeo sulle ore di lavoro

Il segretario Hinterscheid propone al Congresso di Monaco un negoziato globale con gli imprenditori, da perfezionare nelle applicazioni pratiche dei vari Paesi

MONACO — Di fronte alla drammatica situazione che emerge dai dati statistici relativi ai livelli di disoccupazione raggiunti nei Paesi dell'Europa occidentale, la preoccupazione primaria della Conferenza europea sindacale (Ces) resta quella di come riuscire a realizzare un'azione efficace in Europa per difendere l'occupazione e creare nuovi posti di lavoro.

La lotta per la difesa dell'occupazione è un impegno — ha detto tra l'altro il segretario generale della Cee, Hinterscheid, il quale ha illustrato ieri al congresso di Monaco di Baviera le due relazioni in programma, rispettivamente sull'attività passata e su quella futura dell'organizzazione — che il sindacato europeo deve affrontare con maggiore determinazione, operando su una linea comune che parta da alcune affermazioni di principio condivise da tutti i sindacati membri: la prosperità economica non può essere realizzata a spese della salute e della condizione sociale dei lavoratori; le tecnologie non possono essere introdotte

con l'intento di ridurre i posti-lavoro, ma per crearne altri altamente qualificati; deve essere, comunque, salvaguardato il diritto ad un lavoro «decente, soddisfacente e sano»; deve essere abolito ogni tipo di discriminazione basato su criteri di età, sesso o impedimenti fisici; si devono realizzare condizioni di maggiore democraticità nella conduzione delle aziende; deve essere ridotta la durata del lavoro.

Sul problema della riduzione della durata del lavoro le posizioni ribadite da Hinterscheid, oggetto del dibattito pomeridiano, sono quelle già illustrate nel documento preparatorio al congresso. La Cee intende rivendicare una riduzione dell'orario di lavoro — senza perdita di salario — che deve raggiungere in un prossimo futuro il dieci per cento degli attuali livelli orari globali. Questa riduzione può essere realizzata: riducendo la durata settimanale dell'orario fino ad arrivare ad una settimana lavorativa di 35 ore; allungando le ferie annuali fino a sei settimane; garantendo per tutti il diritto alla pensione a partire dai 60 anni di età; allungando la scuola dell'obbligo fino all'età di sedici anni e sviluppando la concessione di permessi ai lavoratori per la formazione professionale e Hinterscheid ha ribadito che per il miglioramento della condizione culturale generale, la riduzione della durata del lavoro «non deve in alcun modo peggiorare il livello dell'occupazione ma anzi migliorarlo».

La nuova linea, anche per quanto riguarda la gestione dell'organizzazione, che si determinerà al termine di questo congresso e che — secondo le previsioni — sarà caratterizzata da una maggiore incisività nel portare avanti le piattaforme politico-sindacali decise a Monaco, dovrà trovare un primo punto di riscontro nell'attuazione di una proposta che Hinterscheid ha fatto sempre in riferimento alla questione dell'orario.

Il segretario generale della Cee ha detto che l'organizzazione intende negoziare, a livello europeo, una serie di accordi quadro con le organizzazioni imprenditoriali che con-

INDUSTRIA E LAVORO NELLA CEE

	Prod. industr. (1975=100) *	Prezzi prod. industria manifatt. *	Salari (variaz. % nel 12 mesi a maggio)	Disoccup. (a marzo %)
Belgio	122	109	—	—
Danimarca	133	121	—	—
Francia	123	—	+ 12,5	6,1
Germania	126	108	+ 4,5	3,9
Gran Bretagna	120	136	+ 14	3,5
Irlanda	139	154	—	—
Italia	126	—	+ 15	7,8
Lussemburgo	117	—	—	—
Olanda	118	—	+ 4,5	5,2

* Ultimi mesi 1978.

sentano di sancire la cessazione del principio della riduzione dell'orario di lavoro. Dovranno essere poi le singole organizzazioni nazionali e di categoria a negoziare le modalità pratiche di attuazione dei livelli di riduzione concordati nei singoli Paesi e comparti produttivi.

Un primo segnale sulle possibilità di attuare questo disegno globale è giunto nel pomeriggio con l'intervento al Congresso del presidente della Commissione esecutiva della Cee, Roy Jenkins. «Il lavoro svolto finora a livello comunitario per discutere le varie proposte tendenti a realizzare una diversa ripartizione del lavoro — ha detto Jenkins — dimostrano che una efficace politica per raggiungere questo obiettivo attraverso una riduzione delle ore di lavoro dovrà essere compensata sia da un accrescimento della produttività, sia, almeno in parte, da una limitazione del tasso di crescita dei redditi reali». Come previsto, i temi della situazione economica europea quelli delle misure per combattere l'inflazione e la disoccupazione sono stati gli argomenti centrali di questo intervento.

Nel dibattito, oltre al rappresentante delle Trade Unions (Tuc) inglesi, Murry («sei milioni di disoccupati in Europa non possono diventare un dato strutturale a cui abituarci») è intervenuto anche il se-

gretario generale della Uil, Benvenuto. Il rappresentante italiano ha rilevato la necessità di realizzare «una politica programmatica dell'economia europea capace di dare una risposta positiva ai problemi derivanti dalla nuova divisione internazionale del lavoro, dalla crisi energetica e dalle riconversioni e ristrutturazioni produttive conseguenti».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL SOLE - 24 ORE

di del 16/5/79

Lavorando meno più occupati in Europa, insistono

i sindacati, a Monaco. Ma i Nove a Bruxelles obiettano

L'industria Cee potrà ridurre gli orari solo con una maggior produttività

Già menomato dall'assenteismo il lavoro effettivo in Italia, dice Scotti al Consiglio affari sociali dei Nove

BRUXELLES — «Non si tratta di rigettare quanto esiste, ma di vedere se negli aumenti di produttività esistono margini sufficienti per una riduzione degli orari di lavoro. Il problema della ripartizione del lavoro non va visto isolatamente, ma nel contesto della politica occupazionale e sociale: è evidente che esso comporta un costo aggiuntivo, sia per le imprese che per la collettività. Per questo, i sindacati devono dichiarare, senza equivoco, la propria disponibilità a discuterne insieme al socialista radicale». E' in questi termini che, in un incontro con la stampa italiana a Bruxelles, il ministro Scotti ha riassunto la filosofia del Governo sul tema centrale della riunione del nove ministri del Lavoro Cee che si è svolta ieri al Palazzo Chavlemagne.

Il dibattito ha avuto come tema di fondo un documento nel quale la Commissione europea delinea le misure che potrebbero essere prese in considerazione, a livello comunitario, per ridurre la durata annua del lavoro. Tra queste: il prolungamento delle ferie, la limitazione degli straordinari, l'introduzione del quinto turno, una maggiore flessibilità nell'età del pensionamento, lo sviluppo della formazione professionale e di quella "alternativa", l'estensione volontaria del lavoro a tempo parziale e del lavoro temporaneo.

All'ultima Conferenza tripartita Cee, i sindacati europei avevano chiesto che, nell'arco di quattro anni, la durata annua del lavoro sia ridotta del 10%: a sostegno di tale rivendicazione, essi hanno posto l'accento, oltre che sul progresso sociale, sulle ripercussioni positive che ne deriverebbero per gli attuali livelli della disoccupazione (che si situa, oggi, sui 6 milioni di unità nella Cee).

Comprensibilmente, gli imprenditori avevano fatto valere che provvedimenti volti a ridurre i tempi di lavoro avrebbero, indiscutibilmente, un'incidenza negativa sui costi di produzione e, quindi, sul rilancio dell'espansione economica e sul livello dell'occupazione. E tutto ciò finirebbe compromettere la competitività interna ed internazionale della Comunità, proprio nel momento in cui essa si trova impegnata, sul fronte economico e monetario, in un graduale processo di ristrutturazione e di riequilibrio delle sue componenti nazionali.

Nel suo documento, l'Esecutivo europeo sottolinea che le prospettive di crescita e di occupazione nella Cee saranno "fortemente influenzate", nei prossimi anni, dalla rapida espansione della popolazione in età attiva, dalla crescente partecipazione delle donne al mercato del lavoro e da «vincoli ed ostacoli alla ripresa di una crescita economica sufficiente e durevole». Da qui al 1985, l'offerta potenziale di lavoro della Comunità aumenterà di 500-600 mila unità l'anno: ciò significa che sul mercato del lavoro si registrerà, complessivamente, un afflusso di nuova manodopera per un milione di unità.

Ma, se nel prossimo quinquennio il tasso d'espansione economica dovesse situarsi sui 3-3,5% (come tutto lascia prevedere), l'evoluzione dell'attuale saggio di disoccupazione

(intorno al 5%) sarebbe necessariamente più marcata. Secondo i calcoli del servizio della Cee, un miglioramento netto della situazione occupazionale sarebbe possibile solo se i Nove riuscissero a realizzare, nei prossimi cinque anni, un tasso medio annuo di crescita del 4,5%.

Nel suo intervento, il ministro, Scotti ha fatto presente che per ridurre la disoccupazione vi sono molte strade: ma quello che è essenziale è avvicinare gli orari di lavoro "effettivi". La ripartizione del lavoro è un obiettivo che può essere raggiunto sia attraverso un accordo concluso, nel quadro Cee, dalle parti sociali (che servirebbe, poi, da falsariga ad intese negoziate sul piano nazionale) sia — ma sarebbe un mezzo relativamente inadeguato — attraverso la delimitazione, sempre in sede Cee, di semplici *guidelines* che i vari Paesi sarebbero liberi di recepire o meno. Naturalmente, ha spiegato il ministro Scotti, l'Italia è favorevole alla prima soluzione, che avrebbe il merito di garantire una certa armonizzazione dei vari sistemi nazionali ed eviterebbe, quindi, il rischio di inique ripartizioni fra i Nove dei costi.

In Italia, ha detto il ministro del Lavoro, una riduzione degli orari "effettivi" di lavoro è impossibile da realizzare contrattualmente, dato che della riduzione si occupa già il ben noto fenomeno dell'assenteismo. Non poche difficoltà, ha sottolineato Scotti, si frappongono anche all'accettazione da parte italiana delle proposte della Commissione relative al prepensionamento, in quanto l'Italia è relativamente all'avanguardia in Europa in questo settore. L'intera problematica sarà riesaminata, adesso, alla luce anche degli orientamenti emer-

si dal dibattito ministeriale di ieri, dalla Commissione Jenkins, cui è stato demandato il compito di elaborare un nuovo rapporto che sarà sottoposto alla valutazione del "vertice" del capl di Stato o di Governo Cee convocato per il 21 e 22 del mese prossimo a Strasburgo.

Ugo Piccione



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Paese Sera

di del 16.V.79

A convegno a Monaco di Baviera, mentre la disoccupazione avanza nei paesi della Cee

Sindacati e sfida neo-liberista

MONACO DI BAVIERA, 16 — Se in Europa la disoccupazione galoppa, è colpa anche dei governi, se l'economia sfugge per fenomeni perversi, è colpa anche degli imprenditori. Così ha detto ieri, nella seconda giornata del congresso dei sindacati europei, il segretario generale della Cee, il lussemburghese Mathias Hinterscheidt. Sotto accusa ha messo l'inferia degli esecutivi dei nove paesi e della Cee stessa, e la strategia neo-liberista che in questo momento accomuna le organizzazioni degli imprenditori occidentali. «Tenteremo un ultimo approccio», ha detto Hinterscheidt — se fallisse, prenderemo in considerazione l'ipotesi di passare all'azione

di Marco Calamai

È INIZIATO lunedì il terzo congresso della Cee, la Conferenza europea dei sindacati. A Monaco sono riuniti i delegati dei 18 sindacati aderenti, in rappresentanza di 40 milioni di lavoratori del continente. Una grande forza sindacale, destinata a crescere notevolmente se verranno accolte, come è augurabile, le domande di adesione di altre organizzazioni, tra le quali la Cgt francese, le Commissioni operaie spagnole, la Intersindical portoghese.

Questa volta, a differenza degli altri due precedenti congressi (Copenaghen nel '74, Londra nel '76), si respira un clima diverso, assai meno ufficiale e burocratico: i sindacati della Cee sono in effetti chiamati a discutere importanti questioni che riguardano non soltanto la vita e le prospettive dei lavoratori

con la Comunità europea, da quello della crisi energetica a quello della politica agricola.

Su tutte queste questioni i sindacati europei, al di là della loro diversa collocazione ideologica e delle singole tradizioni nazionali, hanno compiuto significativi passi in avanti, superando limiti e contraddizioni che per tanto tempo hanno diviso il movimento operaio nel continente. Per la prima volta si parla esplicitamente di programmazione delle risorse e di interventi strutturali nell'economia. Un linguaggio che esprime il travaglio profondo che percorre le file di un movimento sindacale che ha di fronte una crisi economica il cui sbocco è difficile prevedere e che rincede comunque un lavoro straordinario di elaborazione, di ricerca di nuove strade. Assume la disoccupazione e riprende l'inflazione, in misura più o meno acuta in tutta Europa. E intanto le terapie proposte dai diversi governi si rivelano inadeguate, di corto respiro, mentre si accentuano spinte centrifughe e nazionalistiche che non giovano né ai lavoratori. Un contesto preoccupante che richiede la massima iniziativa delle forze della democrazia e del progresso, del movimento sindacale in primo luogo.

dalla Cee è stata una iniziativa significativa anche se lo scoppio vero e proprio si ebbe soltanto, non a caso solo in certi paesi (Italia, la Spagna, la Grecia). Un dato su cui riflettere perché rivela quanto cammino ci sia ancora da percorrere sul terreno della lotta e della partecipazione attiva dei lavoratori europei alle iniziative del movimento sindacale. C'è da augurarsi, a questo proposito, che il congresso di Monaco non si limiti alla definizione, comunque importante di un programma rivendicativo comune. Il vero salto di qualità da compiere, di fronte alla gravità dei problemi sociali ed economici che travagliano il mondo e l'Europa, è quello di organizzare, come ha sottolineato pochi giorni fa Luciano Lama, «un movimento reale che cambi i rapporti di forza».

Tra poche settimane si terranno le prime elezioni a suffragio universale del Parlamento europeo. Il problema della Comunità europea, del suo allargamento ad altri paesi (Spagna, Grecia, Portogallo), nei suoi rapporti con il resto del mondo ed in particolare con i paesi in via di sviluppo, pone più che mai al movimento sindacale l'urgenza di un generale adeguamento delle sue idee, delle sue strutture, della sua collocazione nazionale e soprattutto internazionale.

Il padronato d'altoronde non sia fermo. Le idee del primo ministro francese Barre, del nuovo primo ministro inglese Thatcher e del presidente della nostra Confindustria, Carli, sono state recentemente rilanciate dalla *Unité*, una sorta di Confindustria europea, con il suo «manifesto dell'impresa». Soltanto fidando all'impresa la massima libertà di manovra, dice il documento dell'*Unité*, è possibile superare l'attuale crisi economica e produttiva. L'ideologia neo-liberista si propone in nome del mercato e del massimo profitto, di colpire ogni forma di programmazione, di ridimensionare soprattutto i poteri e i diritti dei sindacati dei lavoratori. Questa sfida non può essere sottovalutata dai sindacati, anche perché, come dimostrano i risultati delle ultime elezioni inglesi, attorno ai cosiddetti «nuovi economisti» le forze moderate stanno cominciando a consolidare un vasto consenso sociale mentre le forze della sinistra non sempre si rivelano all'altezza dello scotto.

Si capisce perciò perché il problema dell'iniziativa e dell'azione di massa, sia al centro del congresso di Monaco. Qualcosa è stato fatto, la giornata di lotta del 5 aprile 1978 indetta



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Le Temps*

di del *16.V.79*

Gli economisti dello Svimez avvertono: nonostante l'integrazione Le tre Europe restano distanti

Sarà quasi impossibile far marciare allo stesso passo le aree tradizionali di sviluppo, quelle nuove e, ancora più lontane, le aree depresse del Mezzogiorno

ROMA, 16 maggio

Europa meno 25: dalle elezioni del 10 giugno nascerà, a scadenza più o meno ravvicinata, un nuovo Stato, l'Europa appunto, con le stesse leggi, le stesse istituzioni, la stessa moneta ed un sistema economico passabilmente omogeneo? Per l'unificazione politica (leggi, istituzioni, ed entro certi limiti moneta) tutto (o quasi) dipende dai 416 parlamentari che 160 milioni di abitanti del vecchio continente sceglieranno nelle prossime settimane, ma per quella economica (la creazione di un sistema produttivo abbastanza omogeneo dalla Scozia alla Calabria, dallo Jutland ai Pirenei) è meglio non farsi troppe illusioni. Non ci siamo riusciti noi italiani ad unificare economicamente il nostro Paese in oltre un secolo, non ci riusciranno in tempi ragionevoli 250 milioni di europei. Anzi

312 milioni, giacché a scadenza più o meno breve della Comunità entreranno a far parte Grecia, Spagna, Portogallo.

A fugare ogni illusione in questo senso hanno provveduto ieri gli economisti della SVIMEZ, in un convegno svoltosi a Roma e dedicato a «L'economia italiana e i problemi dei divari nella prospettiva d'allargamento della CEE». La diagnosi di Saraceno, Pilloton, Dell'Angelo, Baratta, Cafiero è stata impietosa. Volendo si potrebbe riassumerla così: al massimo si potrà evitare che nei prossimi decenni l'intera Europa si trovi alle prese con una «questione meridionale» enormemente dilatabile (coinvolgendo oltre al nostro sud gran parte di Spagna, Grecia e Portogallo, circa 50 milioni di persone), ma nulla di più.

Il campanello d'allarme l'aveva

già suonato Saraceno nella sua ultima lezione, a Ca' Foscari, lo scorso anno. Se l'Italia ha marciato, durante il corso della sua vita unitaria, a due velocità, quella della parte sviluppata e quella della parte arretrata, l'Europa già marcia (e marcerà anche in futuro) a tre. Una per le zone di antica industrializzazione, una per quelle che sono cresciute negli ultimi decenni ed una per quelle che ancora sono da sviluppare, aveva avvertito l'anziano economista.

Si tratta di una situazione difficilmente modificabile, almeno in senso radicale, ottenendo cioè che l'intero continente acquisti un andamento omogeneo, secondo un ritmo ed un modello di sviluppo sostanzialmente unitario. A giudicare questo obiettivo irrealizzabile concorrono insieme con le deludenti esperienze italiane (nel nostro Paese la questione meridionale è ancora in buona parte da risolvere), le accresciute difficoltà economiche internazionali, con le zone di più antica industrializzazione che devono difendere un equilibrio raggiunto nel corso di oltre un secolo e adesso in pericolo, con quelle di recente sviluppo che tuttora devono raggiungere le prime.

Cosa si può fare allora? Realizzare ciò che è possibile realizzare, evitare che gli squilibri au-

mentino e riduffi un po' alla volta. Puntare insomma, per usare le parole di Saraceno, su «una riorganizzazione politica del continente che lo renda più unitario».

Ma anche questo obiettivo meno ambizioso non rappresenta un impegno di poco conto. Il suo raggiungimento, difatti, comporta la revisione di tutta la politica agricola, di tutta quella industriale, di tutta quella degli insediamenti urbani.

Sinora la CEE — ha spiegato Dell'Angelo — si è preoccupata solo di proteggere l'agricoltura dei paesi settentrionali, da dove venivano le derrate base.

Per l'industria — ha incalzato Baratta — le zone arretrate d'Europa si trovano in una situazione forse ancora peggiore. Non possono puntare sui cosiddetti settori base o comunque più semplici, perché devono affrontare la concorrenza dei paesi sottosviluppati, non possono puntare su quelli avanzati che si indirizzano necessariamente verso le zone di più antica industrializzazione, che, a loro volta, difendono con le unghie e coi denti il loro attuale livello d'occupazione. Hanno la sola alternativa di attirare quelle iniziative che possono distaccarsi, senza eccessivo danno, dalle aree più progredite.

U
I
K
n

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

ELEZIONI EUROPEE Intervista a due rettori

Un'università europea per favorire i giovani

Gli studi dovranno puntare sui contenuti scientifici e culturali più che su quelli di forma - Nuovo ruolo delle facoltà: più autonome nelle decisioni e nella gestione. Sarà l'Italia a doversi adeguare agli altri Paesi Cee

I 410 parlamentari europei (81 italiani) che eleggeremo il 10 giugno, si riuniranno per la prima volta a Strasburgo il 17 luglio. Dovranno affrontare una legislatura difficile: l'Europa attende soluzione a molti problemi. Sono tutti importanti, sceglierne uno non significa togliere priorità agli altri.

Prendiamo quello, angosciante, dei giovani che finiscono la scuola superiore o l'Università e cercano un lavoro. Non lo trovano, si rivolgono all'estero. E qui c'è un intoppo, perché le norme comunitarie codificate dai Trattati di Roma prevedono sì il libero mercato del lavoro, ma non l'equivalenza dei titoli di studio o professionali. Un medico, un ingegnere laureati in Italia, per esercitare all'estero (o viceversa), devono sostenere un esame che ne valuti l'idoneità.

Tra i candidati al Parlamento europeo nella circoscrizione Nord-occidentale ci sono due esperti di questa materia: il rettore dell'Università di Torino, prof. Giorgio Cavallo, liberale, e il rettore dell'Università statale di Milano, prof. Mario Giuliano, indipendente nella lista del psi. Concordano su un fatto: la disoccupazione intellettuale e giovanile è il più grave problema dell'Europa; risolverlo vuol dire avviarne a soluzione molti altri. Ma per risolverlo bisogna partire almeno dall'Università.

Prima domanda: Come affrontarlo?

Risponde Cavallo: «Attuando in Italia un tipo di riforma adeguato alle esigenze comunitarie, che premi i contenuti scientifici e culturali più che quelli di forma». Precisa: «La nostra Università segue ripartizioni tradizionali. Il mondo va avanti, la scienza progredisce, l'Università rimane ferma alle vecchie Facoltà».

Giuliano: «L'Università è il punto di raccordo in un unico centro di gestione di tutte le Facoltà che sono scuole di alta formazione sociale, culturale, professionale, ma che sono molto differenti tra di loro, con esigenze e finalità diverse. Anche le singole Facoltà hanno differenze interne: pensiamo a quelle tra scienze politiche e legge nella facoltà di Giurisprudenza; a biologia o ecologia in Scienze matematiche, fisiche e naturali».

Più autonomia decisionale e di gestione alle Facoltà, allora. Ma questo è argomento nazionale. La realtà è che, in questo come in altri settori, i confini si dilatano e si confondono. Non per nulla si è sentita l'esigenza dell'Europa.

Sarà l'Italia a doversi adeguare agli altri Paesi? La risposta non consente dubbi: «Da noi un dentista deve fare i sei anni di medicina, poi affrontare la specializzazione. In Belgio consegue una laurea specifica, con quattro anni di studio».

Ma allora, perché molti stranieri vengono a studiare in Italia?

La risposta è ancora una sola: «Grazie alla liberalizzazione». Studenti tedeschi e greci, di Paesi del Mec e non, esclusi dalle facoltà di casa propria a causa del numero programmato, vengono da noi superando un facile esame di lingua italiana e sono a posto. «Ora non devono nemmeno fare il viaggio — commenta Cavallo — la prova la sostengono presso le sedi consolari».

Eppure la liberalizzazione era stata fatta in obbedienza alla Costituzione, che garantisce a tutti l'accesso ai vari livelli di studio. «La realtà — dice Giuliano — è che negli altri Paesi la programmazione consente l'accesso ai meritevoli, che poi vengono seguiti con assistenza adeguata. Da noi si entra e basta, il diritto finisce praticamente qui».

Cavallo: «La liberalizzazione ha preso ad esempio l'America. Ma in modo falsato, perché in America su 10 milioni di studenti che frequentano i vari colleges, solo un milione raggiungono un titolo universitario. Gli altri sono a livello intermedio, con qualificazioni

tecniche anche notevoli, ma che non chiedono tanti anni di studio. Vale a dire: c'è maggiore flessibilità. In sostanza: l'Italia si trova nell'urgenza di programmare l'accesso all'Università, ma nello stesso tempo deve prevedere nuovi corsi».

In Germania esistono alte qualificazioni tecniche raggiungibili con corsi di 2 o 3 anni a livello parauniversitario o anche universitario, che danno accesso a laboratori di ricerca e di analisi. E' un esempio che potrebbe essere seguito da numerosi altri. «Da noi — aggiunge Cavallo — si è fatta una cosa analoga per i topopedisti e ortottici. Bisogna avere il coraggio di continuare su questa strada».

Ma il Parlamento potrà interessarsi subito di questo

problema? Il prof. Giuliano, esperto di diritto internazionale, membro di vari gruppi di studio europei, spiega: «La Commissione di Bruxelles, che è uno dei due organi del governo della Comunità, ha una direzione generale per l'Università e la scuola. E' sufficiente che la Commissione mandi al Parlamento una sua deliberazione in merito e prende avvio il processo che può portare a decisioni valide per tutti gli Stati». Come accade per l'agricoltura, esempio alla portata di tutti.

Quindi il Parlamento attuale ha più forza reale di quel che comunemente si creda. Ma altri poteri gli verranno, politicamente, dall'elezione diretta. Varrà la pena esaminarli in modo più specifico.

Domenico Garbarino

Un'incognita l'Europa a 12

ROMA — La Comunità europea, per la quale si avrà a giugno un nuovo Parlamento, si avvia ad assumere una struttura trilateralistica e non dualistica, come comunemente si afferma. Con

QUESTA la tesi che Pasquale Saraceno ha sostenuto ieri nella sua relazione introduttiva a un seminario di studio organizzato dalla Svimez e dalla Sioi (Società italiana per l'organizzazione internazionale) sul tema «L'economia italiana e il problema dei diversi vari nella prospettiva di allargamento della Cee». A suo parere l'armonizzazione dei vari modelli di sviluppo è un'esigenza che nasce dalla «oggettiva caratteristica strutturale della futura Comunità» a dodici, se non si risolve in un maggior danno per le aree depresse e in maggiori benefici per le aree che già hanno raggiunto da tempo alti livelli di sviluppo.

L'originaria Comunità «a sei», dice Saraceno, si presentava come un insieme abbastanza compatto di paesi, al cui interno l'unico problema di ritardo o di mancato sviluppo era rappresentato dalla condizione in cui versava il nostro Mezzogiorno con i suoi 13 milioni di abitanti. Il fatto che nell'arco di ormai più di venti anni il divario tra le aree depresse delle nostre regioni meridionali e quelle del centro e del nord Europa sia rimasto quasi stabile va considerato con la massima attenzione proprio nella prospettiva che l'inclusione nella Comunità di Grecia, Spagna e Portogallo porti a un allargamento delle zone sottosviluppate faccia a faccia con quelle di più antica e stabile

l'ampliamento dei confini della Cee alla Spagna, al Portogallo e alla Grecia, cioè con l'Europa «a dodici», la separazione non sarà solo tra paesi ad economia forte e paesi ad economia

debole. Le situazioni tipiche saranno quelle dei paesi di antica industrializzazione, come la Germania; quella delle aree industrializzate dei paesi di sviluppo dei singoli paesi.

di SALVATORE REA

con quale programma si presenteranno al nuovo Parlamento europeo i rappresentanti italiani che risulteranno eletti il prossimo 10 giugno. Par al di fuori dei problemi che l'ampliamento presuppone, le preoccupazioni sul futuro comunitario non sono lievi e molti degli intervenuti al convegno non hanno mancato di sottolineare il rischio che la formazione del nuovo Parlamento, anziché rafforzare le istituzioni europee e l'unità politica e economica dei nove paesi che ora fanno parte della Cee, finisca con l'indebolire quelle istituzioni ed a servire soltanto a legittimare, con il voto, certi soprusi da parte dei paesi più forti nei confronti di quelli più deboli.

Lo sforzo da compiere è di studiare il corso del seminario di studio, di portare a compimento il corso del seminario di studio, di portare a compimento il corso del seminario di studio, di portare a compimento il corso del seminario di studio.

recente industrializzazione; quella delle aree da sviluppare. Perché questa struttura trilateralistica non diventi permanentemente, occorre armonizzare i modelli di sviluppo dei singoli paesi.

quindi quello di giungere a un rapido superamento del divario tra i paesi mediterranei e quelli dell'Europa centrale, ad evitare che si rafforzino le condizioni di una vera e propria spaccatura di carattere economico e sociale nella Comunità. Ma perché questo sforzo possa avere successo è necessario, ha detto ancora Saraceno, che i paesi maggiormente industrializzati misurino la velocità del loro passo di sviluppo secondo l'accelerazione della crescita dei paesi deboli. E intanto, ha detto Colombo, cominciamo con il rivedere la politica agricola della Comunità e gli strumenti del Fondo regionale.



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

LA - REPUBBLICA

di

del

16-5-79
vol 22



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale EMIGRAZIONE ITALIANA

di 16-5-79 del LUDIANO

la risposta
al Consolo d'Italia
ca
Direttore didattico
di Roma

DEUTSCHER GEWERKSCHAFTSBUND
Kreis Waldshut

PATRONATO INCA-CGIL
Lörrach

**Avviso
A tutti
i lavoratori
italiani**

Abbiamo il piacere di comunicare che ogni secondo e ultimo giovedì del mese, dalle ore 16.00 alle 18.00, presso la sede della Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB) Waldshut, Th. Wagnerstrasse, 6.

VIENE RIPRESO IL SERVIZIO DI ASSISTENZA GRATUITA PER TUTTI I LAVORATORI ITALIANI E I LORO FAMILIARI (ISCRITTI E NON ISCRITTI AL SINDACATO).

Il servizio, come noto, riguarda i diritti di previdenza e sicurezza sociale e il loro corretto esercizio. Esso ha quindi lo scopo di ottenere tutte le prestazioni previdenziali come: pensioni, indennità di malattia, di disoccupazione, assegni familiari, diritti previsti dalla legislazione italiana e dai regolamenti comunitari. Saranno altresì svolte pratiche varie, richieste di documenti, informazioni, ecc.

Con questa iniziativa siamo convinti di interpretare e soddisfare le esigenze reali dei lavoratori e delle loro famiglie.

WALDRAND FRANZEN - Roma



In risposta al Console d'Italia e al Direttore Didattico di Berna

Sono un lettore del vostro giornale ed ho seguito la polemica di accuse e controaccuse fra il sig. Antonio Negro, segretario generale della UIL-Scuola in Svizzera, il sig. M. Fratini, console d'Italia a Berna ed il sig. F. Cagol, direttore didattico a Berna.

Non scrivo per associarmi al coro dei direttori didattici che, a guisa di tanti chierichetti, accorsero a Berna al grido di «aita, aita» del loro collega Cagol per testimoniargli fiducia e preoccupazione, ma è mio desiderio apportare alcune precisazioni credo, con precise intenzioni, volutamente tralasciate nei vari comunicati stampa, anche se queste precisazioni, speravo, fossero date dalla triade dei responsabili UIL-Scuola di Berna.

Non possono né l'egemonia Cagoliana, né le sottigliezze di Fratini velare i loro operati invocando il giudizio degli ignari lettori che sono all'oscuro di quanto da ben tre anni a questa parte viene tramato negli uffici del Consolato d'Italia in Berna a danno, fra l'altro, del sottoscritto.

Costoro presentandosi con lo scudo dell'onestà, della serietà, della diplomazia, vorrebbero convincere i lettori, convincendo a mala pena soltanto se stessi, che il loro operato è giusto anzi, è degno di piedistallo con targa storica.

Perché ciò non si avveri sento il dovere di portare a conoscenza dell'opinione pubblica la mia breve storia rapportata ad un concorso che il Consolato di Berna continua a bandire da tre anni per l'assunzione di personale non docente presso la sua direzione didattica.

Dico subito che per tre anni i bandi di concorso prima e le graduatorie formate dopo, sono state sempre annullate dal Ministero Affari Esteri perché «viziate da violazione di legge e da eccesso di potere».

Chi ha emanato i bandi? Chi ha formato le graduatorie in questione? Chi ha, infine, violato la legge per eccesso di potere?

Nel suo articolo sul Corriere degli Italiani del 28.4. '79 il sig. Fratini tiene a puntualizzare, a difesa dell'accusa mossagli da Antonio Negro, di «ignoranza in materia scolastico-legislativa», che la risposta della commissione competente del Ministero Affari Esteri di cui all'art. 7 della legge n. 327/1975 è finalmente pervenuta e che le graduatorie per il personale non docente sono state modificate.

Il sig. Fratini non dice però che la stessa commissione ha depennato, da detta graduatoria, un'impiegata della direzione didattica di Berna in quanto costei «non ha presentato il titolo di studio prescritto». E dire che la commissione esaminatrice di Berna era a conoscenza di ciò! Ma...

Senza il titolo di studio prescritto, l'impiegata in parola presta servizio, ora in

qualità di applicata, ora in qualità di segretaria e poi ancora di applicata, da ben tre anni e forse più presso la direzione didattica di Berna.

Chi ha certificato la documentazione necessaria affinché alla stessa impiegata venisse rilasciata l'equipollenza del titolo? Ciò che a mio avviso è più grave è che sia il sig. Cagol sia il sig. Fratini fingono di ignorare che la predetta impiegata è stata depennata dalle graduatorie in qualità di segretaria per il personale non docente e per l'anno scolastico 1977/'78 e 1978/'79.

Le graduatorie modificate, cui parla il console nel suo articolo al Corriere degli Italiani si riferiscono soltanto all'anno scolastico 1977/'78. E il 1978/'79 egregi signori?...

È questo l'operato «tanto giusto ed onesto» che i due signori di Berna intendono dimostrare all'emigrazione con gli articoli pubblicati in risposta a quello della UIL-Scuola nazionale a firma Antonio Negro?

E dire che il verbale della commissione del Ministero Affari Esteri, competente a decidere sui ricorsi, può essere consultato in qualsiasi momento e così si potrà verificare che «l'impiegata modello» è stata depennata dalle graduatorie suddette, anche per l'anno scolastico 1978/'79.

Ora domando: i miei ricorsi sono stati inoltrati alla competente commissione di cui all'art. 7 della legge n. 327/1975 presso il Ministero Affari Esteri?

Da tre anni ad oggi nessuna risposta mi è pervenuta.

Il Consolato di Berna è parimenti all'oscuro del cumulo di lavoro di molti suoi insegnanti (oltre all'insegnamento nei corsi di lingua e cultura italiana, anche presso la Migros, presso istituti privati, presso la Missione Cattolica Italiana), a danno di chi è disoccupato o di chi lavora ad orario ridotto e spremuto dal fisco, tutto ciò, certamente, non a vantaggio degli scolari che si ritrovano un insegnante nervoso, frettoloso, esaurito.

Al pari di Emile Zola mi viene spontaneo il grido «Je vous accuse!»

MARIANO FRANZIN - Berna



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

EMIGRAZIONE

ITALIA

di 16-5-79

del

LURANO

Consiglio d'Europa: Proposta svizzera sugli emigrati

Secondo la responsabile della delegazione svizzera presso il Consiglio d'Europa, on. Josi Meier, occorre evitare che la Svizzera possa, come nel corso dell'ultima recessione, abbandonare i lavoratori emigrati alla loro sorte e rispettarli nei paesi d'origine già colpiti dalla disoccupazione. Il dialogo Nord-Sud a livello europeo va tradotto, secondo l'on. Meier, in fatti. L'obiettivo principale deve consistere «nell'aiutare le persone degli Stati confinanti affinché non debbano più abbandonare i loro paesi d'origine per trovare un posto di lavoro e un guadagno adeguato». Per avvicinarsi a tale obiettivo, l'on. Meier ha presentato alla Svizzera, come agli altri paesi, alcune proposte concrete: 1) Gli emigrati che rientrano devono poter «portarsi appresso» le prestazioni sociali dovute loro; in caso di pensionamento devono avere la possibilità di godere della pensione vivendo in patria. Al riguardo vanno stipulati accordi bilaterali. 2) Gli emigrati devono avere la possibilità di formarsi e di riqualificarsi professionalmente, perché, in caso di rientro in patria, possano mettere le proprie conoscenze al servizio dello sviluppo locale. 3) Ai bambini emigrati va facilitato il mantenimento della lingua e cultura del paese d'origine perché un eventuale rientro non venga impedito dal doppio sradicamento.



Speciale elezioni

Come da promessa, con la presente edizione continuiamo a dare le informazioni utili che ci pervengono o che riusciamo ad individuare in ordine alle prossime elezioni del 3 e 10 giugno:

Indennità di mancato guadagno

Al momento di andare in macchina veniamo informati che le Regioni che seguono prevedono l'erogazione di indennità di mancato guadagno a tutti gli emigrati che rimpatriano per esercitare il voto: Emilia-Romagna, Umbria, Friuli-Venezia Giulia, Puglia, Marche e Toscana. Per ottenere le indennità in questione basta presentarsi ai Comuni in cui si è votato muniti della ricevuta (che rilascia il seggio) del certificato elettorale. Per quanto concerne la Sicilia, ebbene indennità pari a L. 50.000 sono previste in tutti i Comuni in cui si rinnova l'Amministrazione locale. Per la Sardegna abbiamo già informato che saranno erogate indennità in occasione del rinnovo del Consiglio regionale. Nelle prossime edizioni del giornale, anche su questo argomento, non mancheremo di dare le ulteriori notizie che saremo riusciti a reperire.

Permessi di lavoro

Il Sindacato edilizia e legno (SEL) è intervenuto presso l'Associazione padronale del settore firmataria del Contratto nazionale mantello (CNM) e nel relativo comunicato si legge quanto segue:

«Le parti contraenti del CNM dell'edilizia e genio civile raccomandano alle imprese di facilitare i lavoratori italiani» nel compimento del diritto-dovere del voto, «deducendo se possibile dalle vacanze l'assenza del lavoratore oppure concedendo allo stesso dei giorni di congedo non pagati. Per la durata dell'assenza del lavoratore — dice altresì il comunicato — fa stato il seguente regolamento: 1) per i partecipanti alle elezioni legislative italiane la partenza deve aver luogo, al più presto, il venerdì 1. giugno ed il ritorno martedì 5 giugno. Ripresa del lavoro, il mattino di mercoledì 6 giugno al più tardi; 2) Per i lavoratori italiani che desiderano partecipare ad ambedue le elezioni (legislative italiane e parlamentari europee), che fanno espressamente richiesta presso il datore di lavoro, la partenza è fissata il venerdì 1. giugno e la ripresa dal lavoro deve avvenire il mattino di martedì 12 giugno al più tardi; 3) accordi differenti da questo regolamento devono essere presi individualmente tra lavoratore e datore di lavoro. Se l'accordo individuale di congedo è rispettato, la condizione-diritto prevista all'Art. 17/2 del CNM concernente la Tredicesima mensilità deve essere considerata come riempita».

Permessi dalle scuole

L'ECAP-CGIL, Sede Svizzera, ha emesso il comunicato che di seguito riproduciamo e che indichiamo ad esempio a tutte le istanze del settore educativo:

«In considerazione delle necessità dei connazionali di liberarsi da ogni impegno per recarsi a votare (...), l'ECAP-CGIL, Sede Svizzera, interromperà tutte le attività corsuali dal 1. all'11 giugno prossimo. L'ECAP-CGIL intende con ciò contribuire ad una maggiore partecipazione alle urne da parte dei lavoratori emigrati. E, a tal fine, invita i Consolari e tutti gli organismi ed organizzazioni e i sindacati ad intraprendere tutte le misure atte ad agevolare l'esercizio del diritto di voto, in particolare ad intervenire presso i datori di lavoro affinché vengano concessi i congedi necessari».

Facilitazioni di viaggio per chi si reca a votare

..... del

Le ferrovie italiane dello stato informano che per i connazionali residenti in Svizzera, che rimpatrieranno per esercitare il diritto di voto in occasione delle elezioni per la Camera dei Deputati e Senato (3./4. giugno), per il Parlamento europeo (10 giugno) e per il Consiglio Regionale della Sardegna (17./18. giugno), le ferrovie federali svizzere, in collaborazione con le ferrovie italiane dello stato, hanno in programma l'effettuazione di numerosi treni supplementari a quelli ordinari previsti in orario, tanto dalla Svizzera all'Italia quanto per i viaggi di ritorno dall'Italia.

Il programma dei treni speciali sarà reso noto con l'affissione nelle stazioni di un apposito manifesto, nonché con la distribuzione di un prospetto recante l'indicazione delle destinazioni, delle ore di partenza e di arrivo nelle stazioni di fermata, oltre alle necessarie informazioni relative alla prenotazione dei posti, delle cuccette, all'acquisto dei biglietti di viaggio ed alla validità degli stessi.

Si ritiene opportuno riepilogare qui di seguito le norme di maggiore interesse atte ad orientare i connazionali con informazioni di dettaglio:

Documenti necessari

Per ottenere il biglietto di viaggio l'elettore dovrà esibire alle stazioni o alle agenzie di viaggio il passaporto o altro documento di espatrio e la cartolina-avviso del comune italiano di residenza.

In luogo di detta cartolina potrà essere esibita una dichiarazione delle autorità consolari italiane attestante che il connazionale, titolare della dichiarazione stessa, si reca in Italia per esercitare il diritto di voto oppure il certificato elettorale.

I biglietti di viaggio di seconda classe sono rilasciati dalle stazioni svizzere e dalle agenzie di viaggio. I biglietti di prima classe e quelle comprendenti traversate marittime sono rilasciati esclusivamente dalle agenzie di viaggio.

Riduzioni

1. **percorso svizzero:** non sarà accordata nessuna riduzione. Per tutti i treni saranno emessi biglietti ordinari di andata e ritorno di prima o seconda classe che permetteranno di effettuare il viaggio di ritorno entro il 24 giugno, se presentati congiuntamente al biglietto gratuito relativo al percorso italiano.

2. **percorso italiano:** è concessa la gratuità del viaggio in seconda classe e la riduzione del 70 per cento sui prezzi della tariffa ordinaria per i viaggi in prima classe, per il percorso dalla stazione di confine di entrata in Italia alla stazione italiana indicata sul documento elettorale e viceversa.

Riduzioni per traversate marittime

Per i viaggi di andata e ritorno sulle navi traghetto FS tra Civitavecchia e di navigazione «Tirrenia», «To. Re. Mar», «Ca. Re. Mar» e «Si. Re. Mar» è accordata la gratuità per i posti di seconda classe (classe più economica).

Per i posti di categoria superiore sono previsti prezzi speciali ridotti di cui potrà essere presa visione presso le agenzie di viaggio. Per le traversate marittime occorre, in ogni caso, un biglietto separato.

Validità dei biglietti

I biglietti rilasciati per i viaggi dei partecipanti alle elezioni in oggetto sono validi dal 25 maggio 1979 al 24 giugno 1979.

I biglietti danno titolo a seguire la via più breve o le deviazioni ammesse. Quelli di secondo classe, inoltre, non sono validi per i treni rapidi e TEE. Questi ultimi treni possono essere utilizzati dai viaggiatori in possesso di biglietti di prima classe verso pagamento dei relativi supplementi.

In via sperimentale è consentito che la validazione del biglietto per il viaggio di ritorno venga eseguita sia presso la stazione di partenza, sia da parte del personale addetto alla controlleria sui treni, senza applicazione, da parte di quest'ultimo, di alcuna penalità.

Tenuto peraltro conto che non sempre il viaggiatore è in grado di esibire il certificato elettorale provvisto del timbro del seggio presso il quale ha esercitato il proprio diritto di voto, è consentito che la validazione del biglietto, sia in stazione che in treno, venga effettuata anche quando detto certificato sia sprovvisto del timbro in argomento.

Viaggi aerei

Per quanto concerne il trasporto aereo si informa:

1. La validità della concessione del 30 per cento sulle tariffe ordinarie e speciali dell'Alitalia coprirà l'arco di tempo intercorrente tra il 28 maggio e il 22 giugno.

2. La concessione comprende le possibilità plurime di biglietti corrispondenti alle varie consultazioni elettorali.

3. Non sono consentite soste intermedie, né proroghe al termine del 22 giugno salvo l'indisponibilità di posti per il ritorno.

4. Secondo l'Alitalia, le compagnie straniere dei Paesi serviti dall'Alitalia applicano, per consuetudine, le sue stesse agevolazioni tariffarie.

5. Per gli elettori che proseguono con volo interno sarebbe opportuno munirsi già dall'estero del biglietto per l'intero percorso (comprendente quindi anche l'eventuale tratto nazionale).

Con un documento diffuso in tutto il mondo

Appello della FILEF a tutti i democratici per un voto operaio e progressista

In previsione delle consultazioni elettorali del prossimo giugno (3 e 4 rinnovo del Parlamento nazionale e 10 giugno del Parlamento europeo), la presidenza nazionale della Federazione italiana lavoratori emigrati e loro famiglie (FILEF) s'è rivolta a tutta la collettività italiana emigrata nel mondo con un documento che è ben più che un appello alla massima partecipazione. In vista delle elezioni — dice il documento — «La FILEF espone davanti a tutte le forze democratiche le questioni relative alla condizione di vita e di lavoro degli emigrati (...) perché se ne discuta ampiamente, per correggere gli indirizzi politici, errati e fallimentari che hanno costretto grandi masse e lasciare i propri paesi, esponendole a discriminazioni in tanti aspetti del rapporto con la società ospitante e con lo stesso Paese di origine». Dopo avere giustamente sottolineato che è «quanto mai necessario rinnovare il nostro Paese e giungere a cambiamenti che la Democrazia cristiana ha finora rifiutato, nella politica generale e in quella dell'emigrazione», dopo avere altresì richiamata la necessità della costituzione di «un governo che sia l'espressione delle esigenze delle

classi lavoratrici»: il documento della FILEF rileva come il governo italiano abbia «eluso completamente gli impegni che erano stati assunti davanti alla Conferenza nazionale dell'emigrazione nel 1975». Tra questi: «la revisione degli accordi e delle convenzioni di sicurezza sociale, la riforma scolastica e degli organismi di partecipazione, la presenza dei problemi degli emigrati nelle trasmissioni radio e TV, la politica attiva del lavoro interna e internazionale volta a rimuovere le cause strutturali e sociali dell'esodo forzato di massa». Più in particolare è dato incontrovertibile che la DC e le forze dominanti hanno eluso l'adozione di misure legislative che riguardano «la riforma dei Comitati consolari (...), l'istituzione del Consiglio nazionale dell'emigrazione (...), l'estensione della pensione sociale agli emigrati (...), la riforma degli interventi scolastici all'estero con il superamento delle misure stabilite con la legge del 1940, la modifica del bilancio dello Stato per l'emigrazione in modo da renderlo corrispondente ai nuovi drammatici problemi, la revisione della politica dell'informazione e delle trasmissioni TV con la partecipazione degli organismi rappresentativi degli emigrati». Tutto questo la FILEF lo addita alle forze politiche per l'immediato e per il dopo elezioni e lo addita altresì agli emigrati affinché lo pongano anche con la più massiccia partecipazione alle elezioni.

Di notevole importanza pure la parte del documento che la FILEF dedica al rinnovo del Parlamento europeo. «L'Europa comunitaria — dice la FILEF — è una delle principali realtà nella politica mondiale, è una potenza industriale e commerciale di prima grandezza». Ma «L'espansione economica della CEE è stata costruita con il mantenimento di vasti squilibri, tra i quali quello del Mezzogiorno italiano». «Per questo tipo di espansione è stata perfettamente funzionale l'immigrazione di massa di oltre 11 milioni di persone alle quali sono state riservate condizioni di inferiorità», oggi, poi, è dimostrato che «La crisi congiunturale e strutturale è proprio conseguenza della politica condotta dai governi, dalla Comunità, dalle classi economiche dominanti, e uno degli aspetti più gravi di essa è la disoccupazione di massa: oltre 6

milioni e mezzo di cittadini dei quali oltre il 30% sono giovani». Cosa fare? Sono da evitare i favoritismi verso «le aree e i centri economici e finanziari più forti», è da programmare ogni intervento ed è da imbrigliare la politica che segue le «cosiddette tendenze di mercato», sono da seguire le rivendicazioni della «Confederazione europea dei sindacati» formulate con «la piattaforma con cui fu indetto lo sciopero generale del 5 aprile 1978». Quale il ruolo dell'Italia nel contesto? Non certo quello che l'ha portata, causa la DC, ad aderire al sistema monetario SME con «una ristrettissima maggioranza di centro-destra»; non

certo quello che ha visto il nostro Paese dare «alle finanze comunitarie 937 miliardi di lire in più di quanto abbia ricevuto»; non sicuramente quello che ha fatto portare avanti stancamente la battaglia per lo Statuto europeo degli emigrati, per la revisione del regolamento di libera circolazione, per l'eleggibilità degli emigrati nei Comuni: in una parola per la conquista della parità di trattamento. In sintesi, questo il discorso che fa la FILEF al mondo politico; questo il discorso che fa a tutti gli emigrati affinché, col loro voto democratico e progressista, contribuiscano a mutare la realtà sia italiana che europea.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

AVANTI

di

del

26/5/79

OGGIO NELL'EUROPA CHE STA PER ELEGGERE IL SUO PARLAMENTO

La Germania è ambigua di fronte alla delega

Ma il marco resta sovrano

«Non siamo in Italia o in Francia — dicono alla Bundesbank — e il potere politico non può interferire con l'autonomia dell'Istituto di emissione». Massicci finanziamenti alle grandi industrie del domani, informatica, alta tecnologia e aeronautica, uniti a ingenti investimenti negli Usa, Brasile, Australia e Canada

dal nostro inviato BARBARA SPINELLI

COFORTE, 15. — «Non vorremmo che i nostri amici europei si illudessero di una misura, circa le sorti della nostra economia. Al momento opportuno, sapremo difendere la stabilità della nostra moneta, e fin da subito siamo predisposti gli strumenti necessari per frenare nuove ondate di inflazione. In Europa, si sbaglia di grosso. E noi faremo di tutto per dimostrare, dovessimo anche andare in guerra al Cancelliere».

Il nostro interlocutore, alla Bundesbank, sorride con malcelato orgoglio. Qui non siamo in Italia o in Francia, aggiunge subito, e il potere politico tedesco non può interferire con l'autonomia dell'Istituto di emissione, che resta intangibile, e «so-

uscita dalla crisi è ancora incombente, e dall'orizzonte è tutt'altro che sparita la minaccia di una nuova ondata petrolifera. Però la Repubblica federale ha già avviato una sua riconversione industriale, sceglie di sovvenzionare massicciamente le grandi industrie del domani: l'informatica, la media e alta tecnologia, l'aeronautica. E intanto, credo a ritmi «vertiginosi» gli investimenti tedeschi negli Stati Uniti, Australia, in Brasile, nel Canada. L'economia della Repubblica federale ha cominciato ad andare a gonfie vele, lo sguardo degli imprendi-

tori sta cercando «nuove frontiere», assai lontane dalla Comunità.

Per questo la Bundesbank non l'ha ancora digerita, l'Europa monetaria di Helmut Schmidt. «Fin dall'inizio siamo stati scettici», ci dice Wolfgang Riecke, membro del direttorio dell'Istituto di emissione, «e ancora adesso l'impresa mi sembra più che mai rischiosa. Non appena scoppierà una crisi valutaria grossa, e si imporrà un riallineamento delle monete che fanno parte dello Sme, i problemi diverranno insolubili. Sa quanto ha speso la Bundesbank, prima dell'ultimo "riallineamento" all'interno del piccolo serpente, il 15 ottobre scorso? Ben 10 miliardi di marchi in soli tre mesi. Non vorrà credere che siamo disposti a fare lo stesso gioco in grande, con il nuovo Sme!».

Il sistema monetario

è rimasto sospeso in aria

Tuttavia, così crechiamo di obiettare, il Sistema monetario si sta comportando molto bene... La risposta di Riecke è immediata: «Certo che funziona. Ma non perché il Sistema di per sé sia buono. Solo le circostanze esterne sono migliorate: il dollaro è più stabile, e le economie dei paesi comunitari reggono ancora. Tutto sta a indicare però che l'inflazione sta riprendendo ovunque: in Francia stiamo attraversando un periodo di grande instabilità sociale, e in Inghilterra ancora non è chiaro quale sarà l'atteggiamento dei sindacati, nei confronti del nuovo governo. Per non parlare poi del vostro paese, dove le difficoltà economiche si assommano con la crisi di governo e con l'attacco, pericolosissimo, portato dalla classe politica contro l'autonomia della Banca d'Italia. Schmidt e Giscard, infine, avevano creato il nuovo Sistema per sottolineare una loro polemica profonda con gli Stati Uniti. Ora i motivi di contrapposizione sono venuti meno, l'amministrazione Carter

ha capito che la lotta all'inflazione è inevitabile, e il Sistema monetario europeo è rimasto come sospeso per aria: in realtà si tratta di una contraddizione insanabile». In fondo, i dirigenti della Bundesbank con i quali abbiamo parlato sono convinti che il Cancelliere sia stato sviato dall'amico Giscard e dal governatore della Banca di Francia Bernard Clappier, un anno fa. E che sia stato guidato più da motivi politici, che economici: «In qualche modo», ci spiega ancora Riecke, «Schmidt ha sentito che doveva dare una impronta politica precisa al proprio cancellierato. Brandt gliela aveva data con la Ostpolitik, e lui era invece rimasto con le mani vuote, per anni e anni. Che fare, in queste condizioni? Il Cancelliere poteva avventurarsi in una politica decisamente filoamericana, ma glielo impediva il suo profondo scetticismo, e la nuova impopolarità di Washington nella Repubblica federale. E allora si è buttato a capofitto nell'Europa, scegliendo come suo principale alleato il Presidente Giscard. E l'affinità, fra i due uomini politici, era ed è tuttora assai profonda: entrambi sono stati ministri delle finanze, entrambi hanno sostenuto per anni la teoria dei cambi stabili ma aggiustabili. Entrambi, infine, sentivano un bisogno assai intenso di ritagliarsi uno spazio di autonomia nei confronti degli Stati Uniti. Così si è creata questa compenetrazione ideologica profonda, fra i due leaders, e oggi nessuno può più fare a meno dell'altro».

Solo apparentemente, quindi, l'Europa «tiene assieme» la nazione tedesca. Prima in casa democristiana, e poi alla Bundesbank, abbiamo visto quanto sia ostico, e sgradito, il timido disegno di Schmidt di «federare» l'Europa a partire dalla nuova alleanza franco-tedesca.

All'Istituto di emissione tedesco, si premurano intanto di ricordarci che nessuno è «anti-europeo», in Germania federale: «Noi stessi abbiamo finito con l'accettare lo Sme, dopo a-

2/0



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

di del

come voteranno gli Italiani all'estero
per l'elezione del Parlamento Europeo

verlo opportunamente emendato, pur di non esser tacciati di antieuropeismo. Però per noi l'Europa è un'altra cosa: se ci fossero un governo europeo e una Banca centrale sovranazionale costruita sul modello tedesco, cioè interamente autonoma, avremmo senz'altro favorito la nascita di un Sistema monetario diverso, dove tutti si sarebbero impegnati a sostenersi a vicenda. Ma allora ci sarebbe stata anche una vera moneta europea, e la nostra opposizione allo schema francese non avrebbe avuto ragione di esistere».

Ecco qual è il mistero

dell'europeismo tedesco

In queste parole è racchiuso il mistero dell'« europeismo » tedesco. Qui non è come in Francia, e in Inghilterra, o nell'orgogliosa Danimarca, ci hanno opportunamente ricordato. E infatti, democristiani e liberali, socialdemocratici e imprenditori, banchieri e sindacalisti sognano un'Europa politicamente forte. L'incubo della perdita improvvisa di sovranità nazionale non li angoschia come avviene in paesi che vantano una lunga esistenza di Stato-nazione. Il cittadino tedesco, non avvezzo a « ritrovarsi » nella nazione germanica, ha avuto sempre bisogno di identificarsi in entità più vaste, fin dal dopoguerra.

Ma non per questo lo scontro sui temi europei ci è apparso meno drammatico, in Rft. Solo che la discriminante corre lungo un crinale diverso, più complicato. Una volta accettata l'Europa politica, la Germania accetterà anche la solidarietà economica fra gli Stati che la compongono? E nella nuova Comunità che sta nascendo, quale sarà il suo ruolo: di partnership o di rivalità, di mediazione o di egemonia? Questi sono gli interrogativi cui la classe politica tedesca sta cercando di dare una risposta, alla vigilia delle elezioni di giugno.

Il ministro degli Affari Esteri, Antonio Di Vittorio, ha detto che il governo italiano non ha mai avuto un'opinione favorevole al progetto di una Banca centrale europea. Di Vittorio ha detto che il governo italiano non ha mai avuto un'opinione favorevole al progetto di una Banca centrale europea. Di Vittorio ha detto che il governo italiano non ha mai avuto un'opinione favorevole al progetto di una Banca centrale europea.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Propaganda e comizi per le europee nei nove Paesi della CEE

Come voteranno gli italiani all'estero per l'elezione del Parlamento Europeo

Il 10 giugno, in oltre 700 sezioni elettorali istituite negli altri otto Paesi della Comunità Europea per il voto degli emigrati italiani, saranno in vigore le leggi italiane. È anche questo, al di là della possibilità di esercitare il diritto di voto per gli oltre 500 mila emigrati iscritti nelle liste, un «fatto storico» di questa elezione. Ed uno dei motivi di difficoltà per le trattative concluse in proposito dal governo italiano.

Saranno i presidenti di seggio italiani - come gli scrutatori - a garantire la regolarità delle operazioni e il mantenimento dell'ordine pubblico, ed avranno persino il potere di chiedere l'intervento della polizia locale.

Ma le difficoltà maggiori della trattativa hanno riguardato la propaganda elettorale, dato che in alcuni degli otto Paesi interessati l'attività politica dei lavoratori stranieri è soggetta a limiti e che gli accordi in questione creano una situazione di «privilegio» per gli italiani, rispetto, ad esempio, ai quasi 700 mila turchi che lavorano nella CEE.

Repubblica Federale Tedesca: con una nota verbale il governo di Bonn si è impegnato a garantire a partiti e cittadini italiani l'organizzazione e la partecipazione ai comizi «nella stessa misura e negli stessi limiti previsti per i tedeschi». Spetta però alle autorità locali autorizzare l'uso di strade o istituzioni pubbliche e i partiti italiani non potranno utilizzare spazi radio-televisivi. Per il resto le uniche limitazioni sono quelle che discendono dagli articoli 6 e 9 della costituzione, che subordinano rispettivamente l'attività politica degli stranieri alla tutela dell'ordine pubblico o di «altri vitali interessi della RFT» e vietano associazioni che agiscano «contro l'ordinamento costituzionale o contro il principio della comprensione tra i popoli». L'attività politica è vietata a Berlino, per lo speciale statuto, è all'interno delle aziende, sia per italiani che per tedeschi.

Il PCI ha sollevato riserve sull'effettiva e-

quiparazione tra partiti italiani e tedeschi e la tutela dei lavoratori impegnati nella campagna elettorale. Secondo il ministero degli Esteri tuttavia sinora nessun partito o uomo politico italiano ha avuto concrete difficoltà nella campagna elettorale.

Francia: anche il governo francese si è impegnato a evitare «qualsiasi discriminazione» ai partiti italiani e di applicare tutte le «garanzie legali e regolamentari francesi» ai cittadini italiani impegnati nella campagna elettorale. Le riunioni però potranno avvenire solo in locali aperti al pubblico e per le altre forme di propaganda, i manifesti potranno essere affissi solo «nell'imme-

diata prossimità dei seggi» e solo «durante le 48 ore precedenti lo scrutinio» e per la radio saranno utilizzabili solo gli abituali notiziari in italiano.

Nessun particolare problema per gli altri Paesi: comizi, affissioni e altre forme di propaganda dei partiti italiani non saranno soggetti ad alcuna limitazione in Danimarca, Gran Bretagna e Irlanda.

In Gran Bretagna, Olanda e Lussemburgo potranno anche includere dei comunicati di propaganda nei notiziari radiotelevisivi e sui giornali. In Belgio, tutti i comizi dovranno riservare almeno un cartellone per le affissioni ai partiti italiani.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Tempo

di del

15. V. 19

UN FENOMENO DI RILIEVO

Il voto europeo degli emigranti

di GIUSEPPE PETRILLI

La possibilità offerta ai nostri concittadini emigrati nell'Europa comunitaria di partecipare all'elezione europea esprimendo il proprio voto nel paese in cui risiedono costituisce un fatto nuovo di grande rilievo, simbolico oltre che pratico, su cui l'attenzione degli osservatori si è finora soffermata troppo poco. Tale fatto nuovo sollecita una riflessione intorno al fenomeno migratorio, in una situazione che rende ormai evidenti i limiti del quadro storico in cui furono concepite le norme del Trattato di Roma relative alla libera circolazione dei lavoratori.

Ci si attendevano allora movimenti migratori analoghi a quelli che si svolgono nell'ambito di un'area economica integrata come quella degli USA e si credeva che l'eccezionale trasferimento di popolazione operantesi in quella con giunta storica fosse destinato a tradursi in via permanente in una mobilità geografica della manodopera paragonabile a quella americana. Questa visione semplicistica, che trascurava tra l'altro la diversità del contesto sociale in cui operano i due mercati e la persistenza nell'area europea di elementi di frizione inerenti alla stessa pluralità dei modelli di costume nazionali e regionali è stata contraddetta dai fatti, anche per il profondo mutamento intervenuto nella realtà economica e sociale dei paesi della Comunità in conseguenza di una crisi generalizzata. E' noto infatti come oggi anche i più forti tra i paesi della CEE debbano misurarsi con la difficoltà di garantire nell'ambito nazionale il pieno utilizzo dei fattori produttivi, a cominciare dalla forza-lavoro. In una situazione caratterizzata dall'arrivo sul mercato del lavoro di leve particolarmente numerose, le prospettive di inserimento nel processo produttivo si so-

no fatte quasi ovunque precarie, tanto che le conseguenze strutturali della crisi mondiale sembrano avere portato all'interno dei paesi di più antica industrializzazione una tematica affine, almeno a questo riguardo, a quella dei paesi emergenti.

In queste condizioni il fenomeno migratorio, considerato in termini retrospettivi o almeno statici, può apparire come un mero fatto residuale, dal punto di vista delle correnti tradizionali. Mi sembra tuttavia legittimo chiedersi quale significato sia ancora lecito attribuire alla libera circolazione dei lavoratori in una situazione tanto mutata. Qui il problema diviene necessariamente politico e il fulcro dell'interesse si sposta dal fenomeno migratorio come tale al quadro economico-sociale che la Comunità riuscirà ad esprimere nel nuovo ciclo storico aperto dall'elezione.

E' facile infatti riconoscere come la libera circolazione dei lavoratori all'interno dell'area integrata acquisti il suo pieno significato solo in presenza di condizioni generali che tendano a ridurre gli squilibri interregionali, migliorando ovunque i livelli di reddito e di occupazione: solo nell'approssimarsi di condizioni del genere l'emigrazione può divenire oggetto di una libera scelta e strumento di una migliore valorizzazione delle capacità professionali dei singoli, cioè autentico fattore di promozione sociale. Posto in questi termini, il discorso dell'emigrazione ci riporta peraltro immediatamente a quello più generale delle modalità di una reale integrazione economica tra aree geografiche a livello di sviluppo diverso e al rapporto da stabilirsi tra l'area integrata e il resto del mondo, in una situazione caratterizzata dalla faticosa emergenza di un nuovo ordine economico e di una nuova divisione internazionale del lavoro. E' quanto dire che la libera circolazione dei lavoratori presuppone, nelle nuove condizioni storiche, un salto di qualità dell'intero sistema istituzionale comunitario.

Non sembra lecito del
GIUSEPPE PETRILLI

(Continua a pagina 2)

resto attendersi nelle presenti circostanze una ripresa economica rispetto alla quale l'intervento pubblico — al cui generalizzarsi nell'intera Comunità abbiamo assistito negli ultimi tempi in misura talora impressionante — non svolga in vario modo un ruolo propulsivo. Le politiche nazionali, sollecitate in misura crescente dall'entità dei mezzi necessari per lo sviluppo dei settori a alto contenuto tecnologico oltre che per la ristrutturazione di quelli maturi e per la diversificazione delle fonti energetiche disponibili, rispondono nelle aree più deboli ad esigenze di sostegno dello sviluppo, che diverranno più acute nella prospettiva dell'ulteriore allargamento della Comunità verso Grecia, Spagna e Portogallo, paesi tutti caratterizzati dalla presenza di gravi squilibri strutturali. Nella loro dimensione più vasta problemi di questa natura investono infine lo stesso modello di sviluppo della Comunità, fino ad oggi trainato dai consumi privati, ma legato ormai in prospettiva, nell'opinione di molti, ad una politica capace di rendere attuale l'immensa domanda potenziale espressa dai paesi emergenti, attribuendole un ruolo determinante ai fini di una ripresa generalizzata delle economie industriali.

Prospettive come queste esigono comunque che al problema istituzionale sia data nell'ambito comunitario adeguata soluzione, proprio perché la libera circolazione dei lavoratori, all'interno ed anche all'esterno della Comunità, per realizzarsi in modo compiuto e non occasionale o traumatico, presuppone la capacità delle istituzioni comuni di assume-



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

IL-GIORNALE

di

del

26/5

Concesse dal governo di Bonn

Piazze per comizi ai nostri emigranti

Roma, 15 maggio

Il 10 giugno, in oltre 700 sezioni elettorali istituite negli altri otto paesi della comunità europea per il voto degli emigrati italiani, saranno in vigore le leggi italiane. E' anche questo, al di là della possibilità di esercitare il diritto di voto per gli oltre 500 mila emigrati iscritti nelle liste, un «fatto storico» di questa elezione ed uno dei motivi di difficoltà per le trattative concluse in proposito dal governo italiano.

Saranno i presidenti di seggio italiani — come gli scrutatori — a garantire la regolarità delle operazioni e il mantenimento dell'ordine pubblico, ed avranno persino il potere di chiedere l'intervento della polizia locale.

Ma le difficoltà maggiori della trattativa hanno riguardato la propaganda elettorale, dato che in alcuni degli otto paesi interessati l'attività politica dei lavoratori stranieri è soggetta a limiti e che gli accordi in questione creano una situazione di «privilegio» per gli italiani, rispetto, ad esempio, ai quasi 700 mila turchi che lavorano nella Cee.

Con una nota verbale il governo di Bonn si è impegnato a garantire a partiti e cittadini italiani l'organizzazione e la partecipazione ai comizi «nella stessa misura e negli stessi limiti previsti per i tedeschi». Spetta però alle autorità locali autorizzare l'uso di strade o istituzioni pubbliche e i partiti italiani non potranno utilizzare spazi radio-televisivi. Per il resto le uniche limitazioni sono quelle che discendono dagli articoli 6 e 9 della Costituzione, che subordinano rispettivamente l'attività politica degli stranieri alla tutela dell'ordine pubblico o di «altri vitali interessi della Rft» e vietano associazioni che agiscano «contro l'ordinamento costituzionale o contro il principio della comprensione tra i popoli». L'attività politica è vietata a Berlino, per lo speciale statuto, e all'interno delle aziende.



Gli istituti di cultura

Sono assolutamente d'accordo con quanto scrive nel n. 17 il signor Salvarani. Credo tuttavia che l'inconveniente segnalato (quello cioè di una faziosa scelta dei giornali in lettura presso gli istituti italiani di cultura all'estero) dipenda non dal ministero ma dal personale che attualmente, a volte dopo vari decenni, continua a prestar servizio. Si tratta di personale di modesto livello, il quale come titolo di una cultura più vantata che effettiva invoca il lungo periodo di servizio prestato all'estero, retoricamente definito trincea di combattimento. Molto spesso prima che agli istituti hanno prestato servizio solo nelle scuole, comprese quelle ex coloniali dell'Africa orientale e della Libia. Non c'è da stupirsi quindi che personale siffatto non abbia sensibilità per l'obiettività dell'informazione politica, così come non ne ha per i

problemi teatrali e cinematografici, sempre posposti alle viete, trite, monotone e petulanti conferenze letterarie. Non sono mai riuscito a capire perché il ministero debba scegliere i cosiddetti operatori di cultura prevalentemente se non esclusivamente tra i professori di scuola media e non anche tra i pittori, architetti, musicisti e giornalisti. Certo a questo riuscirebbe più facilmente il ministero dei Beni Culturali in grado di assicurare per l'Italia una più vasta rappresentanza culturale, non necessariamente circoscritta alla sola componente scolastica. Sarebbe interessante che da queste lettere scaturisse un approfondito dibattito.

Carlo Guadagnoli - Roma

Agli appunti del lettore Salvarani (n. 17) sull'esclusione del Settimanale da molti istituti di cultura all'estero ho già risposto protestando con estrema giustificata durezza per tale assurda discriminazione. Speravo in qualche smentita, che non è venuta. Ora però non mi sembra giusto estendere a tutti gli istituti italiani di cultura all'estero quelle critiche che il lettore Guadagnoli formula con tanta efficacia. Vi sono eccezioni meritevoli e qualche volta commoventi di dedizione da parte di isolati missionari della nostra cultura nel mondo, i quali con scarsi mezzi e con il solo appoggio della loro fantasia riescono a gareggiare miracolosamente con i ben altrimenti forniti istituti francesi e tedeschi. In linea generale, però, quanto dice Guadagnoli è perfettamente vero. Su un punto, poi, concordo pienamente: la tortura delle conferenze letterarie. Ce ne sono di micidiali. Ne rammento alcune come un incubo. Ottima poi l'idea di inserire nel giro degli istituti personalità del mondo giornalistico o artistico, non limitandosi ai soli insegnanti. Ma per attuare questo ci vuole una volontà politica, del tutto assente. La nostra classe dirigente non ha saputo elaborare una coerente politica della cultura e della scuola in Italia; meno che mai ha saputo organizzarla per l'estero. E questo mentre il Goethe Institut tedesco e i centri culturali francesi attirano l'interesse dei giovani con sempre maggior vigore specialmente nei paesi del Terzo Mondo.



a.i.s.e. - messaggio del presidente del parlamento europeo onorevole emilio colombo agli italiani residenti nei paesi della comunita'

roma (aise) - emilio colombo, presidente del parlamento europeo ha inviato agli italiani residenti nella cee il seguente messaggio:

"L'europa si accinge a darsi il suo primo parlamento direttamente eletto: 180 milioni di cittadini dei nove paesi della comunita' stanno per andare alle urne, e' un avvenimento storico e ognuno e' chiamato a compiere il suo dovere, non e' mai accaduto finora, nella storia della comunita' come in quella del mondo, che i cittadini di nove stati diversi fossero chiamati a pronunciarsi - tutti insieme - su una realta' che li riguarda tutti da vicino, e nessuno, meglio dei lavoratori italiani all'estero puo' recare vivente testimonianza di questa nuova realta': l'europa, che, giorno per giorno, prende forma nella nostra vita quotidiana.

il fatto stesso che voi, italiani residenti all'estero, possiate votare per il parlamento europeo, nello stato in cui vivete e lavorate e' un simbolo della nascente, grande patria europea, certo, siete e restate italiani, ma non piu' estranei - stranieri appunto - come gli emigranti di un tempo, nel paese della comunita' in cui lavorate i trattati prevedono gli stessi diritti sociali ed economici riservati ai cittadini di quello stato, i vostri figli siedono negli stessi banchi di scuola, accanto ai bambini tedeschi, francesi, belgi.

ora, per la prima volta, eserciterete un diritto politico nello stato di residenza ed e' - io credo - significativo che sia propria la dimensione sovranazionale ad accordarvi quello stato politico che le istanze nazionali tuttora vi negano, e' un chiaro segno della tendenza storica che riconosce i vostri diritti civili e politici nell'ambito della comunita'.

fra i nove paesi della comunita' esiste ormai un'interdipendenza tale che nessuno di essi puo' seriamente pensare ad abbandonare l'impresa comune: abbiamo raggiunto il punto dal quale non e' piu' possibile tornare indietro, cio' non significa pero' che l'europa continuera' ad integrarsi automaticamente, occorre un elemento propulsore.

le elezioni a suffragio universale diretto sanciranno la presenza di questo propulsore - la volonta' popolare - nella gestione concreta dell'europa comunitaria, i deputati europei saranno i portavoce dei cittadini europei, di cui gli emigranti rappresentano - di fatto - il drappello di testa, nessuno quindi, piu' di voi, puo' identificarsi con la prossima consultazione elettorale europea, il voto per il parlamento europeo e' per l'italiano all'estero la prima scelta compiuta come cittadino europeo.

fra le istituzioni della comunita' il nuovo parlamento sara' - perche' espressione diretta della volonta' popolare - la piu' sensibile agli ideali comuni di quell'europa in cui non contera' la nazionalita', ma il fatto di partecipare insieme agli altri popoli all'opera comune.

voi avete dimostrato, con l'impegno e con il sudore della fronte, che l'intesa fra gli uomini non e' un'idea astratta, un sogno, voi, che in molti casi siete stati costretti dalle circostanze ad emigrare, avete trasformato la necessita' in virtu', dando un esempio concreto agli altri europei e pagando di persona, agli



Ministero degli Affari Esteri
 DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
 E DEGLI AFFARI SOCIALI

2 - A I S S E

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VI

Ritaglio dal Giornale

di del

inizi della costruzione comunitaria la differenza tra le varie le-
 gislazioni che non vi riconoscevano i diritti che ora la comunità
 vi riconosce.

fate ora un altro passo decisivo per il futuro di questa nos-
 tra europa: date con consapevolezza il vostro voto per il parla-
 mento europeo, perché il vostro esempio diventi patrimonio di
 tutti i cittadini, anche di quelli che conoscono l'europa solo da
 lontano. la forza morale e politica del parlamento europeo sa-
 rà dettata dall'affluenza alle urne di tutti gli europei: date,
 una volta di più, il buon esempio, mai come in questo caso l'e-
 uropa sarà un fatto vostro. (aise)

a.i.s.e. - giudizio largamente positivo sui risultati dei negoziati
 italo-svizzeri sulla sicurezza sociale

roma (aise) - un giudizio largamente positivo è stato espres-
 so oggi dai rappresentanti delle forze sociali dell'emigrazione
 convocati, come di consuetudine, alla farnesina per essere informa-
 ti sui risultati dei negoziati italo-svizzeri svoltosi la scorsa
 settimana

roma: il vice direttore generale dell'emigrazione,
 ministro sergio angeletti, coadiuvato dalla dottoressa franca
 selvaggi del ministero del lavoro e dal dottor randisi dell'inps,
 ha illustrato il contenuto del processo verbale redatto al termi-
 ne dei lavori. in pratica la delegazione svizzera ha manifestato
 una certa apertura a le proposte italiane esprimendo qualche riser-
 va, peraltro facilmente rientrabile ad avviso dei nostri delega-
 ti, sui punti uno e quattro dell'ordine del giorno discusso in que-
 sta sessione. subito dopo l'illustrazione del verbale, hanno pre-
 so la parola i rappresentanti delle associazioni e dei patronati
 sindacati ed agli. lotta, del centro unitario dei patronati sin-
 dacati, ha espresso un giudizio sostanzialmente positivo sui ne-
 goziati pur nel sottolineare che i due articoli ancora in discus-
 sione sono i più qualificanti del progetto di accordo. egli ha inol-
 tre manifestato la convinzione che, con siderata la maggiore
 apertura della delegazione svizzera, questi due articoli do-
 vrebbero, a suo avviso, venir concordati in maniera relativamente
 rapida e con soddisfazione per entrambe le parti. mota ha infine
 affermato che, tutto sommato, i risultati dei negoziati di roma
 rappresentano più di quanto fosse ragionevole aspettarsi alla
 vigilia. sostanzialmente della stessa opinione, tracciano (del
 centro unitario dei patronati) ha ringraziato il ministro an-
 geletti per l'impiego profuso in queste trattative e manifestan-
 dogli l'apprezzamento dei patronati per la capace opera di
 mediatore in una trattativa invero difficile e complessa come
 quella con la svizzera. lo stesso ha fatto il segretario gene-
 rale della filef, il quale ha detto di associarsi al giudizio
 positivo. volpe ha inoltre ricordato che occorre intervenire
 presso il ministero della sanità perché un suo rappresen-
 tante sia presente al prossimo colloqui per quanto riguarda la
 parte sanitaria. egli si è infine detto convinto che, proce-
 dendo di questo passo, l'accordo potrebbe essere concluso en-
 tro la fine del 1979. più o meno dello stesso tono l'inter-
 vento del presidente del santi de maio, il quale però ha invi-
 tato il rappresentante dell'inps a farsi portavoce presso

e / o



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE

L'istituto dei reclami avanzati dagli emigrati per i ritardi nei pagamenti delle prestazioni trasferibili all'estero, de ma io ha anche chiesto che la materia del progetto di accordo venga divulgata della maniera piu' semplice e capillare possibile onde i nostri emigrati possano prenderne conoscenza senza difficoltà. (aise)

a.i.s.e. - il comunicato congiunto sui negoziati italo-svizzeri in materia di sicurezza sociale.

roma (aise) - la commissione mista italo-svizzera di sicurezza sociale si e' riunita a roma dal 7 al 12 maggio 1979.

La delegazione italiana era presieduta dal ministro plenipotenziario sergio angetetti, vice direttore generale della emigrazione e affari sociali del ministero affari esteri, la delegazione svizzera da adelrich schuler, direttore dell'ufficio federale delle assicurazioni sociali.

I colloqui si sono svolti in un'atmosfera cordiale e di mutua comprensione. nel corso degli incontri sono state discusse le questioni rimaste in sospeso nei negoziati del giugno 1977 per quanto concerne il secondo accordo aggiuntivo alla convenzione di sicurezza sociale nonche' i problemi relativi alla liquidazione ed al pagamento delle rendite in regime di convenzione.

Le due delegazioni sono pervenute ad un accordo sulla maggior parte delle questioni ed hanno convenuto di presentare delle raccomandazioni ai loro rispettivi governi.

per quanto concerne le questioni rimaste in sospeso, esse saranno approfondite prima della ripresa dei negoziati a livello governativo, che la commissione raccomanda di tener a piu' breve termine. (aise)

a.i.s.e. - dal 3 al 5 luglio prossimi a roma colloqui italo-svedesi per la sicurezza sociale.

roma (aise) - il ministero degli affari esteri ha reso noto che dal 3 al 5 luglio prossimo avranno luogo a roma una serie di colloqui tra italia e svezia in materia di sicurezza sociale. come si ricordera' i negoziati con la svezia avevano accusato una leggera battuta di arresto ed hanno ricevuto un nuovo impulso con l'ingenerida parte del governo svedese di un testo di proposta di accordo molto simile a quello che e' stato firmato dalla svezia con la grecia. il testo e' attualmente al vaglio dei responsabili della farnesina. (aise)

a.i.s.e. - la finlandia chiede di sottoscrivere un accordo di sicurezza sociale con l'italia.

roma (aise) - il governo finlandese ha fatto pervenire al governo italiano, tramite la nostra ambasciata helsinki, una proposta di convenzione di sicurezza sociale. il testo della proposta e' al vaglio dei dirigenti della farnesina per le opportune valutazioni. (aise)

0
0

4 - AISE



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE

a.i.s.e. - circolari dei patronati unitari per informare sul progetto di accordo con la svizzera.

roma (aise) - ad una precisa domanda dell'aise i rappresentanti del centro unitario dei patronati sindacali (inca-inas-ital) ha assicurato che il contenuto del progetto di accordo di sicurezza sociale con la svizzera, oggetto dei recenti colloqui a roma tra le delegazioni dei due paesi, sara' divulgato alle sedi periferiche dei patronati attraverso circolari. cio', hanno precisato i responsabili del patronato, anzitutto perche' i nostri emigrati vengano informati tempestivamente sull'evoluzione delle disposizioni giuridiche che li riguardano anche perche' non si diffondano inutili e dannosi illusioni considerato che si tratta ancora di un progetto di accordo. (aise)

a.i.s.e. - a breve scadenza un incontro inps-cassa di compensazione di ginevra per snellire le pratiche.

roma (aise) - nel corso di una riunione alla farnesina il dottor randisi, dell'ufficio internazionale dell'inps ha annunciato un prossimo incontro tra i rappresentanti del proprio istituto e quelli della cassa di compensazione di ginevra, l'istituto svizzero delegato al pagamento delle prestazioni sociali. lo scopo dell'incontro tra i due istituti dal quale si possa giungere ad uno snellimento delle pratiche burocratiche e nelle operazioni di liquidazione delle prestazioni. con ogni probabilita' l'incontro avra' luogo a ginevra. (aise)

a.i.s.e. - incontro aitef-psdi domani a monaco di baviera con i responsabili dell'spd tedesca.

roma (aise) - il partito socialdemocratico italiano e la associazione italiana per la tutela degli emigrati e delle famiglie (aistef) ha organizzato per domani monaco di baviera un incontro cui prenderanno parte da parte italiana il segretario del psdi, pietro longo con il responsabile del settore emigrazione caria i candidati europei cariglia e orlandi ed i responsabili dell'aitef petricone ed ortu. da parte tedesca segnalata la partecipazione del ministro federale vogel, del responsabile del spd-baviera rotemund e quello dell'spd-della citta' di monaco von heckel. (aise)



LA CONFÉRENCE DE DJAKARTA SUR LES RÉFUGIÉS

Le Vietnam se déclare prêt à laisser partir dix mille personnes par mois à l'étranger

Le Vietnam est prêt à organiser le départ des réfugiés en les dirigeant directement vers les pays d'accueil, a déclaré mardi 15 mai M. Vu Hoang, représentant de Hanoi à la conférence internationale sur les réfugiés indochinois qui se tient à Djakarta. Des conversations devraient avoir lieu à ce sujet le 23 mai à Hanoi avec des représentants du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). Dix mille personnes pourraient ainsi partir chaque mois pendant une durée indéterminée, a précisé M. Hoang.

Au cours de la réunion, l'ambassadeur du Vietnam en Indonésie, M. Tran My, a affirmé que tous les Vietnamiens qui le désiraient étaient libres d'émigrer. « Comme vous le savez, a-t-il déclaré, la question des réfugiés découle des graves conséquences de la guerre. Parmi les Vietnamiens qui quittent le pays, un bon nombre ont été incités par la propagande, d'autres ont été incapables de se plier aux difficiles conditions de vie dans le pays après la guerre et de s'engager dans le travail productif de la nouvelle société. Nous sommes prêts à donner entière

permission aux Vietnamiens qui désirent quitter le pays de le faire et de rejoindre leur famille. Nous sommes convaincus que le moment viendra où ces Vietnamiens n'auront plus de raisons de partir. »

Pour leur part, les ministres des affaires étrangères indonésien et philippin, MM. Kusumaatmadja et Romulo, ont affirmé que toute solution du problème des réfugiés « ne pouvait venir que du Vietnam lui-même ». Tous deux ont proposé de prêter une île pour qu'elle serve de point de transit pour ces réfugiés. Les Etats-Unis prendraient en charge la moitié des frais de fonctionnement de ce centre. — (A.F.P., Reuter, A.P., UPI.)

[En janvier, Hanoi avait annoncé que des textes seraient publiés permettant le départ vers l'étranger de tout Vietnamien qui le souhaitait, à condition qu'il ne fasse pas partie de certaines catégories, comme les « criminels » ou les personnes qui détiennent des « secrets d'Etat ». Cette décision avait été confirmée au directeur adjoint du H.C.R., en visite à Hanoi (« le Monde » du 8 mars). Ces textes n'ont toutefois pas encore été rendus publics.]

Ritaglio dal Giornale INFORMdi del 14/5SUI LAVORI DELLA COMMISSIONE ITALO-SVIZZERA DI SICUREZZA SOCIALE RIUNIONE INFORMATIVA ALLA FARNESINA -(Inform - 17.5.1979). - Presso la Direzione Generale

dell'Emigrazione e Affari Sociali del Ministero degli Esteri si è svolta una riunione informativa sui risultati dei lavori della Commissione mista italo-svizzera di sicurezza sociale. Alla riunione hanno preso parte rappresentanti delle forze sociali e associative dell'emigrazione.

Il Capo della delegazione italiana, Ministro Sergio Angeletti, ha esposto agli intervenuti le linee generali del negoziato, sottolineando i notevoli passi avanti conseguiti per la conclusione del secondo accordo aggiuntivo alla Convenzione di sicurezza sociale italo-svizzera del 14 dicembre 1962 e per la definizione delle altre questioni rimaste in sospeso.

Successivamente un esperto del Ministero del Lavoro ha chiarito il meccanismo tecnico della proposta italiana relativa all'abbassamento al 10 per cento della capitalizzazione delle prestazioni per superstiti e all'ammissione del diritto di opzione fino al 20 per cento sia per le rendite di vecchiaia che per le rendite superstiti.

Da parte sua, l'esperto dell'INPS che aveva preso parte ai negoziati ha assicurato che tutte le misure sono state concordate con le autorità competenti della Cassa di compensazione di Ginevra per una più sollecita definizione delle pratiche arretrate di pensione.

I rappresentanti dei patronati e delle associazioni nazionali degli emigrati hanno espresso soddisfazione per il buon andamento dei lavori della Commissione mista e per i progressi compiuti nei rapporti italo-elvetici nel settore della sicurezza sociale. Essi hanno pure richiesto una maggiore partecipazione del Ministero della Sanità per ciò che concerne la definizione dell'articolo 4 dell'accordo aggiuntivo, relativo al libero passaggio per l'assicurazione malattie mediante collegamento alla legge sul servizio sanitario nazionale. Con particolare compiacimento è stato preso atto che da parte svizzera è stata accolta la proposta della delegazione italiana circa la totalizzazione dei periodi assicurativi che tenga conto, ai fini dell'acquisizione del diritto alle prestazioni, di quelli maturati in Paesi terzi giunti all'Italia e alla Svizzera da accordi bilaterali o multilaterali.

I presenti hanno auspicato il proseguimento della procedura di consultazione delle forze sociali nella fase preparatoria e in quella successiva alle trattative sulle varie materie che interessano i nostri emigrati, attuata sistematicamente dalla Direzione Generale Emigrazione e Affari Sociali, hanno espresso voti perché, nel più breve tempo possibile, si addivenga alla stipula del secondo accordo aggiuntivo.

La riunione - segnala l'Inform - ha offerto pure l'occasione per uno scambio di idee sui futuri negoziati in programma con la Jugoslavia per la tutela dei lavoratori dei due Paesi, nonché con la Svezia per ciò che riguarda la stipula di una convenzione di sicurezza sociale; per questi ultimi, come noto, è già stata fissata la data: avranno luogo a Roma dal 3 al 5 luglio prossimo. La data della riunione con la Jugoslavia dovrebbe venire stabilita dopo l'incontro italo-jugoslavo a livello sindacale fissato per il 20 luglio; nel frattempo è pervenuto al Governo italiano un progetto di accordo del Governo jugoslavo che attualmente è all'esame del Ministero degli Esteri per le opportune valutazioni. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALIRitaglio dal Giornale INFORMdi del 17/5

"LA SCOLARIZZAZIONE IN EUROPA": ESAMINATI I PROBLEMI DEGLI SCOLARI FIGLI DI EMIGRATI SARDI RIENTRATI DALL'ESTERO NELL'ISOLA - (Inform - 17.5.1979). -
A Platamona, in provincia di Sassari ha avuto luogo di recente, per iniziativa del CRAIES (Centro regionale assistenza immigrati sardi) ed in collaborazione con l'UCEI, il 1° Seminario sul "La scolarizzazione in Europa", sotto l'aspetto particolare dei problemi degli scolari, figli di emigrati sardi, rientrati dall'estero nell'Isola. Al seminario - riporta l'Inform - hanno partecipato il Sovrintendente scolastico regionale per la Sardegna, alcuni Provveditori agli studi, docenti universitari, presidi e direttori didattici, operatori scolastici, esponenti della Regione, esperti ed operatori pastorali nonché alcuni emigrati.

Come si rileva dal documento finale, pubblicato integralmente sul n. 10 di "Migranti-press", il Seminario si è sviluppato nella prospettiva di fondo della Chiesa italiana, ed in questo quadro è stata ribadita la necessità della collaborazione famiglia-società-Chiesa se si vuole che ogni iniziativa risulti formativa e serva a soluzioni globali del problema mediante gli organismi collegiali di partecipazione e i movimenti professionali degli operatori scolastici. Sono stati studiati con un sondaggio 164 casi di ragazzi rientrati da scuole di Paesi europei in quelle dell'Isola e sono emersi i gravi problemi del reinserimento scolastico (perdita di anni scolastici, insufficiente preparazione degli insegnanti, ecc.). I partecipanti al Seminario hanno sottolineato l'esigenza che la scuola venga tolta dal binario esclusivamente nazionale per acquisire una dimensione europea, che corrisponda allo sviluppo dell'integrazione europea in atto e alla mobilità delle persone, auspicando l'inserimento, già nelle elementari, di una lingua comunitaria come lingua veicolare, ed inoltre che si tenga conto delle possibilità che offre la presenza degli insegnanti rientrati da Paesi della Comunità per accelerare il processo di europeizzazione delle strutture scolastiche.

E' stato chiesto infine un immediato intervento della Regione Sarda attraverso: una documentata conoscenza del fenomeno; l'armonizzazione e l'adeguamento delle leggi regionali; il coinvolgimento dei settori economici e industriali per il reinserimento dei genitori nel contesto economico e sociale dell'Isola; la valutazione delle indicazioni che vengono da esperienze in atto (es. scuola a due uscite); il sostegno alle forze sociali che operano nel settore; la promozione di ogni attività di formazione di maestri, per quanto di sua competenza, appoggiando tra l'altro scambi di esperienze e di informazione tra maestri italiani e stranieri impegnati nell'insegnamento in luoghi ove vi è concentrazione di emigrati sardi. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ANSA

di

del

17/5

ester

lavoratori italiani in svizzera ed elezioni in italia

(ansa) - ginevra, 17 mag - i lavoratori italiani residenti in svizzera (oltre 350 mila con attivita' lucrativa) potranno ottenere un congedo per partecipare alle prossime elezioni organizzate in italia il 3 e 4 giugno e il 19 giugno prossimi. questa assicurazione e' stata data dall'unione centrale delle associazioni padronali all'unione sindacale svizzera, che ha rivolto una richiesta in tal senso alle imprese elvetiche che occupano lavoratori italiani. in un comunicato diramato a berna, l'unione sindacale svizzera ha precisato di aver preso contatto con le associazioni padronali per avere l'assicurazione che i lavoratori italiani possano partecipare alle prossime elezioni senza temere di perdere il loro posto di lavoro, nonostante le difficolta' che prevalgono sul mercato del lavoro. anche l'ofiamt (l'ufficio federale del lavoro) e' intervenuto in tal senso presso le associazioni padronali.

h 1227 ph/gt
nnnn



Ritaglio dal Giornale ANSA

di del 17/5

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

ESTER

Comunicato congiunto dopo visita forlani a tunisi

(ansa) - tunisi, 17 mag - al termine della visita di lavoro che il ministro degli esteri arnaldo forlani ha compiuto ieri a tunisi e' stato pubblicato oggi un comunicato congiunto nel quale e' detto che forlani e il suo collega fitouri hanno esaminato i problemi relativi all'attualita' internazionale tra i quali i problemi del mondo oriente, del mediterraneo e dell'africa australe. il comunicato indica inoltre che i due ministri hanno proceduto ad un esame approfondito di tutti gli aspetti dei rapporti bilaterali ed hanno convenuto che le delegazioni proseguiranno le discussioni nelle prossime settimane in vista di ricercare le vie e i mezzi suscettibili di rafforzare la cooperazione tra i due paesi e di risolvere i problemi di interesse comune. il comunicato aggiunge che i due ministri hanno egualmente convenuto di costituire una "grande commissione mista" a livello dei ministri degli esteri che si riunira' una volta l'anno, alternativamente a tunisi e a roma. il comunicato conclude segnalando che i due ministri hanno firmato una convenzione diretta ad evitare la doppia imposizione fiscale.-

h 2114 red/mo
nnnn



Ministero degli Affari Esteri

Ritaglio dal Giornale INFORM

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

di del 17/5

RIUNIONE A BRESSANONE SULLA "PASTORALE DELLA FAMIGLIA ITALIANA EMIGRATA IN GERMANIA E SCANDINAVIA" - (Inform - 17.5.1979).- Nel numero 8-9 di "Migranti-press", incentrato su "La Chiesa italiana e le migrazioni", viene data notizia della riunione a Bressanone dei missionari degli italiani in Germania per il loro convegno nazionale che ha avuto come tema: "Pastorale della famiglia italiana emigrata in Germania e Scandinavia".

Oltre ai missionari, erano presenti numerose religiose italiane, nonché assistenti sociali del "Caritas Verband" e collaboratori delle Missioni. Da tutti sono state sottolineate le particolari difficoltà cui va soggetta la famiglia emigrata, specie per l'inserimento nel nuovo ambiente e soprattutto per l'educazione dei figli. Per i relativi interventi si è concordato, con opportuno richiamo al Convegno dell'anno scorso sull'inserimento della Missione nella Chiesa locale, di agire in stretta collaborazione con le Diocesi e le parrocchie del luogo.

A nome della Commissione Episcopale Italiana per le Migrazioni e il Turismo (CEMIT) - riporta l'Inform - ha partecipato il Vescovo di Fidenza, mons. Zanchin, e per l'UCEI il Direttore nazionale mons. Casadei. Sono intervenuti ai lavori ed hanno presieduto alla concelebrazione anche il Vescovo di Bolzano-Bressanone, mons. Gargittern ed il suo ausiliare mons. Forer. (Inform)

*Coltivare l'Europa
una miscela nelle...*

*L'Europa europea è ancora soprattutto del mondo polacco e...
necessità di allargare gli orizzonti...
nuove sicure città...
L'agricoltura è un bilancio...
Dinamica economica...
L'agricoltura è un bilancio...
Dinamica economica...
L'agricoltura è un bilancio...
Dinamica economica...*

Calabria: l'Europa unita sta nascendo nelle campagne

L'idea europea è sentita soprattutto dal mondo produttivo e del lavoro consapevole della necessità di allargare gli orizzonti - Gli agricoltori in prima linea - Scetticismo e disinteresse nelle città - L'emigrazione: un bilancio - Direttive comunitarie e immobilità regionale

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

Catanzaro, maggio

Sono trent'anni che tra Calabria ed Europa c'è una linea diretta, un rapporto di dare avere, un sentimento di attrazione-fuga. Certo anche la Calabria è Europa, ma coninata alla periferia, quasi abbandonata al Mediterraneo. L'Europa « vera » dicono qui — è « un'altra cosa ». Un tempo, appunto trent'anni fa, aveva nomi straganti, difficili a scrivere, quasi impronunciabili — Ludwigshafen, Saarbrücken, Leeuwarden — ora diventati di casa per la lunga consuetudine di ascoltarli, perché facevano da misura a una lontananza segnata nell'anima prima che nello spazio, perché da reali s'erano concretati nelle forme di una busta e di un foglio, riflettevano affetti; ciocavano avventure intrate; ma portavano danaro, per la sopravvivenza, immanzato tutto, poi, per qualcosa di più.

I calabresi nei Paesi della regione all'emigrazione, il dc Pasquale Barbaro — hanno superato i quattrocento mila; ma numerosi sono stati negli ultimi anni i rientri, e su essi non esistono cifre precise. Nel 1977, per cui si dispone di dati completi, sono giunti quattordici milioni e 550 milioni di rimesse in valuta pregiata

(48 miliardi l'ammontare complessivo delle rimesse dai cinque continenti, che anche in Nuova Zelanda vivono catanzaresi, cosentini, reggini). Soldi per le famiglie, soldi per l'economia nazionale. Ma ora questa fonte di ricchezza tende a disseccarsi, e proprio a causa dei riformi. Si riprende la vita del paese natale per volontà o per necessità; perché a Ludwigshafen, e nelle centinaia di città dai nomi una volta indecifrabili, per gli emigrati non c'è più lavoro. La crisi economica e la riconversione industriale hanno fatto dei forestieri le prime vittime; il benvenuto dell'epoca delle tacche grasse, s'è trasformato in congedo spesso senza compensamenti.

Ma come si torna? Diversi, sicuramente, da quando si era partiti; e non soltanto per la valigia di similpelle invece della famosa, oicografica, valigia di cartone, e per l'automobile di grossa cilindrata, magari di seconda mano. Ma soprattutto perché nella testa degli emigrati è rimasta un po' (o un po' tanta) di quell'«altra» Europa. Va a finire che — com'era accaduto nel momento di scendere dal treno dell'andata, dopo un viaggio che segnava il salto dalla vita ancestrale alle suggestioni, e agli agguati, della civiltà industriale — il rientro è una ferita. Dice

Mercurio Marcella, funzionario regionale che in passato ha seguito da vicino le vicissitudini dei calabresi all'estero: « Il reinserimento è difficilissimo. Esiste un antagonismo psicologico con chi non si è mosso ». Il lavoratore che ritorna è considerato una sorta di forestiero ricco; del resto, in decenni, le antiche amicizie si sono perdute, i paesi non sono più gli stessi... Con i soldi delle rimesse, c'è chi — costruitasi o riparata la casa — apre un ufficio o una bottega. « Ma parecchi — aggiunge Marcella — non si adattano più a vivere qui. Qualcuno ha cercato, o aspella, l'occasione per ripartire ».

Il dieci giugno, chi l'Europa unita già da anni, sta dando il suo piccolo contributo a costruirla — fuori in Calabria s'è senza ragione — si fa anche qui — e chi è estraneo a questa promessa che si avvicina, saranno chiamati a votare insieme per il primo parlamento della CEE eletto a suffragio universale. Ma gli « estranei », quelli che non avvertono il significato e l'importanza dell'avvenimento, sono molti; troppi. Né buoni propositi e belle parole a parte, sembra ci si impegni a sensibilizzarli. Ma è noto com'è andato; e le « politiche » anticipate saranno tagliando le gambe alle

consultazioni di una settimana dopo. A Catanzaro, in effetti, l'atmosfera è piuttosto tiepida pure nei confronti delle « nazionali ». Resta comunque il fatto che i manifesti già affissi non parlano di Strasburgo; dicono: vota DC, vota PCI, vota per il candidato tale (alla Camera o al Senato). I partiti casomai — è un'osservazione ascoltata più volte, e che va considerata — s'adopereranno per « strumentalizzare » l'Europa; insomma, l'europeismo potrà servire più per Montecitorio e per Palazzo

Madama che per l'assemblea comunitaria. Persino i socialisti — che ripetono invariabilmente « L'avevamo detto » — sono mobilitati, zialmente per il 3 giugno. La sorpresa — ammesso che sia esatta definirlo tale — viene da altre direzioni: da quel mondo della produzione e del lavoro più consapevole della necessità di allargare gli orizzonti. « Vogliamo fare da cassa di risonanza per l'Europa — nota Luigi Paternostro, direttore degli industriali —. Per cominciare, il 21 maggio dilleremo, in un incontro l'idea europea. Abbiamo coscienza di ciò che l'appuntamento col resto della CEE rappresenta per la crescita dell'economia italiana, e quindi per lo sviluppo della Calabria. Siamo davanti a una strada che si può co-

minciare a percorrere, non in maniera figurata ma concretamente. Da Strasburgo e da Bruxelles, ci attendiamo le indicazioni per l'ascesa delle aree in via di sviluppo. Una cosa è certa: appoggeremo, per quanto potremo, candidati che siano tecnici seri ». Il problema è quello di avere una rappresentanza forte e preparata, senza cadere nel nazionalismo, difendendo gli interessi nazionali, e costruendo i più intransigenti — e tra i nove Paesi della Comunità, a se-

conda dei temi, non ne mancano — a comporre istanze di fondo che, assai spesso, sono contrastanti. Un discorso quasi uguale è proposto dagli agricoltori, i quali sono a più vicini alla CEE per la sua prevalente politica « verde ». « La Comunità funziona — dice tra gli altri il direttore provinciale, Raffaele Di Giota — almeno per quel che concerne le integrazioni dei prezzi. Ma capita che le direttive comunitarie restino lettera morta per carenze del nostro Governo e dell'Unione. Non bisogna dimenticare che, a Catanzaro, in tre anni abbiamo avuto tre lunghe crisi regionali, con le implicazioni negative che potevano derivarne ». La CEE sta sollecitando lo spirito associativistico, tradizionalmente assente nel Mezzogiorno d'Italia. Si co-

In Calabria, in definitiva, l'Europa è « vista » — così come da sempre si « vedono » in anticipo gli itinerari della pioggia e dei venti — con particolare chiarezza nei campi. A certe parole — integrazione prezzi del grano, dell'olio — è già avvertito che il piccolo lavoratore che coltiva il suo ettaro di podere sta l'imprenditore ambizioso. L'associazione lavoro dalla CEE è allestente — per i vantaggi che offre, di contributi e di mercati — persino per i più individualisti; e, per timore, scava una breccia in una mentalità abituata all'immobilità. L'economia ha avvicinato l'Europa al « contadino ». E se l'antica civiltà descritta da Carlo Levi « scomparsa, nel Sud potrà orgarne — chissà — una nuova, diversa ma egualmente radicata, come sono radicate la spiga e la vite.

Ne deriva che s'incontra più scetticismo in città che nelle campagne: come se il frutto « europeo » stesse crescendo come un vero frutto della natura. E' azzardato, tuttavia, concludere che la maggiore adesione di agricoltori di industriali (e di commercianti) si concreterà in vastissima partecipazione alle urne. I comportamenti, si sa, non sempre rispettano le promesse. Oltretutto la informazione è davvero carente; e il discorso riguar-

2

ua, egualmente, schieramenti politici e mass-media. Gli oratori dei grandi partiti che hanno aperto la campagna elettorale a Catanzaro soltanto di striscio hanno toccato la « questione Europa ». I giovani? « Ho fiducia in loro » dice Francesco Nisticò, segretario regionale del movimento giovanile socialista. Ma, quando gli si chiedono previsioni sulla partecipazione, è perplesso. Il calabrese — conclude, e pare un'antica massima di saggezza — a lungo s'è sentito estraneo nella stessa Italia, non crede in Roma, s'è accorto che l'istituto regionale ha portato in periferia l'ingovernabilità, anche perché molte competenze statali sono passate alle Regioni; e queste non hanno rispettato le attese.

Ora arriva l'Europa: un sogno che non sembra più destinato a morire al risveglio. Solo che bisogna crederci fino in fondo. E' ozioso domandarsi quanto spazio sia rimasto ancora, in Calabria, per la fede. La risposta è scontata: pochissimo, o nessuno. Ma, nonostante i disinganni e il fatalismo, o forse proprio per ciò, la CEE — questa sigletta di tre lettere — acquista nell'inconscio della gente, non molta ma in aumento, un quid di « magico »: non che da essa si attendano miracoli, però, per una volta, le cose potrebbero cominciare ad andare meglio. E' faticoso dirlo: ma una disillusione in più non riuscirebbe a togliere niente a chi, sotto sotto, desidera essere continuamente spinto alla speranza.

ACHILLE DI GIACOMO

Le richieste annuali sul ruolo del Parlamento

La Commissione europea ha presentato al Parlamento europeo le sue richieste annuali sul ruolo del Parlamento. Le richieste sono state presentate dal presidente della Commissione, Jacques Delors, durante una conferenza stampa a Bruxelles. Le richieste riguardano principalmente il ruolo del Parlamento nella politica economica e sociale dell'Unione europea. Delors ha sottolineato l'importanza del Parlamento nel processo decisionale dell'Unione e ha chiesto un maggiore coinvolgimento del Parlamento nelle decisioni che riguardano la politica economica e sociale. Ha anche chiesto un maggiore dialogo tra il Parlamento e la Commissione.

La Commissione europea ha presentato al Parlamento europeo le sue richieste annuali sul ruolo del Parlamento. Le richieste riguardano principalmente il ruolo del Parlamento nella politica economica e sociale dell'Unione europea. Delors ha sottolineato l'importanza del Parlamento nel processo decisionale dell'Unione e ha chiesto un maggiore coinvolgimento del Parlamento nelle decisioni che riguardano la politica economica e sociale. Ha anche chiesto un maggiore dialogo tra il Parlamento e la Commissione.

La Commissione europea ha presentato al Parlamento europeo le sue richieste annuali sul ruolo del Parlamento. Le richieste riguardano principalmente il ruolo del Parlamento nella politica economica e sociale dell'Unione europea. Delors ha sottolineato l'importanza del Parlamento nel processo decisionale dell'Unione e ha chiesto un maggiore coinvolgimento del Parlamento nelle decisioni che riguardano la politica economica e sociale. Ha anche chiesto un maggiore dialogo tra il Parlamento e la Commissione.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'UNITA'
di del 17/9/79

Dietro gli slogan elettorali

Non basta dire Europa

Da qualche parte si continua a lamentare l'assenza della tematica europea dal dibattito pre elettorale. Il rilievo è fondato, e la cosa non è positiva. Occorre concentrare molto di più l'attenzione dell'elettorato su una questione di così grande importanza come è l'elezione del parlamento europeo, per facilitare una consapevole espressione del voto.

Taluni partiti hanno scelto di suscitare emozioni e ideali su slogan generici e astratti; quanto di più negativo e mistificante. Nonostante che la maggioranza delle forze politiche italiane si sia dichiarata europeista, dietro l'apparenza esistono diversità sensibili, ed occorre discuterne.

E intanto, domandiamoci il perché della scarsa popolarità di questi temi. Non si tratta, come si è detto, del prevalere di una politica da cortile, anche perché il fenomeno non è solo italiano, ma generale in tutta Europa.

La tendenza verso l'unificazione europea è uno dei fatti storici di maggiore dimensione dell'epoca presente. E' un fatto oggettivamente rivolto all'avvenire, collocato positivamente nel corso della storia. Non può negarsi, tuttavia, che le forme che essa ha assunto fin dal suo nascere e la politica che ha incarnato hanno avuto finora una netta impronta di classe, hanno costituito un punto di forza dei gruppi e degli stati più forti e privilegiati. Non si è trattato di una politica popolare: non meravigliamoci quindi se la gente comune non spasima ora per l'Europa, non si appassiona o stravede per la CEE.

Ecco un tema di discussione: il giudizio sulla concreta politica della Comunità, sulle sue scelte. Che cosa ne dice la DC, visto che del Consiglio dei ministri e della commissione della Comunità essa ha fatto parte ininterrottamente, e condivide quindi una fetta cospicua della responsabilità di governo europeo?

La politica conservatrice

Una propaganda che si affida ad una enfasi generica nasconde il tentativo di sottrarsi a definizione di un nuovo avanzato assetto comunitario

della CEE è la prima vera ragione di una certa estraneità dell'Europa alle masse popolari. La natura verticistica, oligarchica; ferreamente accentrata dei suoi meccanismi di potere ne costituisce un'altra ragione, poiché la CEE ha tagliato fuori dalle decisioni non solo la gente, ma le stesse istanze democratiche nazionali, i parlamenti, le Regioni; e addirittura ha reso e rende difficile, astrusa, la stessa informazione su quel che succede a Bruxelles.

Ad esempio, l'opinione pubblica ha capito ben poco di quel che è successo durante i negoziati ed i battenti in tema di politica monetaria, sullo SME; e suona

persino singolare, oltre che indecifrabile, il procedere tortuoso e contraddittorio di tante decisioni o iniziative comunitarie.

Dicano gli altri partiti, a questo proposito, che cosa pensano delle proposte comuniste sull'assetto degli organi istituzionali comunitari, che costituiscono finora l'unica proposta compiuta ed organica sull'argomento. Si dica se si è d'accordo per creare un equilibrio nuovo fra Parlamento europeo, Commissione e Consiglio dei ministri spostando una sensibile fetta di competenze sul parlamento e limitando lo strapotere del Consiglio, che finora ha fatto il bello e il cattivo tempo in sede comunitaria.

Le richieste comuniste sul ruolo del Parlamento

La cosa non è né pacifica, né insignificante. Al contrario, si tratta di una questione centrale della vita della CEE, e la campagna elettorale è un'ottima occasione per esprimere e confrontare i reciproci punti di vista, sotto gli occhi degli elettori. Sempre in tema di democratizzazione della CEE, si dica se si condivide la richiesta comunista di porre fine all'esproprio di prerogative parlamentari o regionali, che finora il governo ha realizzato in materia di politica comunitaria. Il contributo italiano alla CEE non può venire solo dal governo; Parlamento e Regioni devono avere la parte che loro spetta nella formazione di quella porzione della volontà comunitaria espressa dall'Italia.

In questi giorni si parla molto di governo forte, di repubblica presidenziale, di nuove leggi elettorali. E si guarda all'Europa, forse an-

che per scimmiettare. Eppure l'esperienza non solo dei singoli stati europei, ma della stessa CEE sta a dimostrare che le forme oligarchiche e verticistiche di governo, anche se in qualche caso hanno mostrato una loro efficienza, giunte ad un certo punto toccano il tetto della loro legittimazione, ed entrano gravemente in crisi. In ogni caso esse non possono rappresentare per noi un modello.

La elezione diretta del parlamento europeo rappresenta perciò un momento assai importante. La presenza nelle liste dei massimi leaders politici e di una qualificata rappresentanza, fa pensare che la stessa assemblea di Strasburgo può costituire una sede in cui i partiti possono giocare un ruolo decisivo. L'Europa ha bisogno di una base popolare; le istituzioni europee hanno bisogno di coinvolgere non solo tecnici o ver-

tici di governo, ma i partiti, i sindacati, le istanze democratiche dei vari paesi.

Penso anzi che dovranno essere i partiti, i sindacati, a conquistarsi peso e spazio nelle istituzioni europee, e iniziare così un processo di democratizzazione che vede nel parlamento un momento non più marginale ma importante nelle scelte della CEE. Dicano gli altri partiti che cosa pensano di queste proposte che noi comunisti formuliamo, e dicano perché finora molti di loro si sono tenacemente opposti a questo movimento, hanno penosamente difeso e consolidato un modello istituzionale così accentrato e verticistico come quello della CEE.

Alberto Sensi su *La Nazione* di alcuni giorni fa osservava un po' indispettito che i comunisti parlano di Europa in queste elezioni, mentre gli altri partiti se ne scordano. Il motivo di questa nostra sensibilità europea non è, però, come lui pensa, elettorale. Esso risiede nella piena consapevolezza che i nodi fondamentali dello scontro politico italiano non si risolvono soltanto in Italia, che l'Europa è ormai sede obbligata di decisioni e può divenire sede di progresso.

Nella campagna elettorale risuonano drammaticamente i temi del terrorismo, della disoccupazione giovanile, o della crisi energetica, della politica agricola-alimentare, della difesa dell'ambiente, della riconversione industriale, della programmazione. Sono temi propri del nostro paese, ma sono tutti temi europei. Discutiamoli con gli elettori, nella loro versione nazionale e in quella europea, ma insieme, per quello che hanno di comune, anche se nelle due distinte ottiche in cui vanno affrontate. In modo che anche la campagna elettorale, come momento altamente democratico di formazione della coscienza popolare, contribuisca a raggiungere una consapevolezza europea della nostra battaglia democratica.

Luigi Berlinguer



IN UNA CONFERENZA STAMPA

Illustrati problemi e modalità del voto degli italiani all'estero

Sono circa un milione e settecentomila gli emigrati italiani nei paesi CEE, dei quali un milione e duecentomila potenziali elettori; di questi si prevede ne voteranno circa mezzo milione nei 700 seggi approntati nelle varie sedi consolari e di agenzie consolari delle rappresentanze italiane all'estero. La distribuzione dei seggi ne colloca 238 in Francia, 180 in Germania, 135 in Belgio, 69 nel Regno Unito, 14 nei Lussemburgo, 9 nei Paesi Bassi e uno ciascuno per Irlanda e Danimarca.

Questi dati sono emersi dalla conferenza stampa del Direttore dell'emigrazione del Ministero degli esteri per illustrare i problemi connessi, ma ormai superati, del voto degli italiani all'estero per il Parlamento europeo.

Il Ministro Migliuolo, Direttore dell'emigrazione, ha parlato del lavoro svolto per organizzare le complesse operazioni di voto all'estero, un lavoro molto impegnativo, in quanto per la prima volta i vostri concittadini emigrati potranno esercitare il diritto di voto fuori del territorio nazionale. Le norme che regolano tali operazioni sono quelle scaturite dall'atto di Bruxelles, dopo mesi di negoziati tra i Governi degli otto paesi. L'obiettivo della Farnesina è rendere possibile al maggior numero di italiani all'estero di votare per le elezioni del 10 giugno prossimo.

Il meccanismo che prevede di eser-

citare il diritto di voto parte, oltre che dalla propaganda messa in atto dall'Italia attraverso la stampa estera e la distribuzione di oltre un milione di volantini, dalla domanda che i connazionali hanno inviato entro il 31 marzo ai Consolati competenti. Chi tra gli elettori non è iscritto d'ufficio nelle liste, può chiedere l'iscrizione o la reiscrizione: quindici giorni prima delle elezioni i Comuni spediscono all'elettore il certificato elettorale con l'autorizzazione di votare all'estero. In caso di rimpatrio (la vicinanza delle votazioni politiche a quelle europee può far prolungare un eventuale soggiorno in patria) gli elettori ammessi a votare all'estero possono votare in Italia, avvisando il sindaco del Comune di residenza. La spesa prevista per queste operazioni è di circa sei miliardi.

Il Ministro degli esteri Forlani in particolare ha preso numerose iniziative presso i Governi dei paesi stranieri per facilitare per quanto possibile le operazioni di voto e di eventuale rientro in patria per i cittadini italiani: negoziati tecnico-politici estremamente complessi, analisi di materie che attengono la sovranità degli Stati stessi, assicurazioni di garanzie da parte dei Ministri degli esteri dei paesi CEE in un recente vertice tenutosi in Francia, collaborazione e cooperazione per la disponibilità di edifici pubblici, sono

fattori che fanno prevedere un buon successo dell'operazione e la convinzione che «i Governi stanno andando al di là delle lettere di impegni di Bruxelles».

Per quel che riguarda la ricezione dei voti dai singoli Stati all'Italia, sono stati predisposti dei terminali al Ministero dell'interno e degli esteri, cui perverranno direttamente i voti in fase di spoglio dai Consolati collegati via telescrivente. Anche se nei singoli Paesi si voterà in giornate diverse (Germania, Francia, Lussemburgo, Irlanda il 9 giugno, Belgio, Regno Unito, Danimarca il 10, Paesi Bassi l'8) i risultati e lo spoglio perverranno contemporaneamente nella notte del 10 giugno, anche attraverso la televisione che sarà collegata in eurovisione con i Paesi CEE.

Questo primo passo verso una più stretta collaborazione tra paesi membri della comunità, può senz'altro costituire una premessa per la formazione di quell'Europa unita che è nelle speranze degli europeisti. La possibilità di esercitare il diritto di voto per chi vive e lavora fuori d'Italia è forse un primo passo per il riconoscimento dei diritti speciali degli emigrati all'estero e un impegno a proseguire sulla linea della collaborazione da parte di tutti i Governi CEE.

B. M.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALIRitaglio dal Giornale **LA NAZIONE**

di del 17/5 1979

Rischia il blocco l'attività delle ambasciate italiane

che, in termini relativi, costa
di meno al contribuente: nel
1955 il bilancio degli esteri
costituiva l'uno per cento del
spesa statale, oggi ne rap-
presenta soltanto lo 0,51.

Marino Marín

Le nomine di sette ministri di prima classe e di undici di seconda sono ferme da tempo senza fondati motivi - Continuano a non essere assegnati alcuni posti per il timore di scontentare qualcuno - L'immobilismo reca danni

ROMA — Il ministero degli esteri, una delle isole di efficienza della pubblica amministrazione italiana, rischia una paralisi progressiva per immobilismo proprio mentre una delicata congiuntura internazionale (crisi petrolifera soprattutto) e la prossima presidenza italiana della CEE richiederebbero un impegno serio e coerente. Ambasciate di prima grandezza — come Londra e Bonn — e rappresentanze vitali per la nostra economia e la nostra difesa — come quelle presso la CEE e la NATO — hanno titolari ormai in pensione; le nomine di ben sette ministri di prima classe e di undici ministri di seconda classe (tra i gradi più alti della Farnesina) sono da tempo bloccate senza motivi fondati; alcuni posti di ambasciatore continuano a non essere assegnati per il timore di scontentare qualcuno; i funzionari giovani (più della metà dei 750 diplomatici ha meno di quarant'anni) vedono frustrate le loro legiti-

time aspirazioni e mordono il freno.

A chi ritiene che una situazione di stasi sia normale in periodo pre-elettorale va obiettato che questi provvedimenti sono di ordinaria amministrazione; a chi crede che una non decisione in definitiva non pregiudichi nulla va ricordato che solo nel nostro paese non si è capita la pericolosità della politica del rinvio; a chi sostiene che la diplomazia tradizionale è morta e che ormai la politica estera, in un paese come l'Italia, è condotta dai grandi gruppi economici pubblici e privati, va replicato che solo l'azione continua delle nostre rappresentanze diplomatiche può « cucire » le varie iniziative.

La Francia e la Gran Bretagna, che sono i nostri maggiori concorrenti sui mercati internazionali, l'hanno capito da tempo. Al Quai d'Orsay, nel giro di pochi giorni, il vecchio segretario generale è stato sostituito dall'ambasciatore a Mosca; al Foreign Of-

fice una consuetudine ormai divenuta tassativa impone che due mesi prima della scadenza di un mandato o del pensionamento di un diplomatico sia nominato il successore. Da noi si affrontano i problemi solo quando sono « maturi », con il rischio di farli marcire.

La nomina intorno alla quale ruota il futuro movimento di ambasciatori è quella del successore di Plaza alla rappresentanza presso la CEE. Se non avverrà nelle prossime settimane, è quasi certo che nulla si muoverà ancora per un anno; saltate a piè pari le vacanze estive, in autunno sarà molto difficile prendere un provvedimento del genere perché si sarà alla vigilia della presidenza italiana della CEE (dal primo gennaio 1980) e non sarà facile per un *homo novus* impadronirsi in breve tempo di tutti i complessi dossier comunitari. Ma se Plaza non andrà in pensione, tutti gli altri ambasciatori giunti ai limiti di età

avranno buone ragioni per chiedere lo stesso trattamento.

A Londra, dove l'ambasciatore Ducci è candidato alle elezioni europee per la DC; a Bonn, dove Oriandi Cutucci dovrebbe restare in carica fino alla visita di Stato del presidente Pertini, prevista in autunno; a Lisbona, a Berna, al Cairo i rispettivi ambasciatori (Alverà, Pignatti e Milesi-Ferretti) avranno buoni motivi e per voler restare al loro posto. La prossima vacanza delle ambasciate di Sofia, Oslo, Nairobi, Lima e Santo Domingo sarà condizionata da queste vicende; e — fatto ben più rilevante — le conseguenze si faranno sentire per la successione dell'ambasciatore Mondello al posto prestigioso di direttore generale degli affari economici.

Il ministro degli esteri Forlani, che pure da un anno a questa parte ha cominciato un'opera di rinnovamento per una gestione più « manageriale » del ministero (diplomatici giovani e brillanti come Ferraris alla direzione generale del personale, Migliuolo a quella dell'emigrazione, Berlinguer a capo del servizio stampa, Biancheri e Vattani al gabinetto del ministro hanno fatto seguito alla nomina di Malfatti come segretario generale), incontra ora difficoltà a perseguire la stessa linea efficientistica e meritocratica che fu già dei suoi predecessori Sforza, Martino, Saragat e Fanfani. I sostenitori del criterio dell'anzianità hanno una buona occasione di controffensiva sfruttando l'immobilismo causato dalla campagna elettorale.

Questo immobilismo può arrecare gravi danni al paese. La crisi petrolifera richiede infatti un'intensificazione dei rapporti con i paesi arabi, mentre invece la Farnesina ha dovuto ricorrere a una specie di « autotassazione » (fondendo a Ginevra la rappresentanza all'ONU con quella per il disarmo) per aprire finalmente un'ambasciata ad Abu Dhabi. L'opera della diplomazia italiana è indispensabile in questo momento, soprattutto nei paesi del terzo mondo, dove finora erano inviati come in vacanza-premio diplomatici alla fine di una non brillante carriera.

Il potere esecutivo può decidere su questa delicata materia per evitare di screditare con l'inazione la nostra diplomazia che, lungi dall'aver esaurito la sua funzione, ne volge una nuova ed essenzia-



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VI

Ritaglio dal Giornale **IL-GIORNALE**

di del **17/5/15** - 15 -

Le richieste avanzate a Forlani in visita nella capitale africana

La Tunisia chiede contropartite in cambio del permesso di pesca

L'Italia dovrà creare società con sedi sulle sponde tunisine - Lo sfruttamento ittico sarà accompagnato da iniziative commerciali e tecniche congiunte - Scontata la proroga del trattato in corso

Dal nostro inviato

Tunisi, 16 maggio

«La Tunisia è per l'Italia un importante punto di riferimento di politica estera. Di solito le visite ufficiali all'estero vengono annullate in periodo elettorale. Questa invece può svolgersi lo stesso con il consenso di tutte le forze politiche italiane. Ciò vuol dire che in Italia tutti vogliono mantenere e sviluppare i rapporti con la Tunisia, indipendentemente dalle vicende interne».

Lo ha detto stamane il nostro ministro degli Esteri Forlani al collega tunisino Mohamed Fitouri, giunto a riceverlo all'aeroporto. Forlani e la delegazione guidata dal direttore generale degli Affari economici Mondello e dal capo degli Affari politici e dal capo della Farnesina, Gardini, si sono intrattenuti a Tunisi solo dieci ore, con un carnet denso di argomenti da discutere a livello politico e tecnico.

Fin dal suo arrivo Forlani ha tenuto a precisare a Fitouri che l'Italia è intenzionata «ad assumere un ruolo di collegamento fra la Cee — il cui processo di integrazione e di allargamento procede gradatamente — e la Tunisia». Il Primo ministro tunisino Hedi Nura ha successivamente detto che occorrerà intensificare gli incontri di lavoro italo-tunisini: «Non c'è alternativa per i due Paesi — gli ha risposto il premier —; siamo su due sponde dello stesso mare».

Gli incontri si sono svolti per tutta la giornata e proseguono al momento in cui scriviamo. Mentre le delegazioni discutevano sulle questioni tecniche, Forlani ha affrontato stamattina in successivi colloqui con Fitouri e Nura i temi politici di interesse comune. I risultati dei colloqui fra le delegazioni sono stati discussi dai politici nel pomeriggio.

Al collega tunisino Forlani ha detto che «i due Paesi hanno l'interesse reciproco di rafforzare i rapporti di amicizia già buoni e possono fare ancora di più per ampliare lo spazio della collaborazione».

Per quanto riguarda il Medio

Oriente, Forlani ha espresso la preoccupazione italiana circa le conseguenze nel mondo arabo della pace israelo-egiziana ed ha affermato che occorre far partecipare allo sforzo negoziale, per la pace tutte le parti interessate perché siano investiti tutti gli aspetti del contenzioso e si possa giungere ad una soluzione soddisfacente per tutti, compresi i palestinesi. In ogni modo, ha detto, occorre fare ogni sforzo per evitare la radicalizzazione delle posizioni.

I ministri degli Esteri hanno poi scambiato i punti di vista dei rispettivi governi per quanto riguarda la situazione libanese, quella iraniana e quella nel Corno d'Africa. Al riguardo Forlani ha detto che queste questioni possono trovare una soluzione in accordo con le direttive degli organismi internazionali.

Col premier Nura, Forlani ha parlato delle possibilità di collaborazione italiana nel quinto piano di sviluppo tunisino appena

cominciato. Si è appreso al riguardo che le delegazioni hanno discusso di nuovi settori di intervento italiano, specialmente per quanto riguarda l'energia, convenzionale e solare. I tunisini hanno sondato gli italiani anche in merito all'apertura di nuove linee di credito esprimendo interesse per un apporto italiano in campo turistico e delle comunicazioni di massa.

Naturalmente è stato affrontato anche il problema più delicato nei rapporti fra i due Paesi: quello della pesca. Come è noto il trattato triennale italo-tunisino scadrà il 19 giugno prossimo. Dal 1977 tutto il settore della pesca è divenuto esclusiva competenza della Cee e il nuovo trattato con la Tunisia dovrà essere negoziato quindi direttamente da Bruxelles. In attesa che ciò avvenga si ritiene che i tunisini concederanno (forse nei prossimi giorni, ma forse anche stasera) una proroga della validità del trattato in corso.

I tunisini intanto a proposito

del prossimo accordo sulla pesca con la Comunità hanno chiesto che esso si basi su uno studio preventivo, eseguito in collaborazione con la Cee, sulle risorse ittiche del canale di Sicilia; ed hanno espresso il desiderio che lo sfruttamento ittico sia accompagnato dalla nascita di iniziative commerciali e tecniche congiunte con la creazione di società che abbiano sedi anche sulle sponde africane.

Nei colloqui non è stato tralasciato un altro problema di rilevante interesse per i due Paesi: quello delle conseguenze sulle rispettive agricolture provocate dall'ingresso nella Cee della Grecia. La Comunità intrattiene da tempo rapporti preferenziali con i Paesi del Nord Africa i quali temono un mutamento di fatto del loro interscambio con la Comunità. Anche se in termini diversi l'Italia nutre preoccupazioni analoghe; su questi problemi i due Paesi si terranno informati per regolare le proprie politiche.

Guido Azzolini

Intercettati l'altro ieri presso l'isola di Pomo, nell'Adriatico

Sono venti i marinai italiani «sequestrati» dagli jugoslavi

TERAMO, 16 maggio

Secondo notizie raccolte questa mattina a Giulianova e Tortoreto, in provincia di Teramo, sarebbero venti i marinai imbarcati sui tre pescherecci italiani «Maria Serena», «Moby Dick» e «Francesco Crispi» posti sotto sequestro presso l'isola di Pomo, nell'Adriatico, dalle motovedette jugoslave.

I pescherecci sono stati intercettati dalle motovedette slave ieri mattina intorno alle ore 12. Erano intenti alla pesca in acque internazionali, secondo quanto si è appreso per radio dai marinai, mentre secondo gli jugoslavi i natanti italiani erano nelle loro acque territoriali.

A Tortoreto e Giulianova — da dove proviene la maggior parte dei marinai — si attende con ansia di conoscere la sorte dei 20 marinai che dovranno subire un processo amministrativo. Stamane si è saputo che i marinai sono tutti consegnati a bordo.

Secondo notizie attendibili ma non ufficiali, i tre pescherecci italiani raggiunti a Pomo dalle vedette slave e bloccati armi alla mano, sarebbero stati scortati fino nel porto di Sebenico, una cittadina slava a nord di Spalato.

Un quarto peschereccio, il «Maga Circe», si è rifiutato di obbedire all'ordine di seguire le vedette slave ed è rientrato a San Benedetto del Tronto oggi poco dopo mezzogiorno.

Della vicenda si occupano le autorità marittime marchigiane e abruzzesi, mentre viene avviata la procedura diplomatica per risolvere l'incidente. Sul luogo del sequestro si è portato ieri sera un dragamine della marina militare partito da Ancona.

L'ufficio marittimo di Giulianova ha inoltre fatto sapere che dei pescherecci sequestrati, è abruzzese il «Francesco Crispi», iscritto a Tortoreto (Teramo), ma residente a Giulianova. A bordo dovrebbero esserci 6-7 marittimi.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

COLLOQUI - LAMPO DI FORLANI NELLA CAPITALE TUNISINA

Impegno tra Italia e Tunisia a una maggiore cooperazione

Dovrebbe anche essere risolto il problema dei pescatori di Mazara del Vallo - Necessità di una soluzione globale per il M. O.

Dal nostro inviato

TUNISI — «Siamo sulle sponde dello stesso mare, quindi è necessaria tra i due nostri Paesi una collaborazione più stretta»: ha detto a Forlani il primo ministro Hedi Nuira.

E' stata una visita-lampo quella di Forlani a Tunisi. Otto ore di colloquio con il suo collega Mohamed Fitouri, ministro degli Esteri di Tunisi. Il primo colloquio è avvenuto tra i due ministri degli Esteri, che erano assistiti dai rispettivi ambasciatori a Tunisi ed a Roma. Nel frattempo si riunivano, presso il ministro degli Affari Esteri, la delegazione economica italiana, presieduta dal dott. Mondello direttore generale per gli Affari economici del ministero degli Esteri, e quella tunisina. Nei loro colloqui, i due ministri degli Esteri hanno trattato temi di carattere politico di comune interesse; le due delegazioni temi economici.

Forlani, più tardi, in una prima riunione allargata, al termine del primo colloquio con il suo collega, ha dichiarato: «Abbiamo proceduto a scambi di idee sui principali temi politici internazionali con particolare riferimento all'area nella quale i due Paesi si trovano. Abbiamo consta-

tato che i nostri due governi hanno le stesse preoccupazioni e le stesse speranze. I due ministri degli Esteri hanno poi preso in esame, in un'atmosfera serena ed improntata alla massima cordialità, le linee programmatiche del quinto piano di sviluppo economico tunisino. La Tunisia è assai interessata alla collaborazione italiana nel settore tecnologico e finanziario. Infine, circa il problema della pesca, una questione di vitale interesse per le due parti, la Tunisia si è mostrata propensa ad uno studio delle risorse idriche e del patrimonio ittico nel canale di Sicilia.

Come è noto, il 18 giugno prossimo scade l'accordo triennale sulla pesca tra i due paesi. La Tunisia, per effetto di questo accordo, riconosce il diritto a cento battelli italiani di pescare nove mesi l'anno sulle coste tunisine nord-occidentali, in una zona tra le sei e le dodici miglia dalle acque territoriali.

Dal 1977, la materia pesca è di competenza della CEE. L'Italia ora è interessata affinché la CEE negozi un accordo con la Tunisia che consenta ai pescatori italiani (e in particolare a quelli di Mazara del Vallo) di seguire a pescare nelle acque tunisine. Da parte italiana ci si aspetta (e ci si augura) che la Tunisia chieda la proroga del trattato sulla pesca con l'Italia, la cui scadenza, come abbiamo detto, porta la data del 18 giugno. C'è un precedente in materia: quello della Jugoslavia.

Durante il brindisi, in occasione della colazione offerta a Forlani dal suo collega Fitouri, il ministro degli Esteri italiano ha detto che non bisogna mai perdere di vista un dato fondamentale dettato dalla storia e dalla geografia: i nostri reciproci interessi coincidono in un quadro più vasto ed ambizioso, all'interno del quale la Tunisia e l'Italia hanno nel Mediterraneo interessi comuni di pace, sicurezza, stabilità e collaborazione». Il ministro Forlani ha così proseguito:

«Noi abbiamo seguito con ammirazione ed interesse la politica di sviluppo e di progresso sociale iniziata con un'ampia visione storica dal presidente Burghiba mirante ad assicurare al popolo tunisino più alti livelli di vita materiale e spirituale, così come abbiamo apprezzato gli sforzi messi in atto dalla Tunisia intesi ad evitare il radicalizzarsi delle posizioni nel conflitto medio-orientale ed a mantenere aperta la possibilità di dialogo».

Forlani ha quindi concluso: «Noi pensiamo che l'esigenza fondamentale resti pertanto quella di un processo negoziale che si sviluppi attraverso una cauta ma effettiva progressione, che non perda mai di vista l'obiettivo essenziale d'una pace globale e duratura, che sia giusta per tutti, ivi compresi i palestinesi, e che comprenda anche l'adeguata soluzione del problema di Gerusalemme».

Il ministro Forlani e la delegazione italiana sono rientrati a Roma nel corso della serata.

Mario Cicelyn

La Libia processerà 11 marinai siciliani

ROMA — Sono 11 i marittimi siciliani che dovranno essere giudicati in Libia per essere stati sorpresi sui loro pescherecci a pescare nelle acque territoriali di quel Paese. I marittimi facevano parte degli equipaggi di tre diverse unità (uno del Prudentia, nove del Rustico e uno del Cadore) che vennero fermati ed arrestati dalle motovedette libiche in tre diverse circostanze ed in differenti periodi di tempo. Il rimanente degli equipaggi venne invece rilasciato e poté rientrare in Sicilia a bordo dei pescherecci stessi che pertanto non vennero confiscati dalle autorità libiche. Di questi nostri undici con-

nazionali uno solo, quello il cui arresto è stato operato più di recente, si trova in libertà provvisoria, ospite della nostra ambasciata a Tripoli.

Il procedimento contro i nove marittimi appartenenti al «Rustico» è iniziato ieri l'altro, ma è stato rinviato di una settimana, avendo il tribunale libico accettato un'eccezione presentata dalla difesa. Ieri è iniziato quello contro il marittimo del Prudentia. I marittimi saranno giudicati in base alla legge libica n. 97 dell'11 novembre del '76 relativa alla repressione del contrabbando merci fuori del recinto doganale. In particolare (ed è questo il capo di imputazione) all'art. 3 la legge prevede la condanna ad una pena non inferiore a due anni di carcere ed un'amenda non inferiore a mille dinari (circa 3 milioni di lire) per ciascun membro dello equipaggio e per l'armatore, per gli stranieri sorpresi a bordo di una nave che sia entrata nelle acque territoriali libiche per pescare senza il permesso delle competenti autorità di quel Paese.

Si apprende intanto che altri quattro pescherecci italiani sarebbero stati fermati nell'Adriatico, presso l'isola di Pomo, da motovedette jugoslave. Secondo le ultime notizie, ancora molto confuse, uno delle quattro unità il «Mara Circe» avrebbe già fatto ritorno in Abruzzo.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL MESSAGGERO

di del 12/5 1977. 22-27

Forlani a Tunisi per il «modo» pesca

DAL NOSTRO INVIATO

TUNISI — Due sono gli aspetti interessanti della visita-lampo in Tunisia del ministro degli Esteri italiano: la prossima scadenza dell'accordo di pesca firmato tre anni fa tra i due paesi e l'esame della situazione mediterranea dopo la firma del trattato di pace israelo-egiziano e lo smantellamento delle basi militari britanniche a Malta. Forlani, che ha incontrato sia il Primo Ministro Nouria che il Ministro degli Esteri Fitouri (mentre le delegazioni esaminavano gli aspetti tecnici della collaborazione bilaterale) ha, per la prima volta, auspicato una trattativa in Medio Oriente che «comprende anche l'adeguata soluzione del problema di Gerusalemme», oltre a quello dei palestinesi. Parole positive — condivise stranamente dai tunisini che si erano portati su posizioni «radicali» — per l'accordo Sadat-Begin, ma consapevolezza della necessità di ulteriori sforzi del processo negoziale iniziato con lo storico viaggio del leader egiziano a Gerusalemme.

Sulla parte politica, quasi formale, hanno prevalso i colloqui tecnici legati alla scadenza, il 18 giugno, dell'accordo di pesca. Quello nuovo dovrebbe essere stipulato non più bilateralmente bensì tra Tunisia e Cee. Nel frattempo, però, per non bloccare i pescatori di Mazara del Vallo, il governo italiano ne ha chiesto una proroga che sarà probabilmente concessa. Come condizione Tunisi vuole un considerevole apporto italiano al quinto piano di sviluppo economico, quello stesso che fu duramente criticato dai sindacalisti arrestati lo scorso anno e, oggi, ancora in carcere. Per la questione della pesca, inoltre, i tunisini vorrebbero vedere la creazione di società miste per partecipare direttamente allo sfruttamento dei ricchi fondali del Canale di Sicilia e delle altre acque territoriali tunisine. I colloqui si sono conclusi in serata.

E. S.

In piene acque internazionali Tre pescherecci ed un marinaio presi dagli jugoslavi

SERVIZIO di PAOLO TRAINI

S. BENEDETTO DEL T. — Sono tornate all'offensiva le motovedette jugoslave sequestrando tre motopescherecci italiani. Si tratta del «Maria Serena», della flottiglia di San Benedetto del Tronto, del «Moby Dick», del «Francesco Crispi», rispettivamente di Giulianova e Tortoreto.

Ma il fatto più grave ha coinvolto a sedici miglia dall'isolotto di Pomo e cioè in piene acque internazionali, il motopesca sambenedettese «Maga Circe». Intercettato dai militari jugoslavi, questi ultimi saliti a bordo, mitra in pugno, hanno sequestrato tutti i documenti. Quindi, al momento di andarsene, hanno condotto con loro il capopesca Guido Liberati, di 48 anni.

Tutta l'azione si è svolta in modo fulmineo, sempre nella stessa zona di mare dove erano stati fermati gli altri tre natanti. Però, l'impressione avuta dai marittimi del «Maga Circe» e riferita al rientro in porto ieri mattina alle sei, è che gli stessi jugoslavi si siano resi conto di stare compiendo un'azione illegale ben al di fuori delle acque territoriali (12 miglia). Ovviamente, l'operazione ha destato sorpresa negli ambienti della marineria dal momento che da anni non si verificavano episodi del genere che poco hanno a che fare con i periodici controlli svolti dalle motovedette dalmate. Si è trattato, insomma, di un vero e proprio raid piratesco e soprattutto ingiustificato. Nella zona, comunque, si è portato il dragamine della Marina Militare «Sandalò» salpato, dopo l'allarme trasmesso via radio, dal porto di Ancona.

Anche quest'ultimo ha accertato il «punto-mare» in acque internazionali del «Maga Circe». Guido Liberati, si è appreso, è stato consegnato a bordo del «Moby Dick» ma non si conoscono ancora quali sanzioni gli jugoslavi intendano prendere nei suoi confronti.

Al capitano del «Maga Circe», Giuliano Carfagna, al momento di allontanarsi hanno fatto segno che avrebbero arrestato il capopesca se anche la sua imbarcazione non avesse fatto rotta verso Sebenico. Di tutta la vicenda, che potrebbe assumere la portata di un caso diplomatico, si stanno interessando le autorità marittime della Capitaneria di Porto. Il sindaco di San Benedetto, Speca, ha invece inviato telegrammi al ministro della Marina Mercantile e a quello degli Esteri, Forlani.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AVANTI

di del 17/5

Intervista all'Avanti! del nuovo presidente della CES, l'olandese Wim Kok

Il sindacato europeo non sarà una tigre di carta

Lotta a fondo contro la disoccupazione

“Se non verrà riassorbita, sarà in pericolo la democrazia”
Il tema chiave dell'orario di lavoro: nei prossimi quattro anni deve essere ridotto del 10 per cento — Dura polemica con il consiglio dei ministri della CEE — L'unità sindacale in Olanda

Dal nostro inviato **GIORGIO LAUZI**

MONACO, 16 — Wim Kok, 41 anni, presidente della Confederazione olandese dei sindacati (FNV) sarà eletto fra due giorni presidente della CES. I due giorni mancanti è lui stesso a ricordarmeli, in tono scherzoso, quando gli dico che «virtualmente» è già in carica. Ieri Kok ha parlato al Congresso e una sua frase ha colpito parecchio gli ascoltatori: quella sul sindacato che non deve essere in Europa una tigre di carta. Chiedo quindi al compagno Kok quale ritiene debba essere il ruolo della CES, quali gli obiettivi e gli strumenti della sua iniziativa.

Kok va subito all'essenziale. L'obiettivo centrale — dice — è la lotta alla disoccupazione di massa e «non occorre spiegare la gravità della situazione». Mi basta dire — aggiunge — che «se questa disoccupazione di massa non verrà riassorbita, sarà posta in pericolo la democrazia in Europa». Perciò

«tutti in Europa dobbiamo batterci per conservare i posti di lavoro che ci sono e crearne di nuovi», nonché per «suddividere meglio il lavoro esistente». Ecco quindi — osserva Kok — che «si deve ridurre l'orario di lavoro, realizzando una più giusta ripartizione del lavoro», anche se questa operazione ha dei costi per gli imprenditori.

In Olanda ma credo anche in Italia — dice Kok — ci si sente dire che la riduzione degli orari può anche essere giusta, una buona cosa, ma che non si può fare in un singolo paese. Ebbene, «per parte nostra dobbiamo mobilitare la grande forza costituita dai lavoratori europei».

Ma in che modo? Quali strumenti possono rendere veramente incisiva e non rituale e simbolica

SEGUE A PAG. 25



Il sindacato europeo si impegna a lottare a fondo per l'occupazione

Segue dalla 1ª pagina

questa mobilitazione?

Il nuovo presidente della CES («fra due giorni», ripete sorridendo) ha idee precise: «Avrebbe senso il DGB senza l'IG-Metall? No di certo. Ebbene, per la CES è lo stesso, occorre rafforzare, rendere effettiva la collaborazione fra la CES e i comitati sindacali di settore, far diventare i comitati sindacali degli efficaci strumenti d'azione, rendere esplicito a tutti i nostri partners che i lavoratori, su problemi importanti, sono pronti alla lotta. Insomma, dobbiamo dimostrare che la tigre non è di carta, ma ha denti e artigli e, se necessario, li sa adoperare».

Proprio sul tema-chiave degli orari di lavoro c'è stata una presa di posizione (ineglio, una elusione) del Consiglio dei Ministri degli Affari Sociali della Comunità che ha indignato il Congresso. Che ne pensa Kok?

«L'atteggiamento del Consiglio dei Ministri della CEE — egli risponde — è stato deludente, la situazione è molto seria e la mia opinione personale è che così non si può andare avanti».

Al Consiglio dei Ministri che punta a prender tempo dobbiamo replicare che è già troppo tardi». Poi esemplifica: martedì ci sarà una seduta del Comitato permanente per l'occupazione e «io penso che dobbiamo in quella sede affermare che sulla base dell'atteggiamento assunto dai ministri degli Affari Sociali della CEE non è possibile un dialogo col sindacato».

Ciò che cosa potrà significare? Che cosa succederà in concreto?

Kok dice di non avere ancora «formulato una rispo-

sta», che del resto non gli compete a titolo personale. «Discuteremo insieme», osserva; ma la preoccupazione si congiunge a una nota di ottimismo, meglio di orgoglio per la forza che i sindacati rappresentano: «In tutti i paesi gli uomini politici che chiedono il consenso dei lavoratori per le elezioni europee non possono permettere che si determini un conflitto col sindacato». Del resto — aggiunge — il Parlamento europeo si è già pronunciato a favore di una riduzione del dieci per cento del tempo di lavoro medio nei prossimi quattro anni e «questa è in sostanza la posizione della CES».

Comunque, Kok è esplicito: «Se i governi non si decideranno a modificare i loro comportamenti, dovremo accordarci, come sindacati europei, per usare metodi più duri allo scopo di avvisarli e convincerli».

Passiamo all'Olanda, e al processo di unità sindacale in Olanda. Kok lo descrive osservando in primo luogo che vi è una differenza sostanziale, nel suo paese, fra equilibri sindacali ed equilibri politici.

Tre componenti storiche del sindacalismo: quella socialdemocratica, quella cattolica, quella protestante. Due grandi filoni politici: quello socialdemocratico e quello cristiano. Ma cattolici e protestanti, uniti in politica, nel sindacato non si sono incontrati; anzi, l'incontro è avvenuto fra socialdemocratici e cattolici ed è nata la FNV, «una federazione — precisa Kok — che è già per molti aspetti una vera e propria fusione e che fra due anni lo sarà integralmente».

Cosa ha reso possibile questo processo unificante?

Dice Kok: «In primo luogo

una convergenza, sia pure partendo da posizioni ideologiche distinte, nel volere una società diversa, più giusta, con minori differenze fra i redditi e nei rapporti di forza nella vita economica. In secondo luogo una effettiva indipendenza rispetto ai partiti».

Ciò non significa disimpegno politico, anzi, Kok osserva che grazie alla nascita della FNV cresce il numero di lavoratori cattolici che non votano più per il partito cristiano. In sostanza, quindi, la sinistra, il partito socialdemocratico, trae obiettivamente vantaggio dall'unificazione sindacale, che tuttavia si è realizzata e «cresce» in modo indipendente dai partiti.

Resta — conclude Kok — il terzo sindacato, quello protestante: «Non ha voluto convergere con noi, forse perché essendo il più piccolo temeva di essere schiacciato. Prospettive immediate di unità anche in questa direzione non ce ne sono, ma in un periodo più lungo non è il caso di rinunciare alla speranza».

G. L.

Questione femminile: conferenza stampa Psi

Domani alle 11,30, presso il Centro culturale «Mondoperaio», via Tomacelli a Roma, si terrà una conferenza stampa del PSI sulla questione femminile.

La conferenza stampa sarà introdotta dal Segretario del Partito on. Bettino Craxi.

L'on. Maria Magnani Noja illustrerà le conclusioni dell'assise delle donne socialiste, recentemente svoltesi, e le iniziative del PSI sul problema del rapporto tra donne ed istituzioni, tra donne e partiti.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale LA REPUBBLICA

di del

17/5 - 23-

Rapporti tesi al congresso della Cee a Monaco

Carniti soffia a Lama il posto al vertice dei sindacati europei

dal nostro inviato GIULIO MAZZOCCHI

MONACO, 16 — La creazione di un'Europa unita fa un bel salto in avanti grazie a questo terzo congresso della Confederazione Europea dei Sindacati (Ces). La diagnosi dei mali che affliggono i lavoratori europei è infatti comune a tutti i duecento delegati convenuti qui a Monaco di Baviera per un'intera settimana di congresso in rappresentanza di quaranta milioni di lavoratori tesserati in trentatré sindacati di diciotto paesi europei: l'Europa qui rappresentata è molto vasta, va da Malta al Portogallo, ma soprattutto comprende tutti gli scandinavi che stanno fuori della Cee.

La diagnosi dei mali è comune anche alle diciannove organizzazioni sindacali europee che hanno chiesto l'affiliazione alla Ces e tra le quali ci sono confederazioni grandi e prestigiose come la Cgt francese, le Comisiones Obreras spagnole e il sindacato rivoluzionario portoghese, tutte marxiste come la nostra Cgil. E tuttavia queste domande non saranno accolte in questo congresso, e con fatica lo saranno nel prossimo futuro. Così come subisce una battuta di arresto la nomina di Luciano Lama a vice presidente della Ces.

Un'accentuazione degli obiettivi politici

L'ingresso delle tre grandi centrali di origine marxista francese, spagnola e portoghese può infatti accentuare gli obiettivi politici di impegno diretto nella trasformazione civica della società della Ces, ed ecco che la sua fortissima componente cislina (che è poi d'animo e spesso di dichiarata fede socialista — socialdemocratica) si muove con prudenza. Aveva perciò deciso un esame accurato, lungo un anno, delle nuove domande di adesione e contemporaneamente di portare Lama a vice presidente della Ces, proprio per garantirgli di partecipare a questi esami di ammissione da lui particolarmente sollecitati.

Ma insieme la Cisl si era tutelata mandando la sua Fabrizia Baduel alla Cee, nel posto di "governo" che spetta ai sindacati alla presidenza del Comitato economico-sociale. Adesso invece la Ba-



Luciano Lama

duel è stata candidata al Parlamento dal Pci italiano e si è dimessa dal Comitato. Ed allora la Cisl si è irritata, come tenendo un gioco Pci-Cgil ad acchiappare posti direttivi all'interno del sindacato europeo e ha deciso (domani se ne avrà la prova) di affidare per il prossimo anno la vice presidenza a Carniti e solo per l'anno dopo a Lama e poi a Benvenuto.

Queste cose ce le ha spiegate Benvenuto stesso al termine del suo colloquio con il presidente uscente della Ces, Vetter, il quale spiegava in francese quasi in pubblico dopo una forte cena con molta birra: «Lama capirà che non è affatto solo un vostro problema italiano. Del resto, nella vita, battesimo, comunione e cresima sono atti separati e distanziati».

Dietro questi contrasti c'è però la divisione di atteggiamenti e di strategia che attraversa i sindacati europei. Dal congresso della Ces esce una richiesta di maggiore democrazia, dietro la quale emerge l'autogestione. Pierre Carniti della Cisl ne è uno dei più convinti sostenitori come principio generale, ma (a differenza di altri cislini del Nord Europa) mostra di non credere affatto nell'autogestione delle fabbriche. «Ancora meno» ci dice «credo nella co-gestione. Dobbiamo solo sapere come e dove l'impresa investe fondi, che sempre più hanno matrice sociale piuttosto che azionaria, se non altro perché si tratta di autofinanziamenti che derivano da una moderazione salariale del sindacato».

All'opposto, nella co-gestione crede Luciano Lama: «Penso» ci ha detto «che Carli non tanto si stia battendo contro la richiesta di informazione sugli investimenti che è presente nelle

piattaforme contrattuali italiane. Penso che stia cercando invece un modo per porre a priori fuori discussione il problema futuro della co-gestione. Che è invece un problema maturo, come dimostrano e ancora dimostreranno molte elezioni politiche in Europa: i lavoratori sentono maturare l'ipotesi della co-gestione come strumento per attenuare le conseguenze su sé stessi delle crisi capitalistiche».

Le riduzioni

dell'orario

Il contrasto non riguarda solo Lama e Carniti: passa attraverso vari sindacati europei, alcuni dei quali (come gli scandinavi soprattutto, ma anche i britannici e, per la loro formazione, quelli di derivazione marxista) sono da tempo o si sentono potenzialmente «forze di governo», anche direttamente impegnate nella trasformazione civile della società. Altri invece continuano a sentirsi "controparte": benché poderosa controparte e perciò anche molto moderata, spesso come è soprattutto il sindacato tedesco, ma anche quello francese già aderente alla Ces. Lo spirito unitario del Congresso è però evidente nel comune appello alla lotta e agli scioperi per imporre rimedi comuni a mali comuni. Di fronte a questa minaccia le organizzazioni padronali di tutta Europa si stanno a loro volta concertando e la prima e più vistosa conseguenza — lo ha detto qui il presidente della Commissione Cee, Jenkins — è che i ministri della Cee hanno dovuto prendere in mano, in maniera nuova e più fattiva, il problema dell'orario di lavoro.

I sindacati propongono di finanziare la riduzione dell'orario del 10% nei prossimi 3 anni con gli ingenti fondi disponibili in tutta Europa per il sostegno alla disoccupazione.

Si tratta di passare dal sussidio di disoccupazione all'occupazione sussidiata. Insomma: nessuno a mani incrociate, pane per tutti, ma pane solo con il lavoro, sia pure creato mediante fonti sociali. Dunque trasferimento di fondi dal sussidio all'investimento.



Dura reazione Ces al rinvio europeo sugli orari di lavoro

Gli interventi di Lama e Carniti a Monaco

MONACO — Il congresso della Confederazione sindacale europea (Ces), in corso da tre giorni a Monaco di Baviera, sembra intenzionato a rispondere con molta fermezza allo « schiaffo in faccia » — come lo ha definito il segretario dell'organizzazione Stadelin — ricevuto dal Consiglio dei ministri della Cee con il rinvio di ogni decisione in merito alla risoluzione comunitaria sui problemi dell'orario di lavoro.

Non appena conosciute le decisioni del Consiglio dei ministri la segreteria della Ces ha chiesto infatti che, con procedura d'urgenza, il comitato esecutivo dell'organizzazione definisca una mozione di condanna da presentare, possibilmente oggi stesso, al congresso per l'approvazione. Non si parla per ora di azioni comuni di protesta ma è probabile che l'apertura di un confronto con la Comunità europea possa diventare uno dei primi banchi di prova per quella nuova gestione « più aggressiva e rappresentativa » della Ces, più volte auspicata durante il dibattito congressuale.

Della necessità di un rafforzamento della presenza e dell' incisività della Ces a livello europeo si sono fatti portavoce, sia pure con impostazioni di fondo diverse (la prima orientata a realizzarlo anche attraverso una caduta delle preclusioni ideologiche che impediscono l'ingresso di nuove forze sindacali, la seconda più tesa a conseguire l'obiettivo attraverso l'unità nelle lotte comuni in Europa) anche i segretari generali della Cgil, Lama e della Cisl, Carniti.

Secondo Carniti, la Ces non è riuscita finora « ad esprimere un adeguato coordinamento ed una sufficiente unità », e che ciò ha limitato la capacità « di influire sulle decisioni a livello europeo ». Ciò trova un riscontro anche nelle recentissime decisioni del Consiglio dei ministri in materia di orario di lavoro, « che tengono maggior conto delle pregiudiziali padronali che non delle istanze dei sindacati ».

L'intervento di Lama espone l'opinione dell'unica centrale sindacale a larga maggioranza comunista presente nella Ces, è stato seguito con attenzione dai delegati i quali hanno poi parlato con un'ambiguità la sua conclusione. Unica eccezione, un delegato del sindacato francese di « Force Ouvrière » (cristiano) il quale ha avuto un punto di vista senza quando l'oratore italiano ha posto l'accento sulla necessità di non bloccare ancora l'ingresso nella Ces di altre organizzazioni sindacali (tra queste, la Cgt francese e le Commissioni operaie spagnole) per motivi di carattere ideologico.

Il segretario generale della Cgil è partito dalla constatazione che le azioni dei sindacati europei per obiettivi comuni come la riduzione dello orario di lavoro, i salari, una politica programmata e democratica « si svolgono ancora in ordine sparso ». Secondo Lama, è invece giunto il momento di « fare del sindacato in Europa la forza decisiva per cambiare la società nel senso della giustizia e del progresso ».

I sindacati — ha detto — devono « trasferire la forza che hanno in ogni Paese a livello europeo e farla valere ». Da qui anche la necessità di rafforzare la « già grande » rappresentatività della Ces. E' qui che il segretario generale della Cgil ha spezzato una lancia, senza nominarle esplicitamente come invece aveva fatto il segretario della Cfdt francese, Maire, in favore delle organizzazioni sindacali ad orientamento comunista che hanno chiesto l'iscrizione alla Ces.

Lama infine, nel ribadire lo impegno dei sindacati per la libertà e la democrazia contro il terrorismo, ha anche sottolineato l'interesse della Ces affinché nel nuovo Parlamento europeo « la voce dei lavoratori sia più forte, quali che siano i partiti che in questo o quel Paese li rappresenta ». Questa frase è sembrata ad alcuni osservatori italiani un

ponte gettato verso il sindacato tedesco e i socialdemocratici del Paese che potrebbero aver bisogno dei voti comunisti per l'elezione alla presidenza del Parlamento di Willy Brandt. « Anche le auspicabili alleanze tra le forze progressiste nel Parlamento per sconfiggere i conservatori — ha infatti aggiunto Lama — sarebbero probabilmente sterili se fossero prive della poderosa base di massa che la Ces può offrire ».

Secondo voci di corridoio, il sindacalista comunista avrebbe affrontato direttamente con l'attuale presidente della Ces e presidente della Dgb tedesca, Oskar Vetter, i problemi posti dalla sua esplicita candidatura ad una delle vice presidenze della Ces, tenuta finora dall'ex segretario generale della Cisl, Luigi Macario. Parlando con Vetter nel corso di un ricevimento offerto ai delegati dal sindacato tedesco, Lama avrebbe infatti sottolineato come la Cgil sia la più forte organizzazione sindacale italiana e come quindi non possano essere tollerabili discriminazioni nei suoi confronti.



Per l'iniziativa del governo, nuovo grave episodio di pirateria in Adriatico

I pescatori italiani taglieggiati da nordafricani e jugoslavi

ancora pescherecci e pescatore-
sequestrati. Questa volta non
tratta di pescatori e pesche-
di Mazara del Vallo cattu-
delle motovedette libiche e
sine, bensì ad opera di ve-
e slave, le quali hanno se-
strato la «Maria Serena», il
«Moby Dick», il «Francesco
«Spi» di Tortoreto Lido. La
«Maga Circe», che assieme alla
«Maria Serena» e al «Moby

Dick» sono di Giulianova, è
riuscita a sfuggire al sequestro
ed a rientrare in porto.

I pescherecci abruzzesi e mar-
chigiani, con i due di S. Bene-
detto del Tronto, sono stati in-
tercettati dalle motovedette iu-
goslave nei pressi dell'isola di
Pomo (Adriatico).

I natanti erano intenti alla pe-
sca in acque internazionali, se-
condo quanto si è appreso via
radio dai marinai; secondo gli
jugoslavi, invece, i pescatori ita-
liani si trovavano in acque terri-
toriali slave.

Tre dei quattro pescherecci
abruzzesi sono stati raggiunti
dalle unità di sorveglianza slave
e bloccati, armi alla mano, per
essere scortati fino al porto di
Sebenico, cittadina a nord di
Spalato.

La «Maga Circe», invece, si è
rifiutata di obbedire all'ordine
di seguire le vedette.

A Tortoreto e Giulianova, si
attendeva con ansia di conosce-
re la sorte dei marinai i quali —
se hanno torto ma ne dubitiamo
dovrebbero a subire un processo
amministrativo. Successivamen-
te, si è appreso che tutti i mari-
nai sono consegnati a bordo dei
singoli battelli.

Della ineresiosa vicenda si
stanno occupando le autorità
competenti mentre viene avviata
la consueta procedura diploma-
tica, per risolvere l'incidente.
Nella località dove è stato ope-
rato il fermo, si è portato un
dragamine della Marina Milita-
re, partito da Ancona.

Il comandante dell'ufficio
marittimo di Giulianova ha con-
fermato di non avere ancora ri-
cevuto alcuna denuncia da parte
dell'armatore. L'inchiesta
dell'ufficio marittimo non è sta-
ta, dunque, ancora avviata. Se
ci sarà la denuncia, sarà svolta
un'inchiesta sommaria a carico
dell'equipaggio, accusato di
aver sconfinato in acque iugo-
slave, che sarà rimessa, in un
secondo tempo, alla superiore
autorità, per i provvedimenti di
rito.

Non abbiamo elementi validi
per stabilire se lo «sconfinamen-
to» c'è stato, o meno. Non pos-
siamo, quindi esprimere alcun
giudizio in merito alla vicenda.

Ma una cosa non riusciamo a
capire. Perché, in tanti anni, le
nostre autorità di governo non
sono riuscite a stipulare trattati,
con i paesi confinanti o non
confinanti, capaci, all'occorren-
za, di individuare immediata-
mente le singole responsabilità.
Ci riferiamo, per esempio, al
più volte indicato «punto-
nave». Questo elemento tecnico
importantissimo viene inspiega-
bilmente ignorato e taciuto.
Perché?

Aver trascurato di inserire nei
trattati per la pesca con la Li-
bia, la Tunisia, ed ora sembra
anche con la Jugoslavia, questo
famoso «punto-nave», ha signi-
ficato la morte e il ferimento di
più pescatori, il sequestro di de-
cine di unità pescherecce, lutti e
dissesti nelle famiglie dei mari-
ttimi, danni ingentissimi agli ar-
matori, ed una miriade di altre
conseguenze.

Come commentare tanta ir-
responsabilità, tanta negligenza,
tanta insensibilità verso popola-
zioni operose, le quali svolgono
una dura attività di lavoro non
solo nelle peggiori condizioni di
ambiente, ma con pericolo per
la propria incolumità fisica?
Meglio non farlo.

Non si tratta di incidenti iso-
lati, per cui l'intervento dell'au-
torità responsabile può non es-
sere tempestivo. Ma decine di
questi «incidenti» non possono
essere giustificati. Perché il go-
verno aveva, ed ha, il dovere di
intervenire immediatamente, là
dove risiedono le cause che mi-
nacciano i pescatori. Sono anni
che si ripetono, sono anni che i
marittimi protestano, sono anni
che la stampa registra e denun-
cia questi episodi di pirateria,
sono anni che si sollecita l'inter-
vento degli organismi competen-
ti presso i paesi interessati. Nes-
suno finora ha sollevato un di-
to. Perché, se la ragione è no-
stra?

Ora, il ministro degli esteri
Forlani è in Tunisia (come rife-
riamo in altra parte) per la que-
stione della pesca. Sugeriamo
però, che si rechi al più presto
anche dall'infoibatore Tito, per
inserire nel trattato con quel
paese il «famigerato» «punto-
nave».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ... SECOLO-ITALIA

di del 17/5/69 pag. 9-

Tre pescherecci italiani sequestrati dagli jugoslavi

Sotto la minaccia delle armi, unità della marina jugoslava hanno sequestrato in Adriatico tre pescherecci italiani, con venti uomini di equipaggio, costringendoli a seguirli nel porto di Sebenico, dove saranno sottoposti all'ennesimo taglieggiatore procedimento amministrativo. I tre pescherecci italiani si trovavano in acque internazionali. La flotta peschereccia italiana continua ad essere taglieggiata dalle marinere nordafricane e da quella jugoslava: il governo italiano, nella sua inerzia, non riesce a negoziare equi accordi internazionali di pesca né a farli rispettare dalle controparti. A pagare, anche con la vita, sono i nostri pescatori (in nona pagina). E intanto la Tunisia ha detto al ministro degli Esteri Forlani che intende alzare il prezzo per il rinnovo dell'accordo sulla pesca (in quarta pagina)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale IL TEMPO

di del 17/5 - 23

PER LA SOLITA DISPUTA SULLE ZONE DI PESCA

Sequestrati dagli jugoslavi diciotto pescatori italiani

Erano imbarcati su quattro motopescherecci abruzzesi - Una imbarcazione rilasciata dopo aver consegnato un ostaggio - Rischierebbero soltanto una multa

NOSTRO SERVIZIO PARTICOLARE

Teramo, 16 maggio

Sono diciotto i marittimi italiani ancora bloccati a Sebenico dopo il sequestro di quattro motopescherecci da parte di alcune motovedette jugoslave. Le imbarcazioni sono il «Maga Circe» e il «Maria Serena» iscritte al compartimento di San Benedetto del Tronto, il «Moby dick I» di Giulianova e il «Francesco Crispi I» di Tortoreto, questi ultimi iscritti al compartimento di Pescara.

Dei motopescherecci, soltanto uno, il «Maga Circe», è stato rilasciato dalle autorità jugoslave ed è tornato stamattina al porto di S. Benedetto del Tronto. E' stato rilasciato dopo che è stato trattenuto in ostaggio un membro dell'equipaggio, Guido Liberati, con tutti i documenti. Il «Maga Circe» è stata l'unica imbarcazione a rifiutarsi di seguire le motovedette jugoslave fino al porto di Sebenico. Ha infatti preferito attendere, sotto la sorveglianza di due militari jugoslavi armati di tutto punto, l'arrivo di un dragamine italiano per controllare l'esattezza della posizione. Successivamente tra i marinai del motopeschereccio e gli uomini delle motovedette è stato raggiunto un accordo. A Sebenico sono andati un componente dell'equipaggio e tutta la documentazione, mentre l'imbarcazione e il resto del personale hanno potuto far ritorno a casa.

I quattro motopescherecci sono stati accusati di pesca abusiva nelle acque jugoslave. Secondo notizie captate via radio da S. Benedetto del Tronto, tutto il personale delle imbarcazioni sequestrate ha contestato vivacemente il provvedimento sostenendo di essere stati fermati mentre pescavano in acque internazionali, esattamente all'altezza dell'isola di Pomo. Tutte e tre le imbarcazioni bloccate a Sebenico non verranno rilasciate prima del processo amministrativo che verrà celebrato nei loro confronti. Un processo che secondo quanto hanno assicurato le autorità jugoslave dovrebbe aver luogo al più presto.

Da notizie non ancora confermate ufficialmente, sembra che il provvedimento giudiziario sarebbe già scattato nei confronti del «Maria Serena» che avrebbe ricevuto un'ammenda di circa tre milioni di lire. Una analoga condanna dovrebbe essere spiccata anche nei confronti delle altre tre imbarcazioni.

Va ricordato che lo stesso «Maga Circe», nonostante gli sia stato consentito

di fare ritorno a S. Benedetto del Tronto, è simbolicamente bloccato a Sebenico proprio per il prelevamento di un uomo dell'equipaggio e di tutta la documentazione. Sempre attraverso via radio, i marinai fermi in Jugoslavia hanno dato notizie delle loro condizioni. Stanno tutti bene ed aspettano tranquillamente l'esito del processo, fiduciosi nella risoluzione a brevissima scadenza dell'incresciosa vicenda di cui sono stati protagonisti. Le loro assicurazioni sembrano aver tranquillizzato i familiari in quanto la Capitaneria di Porto di Pescara non ha ricevuto oggi nessuna richiesta di informazioni. I passi per un'eventuale azione a livello diplomatico sono

stati intanto mossi dal comandante in seconda della Capitaneria di Porto di San Benedetto del Tronto, Centro, che ha preso gli opportuni contatti con il comando in capo di Ancona.

Per il momento non si sono registrate reazioni ufficiali da parte dei Comuni interessati e dagli altri organi amministrativi. Tutti evidentemente aspettano lo evolversi degli eventi, forse anche per non inasprire ulteriormente la vicenda. Gli avvenimenti sono comunque seguiti minuto per minuto, oltre che dalle due Capitanerie di Porto interessate, anche dai Carabinieri e dalla Guardia di Finanza delle provincie di Teramo ed Ascoli Piceno.

DOMENICO DI ROBERTO



NEL MONDO

Un centro di smistamento per i profughi indocinesi

Sarà allestito in un'isola vicina a Singapore e potrà ospitare diecimila esuli - La gestione al Commissariato dell'ONU per i rifugiati

GIAKARTA, 16.

Si è aperta ieri in questa città una conferenza internazionale promossa dal Ministro degli esteri indonesiano con la collaborazione dell'Alto Commissariato delle Nazioni Unite per i rifugiati, per discutere la possibilità di istituire un centro di smistamento (refugee processing centre) per i rifugiati indocinesi nell'isola di Galang, a pochi chilometri da Singapore, messa a disposizione del governo indonesiano.

Il centro dovrebbe essere diretto e gestito dall'Alto Commissariato e dovrebbe ospitare al massimo diecimila profughi, per i quali vi sia già una garanzia di ultimo asilo in un paese industrializzato, al fine di ridurre l'affollamento nei centri nazionali dei paesi di primo asilo, soprattutto Thailandia, Malaysia e Indonesia.

Alla conferenza prendono parte 18 paesi di ultimo asilo (resettlement countries), cioè sette paesi della Comunità Europea (non aderiscono Irlanda e Lussemburgo), più Australia, Austria, Brasile, Canada, Corea del Sud, Giappone, Norvegia, Nuova Zelanda, Stati Uniti, Svezia, Svizzera. Partecipano, inoltre, i cinque paesi dell'Associazione delle nazioni dell'Asia sud-orientale (ASEAN): (Indonesia, Malaysia, Thailandia, Filippine e Singapore). L'Italia è rappresentata dall'ambasciatore a Giakarta, Elio Pascarelli.

La prima giornata della conferenza si è chiusa con un generale accordo di principio — con varie sfumature di intensità a seconda degli specifici interessi dei paesi partecipanti — sul progettato «Centro Asean» nell'isola di

Galang amministrato dall'Alto Commissariato delle Nazioni Unite per i rifugiati.

Il delegato italiano ha confermato il già noto atteggiamento del governo di Roma, pienamente ispirato alle tradizioni umanitarie di solidarietà, come provato dalla costante apertura verso i profughi di qualsiasi provenienza, incluse centinaia di indocinesi, nell'ultimo quadriennio.

La conferenza si concluderà con una dichiarazione di principio elaborata dal presidente della conferenza, il Ministro degli esteri indonesiano, Mochtar, di intesa con il comitato ristretto in cui sono rappresentati l'Alto Commissariato, la Comunità Europea, gli USA, il Giappone e l'Australia, e cioè tre paesi che hanno assunto specifici e cospicui impegni finanziari per l'istituzione del progettato centro.



«Se non gettano subito le armi può essere un massacro»

Le atrocità dei soldati di Amin nel racconto di un missionario

Padre Giuseppe Bertinazzo è rientrato a Vicenza - «Erano armati di mitra e di bombe, prendevano tutto quel che capitava loro sottomano» - «Almeno un centinaio di padri comboniani sta ancora correndo gravissimi rischi»

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

VICENZA — «Se i soldati di Amin non gettano le armi, può essere un massacro». Padre Giuseppe Bertinazzo, il primo missionario comboniano rientrato dall'Uganda, è prigioniero dell'angoscia: parla dei confratelli rimasti nella zona calda africana e non sa quale sia la loro sorte. «Un centinaio — dice — può ancora correre gravissimi rischi».

Occhi vivacissimi, il viso rosolato dal sole, un piccolo cespuglio di barba bianca che si erende risalto, padre Bertinazzo siede un poco spaesato nella cucina della sua casa, alla periferia di Vicenza, di fronte alla finestra che si affaccia sul giardinetto. Gli è accanto la sorella Maria, una donna mite, prodiga di premure.

Padre Bertinazzo ha sessantatré anni, ne ha trascorsi circa trenta in Africa. In quest'ultimo periodo era a Moroto, nel Nord-Est dell'Uganda, insegnava in un seminario che preparava missionari africani. «Eravamo cinque padri e un fratello, avevamo 300 allievi».

Il racconto di padre Bertinazzo ricostruisce gli ultimi drammatici giorni vissuti nella parte settentrionale del territorio ugandese. «Quando è stata occupata Kampala, tutto il Nord è piombato nel caos. C'erano soldati di Amin fuggiti dal fronte, altri che s'erano accampati in diverse zone. Scappavano, tentavano di raggiungere i loro villaggi. Liberati da ogni autorità, armati di mitra e di bombe, si impadronivano di auto, le riempivano di tutto quel che capitava loro sottomano. E nel compiere queste azioni spesso aggredivano la gente».

A Moroto, racconta il missionario vicentino, si è trascorsa una Settimana Santa nel panico. «Soldati e ufficiali assalivano le botteghe, poi hanno cominciato l'esodo verso i loro paesi. Il giovedì si sono riversati nella nostra missione, hanno sfondato la porta del piccolo garage, si sono presi le automobili, i viveri, i vestiti».

Padre Bertinazzo rievoca anche sparatorie. «Ci sono stati dei morti, nella zona. Il Venerdì Santo si sono sentite raffiche di mitra, nella missione: i militari hanno sparato per portar via tutto quello che restava. Ricordo che in quei momenti angosciosi il vescovo, monsignor Sisto Mazzoldi, è uscito dalla chiesa insieme con i fedeli. S'è fermato sullo spiazzo ed ha gridato ai soldati: che cosa volete qui? Loro sono rimasti indecisi, poi se ne sono andati».

La notte, dice padre Bertinazzo, si sparava di nuovo. «Poco lontano c'era la casa delle suore: può immaginarsi lo spavento delle monache. E poi, ricordo il dramma di un nostro fratello, Salvadori, che è rimasto quasi due ore con un mitra puntato alla schiena».

Il giorno dopo, racconta il missionario vicentino, c'è stata un'altra incursione nella missione di Moroto. «Sono tornati alla carica per prendersi la macchina del vescovo. Ma due soldati della tribù Karimojon sono andati in soccorso del monsignore, hanno impedito che lo aggredissero e lo hanno condotto in un altro seminario, distante circa cinque chilometri».

In quei momenti, tutti i padri comboniani di Moroto sono fuggiti, sono riusciti a lasciare la città. «Abbiamo nascosto alcune auto nella bo-

scaglia. E sono state lunghe ore di trepidazione». Le irruzioni dei soldati, riferisce padre Bertinazzo, si sono protratte per altre due settimane. «Il 3 maggio ci è arrivato un messaggio, portato da un giovane che veniva dal confine con il Kenya: diceva che era giunto nella zona di frontiera un funzionario del governo italiano. Quella mattina c'era ancora battaglia a Moroto: sparavano contro un camion di militari di Amin, che devono essere stati tutti

uccisi. Un nostro confratello è riuscito ad incontrarsi con il funzionario italiano».

La sera del 3 maggio, Moroto è stata occupata. «Sono arrivati circa 500 tanzaniani. Non c'è stato alcuno scontro, non c'era più un soldato di Amin in giro». Il sabato, padre Bertinazzo ha potuto lasciare l'Uganda, raggiungere il Kenya: da Nairobi ad Addis Abeba, quindi a Roma, dov'è arrivato il 12 maggio.

Poi, per padre Giuseppe Bertinazzo, l'ultimo tratto di

viaggio, sino a Vicenza. «Erano cinque amici che non lo vedevano — dice la sorella — e dal 20 marzo scorso non ne avevo più avuto notizie. Lunedì sera, suona al campanello. Vado fuori e vedo due sacerdoti. Mio fratello è dietro di loro; un po' nascosto. Balza avanti e mi viene tra le braccia. Le lacrime, non ho potuto trattenerle».

Padre Bertinazzo s'è portato anche il ricordo di Silvio Dal Maso, un altro missionario vicentino, ucciso nella missione di Pakwach, sul Nilo. Naturalmente, lo conosceva. «Eravamo stati insieme in seminario, qui a Vicenza. Lui andò in Sudan: nel '64 fu espulso con gli altri comboniani. Poi lo mandarono in Uganda, e lì ha lavorato per una quindicina d'anni. La notizia della sua morte l'ho avuta quando sono rientrato in Italia».

Padre Bertinazzo si passa una mano sulla fronte, resta in silenzio. «Pensi — dice sua sorella — che in settembre vuole tornare laggiù». «Ma si — conferma lui —. Penso che allora sarà tutto finito. E c'è gente che mi aspetta».

Giuliano Marchesini



Giovedì 17 maggio 1979

C

NOTIZIE DALL'ESTERO

UCCISI 65 SOLDATI DI AMIN NELLA PRESA DELLA CITTA' DI LIRA

Liberati cento missionari italiani dopo una furiosa battaglia in Uganda

Le forze governative e tanzaniene sono arrivate di sorpresa, con una marcia notturna attraverso le paludi - Controllate ancora dai fedeli dell'ex-dittatore due zone con quasi 200 tra religiosi, suore e volontari civili nostri connazionali

KAMPALA — Forze governative ugandesi e truppe tanzaniene hanno occupato ieri la città settentrionale di Lira, uno degli ultimi capisaldi ancora in mano a soldati del deposto presidente Amin.

I combattimenti per la conquista di Lira sono stati fra i più duri sostenuti dai governativi e dai tanzani; essi hanno annientato un convoglio di autocarri delle soldataglie di Amin. Con una marcia notturna di circa sessanta chilometri attraverso paludi e terreni accidentati, una colonna composta di mille tra tanzani e governativi ugandesi è piombata all'improvviso sui «fedeli» dell'exdittatore.

Dopo la distruzione del convoglio, le truppe liberatrici sono entrate trionfalmente a Lira, accolte con entusiasmo dalla popolazione civile, che aveva sofferto le angherie dei soldati di Amin in queste ultime settimane.

L'occupazione di Lira, nella cui zona si trovano circa un centinaio fra missionari e suore italiani, lascia ai «fedeli» di Amin solo il controllo sulle zone di Gulu e di Arua. Quest'ultima città è situata nella patria tribale di Amin. In tali zone sono quasi duecento, tra missionari, suore e volontari civili, gli italiani ancora isolati.

La colonna governativa e tanzaniense è sbucata ad ovest della città di Lira, completamente inaspettata. Dopo la marcia notturna e dopo un violento sbarramento di artiglieria, i soldati hanno annientato la colonna di autocarri, con la quale gli sbandati di Amin cercavano di raggiungere il Nord.



Le missioni dei comboniani in Uganda.

I tanzani e i governativi hanno attaccato gli autocarri con mortai dalle paludi vicine alla strada; i «fedeli» di Amin hanno risposto al fuoco con estrema violenza, servendosi di fucili mitragliatori e carabine di precisione.

I soldati di Amin deceduti nella battaglia sono sessantacinque. I tanzani hanno avuto tre morti e due feriti. I

cadaveri dei soldati di Amin erano sparsi lungo la strada e all'inizio della palude.

Questa di Lira è la zona dove due missionari italiani, padre Santi e padre Bono, entrambi comboniani, vennero uccisi in aprile. Altri due sacerdoti italiani — padre Dal Maso e padre Fiorante — sono stati assassinati dagli sbandati di Amin nella zona intorno ad Arua nel

la notte fra il 3 e il 4 maggio. I negozi di Lira sono stati trovati tutti saccheggianti; la città era in preda a circa trecento «desperados». Quindici «fedeli» di Amin sono stati fatti prigionieri dai governativi e dai tanzani. Altri sono fuggiti attraverso le paludi e la boscaglia.

Autocritica africana per i crimini di Bokassa

NAIROBI — I giornali della capitale del Kenya hanno attaccato ieri, con estrema risolutezza, Bokassa imperatore del Centrafrica, chiamandolo «macellaio» e «il primo nell'elenco degli spietati dittatori dell'Africa». I giornali chiedono che l'OUA (Organizzazione dell'unità africana) condanni Bokassa basandosi soprattutto sul recente rapporto di Amnesty International che accusa la polizia di Bangui, capitale del Centrafrica, di aver ucciso un centinaio di scolari che si erano rifiutati di indossare la divisa del partito unico.

Scriva il quotidiano *Nation*: «Se simili atti di barbara crudeltà fossero stati perpetrati nel Sudafrica o in Rhodesia, l'Africa indipendente tutta intera li avrebbe condannati come criminali. Ma siccome l'imperatore Bokassa è un nero e il suo Paese è membro dell'OUA, i suoi crimini sono passati sotto silenzio, ciò che fa dell'Africa un argomento di ridicolo quando i suoi dirigenti condannano la violazione dei diritti dell'uomo nell'Africa Australe».

Appello sulle prossime elezioni

Acli: la politica di solidarietà resta necessaria

Essa va ripensata puntando sulla crescita politica della società civile senza che si esaurisca in accordi di vertice tra i partiti

ROMA — Il consiglio nazionale delle Acli ha diffuso ieri un appello sulle prossime scadenze elettorali nel quale, sottolineato il momento di eccezionale difficoltà per la vita del Paese, ci si rivolge a elettori, candidati e partiti auspicando una coerente assunzione di responsabilità.

Le Acli, è detto nel documento, rifiutano le posizioni di quanti tendono a svalutare l'importanza delle elezioni, così alimentando il disimpegno, il qualunque, la rinuncia al giudizio e alla scelta. Ma proprio in ragione del radicamento sociale che le contraddistingue, le Acli sentono il dovere di ricordare che, nella vita della democrazia, le elezioni rappresentano un momento decisivo che però non esaurisce il dinamismo della società». A giudizio delle Acli « non vi è stata finora nell'insieme delle forze politiche, sociali e culturali, adeguata capacità di valutare la crisi in tutta la sua portata », e « solo la crescita politica della società civile evita l'errore di quanti pensano di poter costruire una sfera autonoma di vita sociale contrapposta alla vita politica dello Stato. Ma ciò esige che le istituzioni trovino una nuova capacità espressiva rispetto ai cittadini ».

« Su queste basi — prosegue l'appello — che investono problemi di struttura ma postulano

anche profonde modifiche di cultura, può essere ripensata una politica di unità nazionale che non si esaurisca nell'accordo tra i vertici dei partiti, ma cresca in un processo, che si incarni in una pluralità di forme e di espressioni concrete, tra istituzioni, forze politiche e società. Con questo spirito nuovo e diverso le Acli ribadiscono la necessità di una politica di solidarietà nazionale che non deve necessariamente riconoscersi in una struttura di governo "plenario", puntando piuttosto ad una intesa reale ed efficace che possa trovare esplicazione e garanzia in una pluralità di modi, ma che metta tutte le forze su uno stesso piano di parità ».

Richiamata l'attenzione sull'occupazione, la casa, la sanità, la pavidanza, la giustizia fiscale, la correttezza amministrativa, la necessità di una programmazione degli interventi, il documento prosegue:

« Ma, oltre l'economia, occorre una iniziativa di formazione popolare che parta dal presupposto della inservibilità dell'ideologismo e degli schieramenti semplificatori e realisti, invece, una autentica liberazione di cultura. Ciò è necessario soprattutto nel campo dell'istruzione, oggi sempre più esposto a forme di inaccettabile degradazione. In questa prospettiva le Acli rilanciano l'obiettivo di quella che hanno chiamato "nuova cultura dello sviluppo" come fondamento possibile di una nuova cultura nazionale ».

« E' più che mai indispensabile una piena presa di coscienza della impossibilità di isolare i problemi italiani da quelli internazionali, a cominciare dall'ambito europeo. Ma proprio qui emerge la contraddizione che ha portato allo sviluppo delle elezioni europee riducendole ad appendice di quelle nazionali. Si è consumata anche così una frattura della solidarietà nazionale ed è prevalsa una volontà di divisione, contraria all'interesse di tutti ».

Con queste condizioni assume valore l'impegno, che il comitato esecutivo delle Acli ha espresso e il consiglio nazionale fa proprio, di qualificare il principio del voto libero personale e responsabile degli acilisti, sancito dalle delibere congressuali, come una manifestazione di volontà volta a favorire la ricerca delle intese e delle convergenze necessarie per uscire dalla crisi ».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

AISE

di

del

18/5

a.i.s.e. - appello agli emigrati per una larga partecipazione al voto europeo.

roma (aise) - nell'editoriale dell'ultimo numero di "formazione domani", edito dallo ial-cisl, si rivolge un appello agli emigrati perché partecipino in massa alle elezioni europee. eccone il testo:

"il 10 giugno tutti gli italiani, in patria e all'estero, saranno chiamati ad eleggere i deputati al parlamento europeo. un'altra data storica, che si aggiunge al cammino già percorso, per creare un'europa unita, libera, forte, fondata sul comune patrimonio storico e culturale, che ci unisce in un sentimento che, col crescere degli anni, è sfociato in una crescente aspirazione. i concittadini dei paesi europei aderenti alla comunità economica europea si recheranno alle elezioni fra l'8 ed il 10 dello stesso mese: dopo poche settimane il "primo parlamento europeo" entrerà in funzione. un milione e settecentoventisette mila sono gli emigrati italiani che hanno diritto al voto, ma quanti saranno i connotati che si recheranno a votare? noi ci auguriamo che tutti facciano il loro dovere. troppe volte abbiamo ascoltato le lamentele provenienti dal mondo dell'emigrazione: singoli lavoratori o associazioni; lamentele e critiche quasi sempre fondate su evidenti ingiustizie, senso di abbandono, incapacità di quelli di roma nel capire i problemi dell'emigrazione e quindi di dare risposte e prospettive confacenti alle aspirazioni. è giunta l'ora per l'emigrato di far valere direttamente la sua voce ed i suoi desideri, attraverso proprio il voto per il parlamento europeo. un'occasione quindi da non sprecare con astensioni, mancata iscrizione nelle liste elettorali, disinteresse nel controllo delle operazioni elettorali, e, soprattutto, nello scegliere gli uomini rappresentativi. un milione e settecentoventisette mila voti che potrebbero far eleggere in parlamento più di un "autentico" emigrato, senza contare il peso della comunità italiana in svizzera che può votare nei comuni d'origine. è ora di passare dalle lamentele ai fatti: rappresentare se stessi ed i loro interessi nel parlamento europeo; indicare da soli i problemi e le prospettive, questa è democrazia partecipativa.

come avviene in ogni "democrazia" (dal greco: governo di tutti) il processo economico, sociale e culturale è difficoltoso; il cammino è sormontato da ostacoli, l'incontro si alterna allo scontro. la panoramica degli articoli che seguono riflette le contraddizioni, le prese di posizione, le incomprensioni e le difficoltà tecniche che hanno accompagnato questa tappa fondamentale e caratterizzano "il voto europeo". (aise)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI STRANIERI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

ANSA

di

del

18-5-78

tornato dall'uganda missionario combodiano

(ansa) - bergamo, 18 mag - e' tornato al suo paese natale, spirano (bergamo), il missionario padre pierino premarini, comboniano, che e' sfuggito dopo sette giorni di sparatorie all'incubo delle bande di amin. padre premarini svolgeva la sua opera a natany nella diocesi di moroto, non molto distante dal confine con il kenya. il giorno del giovedì santo, mentre era in chiesa con altri confratelli, una squadra di sbandati dell'esercito di amin e' piombata nella missione e nell'ospedale. come ha raccontato padre premarini, la soldataglia cercava automezzi e carburante.

(ansa) - bergamo, 18 mag - "il peggio - ha proseguito padre premarini - e' pero' avvenuto a moroto, dove i militari sbandati hanno saccheggiato la citta', depredato la chiesa, rubato nell'abitazione del vescovo, il trentino mons. sisto mazzoldi, sparato raffiche di mitra contro le camere di tre nostri confratelli, per fortuna senza colpirli, e quindi compiuto un eccidio nella piazza di moroto, sparando sui civili e uccidendo 20 persone". padre premarini, riferendo ai giornalisti le angosce e gli incubi di questi giorni, ha ricordato poi che per sette giorni e' rimasto bloccato nella missione, mentre si susseguivano le sparatorie. poi finalmente il missionario bergamasco, con un vescovo ed altri tre confratelli, su una "land rover" ha raggiunto, attraverso un viaggio irto di difficolta' e imprevisi la frontiera del kenya. da nairobi si e' poi imbarcato per l'italia e ieri pomeriggio e' giunto a spirano. conta di tornare comunque in uganda non appena la situazione sara' tornata normale.-



/ farnesina su oriundo italiano in argentina

(ansa) - roma, 18 mag - in merito alle notizie stampa sul caso dell'oriundo italiano, residente in argentina, jorge salvador gullo, si apprende alla farnesina che, su istruzioni del ministero degli esteri, l'ambasciata d'italia in buenos aires e' subito intervenuta presso le autorità argentine al fine di ottenere che il gullo sia rilasciato quanto prima.-

/ Farnesina su oriundo italiano in argentina (2)

(ansa) - roma, 18 mag - una settimana fa, il presidente della sezione italiana di "amnesty international", cesare pogiano, aveva denunciato - in un comunicato - il sequestro di jorge gullo, oriundo italiano, esponente della commissione dei familiari dei condannati, torsturati e scomparsi in argentina.

secondo "amnesty international", gullo e' stato sequestrato a fine aprile in una strada di buenos aires, al suo ritorno in argentina dopo che, con altri membri della commissione, era venuto in europa - nell'autunno scorso - "per sensibilizzare governi ed opinione pubblica sulla sorte dei circa 15 mila scomparsi dopo il colpo di stato nel marzo del 1976", tra iquali suo fratello dante gullo e sua madre angela maria aieta de gullo.

nonostante i consigli contrari - informava "amnesty international" - gullo era voluto rientrare in argentina, per proseguire il suo lavoro nella commissione.



bilancio cee 1980: proposte commissione

(ansa) - bruxelles, 18 mag - nel 1980, la cee dovrebbe ridurre notevolmente le spese per l'agricoltura, che assorbe la fetta piu' consistente del bilancio comunitario, riducendo gli stanziamenti dal 68,04 per cento del 1979 al 63,86 per cento il prossimo anno (su un totale di 15 miliardi di uce, unita' di conto europee, pari a circa 17 mila miliardi di lire).

lo ha detto oggi a bruxelles un funzionario della commissione europea, facendo notare che i tagli al settore agricolo consentiranno di dare piu' spazio alle politiche strutturali tese a ridurre gli squilibri tra zone ricche e povere della comunita'.

nell'avanprogetto di bilancio per il 1980 i fondi per tali politiche sono stati infatti portati a circa tre miliardi di uce (un'uce equivale a circa 1135 lire italiane) in particolare il fondo regionale avra' un miliardo e duecento milioni, quello sociale un miliardo e 'l'orientamento', cioe' i fondi per le strutture agricole, 501 milioni di uce.

il volume globale del bilancio previsto per l'anno prossimo presenta un aumento del 9,3 per cento al bilancio 1979, che ammontava a 13 miliardi e 715 milioni di uce.- (segue)



Ministero degli Affari Esteri
 DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
 E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale ANSA

di del 18-5-79

Tra l'Italia e la Tunisia
 il "nodo" della pesca

pagamento pensioni all'estero: farnesina

(ansa) - roma 18 mag - in merito al problema dei ritardi nel pagamento delle pensioni italiane all'estero, si apprende alla farnesina che i competenti uffici del ministero degli esteri hanno recentemente promosso una specifica azione per eliminare o quanto meno ridurre notevolmente tali inconvenienti, fonte di disagi e di difficoltà per i nostri emigrati. a tal fine, dopo un approfondito studio della materia, condotto d'intesa con le rappresentanze diplomatiche italiane nei paesi ove risiedono più consistenti nostre comunità e con i competenti organismi italiani, sono stati individuati alcuni interventi concreti, dei quali è stata concordata l'adozione in una recente riunione tenutasi presso il ministero degli esteri.

tali misure, che stanno ricevendo il relativo seguito tecnico-operativo, riguardano in particolare nuove procedure di pagamento per le pensioni di stato in canada e stati uniti che, in prosieguo di tempo, dovranno essere estese anche all'argentina. in questo ultimo paese è inoltre già entrata recentemente in vigore una nuova procedura per il pagamento delle pensioni inps, che ha contribuito in maniera sensibile alla eliminazione di molti inconvenienti registrati finora. altre misure concrete sono all'esame del ministero degli esteri e delle competenti amministrazioni, nel quadro dell'azione tendente alla regolarizzazione di un servizio che interessa particolarmente da vicino i nostri connazionali residenti all'estero.-

n. 1007 000/68

[Faint, illegible text from the reverse side of the page]

Conclusa la visita di Forlani

Fra l'Italia e la Tunisia il "nodo" della pesca

Decise a forme di stretta cooperazione nella ricerca di un ordine di pace globale che comprenda tutti i Paesi del Mediterraneo, e decise inoltre a sviluppare in tutti i sensi le loro già amichevoli relazioni, Italia e Tunisia stentano ancora a trovare un'intesa sul problema specifico della pesca nel canale di Sicilia. Le barche di Mazara del Vallo potranno continuare ad inoltrarsi nelle acque territoriali tunisine dopo che l'attuale contratto — valido fino al 18 giugno — sarà giunto a scadenza?

L'interrogativo è senza risposta anche dopo la visita — sostanzialmente utile e senza dubbio cordiale — che il ministro italiano degli Esteri, Arnaldo Forlani, ha compiuto a Tunisi. Visita che si è protratta per molte ore oltre il previsto, senza tuttavia fornire i mezzi con cui scio-

gliere questo intricato « nodo » esistente fra i due Paesi.

Dal 1977, la pesca è diventata un settore di competenza esclusiva della Comunità europea. L'Italia non può quindi rinegoziare con la Tunisia un accordo sul tipo di quello ora esistente, ma in scadenza al prossimo 18 giugno: 2 miliardi e mezzo di lire — pagamento da Stato a Stato — in cambio dell'autorizzazione a circa un centinaio di battelli siciliani a muoversi con relativa libertà (libertà « relativa » perché gli incidenti non sono mancati).

La Commissione di Bruxelles ha agito per tempo, trovando però — sull'altra sponda del Mediterraneo — evidenti perplessità e diffidenze. Non è solo una questione finanziaria, perché la CEE, al pari delle autorità italiane, appare disposta a riaffrontare il problema partendo da presupposti più vantaggiosi per la

controparte. E' una situazione diversa, più complessa, che rende la Tunisia sospettosa nei confronti della CEE. Perché accettare — via Bruxelles — una nuova intesa con l'Italia potrebbe anche significare dover essere più ben disposti, in futuro, verso altri Paesi-CEE che chiedessero, a loro volta, un « arrangiamento » per i permessi di pesca lungo le coste tunisine.

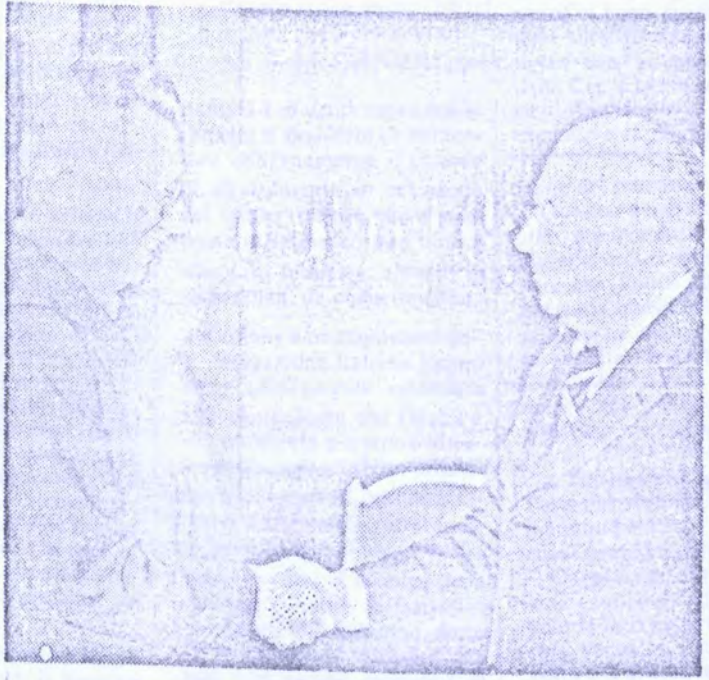
La Tunisia inoltre (e il ministro degli Esteri, Forlani, lo ha fatto chiaramente capire) nutre serie preoccupazioni in vista dell'allargamento della Comunità alla Grecia, alla Spagna e al Portogallo. I dirigenti nord-africani temono un sensibile calo delle loro esportazioni agricole e desiderano quindi « rivedere » i rapporti con la CEE.

Certo, si tratta a questo punto di un gioco delle parti che lascia spazio a diversi tipi di pressione, più o meno accettabili. L'Italia capisce bene le ansie tunisine, ed è certo disposta a prenderle seriamente in considerazione nelle sedi opportune. Ma sul problema particolare della pesca deve, necessariamente, passare mano alla Commissione di Bruxelles.

E deve anche insistere nella ricerca di un rinnovo dell'accordo ora in vigore, fino a quando non sarà stato portato a termine quello in fase di negoziato. Il 18 giugno non è lontano, e da Mazara del Vallo l'associazione degli armatori ha ripreso a farsi sentire con una serie di dichiarazioni polemiche il cui punto di arrivo è ancora una volta — ma ingiustamente — il governo di Roma.

Forlani ha ammesso, in tutta franchezza, che sulla questione della pesca « non si sono registrati grandi progressi ». Tuttavia ha anche invitato a non drammatizzare. Nei prossimi giorni, si intensificheranno le consultazioni fra gli esperti, nel tentativo di superare — anche sul piano giuridico — i motivi di diffidenza della Tunisia, predisponendo così il terreno ad una meno difficile trattativa con la CEE.

Gianfranco ROSSI



TUNISI — L'incontro fra il primo ministro tunisino, Nouira, e il ministro italiano degli Esteri, Forlani

Difficili trattative con il governo nordafricano

Tunisi rifiuta l'intervento Cee per firmare l'accordo di pesca

Risultati finora vani i tentativi di Forlani per spiegare agli interlocutori tunisini la posizione italiana nell'ambito comunitario - Nuovi contatti nei prossimi giorni

Dal nostro inviato

Tunisi, 17 maggio

Magro è interlocutorio il risultato generale dei colloqui avuti in terra tunisina dalla delegazione guidata dal ministro degli Esteri Forlani.

Dopo una serie di incontri di carattere politico e tecnico, durati molto più a lungo delle poche ore previste, a tarda notte di positivo c'era da registrare ben poco: la decisione di costituire una commissione mista al livello di ministri degli Esteri che si dovrà riunire ogni anno, alternativamente a Roma e a Tunisi; la firma del trattato sull'esenzione della doppia imposizione fiscale per i cittadini dei due Paesi residenti rispettivamente in Italia e in Tunisia; il proponimento di far seguire a breve scadenza altri incontri tecnici bilaterali allo scopo di dirimere soprattutto le divergenze consistenti che sono emerse sul punto più delicato dei rapporti italo-tunisini, quello della pesca.

Anche se da parte italiana si nutrivano caute speranze che il problema potesse essere ieri se non risolto, almeno avviato verso una conclusione, a fine giornata la delusione è stata totale. I tunisini hanno dimostrato di non voler spostare di un millimetro la loro posizione, così come avevano fatto in occasione di due recenti visite a Tunisi di delegazioni della Cee, non hanno nemmeno accennato alla possibilità di prorogare il trattato bilaterale in vigore, in attesa che venga negoziato con la Comunità un nuovo trattato.

Come si è accennato ieri, il 19 giugno scadrà il termine degli accordi conclusi tre anni fa fra i due Paesi sulla possibilità di sfruttamento, da parte di un centinaio di pescherecci italiani, delle risorse ittiche situate nelle acque territoriali tunisine, in una fascia compresa fra le 6 e le 12 miglia dalla costa occidentale della repubblica nordafricana. In cambio di questo diritto nell'ultimo triennio l'Italia ha versato alla Tunisia 7500 milioni di lire.

Per quanto riguarda lo sfruttamento ittico delle acque territoriali verso Est, — nel tratto di mare del cosiddetto Mammellone —, esso è interdetto a tutti, compresi i tunisini, che hanno deciso di destinare l'area a zona di ripopolamento.

A partire dal 1977 il settore della pesca è però regolato direttamente dalla Cee, sicché il nuovo trattato con la Tunisia dovrà essere negoziato e concluso, anche se per conto nostro, fra Bruxelles e Tunisi. I governanti della repubblica nordafricana si sono dimostrati finora — e lo hanno fermamente ripetuto ieri — nettamente contrari alla possibilità di impegnarsi con la Comunità, sostenendo che insieme con i pescherecci italiani potrebbero venire ad operare nelle loro acque anche i battelli di altri Paesi comunitari.

Sia in sede Cee, sia da parte italiana è stato prospettato ai tunisini il desiderio di aumentare congruamente il canone di sfruttamento in occasione del futuro trattato, ma le proposte in tal senso non hanno suscitato interesse, almeno in apparenza, da parte tunisina.

Forlani e i componenti della delegazione italiana hanno fatto chiaramente intendere alla controparte che l'Italia è ora obbligata a trattare attraverso Bruxelles: «Non possiamo uscire dalla Comunità solo per rinnovare il trattato sulla pesca con la Tunisia — ha detto Forlani al termine della difficile giornata di trattative — questo lo abbiamo detto chiaramente ai tunisini; ma essi non hanno mostrato di comprendere appieno la nostra posizione».

Il «nodo scabroso» come lo ha definito lo stesso ministro degli Esteri italiano, è dunque ancora stretto, né, per il momento, si vede come possa es-

sere sciolto. È stato detto che nei prossimi giorni l'argomento sarà ancora dibattuto fra le parti; ma se l'atteggiamento tunisino non muterà, occorrerà, come ha detto il ministro Forlani, trovare altre soluzioni per i nostri pescatori.

È stato più volte ripetuto ieri a Tunisi che il prossimo trattato gestito dalla Cee escluderebbe tutti i pescatori della Cee, tranne gli italiani, dalle acque tunisine. Ma questa assicurazione non sembra abbia fatto effetto. I tunisini, anzi, si sono persino ben guardati dall'accennare alla possibilità che l'attuale trattato bilaterale possa essere prorogato fino al nuovo accordo con la Comunità anche se tuttavia sulla natura di esso hanno espresso alcuni punti di vista specifici (uno studio preliminare sulle risorse ittiche condotto con la collaborazione della Cee, e la creazione di società ittiche miste, per la produzione e la commercializza-

zione del pescato).

Questo generico interesse alla regolamentazione della materia indurrebbe a far ritenere che Tunisi voglia tenere aperta la questione per servirsi come merce di scambio in un'altra trattativa con la Comunità: quella sul trattamento che i Nove dovranno riservare — dopo l'allargamento della Comunità a Grecia, Portogallo e Spagna — ai Paesi del Magreb, verso i quali hanno da tempo stabilito accordi preferenziali.

Come ha fatto rilevare Forlani, i tunisini vedono in pericolo le loro esportazioni agricole verso la Comunità una volta che di essa faranno parte altri Paesi essenzialmente agricoli; e se la cosa impensierisce l'Italia, che è parte integrante della Cee, a maggior ragione preoccupa la Tunisia.

Finché resta aperta la questione della pesca, in altri termini, Tunisi ha una carta in mano, e sembra volerla giocare con profitto.

Guido Azzolini

Ministero degli Affari Esteri

PERPLESSITÀ DOPO LA VISITA DI FORLANI IN TUNISIA

Domani protesta dei pescatori di Mazara per sollecitare l'accordo italo-tunisino

Il presidente dell'associazione liberi armatori rileva che la flottiglia mazarese si sente sempre più isolata - Il nodo della competenza della Cee - La precedente intesa scade a giugno - L'Italia ha versato in tre anni 7,5 miliardi in cambio di poche licenze

ROMA, 17

Nessuna schiarita per il rinnovo dell'accordo sulla pesca tra Italia e Tunisia. Lo ha fatto capire, pur non drammatizzando, il ministro degli esteri Arnaldo Forlani al termine della visita-lampo di ieri in Tunisia, che si è concretizzata in una lunga serie di colloqui con il ministro degli esteri Fitouri e con il primo ministro Nouira.

«Le cose faticano ad andare avanti — ha detto il ministro — e il problema della pesca si presenta come un nodo assai scabroso». Forlani ha ammesso che su questo tema «non si sono registrati grandi progressi» e ne ha anche spiegato i motivi. La Tunisia — ha detto — pone una pregiudiziale che per noi appare inaccettabile: vuole trattare il rinnovo dell'accordo sulla pesca, che scade il prossimo 18 giugno, soltanto e direttamente con noi invece che con la commissione della CEE, unica autorizzata a trattare per noi da quando nel 1977 la pesca è diventato un settore di competenza comunitaria.

L'insistenza dei tunisini su questa pregiudiziale ha provocato una «coda» imprevista ai colloqui e Forlani è potuto rientrare a Roma solo nelle prime ore della mattinata. L'accordo — pesca tra i due paesi, di durata triennale e l'ultimo a carattere bilaterale, scade tra un mese: in base a questo accordo, la Tunisia permette a un centinaio di pescherecci italiani — quasi tutti della marineria di Mazara del Vallo — di gettare le reti all'interno delle acque territoriali tunisine (da 6 a 12 km. dalla costa) nell'area nord-occidentale della costa.

Il «mammellone», una vasta zona di ripopolamento ittico che si trova a nord-est, rimane escluso. In cambio di questo permesso l'Italia ha versato per tre anni alla Tunisia 7,5 miliardi di lire. Dalla lunga serie di colloqui di Forlani a Tunisi si è però capito che la Tunisia non si è irrigidita solo per ottenere un adeguamento del canone che pure Italia e CEE sono disposte a concedere.

Tunisi, in effetti, è molto preoccupata per il prossimo ingresso nella comunità di due paesi mediterranei come la Grecia e la Spagna, i cui prodotti agricoli potrebbero danneggiare quelli tunisini nell'inserimento sui mercati europei. Per la Tunisia, queste sono questioni di importanza fondamentale ed è pro-

babile che la rigidità sull'accordo della pesca che interessa l'Italia sia uno dei mezzi scelti da Tunisi per spingere al prossimo rinnovo dell'accordo di cooperazione economica tra la CEE e la Tunisia, la comunità a negoziare un trattato con condizioni più favorevoli per Tunisi.

In questa situazione la Tunisia non ha potuto concedere assicurazioni formali neanche su una «tranquilla» proroga del vecchio accordo, proroga ormai necessaria perché i tempi sono strettissimi anche se — lo ha annunciato Forlani anche per indicare che la «porta delle trattative» è sempre aperta — una commissione mista si riunirà fin dai prossimi giorni a Roma per tentare qualche soluzione di compromesso.

Perplessità intanto ha suscitato a Mazara del Vallo dopo aver conosciuto i risultati della visita del ministro degli esteri Forlani a Tunisi per ciò che specificamente riguarda il rinnovo dell'accordo di pe-

sca. Non sono mancate dichiarazioni polemiche di scetticismo e di aperto dissenso da parte degli ambienti marinari.

E' il caso del presidente dell'associazione liberi armatori della pesca, Ignazio Giacalone, per il quale «ogni giorno di più i pescatori di Mazara del Vallo si sentono isolati, quasi non facessero parte del tessuto produttivo della nazione. I pescatori sono destinati così a restare in balia dei comandanti delle motovedette tunisine, ad essere presi in ostaggio, in mancanza di accordi, ogni volta che il governo di Tunisi deciderà di interrompere la loro attività nel Canale di Sicilia».

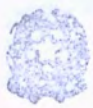
Della situazione della flottiglia peschereccia di Mazara del Vallo — la più grande d'Italia, con un numero di addetti superiore alle cinquemila unità — si occuperà domani sera il consiglio comunale della cittadina trapanese, che è stato convocato in seduta

straordinaria. Sabato, infine, vi sarà una protesta per sollecitare la conclusione dell'accordo di pesca nel Canale di Sicilia.

Incidenti a Torino per un comizio di Almirant

TORINO, 17

Alcuni incidenti si sono avuti a Torino prima che i «Palazzetto dello Sport» si tenesse un comizio dell'on. Almirante. Un'ora prima dell'inizio della manifestazione, un centinaio di giovani — radunatisi in precedenza in piazza Statuto, nella zona centra della città — si sono diretti verso la sede del MSI, in corso Francia, ma sono stati affrontati e contenuti dalle forze di polizia, che ha fatto uso di candelotti lacrimogeni. Alcune auto sono state incendiate e parecchie vetrine di negozi sono state infrante dai dimostranti che si sono sparpagliati nelle vie adiacenti.



430 mila gli emigrati nelle liste «europee»

Ma di questi, per 75 mila non è conosciuto l'indirizzo
I potenziali elettori dovrebbero essere 1 milione 700.000

I cittadini italiani emigrati negli altri Paesi della Comunità Europea iscritti nelle liste elettorali per le elezioni europee sono circa 430 mila. Essi sono così suddivisi: Francia 175.000, RFT 115.000, Belgio 81.000, Gran Bretagna 44.000, Lussemburgo 8.300, Olanda 5.400, Irlanda 580, Danimarca 450. I seggi saranno circa 700. I dati definitivi saranno conosciuti a giorni allorché i consolati e i rappresentanti dei partiti in gara per le «europee» riceveranno le liste elettorali per i singoli seggi. Questi

dati sono stati comunicati nel corso di una riunione svolta al ministero degli Esteri alla quale hanno partecipato i rappresentanti dei partiti. Notevoli sono i problemi che le delegazioni consolari e le forze politiche hanno da affrontare, se a tutt'oggi non si sa ancora esattamente il numero e la dislocazione degli emigrati chiamati a votare «in loco» e niente si fa perché gli altri rientrino a votare, soprattutto non si è ancora fatto niente per le elezioni politiche. Queste osservazioni critiche sono state fatte dai rappresentanti dei partiti, anche perché si agita la questione del voto all'estero e poi non si fanno votare gli elettori. Infatti dei 1.700.000 potenziali elettori, soltanto 430.000 teoricamente possono votare «in loco», ma di questi per 75 mila non è conosciuto l'indirizzo e per altri 20.000 si sa solo in quale Paese sono emigrati.

L'osservazione ricorrente è stata che, proprio per i limiti delle nostre rappresentanze all'estero di fronte alla mole di lavoro che è stata loro assegnata, bisogna dedicare più attenzione al lavoro per il rientro degli emigrati per il 3-4 giugno. Altre critiche hanno riguardato la libertà di propaganda e il rappresentante del PCI ha denunciato il caso del vice console di Monaco che si è arrogato il diritto di strappare un manifesto comunista esposto nelle vicinanze del consolato. Al ministero degli Esteri, come al solito, hanno detto di non sapere niente, ma hanno ammesso di aver preso atto che a Darmstadt il Comune aveva ritirato la concessione di una sala in cui doveva parlare il compagno G. Pajetta.

L'impegno del MSI-DN affinché tutti gli italiani all'estero possano votare nei luoghi di nuova residenza

10 giugno: per gli emigrati è il primo passo verso l'espressione di un irrinunciabile diritto

I L 10 giugno si vota per l'Europa in virtù della legge che il 18 gennaio 1979 è stata approvata definitivamente dal Parlamento italiano. Questa legge ha consentito agli italiani che si trovano negli otto Stati europei, ma non a tutti, di votare sul luogo della loro residenza; ma non ha affrontato né risolto il problema fondamentale politico e costituzionale del voto di tutti gli italiani residenti all'estero, che sono milioni.

E' vero che un passo avanti notevole è stato compiuto con l'approvare una legge per la rei-

Un appello degli intellettuali contro il marxismo

«Una scelta di libertà contro le forze marxiste» è la proposta che il centro intellettuale liberi (Cil) ha rivolto ai suoi iscritti

Nell'ordine del giorno, il Cil «invita gli uomini di cultura a dare un personale contributo di riflessione e di esperienza per individuare i tempi più adeguati per affrontare la grave situazione italiana».

scrizione nelle liste elettorali di quei cittadini che, in quanto residenti all'estero da più di sei anni, l'on. Taviani, allora ministro degli Interni, decise, che non dovessero più votare.

Noi del MSI-DN rivendichiamo il merito di questa riscrizione. Senza una nostra azione costante in tutte le sedi parlamentari, aula, commissione e conferenza del capigruppo, oggi gli italiani di Europa non avrebbero potuto votare. Fra di noi il migliore merito lo ha l'on. Tremaglia, primo firmatario della prima proposta di legge al riguardo presentata in Parlamento.

mente utile per favorire, anche elettroralmente, l'emigrazione.

Ciò che importa, allo stato delle cose è che la legge preveda una proporzionale pura, adottata per la prima volta in Italia a vantaggio dei partiti minori. Quel che conta è che si voti, finalmente, per l'unità europea, della quale noi del MSI-DN siamo i più convinti assertori e che la forza della Destra europea consenta di dar vita ad una società nuova che superi le crisi del sistema marxista e di quello capitalista.

Quel che importa oggi è che con l'affermazione della Destra europea venga garantita la difesa della libertà nel vecchio continente e ne venga valorizzata la civile missione.

Solo dall'Europa unita da queste volontà e da questi principi, solo dall'Europa unita, nella quale la Destra europea sarà protagonista del processo di unificazione, potrà nascere la condizione essenziale per rifare l'Italia.

E Dio sa quanto ciò è improponibile per garantire un avvenire libero ai nostri figli.

Alfredo Pazzaglia



1° maggio 1979: è la Festa del Lavoro. Per le vie di Metz, le bandiere tricolori d'Italia e Francia sfilano insieme, a testimonianza del fraterno abbraccio che unisce la Destra italiana e la Destra francese. MSI-DN e PFN affrontano insieme il 10 giugno la prima battaglia per la nuova Europa

Come si vota alle europee

Alle «europee» del 10 giugno si vota con il sistema proporzionale. Ma attenzione al numero delle preferenze massime da esprimere nelle cinque Circoscrizioni in cui è divisa l'Italia: variano da zona a zona.

I CIRCOSCRIZIONE — (Val d'Aosta, Piemonte, Lombardia, Liguria - da eleggere 22 deputati) massimo TRE preferenze;

II CIRCOSCRIZIONE — (Trentino-Alto Adige, Veneto, Friuli-Venezia Giulia, Emilia-Romagna - da eleggere 15 deputati): massimo DUE preferenze;

III CIRCOSCRIZIONE (Toscana, Marche, Campania, Umbria, Lazio - da eleggere 16 deputati): massimo DUE preferenze;

IV CIRCOSCRIZIONE (Abruzzi, Molise, Campania, Puglia, Basilicata, Calabria - da eleggere 19 deputati): massimo DUE preferenze;

V CIRCOSCRIZIONE (Sicilia e Sardegna - da eleggere 9 deputati): UNA sola preferenza.

Dare più preferenze di quante se ne possono esprimere potrebbe portare all'annullamento del voto di lista. Attenzione dunque a non sbagliare.



Fermi i sindacati europei sull'orario di lavoro ridotto

Il congresso considera «insultante» la decisione dei ministri della CEE di rinviare il problema - Gli italiani fanno approvare uno sciopero

Monaco di Baviera, 17 maggio

I sindacalisti italiani hanno indotto i loro colleghi degli altri paesi europei ad assumere una posizione particolarmente dura sulla decisione del Consiglio dei ministri della CEE con la quale è stata rinviata la trattazione, a livello europeo, del problema della riduzione dell'orario di lavoro. Per la prima volta nella storia della Confederazione europea dei sindacati, i cui lavori sono proseguiti oggi con l'approvazione di alcune risoluzioni, è stata inserita in un documento ufficiale la parola «sciopero», che gli italiani ritengono la reazione «minima» alla deliberazione della Comunità europea.

Il congresso di Monaco, in particolare, ha dato mandato all'esecutivo della CEE di «organizzare una azione dei lavoratori europei, per

costringere il Consiglio dei ministri degli affari sociali della Comunità a cambiare la posizione» negativa in materia di riduzione degli orari di lavoro.

L'originaria proposta di risoluzione è stata ampiamente emendata su suggerimento dei rappresentanti italiani sia nel preambolo politico sia nelle richieste specifiche. Fra gli altri emendamenti ve ne è uno in cui si sottolinea «l'impegno della CES ad organizzare e coordinare delle azioni di pressione e di lotta, ivi compresi i movimenti di sciopero (il termine viene usato per la prima volta in un documento del sindacato europeo) attraverso le organizzazioni affiliate, per influenzare le politiche dei governi».

La soddisfazione degli italiani per la vittoria di alcune delle proprie tesi è

stata, però, mitigata dai contrasti interni sulla scelta del candidato unitario alla vicepresidenza della CES. Dopo le riunioni di ieri e di questa mattina e i non pochi contrasti tra la CGIL, che manteneva la candidatura di Lama, e la CISL che invece rivendicava quella di Carniti e che aveva elaborato anche un documento su questo problema, oggi si è deciso di «non decidere» qui a Monaco, stabilendo soltanto il principio della «rotazione» fra i tre segretari generali della federazione unitaria al posto di vicepresidente. La scelta su chi sarà il primo a ricoprire questa carica verrà effettuata, invece, in seguito dalla segreteria CGIL-CISL-UIL, anche considerando le altre «presenze italiane» - si legge in una nota - nelle istanze europee. E verrà comunicata alla prossima riunione dell'esecutivo della CES, probabilmente dopo le elezioni.

Nel documento, che non è stato accettato dalla CGIL, si prevede comunque che la vicepresidenza della CES venga assegnata per il primo anno alla CISL.

La «non decisione» della delegazione italiana è stata accolta dai dirigenti della CES con qualche perplessità: potrebbe provocare, infatti, il rinvio complessivo della elezione di tutti e sette i vicepresidenti, dato che alcuni sindacati europei hanno problemi, simili a quelli della federazione unitaria, seppure di minore entità.

I lavori del congresso sono consistiti oggi nell'approvazione di sette risoluzioni e nella preparazione della mozione finale. Domani, invece, giornata conclusiva dei lavori, sarà eletto alla presidenza l'olandese Kok (prenderà il posto del tedesco Vetter) e sarà approvato il documento conclusivo.



Entra nel vivo tra i partiti il dibattito sui temi europei

Per Petrilli, primo problema del nuovo Parlamento sarà la disoccupazione - Mariotti: un'Europa alternativa alla logica dei blocchi

Tra i partiti, i motivi di polemica sul tema delle elezioni europee sono meno accentuati rispetto a quelli per la consultazione nazionale, ormai in crescendo a mano a mano che si avvicina la data del 3 giugno. Anche se, ovviamente, le differenziazioni ed i contrasti non mancano. Soprattutto sui temi di fondo: come potrà influire il nuovo Parlamento di Strasburgo sulle stesse scelte nazionali dei «Nove» e del nostro paese in particolare, cosa dovrà essere l'Europa di domani, il suo ruolo in campo politico ed economico nel più vasto scacchiere mondiale.

Per Luigi Mariotti, vice presidente della Camera, socialista, dopo il voto del 10 giugno la Comunità europea «non potrà essere più quella di prima». Perché, ha detto parlando in Toscana, il dibattito politico che si svilupperà all'Assemblea di Strasburgo «svi più gravi problemi del nostro tempo, sulla reale situazione eco-

nomico-politica di ogni singolo paese della Comunità, non potrà non determinare una maggiore influenza sulle decisioni delle istituzioni comunitarie, addirittura una notevolissima pressione sugli stessi Parlamenti nazionali». D'altra parte, ha rilevato ancora Mariotti, vi sono problemi — come l'inflazione, la disoccupazione, la stabilità monetaria, il terrorismo — che possono trovare soluzione soltanto a livello sovranazionale, anche perché «senza la destinazione di consistenti risorse dal Nord al Sud» la distanza fra le due grandi aree europee è destinata fatalmente ad aumentare.

Per che cosa si batteranno i socialisti europei che, secondo Mariotti, costituiranno presumibilmente la forza più consistente del nuovo Parlamento? Per una Europa «polo alternativo alla logica dei blocchi» — ha detto l'esponente del Psi — e per un programma «realistico» «ispirato alla concezione riformista e gradualista del socialismo moderno».

Giuseppe Petrilli, presidente del Consiglio italiano e tra i candidati di punta della DC, è convinto che sarà proprio l'elezione diretta da parte di 180 milioni di cittadini a far sì che il Parlamento finirà per allargare i suoi poteri oltre quelli previsti dal Trattato di Roma. L'esponente democristiano ha affrontato il tema Europa in una intervista ad una agenzia di stampa. L'Italia, ha detto fra l'altro, non avrà che da guadagnare da un secondo ampliamento della CEE a Spagna, Grecia e Portogallo: l'ingresso di questi paesi infatti, al di là delle difficoltà, farebbe tornare a Sud il «baricentro politico ed economico» della Comunità e in tale contesto il nostro paese «diventerebbe il leader di tutta l'agricoltura mediterranea»; quella stessa, cioè, che — basata essenzialmente sull'ortofrutticoltura — ha sin qui perduto nella battaglia comunitaria a vantaggio dei paesi del Centro-Nord.

Il Parlamento europeo — aggiunge Petrilli — proprio per la diversità delle sue componenti sarà una sintesi di vari modelli politici, ma nessuno di quelli esistenti oggi nelle Assemblee nazionali avrà la predominanza sul piano della maggioranza assoluta. E ciò condizionerà ovviamente la politica che ne verrà espressa. Comunque secondo Petrilli, «la Comunità non potrà ignorare il problema dei sei o sette milioni di disoccupati», che in Italia presenta aspetti drammatici investendo intere categorie come giovani e donne. «La CEE — ha detto ancora l'ex presidente dell'IRI — ha in sé le possibilità per risolvere questo problema, cui la dimensione nazionale finora è stata incapace di dare una soluzione».

La costruzione dell'unità europea, ha detto il socialdemocratico Di Giesi, ministro per il Mezzogiorno, parlando nel Salento, «deve porre il vecchio continente come protagonista di una politica mondiale occidentale, in condizione di parità con i due blocchi tradizionali, USA e URSS, e con quello emergente, la Cina, sia per il mantenimento della pace nel mondo, sia sul terreno della competizione economica». A sua volta, Ripa di Meana, già presidente della Biennale di Venezia e candidato per il PSI, accanto ai problemi culturali, sottolinea l'esigenza per il vecchio Continente di definire «un nuovo modello di società, tra il capitalismo selvaggio degli Stati Uniti, e l'autoritarismo burocratico dell'URSS». Il che, a giudizio di Ripa di Meana, significa che l'Europa dovrà diventare «un interlocutore realmente diverso per i paesi del Terzo Mondo e alternativo rispetto alle superpotenze».

EUROSECOLO

Un problema che diventa sempre più attuale

Il diritto di sciopero come è regolato nella CEE

Uno dei problemi all'ordine del giorno dell'ottava legislatura sarà — secondo molte anticipazioni — la disciplina del diritto di sciopero. Si levano sempre più insistenti le voci favorevoli o quanto meno ad un'autodisciplina in particolare nei servizi pubblici. La questione sarà probabilmente discussa anche nel Parlamento europeo, eletto a suffragio diretto.

Ecco, comunque, un quadro del modo con cui viene regolamentato il diritto di sciopero in alcuni Paesi della Comunità:

Belgio: esiste una libertà di sciopero che va esercitata nel quadro del diritto vigente, in quanto il legislatore belga non ha definito il concetto giuridico di sciopero. Il fatto, però, che diversi testi legislativi riconoscono allo sciopero effetti giuridici che derogano al diritto comune, viene considerato da taluno come riconoscimento implicito del diritto di sciopero; ma si è precisato da altri che, se il legislatore voleva disciplinare il diritto di sciopero, poteva ratificare la Carta sociale europea che lo proclama. Il che, a tutt'oggi, non è stato fatto. Secondo un'unanime opinione della dottrina e della giurisprudenza varie sono le condizioni di liceità dello sciopero: accordo della maggioranza dei lavoratori interes-

sati; carattere strettamente professionale ed apolitico dello sciopero; inoltre, se il datore di lavoro al fine di garantire la libertà del lavoro e la sicurezza delle persone e dei beni, s'opponesse all'occupazione dell'impresa legittimamente, in tal caso i lavoratori che si pongono in contrasto con tale manifestazione d'autorità padronale, possono dar luogo ad un caso di insubordinazione che potrà giustificare la rottura immediata del contratto di lavoro. Infine, lo sciopero non può essere proclamato senza che siano state rispettate le disposizioni di una convenzione collettiva che prevede un termine prima del quale una certa rivendicazione non può essere presentata.

Gran Bretagna: il diritto di sciopero non è garantito come tale. Non esistono disposizioni della costituzione né un codice dei diritti dell'uomo che in altri paesi garantisce i diritti e le libertà degli individui. Quindi i lavoratori inglesi possono fare quello che vogliono purché non sia illegale, ma non hanno un diritto specifico di scioperare. Il diritto di sciopero va quindi ricercato nei principi generali della responsabilità contrattuale ed extracontrattuale, che sono stati applicati dai giudici al diritto del lavoro in mancanza d'altro.

Germania: non esiste un diritto soggettivo allo sciopero, ma la libertà di sciopero e la libertà di serrata nei limiti della costituzione e dei principi generali dell'ordinamento. Secondo la dottrina e la giurisprudenza, lo sciopero deve porsi nei limiti di ciò che è permesso nel quadro dell'ordine sociale esistente. Tra gli elementi su cui può fondarsi il giudizio

di «adeguatezza sociale» vi sono: lo sciopero deve perseguire interessi collettivi, non può violare le disposizioni di legge relative ai rapporti collettivi di lavoro, deve essere l'ultima ratio, per ottenere il soddisfacimento delle proprie richieste. Altri termini sono posti dalla legge o dalle parti interessate, convenzionalmente.

Francia: è riconosciuto il diritto di sciopero nel preambolo della costituzione del 1946, che precisa che esso «si esercita nel quadro delle leggi che lo disciplinano». Tuttavia nessuna regolamentazione è intervenuta in materia; il legislatore ha votato solo tre testi di legge di portata generale per risolvere alcuni problemi contingenti. La Corte di Cassazione ha definito lo sciopero come «l'astensione collettiva e concentrata della prestazione di lavoro al fine di sostenere delle rivendicazioni professionali». Circa il numero dei partecipanti, la Cassazione ha escluso l'esigenza di una frazione maggioritaria di scioperanti. La concezione francese dello sciopero, inoltre, ammette scioperi spontanei, non decisi dai sindacati. Secondo la giurisprudenza è considerato illecito lo sciopero politico in quanto non ha per scopo la difesa degli interessi professionali, ma mira ad influenzare le decisioni delle pubbliche autorità. I lavoratori hanno il diritto di scegliere il momento più favorevole per rendere efficace la loro agitazione; il preavviso è richiesto solo per lo sciopero nei servizi pubblici.

Per quanto riguarda poi il diritto di sciopero dei funzionari della Comunità esso ha una regolamentazione tutta propria, che non riproduce alcuni dei sistemi nazionali, ma si ispira ai più liberali di essi.



Monaco. Si conclude oggi il Congresso CES

Non sarà più tabù l'ipotesi dello sciopero europeo

DAL NOSTRO INVIATO SERGIO TURONE

MONACO — Dopo lo schiaffo di Bruxelles, il sindacalismo europeo ha sfoderato, se non le unghie, almeno una certa grinta. «Schiaffo al congresso», come si ricorderà, era stato definito l'atteggiamento assunto martedì nella capitale belga dai ministri della Comunità europea, che hanno di fatto insabbiato le proposte sindacali relative alla diminuzione dell'orario di lavoro. Il congresso della Ces — che termina oggi — conferma nel documento conclusivo approvato ieri sera l'esigenza di ridurre del dieci per cento la quantità di ore-lavoro, allo scopo di favorire l'assorbimento della disoccupazione. Ieri mattina, inoltre, l'assemblea ha approvato all'unanimità un ordine del giorno che usa termini insolitamente aspri verso i ministri della Comunità, definendo «insultanti per i lavoratori» le loro decisioni di martedì.

Il congresso dei sindacati europei «attendeva dal Consiglio dei ministri — dice la risoluzione approvata ieri — un atteggiamento positivo che aprisse la via a un serio negoziato sulla riduzione del tempo di lavoro». Viceversa «le conclusioni dei ministri, che invitano la Commissione a proseguire sul tema studi e analisi, sono di fatto le posizioni del padronato europeo». Il congresso «denuncia fermamente questo atteggiamento negativo del Consiglio dei ministri e incarica il Comitato esecutivo della Ces di organizzare l'azione dei lavoratori in Europa per costringere il Consiglio dei ministri a modificare la propria posizione».

Si aggiunga che il documento conclusivo accoglie gran parte degli emendamenti italiani, tesi ad accentuare nel ruolo del sindacato, il momento della lotta; e si capirà facilmente perché questo dibattito di Monaco sta suscitando tanto sconcerto tra gli osservatori stranieri, abituati a registrare le mosse di un sindacalismo tiepido e composto.

Notando, per esempio, il rilievo dato da gran parte della stampa tedesca al discorso tenuto mercoledì da Luciano Lama, capisci che da queste parti i comunisti, per molta gente, sono ancora parenti stretti del diavolo. Alcuni sembrano addirittura stupiti che Lama non odori di zolfo: il cronista del «Die Welt», per esempio, nota che il leader della Cgil vestiva compitamente di marrone. Lo stesso giornale tedesco, a proposito della

sfortunata candidatura di Lama alla vice-presidenza della Ces (candidatura per il momento rientrata) attribuisce questa frase al presidente uscente Oskar Vetter: «Nella nostra organizzazione vogliamo solo coloro che hanno il nostro stesso odore di stalla». Che è un modo curiosamente olfattivo di valutare i rapporti politici.

In questo momento Vetter è troppo impegnato nella propria campagna elettorale (occupa il secondo posto dopo Brandt nella lista socialdemocratica per il parlamento europeo) perché non si debba giustificare una sua frase diretta evidentemente ad assecondare i vecchi totem dell'elettorato tedesco; ma è certo che, in un'organizzazione come la Ces, il gruppo non numeroso dei sindacalisti comunisti sconta oggi le difficoltà del noviziato. Nel corso di questo congresso, tali difficoltà si sono accentuate perché sulla candidatura di Lama è anche mancata la compattezza della delegazione italiana. Il problema ora è rinviato, ma non si può escludere che, quando lo si dovrà rialfrontare, il dissenso fra Cgil e Cisl porti elementi di crisi nella Federazione unitaria.

Sarebbe, rancamente, un risvolto negativo di una partecipazione congressuale che, per il resto, è stata largamente positiva per il sindacalismo italiano. La delegazione Cgil-Cisl-Uil ha ottenuto, per esempio, che le misure relative alla difesa dell'occupazione siano inserite in una logica di programmazione che prevede anche direttive per gli investimenti: è senza dubbio una significativa inversione di tendenza rispetto ai tradizionali

orientamenti liberisti. In ora prevalsi nel sindacalismo europeo.

Nel punto relativo alla cosiddetta «democratizzazione dell'economia», la stesura originale del testo indicava di fatto nella cogestione, adottata in Germania, la sola strada giusta. Il documento emendato riconosce che «le vie per raggiungere la democratizzazione dell'economia possono variare da paese a paese».

L'emendamento che ha suscitato più resistenze, ma che infine è passato a maggioranza, riguarda l'ipotesi-scandalo di sciopero europeo. La Ces, dice in proposito il testo approvato, «s'impegna a organizzare e coordinare azioni di pressione e di lotta, compresi movimenti di sciopero, attraverso le sue organizzazioni affiliate, per influenzare le politiche dei governi e dei datori di lavoro».

Al termine della seduta di ieri, il segretario generale aggiunto della Cgil, Marianetti, ha diffuso una dichiarazione alla stampa, rilevando fra l'altro: «il movimento sindacale italiano, specie in questa fase contrattuale, indubbiamente riceve nuova forza da questo accresciuto impegno alla mobilitazione dell'insieme dei lavoratori europei». Marianetti rileva che ora occorrerà proseguire su questa strada, «assumendo nella politica rivendicativa, con sempre maggiore concretezza, il dato europeo». Ciò presuppone (e qui c'è un velato spunto polemico diretto alla Cisl, che a Monaco ha lasciato cadere la candidatura Lama) «una coerenza nei comportamenti unitari a livello europeo così come essi si sviluppano sul piano nazionale».



La risoluzione approvata dal congresso di Monaco ribadisce in termini molto duri la denuncia dell'atteggiamento dei ministri CEE, allineati "sulle posizioni del padronato europeo". Lama Carniti e Benvenuto nel nuovo esecutivo. Un commento di Marianetti

La CES sfida gli europadroni

dal nostro inviato **GIORGIO LAUZI**

MONACO, 17 — I risultati della riunione del Consiglio dei Ministri degli Affari Sociali della CEE sulla questione relativa alla riduzione del tempo di lavoro sono stati considerati dal Congresso della CES «insultanti». L'aggettivo, inconsueto rispetto al solitamente più misurato linguaggio sindacale europeo, figura in testa a una risoluzione approvata stamane all'unanimità. La risoluzione afferma la delusione della CES, che si aspettava un comportamento che «aprì la strada a una seria contrattazione sulla riduzione del tempo di lavoro» e considera le conclusioni del Consiglio dei Ministri, col noto invito rivolto alla Commissione della CEE a proseguire studi ed analisi, come equivalenti di fatto alle «posizioni dei padronati europei».

Pertanto «il Congresso denuncia fermamente questo atteggiamento negativo del Consiglio dei Ministri e incarica il Comitato esecutivo della CES di organizzare l'azione dei lavoratori in Europa per costringere il Consiglio dei Ministri a modificare la sua posizione».

Per quanto riguarda la democratizzazione dell'economia, se ne afferma l'esigenza in un quadro di pluralità di esperienze e soluzioni. Per l'orario di lavoro, la posizione della CES è stata confermata: riduzione del 10 per cento del tempo di lavoro nei prossimi anni lasciando alle organizzazioni dei singoli paesi la scelta delle strade da seguire: riduzione dell'orario settimanale a 35 ore, prolungamento delle ferie annuali a 6 settimane; abbassamento dell'età pensionabile; prolungamento della scolarità obbligatoria. Le prime due soluzioni sono, ovviamente, le più proprie e significative. È stato anche accettato un emendamento aggiuntivo che pone il problema (da discutere nell'ambito della CEE) dell'istituzione della quinta

Una prima occasione in cui le due parti si troveranno «faccia a faccia» si avrà intanto fra pochi giorni, martedì prossimo, in occasione della riunione del Comitato permanente per l'occupazione. Vetter ha detto che la delegazione della CES «dovrà assumere un atteggiamento corrispondente al tono della risoluzione approvata dal Congresso». Deburne, della FGTB (Belgio) ha proposto di porre ai Ministri comunitari un'alternativa: o si impegnano a cambiare atteggiamento, o i rappresentanti della CES non parteciperanno ai lavori della Commissione. L'esigenza di un atteggiamento molto fermo era stata espressa anche da Wim Kok, che da domani darà il nuovo presidente della CES nell'intervista rilasciata al nostro giornale. Comunque, sarà la stessa delegazione della CES a decidere, sulla base della risoluzione approvata dal Congresso, l'atteggiamento concreto da assumere.

Stamane sono state approvate altre risoluzioni (sulla previdenza sociale, sull'istruzione professionale, sulla cooperazione politica ed economica in Europa, su una più efficace

rappresentanza nel Consiglio d'Europa, sui rapporti con l'EF-TA). Un appello solenne è stato indirizzato ai lavoratori in occasione delle imminenti elezioni per il Parlamento europeo.

Nel pomeriggio si è svolta la discussione per l'approvazione della risoluzione politica. In questa risoluzione, che è stata approvata all'unanimità meno quattro astensioni, trovano conferma, seppure in forma più concisa, le indicazioni contenute nel programma d'azione relative alla lotta per il pieno impiego, alla riduzione del tempo di lavoro, alla democratizzazione dell'economia.

Il testo originale è stato sensibilmente migliorato da parecchi emendamenti, alcuni dei quali proposti dalla delegazione italiana. In particolare, si parla (ed è una novità nel linguaggio sindacale europeo) di eventualità di ricorso allo sciopero per realizzare gli obiettivi assegnati all'azione sindacale; si sottolinea l'esigenza di un programma globale imperniato su misure selettive per la crescita economica, comprendenti direttive per gli investimenti.

L'impegno per ridurre l'orario

squadra nelle aziende con cicli continui.

Alcuni delegati (in particolare quelli della delegazione italiana) avevano constatato nel modo di porre il problema della riduzione del tempo di lavoro uno squilibrio fra il rigore dell'enunciazione e una certa genericità nell'indicazione delle iniziative da adottare per conseguire l'obiettivo. Una sorta di «emendamento aggiuntivo» è tuttavia costituito dalla risoluzione sulle decisioni del Consiglio dei Ministri della CEE, che abbiamo ricordato all'inizio. A questa risoluzione si è rifatta la delegazione italiana per esprimere il proprio pa-

zioni relative alla presenza italiana nelle istanze europee».

«La delegazione — continua la nota — ha deciso di riservare alla segreteria della federazione l'esame e l'approvazione di tali criteri, unitamente alla verifica globale della situazione attuale di tali «presenze». Pertanto la candidatura italiana alla vice presidenza della CES «sarà presentata unitariamente alla riunione del prossimo esecutivo».

Commentando i lavori congressuali il segretario generale aggiunto della CGIL, Agostino Marianetti ha detto:

«Valuto positivamente l'impostazione e l'andamento del Congresso, anche perché da questo risulta pienamente la realtà del movimento sindacale europeo e la sua forza. La spinta verso una grande unitaria confederazione, che rappresenti e guidi i lavoratori europei verso obiettivi comuni di democrazia, di certezze sociali e in particolare della piena occupazione, tracciate dal Congresso un impulso importante soprattutto in relazione al superamento degli squilibri e delle ingiustizie esistenti. Ciò potrà arricchire di nuovi contenuti, più aderenti agli interessi dei lavoratori, il processo di cosiru-

zione dell'unità europea».

Dopo aver sottolineato che il movimento sindacale italiano, «specie in questa fase contrattuale, indubbiamente riceve nuova forza da questo accresciuto impegno e mobilitazione dell'insieme dei lavoratori europei», Marianetti ha detto che ciò, per il movimento sindacale italiano «presuppone una coerenza nei comportamenti unitari a livello europeo, così come si sviluppano sul piano nazionale». La CGIL — ha concluso — «opererà in tale direzione, avendo motivi di particolare soddisfazione dall'esito del Congresso e dal generale apprezzamento che in esso si è manifestato del significato del contributo della sua presenza nella CES».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

LA - REPUBBLICA

di

del

18/5 - dozier

La Ces lancia un appello ai lavoratori perché il 10 giugno votino a sinistra I sindacati europei per la linea dura: sciopero contro le autorità della Cee

dal nostro inviato GIULIO MAZZOCCHI

MONACO, 17 — «La tigre di carta» ha deciso di mostrare gli artigli: il terzo congresso della Confederazione europea dei sindacati (Ces) ha approvato e lanciato un appello ai lavoratori perché partecipino massicciamente, e con un voto di sinistra, all'elezione del Parlamento europeo il 10 giugno. E' la prima ma non l'unica risposta del congresso alla tiepida accoglienza fatta due giorni fa dai ministri sociali della Cee alla riduzione dell'orario di lavoro chiesta dai sindacati europei.

Al principio della settimana, all'inaugurazione di questo terzo congresso della Ces, quando l'inglese Jenkins, che presiede la commissione Cee, aveva salutato questo congresso da laburista ed europeista convinto, era parso difficile che in fase di votazione finale passasse l'emendamento italiano (al centro degli interventi di Lama, Carniti e Benvenuto) con la richiesta dello sciopero europeo per appoggiare la politica di democraticizzazione della società e dell'impresa e la riduzione degli orari di lavoro.

Se il padrone urla

bisogna rispondergli

Ma quasi tutti gli interventi hanno tambureggiato sul tema della «lotta». Già Kok, l'olandese che è il nuovo presidente dei sindacati europei, alla vigilia della sua elezione aveva definito la Ces «ancora troppo tigre di carta agli occhi dei lavoratori europei». Sul podio il coro è stato quasi unanime. A parte svizzeri e austriaci, «del tutto disponibili» all'azione comune europea, ma privi della necessità di condurla, gli altri sono venuti a urlare (il più tecnico fra tutti è il linguaggio degli

italiani) che se «il padrone batte il pugno sul tavolo», se «il padrone urla», occorre rispondergli con l'arma decisiva dello sciopero.

Lo sciopero anzi dovrà essere usato contro le stesse autorità della Cee, definite dal segretario del Ces come troppo ligie e allineate con il padronato europeo. Lo sciopero tuttavia non sarà proclamato subito, per non interferire con l'elezione del Parlamento europeo. Sui poteri del Parlamento tuttavia esiste una diversità d'opinioni fra gli stessi sindacalisti: scettici gli inglesi, diffidenti i tedeschi e contrari i francesi, a difesa delle prerogative dei governi nazionali.

Molto favorevoli ad una legislazione sociale europea sono invece gli italiani e i sindacati dei molti paesi europei che da decenni vantano governi socialdemocratici. La Ces, in questo ventaglio, si muoverà con qualche cautela. Ma lo sciopero è stato troppo invocato perché sia rinviato oltre l'autunno, se la Cee non irrobustirà l'azione per il taglio degli orari di lavoro.

Una delegata inglese ha esclamato dalla tribuna che la signora Thatcher è assai più avanti in materia di lotta contro la disoccupazione femminile e giovanile, quindi della disoccupazione tout court, di quanto non lo sia la Cee: «E allora il sindacato inglese non vorrete mica che si batta per qualcosa di più arretrato di ciò che noi chiediamo ai conservatori».

E un delegato danese: «Diciamoci pure che dobbiamo valutare i problemi di bilancio delle imprese e dei paesi per mantenerne la concorrenzialità, ma stiamo attenti a non stare fermi troppo tempo in questi esami perché chi sta fermo in realtà arretra e allora i lavoratori si muoverebbero per conto proprio, scavalcando il sindacato ufficiale».

Il fatto è che i problemi della disoc-

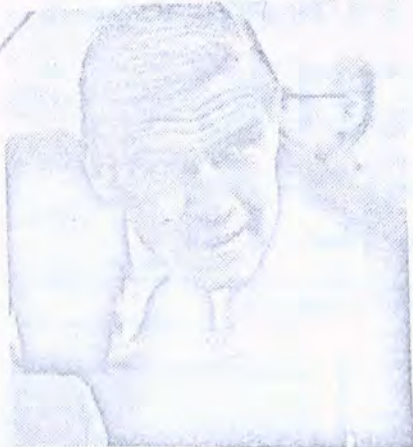
cupazione (a parte Svizzera e Austria) attanagliano ormai tutti i paesi d'Europa. «Il sindacato europeo», ci ha detto Benvenuto, «sa che i governi socialisti o conservatori debbono combattere l'inflazione, ma non accettiamo il puro strumento della deflazione monetaria». Lama aggiunge: «La moderazione salariale è ormai comune all'intero movimento sindacale europeo, ma deve dare i suoi frutti in termini di maggiore occupazione». Su questi concetti è stata ormai raggiunta una grande intesa nel movimento operaio europeo: tra sindacati tedeschi e italiani c'è una larga comunanza di vedute. Ed erano invece ancora pochi anni fa ai due estremi.

Francesi e tedeschi

attaccano Lama

Naturalmente i punti di divergenza sono ancora molti. Tedeschi e italiani della Cisl, per esempio, hanno fatto eliminare la co-gestione come indicazione unica della democraticizzazione dell'impresa e della società: «Ciascuno ha proprie idee e tradizioni», ci ha detto Carniti, «e quindi sotto l'orientamento comune ciascuno farà una sua strada».

Su questi sfondi sono venuti a Lama alcuni attacchi sia dai tedeschi che dai francesi, attacchi che hanno però ridotto compattezza unitaria alla delegazione dei tre sindacati italiani: il vice presidente della Ces sarà italiano, ma gli italiani se lo sceglieranno dopo il 10 giugno per non interferire sulla campagna elettorale europea. Ci sarà l'alternarsi annuale che avevamo indicato ieri (Cisl-Cgil-Uil), ma la Cisl dovrà cedere agli altri alcune sue cariche quasi ereditarie nel sindacato europeo, di cui è socio fondatore.



Bruno Trentin

Il sindacato difenderà anche loro

di DANIELA PASTI

ALLORA, caro Trentin, per la prima volta anche l'Italia sembra diventata terra d'immigrazione e proprio in un periodo in cui il paese ha circa un milione e mezzo di disoccupati. Come mai?

«I motivi sono essenzialmente due. L'aumento del costo del lavoro ha reso più proficuo assumere mano d'opera straniera che tra l'altro si può licenziare più facilmente. Secondo: c'è stato un progressivo rifiuto di certi tipi di lavorazioni giudicate o poco remunerative o malsane e comunque «sgradite» dagli italiani. Prendiamo per esempio il lavoro domestico. Una volta era un settore di lavoro delle ragazze italiane. Oggi invece queste preferiscono andare in fabbrica. Non c'è dubbio che il lavoro della cameriera fissa era destinato a scomparire come era già successo in tutti gli altri paesi industrializzati prima del nostro. Da noi s'è trovato per ora il surrogato delle lavoratrici straniere che lo tengono in vita».

Quali sono gli altri settori che attirano gli stranieri?

«Il terziario: impieghi stagionali legati al turismo nei bar, nei caffè, negli alberghi, nei ristoranti. E qui che si trova anche il maggior numero d'illegali cioè di lavoratori che non hanno né il permesso di soggiorno né quello di lavoro e che quindi possono essere sfruttati al massimo con il ricatto della denuncia e dell'espulsione. Poi ci sono tutta una serie di lavori pesanti sempre meno graditi agli italiani anche in quelle zone dove c'è un'alta disoccupazione. Per esempio in Sicilia e in Sardegna i tunisini e gli algerini vengono impiegati per i lavori agricoli stagionali; a Mazara del Vallo si sono trasferite intere famiglie di tunisini che lavorano nella pesca; perfino nell'edilizia, tra i manovali, c'è stata una certa penetrazione. Nell'ultimo anno poi, gli stranieri sono entrati anche nell'industria per le lavorazioni più disagiate: piccole fonderie in provincia di Reggio Emilia e di Modena, ferriere a Torino».

Con quali conseguenze?

«Una delle principali è la diminuzione delle occasioni di lavoro per i giovani. Se è vero che gli immigrati occupano in parte i posti sgraditi agli italiani, è anche vero

che la mano d'opera immigrata comincia qua e là ad essere preferita comunque a quella locale per le «convenienze» cui accennavo prima».

Eppure ci vorrà pure qualcuno che li faccia, questi lavori «sgraditi».

«Non è detto che la piccola fonderia debba essere sempre un inferno, così come non è detto che chi entra alla catena di montaggio debba trascorrere lì la sua intera vita di lavoro. Io sono contrario a qualsiasi iniziativa che possa sembrare punitiva verso gli stranieri ma non posso neanche ignorare la realtà dei nostri disoccupati. Come se ne esce? Se ne esce sforzandosi di ricercare nuove condizioni creando lavori più qualificati che attraggano di nuovo i lavoratori italiani. Faccio un esempio: le isole di montaggio studiate allo stabilimento Fiat di Termoli hanno dato risultati molto interessanti ma costano il triplo di una catena di montaggio. Ecco perché nello studio di queste tecnologie del lavoro deve intervenire lo Stato. Il mito del lavoratore italiano resta, pericolosamente, quello dell'impiego statale. Lo resta al punto che perfino i posti di spazzino, che in Europa vengono in genere offerti agli stranieri, da noi sono ambiti perché considerati sicuri. Allora dobbiamo trasferire anche ad altri lavori questi elementi della stabilità del posto e della garanzia di certo aumento di retribuzione sicuro».

Con il rischio di trasferire anche al settore privato tutti i guai che affliggono oggi quello pubblico

«Certo che esistono meccanismi perversi e dobbiamo cercare di eliminarli, ma non possiamo trascurare la ricerca di condizioni che diano un minimo di gratificazione a chi esegue certi lavori».

E come si applicano questi principi ai nuovi immigrati?

«Il problema è difficile da affrontare. Nelle piccole città dove i concentramenti di stranieri sono più vistosi, il sindacato può intervenire con successo. A Catania per esempio quasi tutto il personale domestico è stato organizzato nel sindacato. Ma a Roma dove il fenomeno è più sparso la situazione ci sfugge da tutte le parti. Molti di loro sono clandestini e quindi diffidano anche del sindacato, poi temono il ricatto

del datore di lavoro che li tiene sotto la minaccia dell'espulsione, infine per molti pesa in modo determinante l'ostacolo della lingua. Non conoscono l'italiano e non sanno quindi neanche cominciare ad organizzarsi. D'altra parte a favore dello sfruttamento e della clandestinità agiscono le numerose pseudo-agenzie di stampo mafioso che esigono tangenti sia dai lavoratori che dai datori di lavoro oppure le cosche degli stessi immigrati che contrattano gli ingaggi».

E non crede che tutto questo andrebbe regolato prevedendo ad esempio delle quote d'immigrazione?

«No. Noi siamo contrari a qualunque misura di discriminazione nei confronti del lavoratore straniero anche in considerazione del fatto che all'interno della CEE i lavoratori che non appartengono ai paesi membri sono in qualche modo già puniti rispetto a coloro che invece vi appartengono. Esistono già leggi che regolano l'arrivo e il soggiorno degli stranieri e almeno in teoria una pianificazione dovrebbe essere attuata dal permesso di lavorare in Italia concesso solo a chi arriva con un posto di lavoro già assicurato. In pratica, lo so bene, sfuggono a questo controllo tutti i clandestini. Ma la soluzione non sta in nuove leggi più restrittive bensì nelle riforme più ampie cui accennavo prima e anche in una vigilanza più serrata sulle aziende».

E spera che questo basti

«Vuole che allarghi il discorso? Ebbene lo allargo. La verità è che l'Italia ha costi sociali che sono quelli dei paesi industrializzati mentre ha una produzione equiparabile a quella dei paesi agli albori dell'industrializzazione. A questo si è reagito, almeno in parte, con la cosiddetta «economia sommersa» di cui i lavoratori immigrati sono un aspetto. Ma l'economia sommersa è la vecchia struttura che rifiuta di scomparire di fronte alla nuova, e inevitabile, che dovrebbe soppiantarla. E' inutile che continuiamo a produrre o scarpe o abbigliamento in concorrenza con paesi che hanno ormai costi inferiori ai nostri. Dovremmo puntare su produzioni più qualificate invece, affrontando contemporaneamente i problemi generali dell'economia e quelli di chi lavora, stranieri inclusi».

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE

Andiamocene al nord in Sicilia

di ALBERTO STABILE



PALERMO — Si sarebbe dovuto trattare, secondo la previsione degli esperti, di un fenomeno stagionale, passeggero, «di ritorno». Invece, l'emigrazione dei nordafricani poveri nella parte occidentale della Sicilia va assumendo un carattere di stabilità.

Da un decennio (i primi massicci arrivi di tunisini a Trapani e Mazara vengono registrati nel 1970) interi nuclei familiari provenienti dalla Tunisia soprattutto ma anche dal Marocco e dall'Etiopia (senza contare l'emigrazione forzata di donne negre, utilizzate come collaboratrici familiari, dalle regioni costiere del centroafrica) si vanno insediando in provincia di Trapani.

In genere lo Stato ha nei confronti di questi lavoratori un atteggiamento di colpevole indifferenza. Una sola volta è intervenuto per stabilire che possono ottenere permessi di soggiorno lavorativi di due mesi rinnovabile, ma limitato alle attività marinare. Così condannandoli alla clandestinità.

E infatti a Mazara del Vallo, dove opera la più grande flotta di peschereccia della Sicilia, di tunisini in possesso del permesso di residenza ce ne sono 200. Gli altri, cioè almeno altri 2 mila che sono andati via via ingrossando la comunità nordafricana di Mazara, vivono, lavorano, si ammalano e muoiono in piena clandestinità.

Richiedere il permesso, infatti non è conveniente. Non tanto per il tempo che si perde nella trafila burocratica, quanto perché è noto che gli abusivi hanno maggiori possibilità di trovare lavoro sui pescherecci. Ognuno dei 300 motopesca mazaresi ne imbarca da un minimo di uno a un massimo di cinque.

La maggior parte non hanno neanche un libretto di navigazione, la «cassa marittimi», né qualsiasi altra forma di tutela assicurativa. Li prendono di nascosto, la mattina presto, sul porto canale. Li fanno salire su un motoscafo che li conduce a qualche miglio dalla costa, e poi da qui passano sui pescherecci in partenza per le battute.

Stanno fuori sette-otto giorni, prendono paghe di miseria e al ritorno chi s'è visto s'è visto. Se l'armatore ha ancora bisogno, glielo farà sapere.

La comunità «araba» di Mazara ha ripreso possesso delle case che furono edificate dai loro antenati berberi. È un quartiere tra il corso principale (corso Umberto) e il Porto-canale che i mazaresi chiamano, da sempre, kasbah. Strette viuzze che si intersecano a ragnatela, cortili di pietra un tempo splendidi, ingressi ad arco. In queste

case, le uniche a prezzi accessibili di tutta la città, regna anche l'umidità e la sporcizia. Non vi sono servizi, l'acqua arriva raramente. Ogni tanto si registra qualche caso di tubercolosi tra i bambini. Il problema della comunità degli emigrati è stato affrontato nel '77 dall'amministrazione di sinistra di Mazara. Ne è nato un tentativo di pianificazione che però, anche a causa delle successive crisi dell'amministrazione, è abortito.

Si era cominciato con l'affrontare il problema della scolarizzazione dei piccoli tunisini. Il Comune aveva comprato grembiuli e quaderni in gran quantità. Li si voleva inserire nelle scuole cittadine, ma l'operazione è stata bloccata con un cavillo: la missione è concessa solo ai «residenti». Il vice sindaco comunista ha chiesto allora l'iscrizione nell'elenco dei residenti ma il prefetto ha opposto il proprio veto. L'amministrazione a questo punto ha deciso di regalare ai bambini grembiuli e quaderni che non verranno mai utilizzati. Di fatto, a prendersi cura di queste famiglie, sono soltanto un gruppo di missionari francesi che ha anche aperto un asilo.

I prigionieri della precarietà in cui sono costretti a vivere tunisini e marocchini fanno di tutto per evitare conflitti con le autorità di polizia e con la comunità. Dal loro quartiere escono pochissimo se non per andare al porto-canale o nei vicoli vicini. Quando giungono notizie di scontri o di sequestri lungo il Canale di Sicilia ad opera delle motovedette tunisine contro i pescherecci mazaresi non esitano a prendere le parti degli equipaggi. «Burghiba assassino» hanno scritto su uno striscione durante i funerali dell'ultima vittima della guerra sul Canale.

A Trapani, stazione d'arrivo dalla Tunisia, non è raro vederli seduti a ridosso del muro dello scalo marittimo per giorni e giorni. Due anni or sono ne furono ricoverati tre, insieme, all'ospedale, perché non mangiavano da dieci giorni ed erano ormai preda delle allucinazioni.

In genere, però, appena sbarcano a Trapani hanno qualcuno ad attenderli: o un parente che vive già qui o qualcuno delle organizzazioni che recluta questa mano d'opera clandestina. Arrivano con un visto turistico per tre mesi e, allo scadere del visto, o ripartono per la Tunisia giusto il tempo di farsi rinnovare il permesso o si nascondono per sempre.

Oltre alla pesca vengono reclutati per la vendemmia ai lavori bracciantili in campagna. Complessivamente si calcola che in certi periodi dell'anno siano più di 15 mila a lavorare nella provincia. Anche questa è mano d'opera a buon mercato, braccia destinate al macello. A scoprirli, come un buon investimento, furono gli agrari trapanesi in un periodo di grande offensiva sindacale. Li utilizzarono contro i contadini in lotta e poi, quando la questura ordinò il repulisti, arrivarono al punto di nascondersi nella cave di tufo, come animali.

Dopo aver chiuso entrambi gli occhi sul mercato clandestino della mano d'opera proveniente dal Nord Africa le autorità capirono che il fenomeno stava per sfuggire loro di mano.

L'ordine fu di prenderli ovunque si trovassero, portarli in commissariato, fargli il foglio di via e rimpatriarli. «L'ulteriore permanenza in Italia del soggetto in questione costituisce potenziale turbativa per l'ordine e la sicurezza pubblica». Questa la motivazione dei provvedimenti emessi dalla questura. Durò sei mesi. Poi il lento stillicidio di arrivi dall'altra sponda del Mediterraneo riprese con vigore.



Intervista a Siro Lombardini

Non è ancora finito il tempo degli schiavi

di GIUSEPPE TURANI

«NON c'è niente da fare. Quella del lavoratore 'diverso' che fa i mestieri più umili, più scomodi, peggio pagati è una costante di tutte le società. Volendo si possono andare a scomodare gli schiavi dei romani, i servi della gleba, i negri degli Stati Uniti, ma il discorso non cambia. Nelle società c'è sempre qualcosa che qualcuno non vuol fare e allora si cerca il modo di scaricarlo su qualcun altro». Così comincia l'intervista con l'economista Siro Lombardini, che è anche un attento studioso delle possibili riforme che si possono introdurre nelle civiltà industriali e volute.

«Questo scaricare sugli altri certi lavori riesce molto più facile, più agevole, in quelle società dove c'è una 'frattura' fra gli abitanti. Dove cioè il 'diverso' sta già in casa. I due esempi più notevoli che mi vengono in mente riguardano l'America e l'Italia. Per gli Usa tutti abbiamo presente cosa hanno rappresentato i negri e altre minoranze etniche».

E per l'Italia?

«Per moltissimo tempo abbiamo avuto quelli che potremmo definire come 'i nostri negri', ed erano i poveri del Mezzogiorno, disposti a fare qualsiasi cosa pur di campare, pur di mangiare tutti i giorni. Nessuno ha ancora calcolato quanto 'miracolo economico' sia stato fatto sulla schiena di questa gente, ma è sicuro che si tratta della gran parte».

Ma non ci sono eccezioni?

«Non mi risulta. Gli inglesi ancora oggi utilizzano i 'diversi' indiani, irlandesi e, in certi casi, anche scozzesi. I tedeschi si sono serviti di quasi tutte le razze del Nord Africa e del Medio Oriente. E persino gli svedesi, a quanto mi risulta, hanno utilizzato i turchi e altra gente per certe loro produzioni».

In Italia, però, sta forse accadendo un fatto eccezionale: si fa ricorso all'immigrato di colore, pur in presenza di quasi due milioni di disoccupati. E questo non è 'normale'.

«E' vero. Negli altri paesi che abbiamo citato, quando si ricorre al lavoratore straniero, al 'diverso' di colore, è quasi

sempre solo perché è stata raggiunta la piena occupazione e quindi l'economia, per continuare a crescere ha bisogno di nuova forza lavoro che può essere trovata solo all'estero. Qui da noi effettivamente, la situazione sembra essere molto diversa».

Abbiamo oltre mezzo milione di lavoratori stranieri e quasi due milioni di disoccupati. Senza i 'diversi' potremmo dimezzare di colpo la nostra disoccupazione, che è considerato il problema-chiave dei prossimi anni.

«E' un'illusione».

Perché?

«Ma perché noi stiamo giocando con i numeri e con le statistiche. La realtà, però, è molto diversa. Mi ricordo che più di dieci anni fa nel Trentino i sindacati denunciavano diecimila disoccupati, mentre gli industriali locali lamentavano l'assenza di mano d'opera. Si è fatto un sondaggio molto preciso ed è venuto fuori che la gente cercava dei posti per i quali non era adatta, non era preparata. E così avvenivano ragioni entrambe le parti: gli industriali, quando dicevano di non trovare gli operai, e gli operai quando dicevano di non trovare lavoro. Oggi le cose non stanno molto diversamente, grazie anche all'effetto distorsivo delle pensioni di invalidità e delle varie provvidenze governative».

Che cosa significa?

«In questi anni sono state distribuite moltissime pensioni d'invalidità a gente che in realtà sta benissimo, soprattutto nel Sud, e quindi oggi c'è una parte abbastanza grande della popolazione che rifiuta certi lavori perché ne ricaverebbe un reddito non molto più elevato di quello che riceve gratis dallo Stato e dai vari enti di previdenza. Sul piano economico, peraltro, questi meridionali che rifiutano di andare nelle fonderie di Modena hanno ragione. Perché dovrebbero affrontare tutti i traumi e le difficoltà di un trasferimento dal Sud al Nord e dell'inserimento in un lavoro faticoso per guadagnare poche migliaia di lire in più di quelle che già prendono?».

(gira a pagina 3)

e e

DALLA PRIMA

Il tempo degli schiavi

Ma allora, non c'è via d'uscita? Creeremo sempre più spazio per i lavoratori immigrati, mentre aumenterà il numero dei nostri disoccupati? Tutto questo non può portare ad una situazione esplosiva?

«Certamente, ma non dobbiamo pensare che le soluzioni siano facili. In realtà per rimettere ordine nell'occupazione occorre avere il coraggio di affrontare non una ma ben quattro rivoluzioni».

Quali?

«La terza rivoluzione industriale, la rivoluzione culturale, la rivoluzione salariale e la rivoluzione domestica».

Vogliamo cominciare a parlare della rivoluzione industriale?

«Nell'industria ci sono lavori che la gente non vuole più fare e giustamente. Queste attività vanno sostituite dalle macchine e dall'automazione. Ma questo significa, paradossalmente, fare nuovi disoccupati e quindi le forze sociali si oppongono. Per uscire dal vicolo cieco bisogna fare appunto la terza rivoluzione industriale. Bisogna, cioè, puntare sull'espansione dei servizi in modo da assorbire quella mano d'opera che non troverà più posto nell'industria. Sono cose che gli altri paesi hanno già vissuto. Pensi solo a che cosa significherebbe la creazione di un efficiente servizio di assistenza per gli anziani, la realizzazione di una scuola a tempo pieno e la costruzione di efficiente rete di asili nido. Vi troverebbe lavoro, e un lavoro qualificato, moltissima gente. Ma non si tratta solo di questo: c'è anche tutto lo sviluppo dell'elettronica e delle nuove tecnologie,

addirittura di nuovi settori industriali, come quello dell'alimentazione».

In sostanza, cioè, lei dice di ridurre attraverso l'automazione la quantità dei lavori oggi «rifiutati» dalla gente e di creare nuovi sbocchi all'occupazione in settori nuovi.

«Esattamente. Ma dico anche che tutto questo non si può fare senza una vera e propria rivoluzione culturale. Dobbiamo smetterla di rimanere aggrappati all'esistente come se questo fosse il nostro unico e possibile futuro. Nel mondo ci sono molte altre cose che si possono fare al posto delle fonderie. Ma in questo qualcos'altro bisogna prima crederci e poi predisporre le scuole, la cultura, per poterlo gestire, vivere. Quando nel 1973 ci fu la crisi energetica ricordo che insieme ad alcuni amici economisti e tecnici preparammo un programma molto dettagliato e preciso per risparmiare energia e per avviare con decisione la terza rivoluzione industriale. Ebbene, lo abbiamo mandato a Roma ma è come se lo avessimo buttato nel Po: non è successo assolutamente niente, ormai sono passati cinque anni. Fare la rivoluzione culturale significa appunto imparare anche a non perdere le occasioni strategiche che si presentano ad una società: questi sono ritardi che si pagano».

Parlava anche di una rivoluzione salariale.

«E' chiaro a tutti che non c'è alcuna ragione per cui un impiegato di banca debba essere pagato più di un operaio degli altiforni. In altri paesi questo problema è già stato risolto, qui da noi no. E non penso che possiamo arrivarci in breve tempo. Però

dobbiamo fare un progetto per ridisegnare i salari della gente che lavora. Se non ci decidiamo a premiare coloro che fanno i lavori più difficili e pesanti, avremo sempre più guai. E anche queste non sono cose che si possono improvvisare. Occorrono idee chiare e un certo tempo a disposizione. Purtroppo, nessuno ci pensa e così gli imprenditori tirano avanti come possono importando diversi dagli altri paesi. Come esempio di programmazione non c'è proprio male».

E la rivoluzione domestica?

«Anche in questo campo c'è molto da fare. La gente si lamenta perché non trova più le domestiche. Sono contento: in futuro ne troverà sempre meno. E' la nostra vita che bisogna cambiare. Che senso ha passare ogni giorno due ore davanti ai fornelli per fare da mangiare? Queste sono cose a cui deve pensare l'industria».

E così risolveremo tutto?

«Non chiedo troppe cose ad un economista. Però, se combiniamo gli effetti delle quattro rivoluzioni cui ho appena fatto cenno, vedrà che molte cose andranno a posto. La presenza di oltre mezzo milione di lavoratori immigrati in Italia è solo una spia, ma molto importante, del fatto che la società è stata mal gestita: fra di noi sono presenti cose che, per ritardi culturali e politici, non ci decidiamo ad eliminare mentre ne mancano di nuove. E questo riguarda tutta la nostra vita. In giro ci sono lavori che nessuno vuole più, ma ci sono anche bambini che non sappiamo dove mettere perché nessuno ha pensato a fare gli asili. Ci sono diplomati che cercano un lavoro, ma rifiutano di andare in una fabbrica perché certi mestieri non vengono qualificati, non vengono riconosciuti per quello che ormai sono. Insomma, c'è molto disordine. E questi 800 mila "diversi" di cui tanto si parla oggi sono il nostro modo di far quadrare i conti, di fare ordine».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'UNITA'

di

del

18/5 - 17-

Manifestazione dei frontalieri a Ventimiglia

Con la partecipazione dei compagni Giuliano Pajetta e Dulbecco si è tenuto sabato 12 a Ventimiglia il convegno organizzato dal PCI sui problemi dei frontalieri che in un numero di quasi cinquemila si recano a lavorare tutte le mattine nella vicina Francia e soprattutto nel Principato di Monaco. E' stata denunciata la responsabilità delle autorità italiane che da anni non hanno saputo adeguare la convenzione italo-monegasca alle esigenze dei lavoratori e lavoratrici che si trovano in uno stato di inferiorità in materia di assistenza e previdenza sociale.

Queste condizioni facilitano le pressioni padronali che si traducono nel peggioramento delle condizioni di lavoro e nell'insicurezza dell'impiego. Un affollato comizio al Teatro comunale la domenica mattina ha concluso la manifestazione.

Chi aiuta gli emigrati a rientrare?

Accanto a quello dell'Umbria, i governi regionali dell'Emilia, delle Marche, della Toscana e della Sicilia hanno previsto di fornire, a mezzo i Comuni, consistenti rimborsi agli elettori emigrati che torneranno a votare il 3-4 giugno. E' necessario che simili iniziative siano prese anche dalle altre giunte regionali (e prese in tempo utile!). Al buon esempio di quelle Regioni si contrappone l'apatia di troppi e il cattivo esempio del governo che non ha ancora annunciato nessuna provvidenza sociale per i rientri.

L'on. Piccoli qualche giorno fa ha fatto un comizio in Germania, a Colonia, e si è perfino dimenticato di parlare delle elezioni italiane del 3-4 giugno; per lui come per qualcun altro, il voto europeo dovrebbe servire solo come scappatoia e alibi, per non rispondere delle colpe della DC verso gli emigrati.



SECCA REPLICA DEL PRESIDENTE
ROSATI ALLE RUGIE DEL PCIRitaglio del Giornale *Avenire*di del *18/5*

La risposta delle ACLI a «l'Unità»

Forzatura strumentale del documento
approvato dal consiglio nazionale

di PIERGIOORGIO LIVERANI

ROMA — L'interpretazione scorretta, faziosa e condita di falsità che «l'Unità» ha dato a un «appello» delle Acli alla «riflessione e all'impegno» «in questo momento di eccezionale difficoltà per la vita del Paese» è costata al quotidiano del Pci una secca smentita da parte del presidente delle stesse Acli, Domenico Rosati. «Proprio in nome del rispetto per il pluralismo delle Acli — così scrive Rosati al direttore dell'«Unità» — non potevo e non posso consentire un uso propagandistico delle loro posizioni o lasciare intendere che nelle Acli vi siano su questi problemi divisioni e contrasti, solo perché lo afferma l'«Unità».

I problemi sono quelli, in parole molto semplici, del voto degli aclisti e dell'atteggiamento che l'associazione assume nei confronti delle forze politiche e dei drammi che gli italiani stanno vivendo. Forzandone palesemente il senso, il quotidiano del Pci ne ha parlato, in prima pagina, come di un appello per «negare il voto alle forze della rottura» che, come si evince dal testo, dovrebbero essere la Dc. Tanto più, aggiungeva l'«Unità», di sua invenzione, che il documento delle Acli è stato «approvato nonostante la dura opposizione dell'area filodemocristiana».

Ha replicato Rosati: «Su questo punto debbo chiedere rettifica: non c'è stata opposizione, né dura né morbida, da parte di nessuno in Consiglio Nazionale, sul testo proposto all'unanimità dalla Presidenza. Sono stati raccolti indicazioni e suggerimenti e la stesura finale è stata curata dalla stessa presidenza su mandato del Consiglio Nazionale». L'aggiunta arbitraria del particolare significativo serviva a giustificare la forzatura strumentale e la lettura a senso unico del documento che, certamente, non aveva carattere di parte ma, semmai, andava letto quanto meno anche nel senso esat-

tamente opposto a quello strumentalmente evidenziato dall'«Unità».

L'appello parte dal rifiuto degli «atteggiamenti qualunquistici di quanti tendono a svalutare l'importanza delle elezioni», ma sottolinea innanzitutto «il dato dell'emergenza», che trae origine non solo da una grave situazione economica, «ma anche da una crisi globale che investe valori profondi che occorre riscoprire». Con questa esigenza, dicono le Acli, «può essere invocata una autentica solidarietà nazionale capace di prevalere sugli interessi parziali».

Purtroppo «non vi è stata finora, nell'insieme delle forze politiche, sociali e culturali, adeguata capacità di valutare la crisi in tutta la sua portata» e, di conseguenza, le Acli «ritengono che occorra far crescere la domanda politica della società civile» e in tale direzione operano «come strumento di servizio cristianamente ispirato e orientato dall'insegnamento della Chiesa». Questa direzione di servizio comporta — dicono in sostanza le Acli — «la restituzione ai cittadini di gran parte della delega attraverso forme di autogoverno», che restituiscano ai cittadini anche il senso dello Stato e che consentano di «aggredire alle radici» il terrorismo.

Il documento del Consiglio Nazionale delle Acli insiste a lungo sull'opportunità e sui modi di riformare culturalmente il senso dello Stato comunitario e, ribadendo la «necessità di una politica di solidarietà nazionale», precisa che questa «non deve necessariamente riconoscersi in una struttura di governo "plenario"», ma piuttosto in una «intesa» che «metta tutte le forze su uno stesso piano di parità».

Riferendosi infine al problema del voto, il documento delle Acli ribadisce il criterio del «voto libero, personale e responsabile degli aclisti, sancito dalle delibere congressuali, come una ma-

nifestazione di volontà volta a favorire la ricerca delle intese e delle convergenze necessarie per uscire dalla crisi. Questa posizione rappresenta una pregiudiziale generale nei confronti di quanti, in questo momento grave dell'Italia, sottolineano gli elementi di frattura e di divisione, pretendendo di vivere sulle rendite di una permanente guerra fredda, non più riproponibile rispetto ai bisogni di un Paese che è ancora a metà del guado tra sviluppo e sottosviluppo».

Come l'«Unità» abbia potuto leggerci una indicazione di voto antidemocristiana e non piuttosto una indicazione, opinabile forse ma tuttavia chiara, di una certa equidistanza, si può spiegare solo con una deliberata intenzione di strumentalizzare anche le «voci del mondo cattolico», come il quotidiano comunista scrive nel titolo della sua arbitraria riduzione del documento.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DELL'AZIENDA SOCIALI

IL NOSTRO INVIATO A KAMPALA RACCONTA L'ODISSEA DEI MISSIONARI ITALIANI

Ridotta a una città fantasma Lira
dagli ultimi disperati di Idi Amin

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

KAMPALA — Lira, una delle città settentrionali dell'Uganda, (nella «Regione del Nord»), controllate dalle truppe fuggiasche di Amin, è stata liberata dall'esercito del Fronte di Liberazione Nazionale, costituito in maggior parte da soldati tanzaniani. La notizia è stata data ieri, ma la liberazione della città, secondo informazioni attendibili raccolte a Kampala, sarebbe avvenuta già due giorni fa.

A Lira, come è noto, hanno sede due missioni dei comboniani italiani (un centinaio di persone) ed è a Lira che ha trovato la morte uno dei quattro missionari italiani trucidati dagli uomini di Amin, padre Santi.

Padre Joseph Bragotti, uno dei «Verona fathers» di Kampala (così sono chiamati i missionari comboniani), è oggi in grado di offrire dei particolari su quel delitto: «Ho parlato — dice — con un fratello africano, che ne ha anche seppellito il cadavere. Padre Santi è stato ucciso a sangue freddo dai soldati di passaggio. Era al volante di una vettura quasi nuova. Gli hanno sparato a bruciapelo per rubargli la macchina».

Quando le truppe di liberazione sono entrate a Lira le missioni comboniane erano vuote. Testimoni locali hanno riferito che missionari, fratelli, suore e medici volontari (ma la maggior parte dei medici si trova nell'ospedale di Aber, che dista molto dalla città, e che probabilmente è tuttora sotto il controllo degli aminiani) si erano avviati già qualche giorno prima verso le missioni di Gulu, capoluogo della Regione del Nord, in direzione nord-ovest.

Notizie giunte da Lira riferiscono che il vescovo cattolico della città e la maggior parte dei missionari si sono rifugiati nella località di Aboki, qualche decina di chilometri a nord-ovest di Lira. I missionari e le suore italiane non hanno subito violenze dalle soldataglie di

Amin, decimate dall'offensiva vittoriosa delle truppe tanzaniane e ugandesi.

Non si hanno notizie più precise, essendo completamente interrotte tutte le comunicazioni con la parte nord-occidentale del Paese. Non si sa se ci siano ancora missionari per strada.

Una cosa è certa: le truppe dell'esercito di liberazione hanno trovato una città fantasma, vuota e svuotata. Tutte le case erano state saccheggiate, ripulite da cima a fondo. Sorte migliore non hanno avuto gli edifici della missione, dove non è rimasto più niente. I soldati che sono entrati nella missione di Ngeta (alla periferia della città) hanno dovuto accovacciarsi sul pavimento: erano rimasti solo i muri, puliti, puliti. Pare che anche la cattedrale sia stata lasciata nuda.

Le truppe tanzaniane e ugandesi hanno trovato a Lira molta resistenza: una resistenza che non si aspettavano. Hanno corso tutta la notte nelle paludi e quando sono uscite all'asciutto hanno trovato lo sbaramento nemico.

A Kampala gli organi governativi non rilasciano notizie, ma da informazioni giunte per

vie traverse, si apprende che il combattimento per la conquista-difesa di Lira è stato violentissimo e che gli aminiani hanno lasciato sul terreno un centinaio di uomini, mentre dall'altra parte il numero delle vittime sarebbe irrilevante. I tanzaniani hanno anche fatto uso dell'artiglieria pesante, sembra — sempre secondo le stesse fonti ufficiose — con molta precisione.

Ma i guai delle truppe di Amin non sono finiti con la sconfitta e la ritirata precipitosa a nord-ovest: «Perché da queste parti — dice padre Joseph, di Cinisello Balsamo, venuto in Uganda la prima volta nel '67 — la gente si è organizzata in milizia civile, vi sono dei vecchietti che hanno combattuto con gli inglesi e hanno tirato fuori i vecchi fucili: e questi gruppi di volontari che si aggregano volontariamente all'esercito di liberazione rendono la vita difficile ai fuggiaschi con posti di blocco e imboscate».

Oltre a Lira, i tanzaniani hanno conquistato anche il

Ettore Mo

CONTINUA IN SECONDA PAGINA
NELLA SESTA COLONNA

A PAGINA 8

Scoppio in una piccola
azienda chimica
vicino a Milano:
muore un operaio

e/o

Ritaglio dal Giornale

di del

Uganda

CONTINUA DALLA PRIMA PAGINA

Il ponte di Kamula, sul Nilo: è un ponte diventato tristemente famoso sotto il passato regime. Dal suo corda, Amin faceva scendere e scomparire nei vertici delle rapine la gente che dava fastidio, gli avversari politici, le tribù che non andavano sufficientemente d'accordo con la sua. Da Kampala — non è leggenda — partivano autocarri pieni di materiali upiano e tornavano vuoti. La corrente trasciava poi i corpi verso sporche limaccione dove erano in attesa concidibili voraci.

Gli operai ritengono che gli uomini di Amin tenteranno l'estrema resistenza nella regione nord-occidentale di Arua, dove pure ci sono misfatti comoriani. Ma quando le truppe dell'esercito di liberazione arriveranno nel West Nile (cioè ad Ovest del Nilo), gli amministratori dovranno stare attenti: perché coi tanzaniani combattono ugandesi della tribù degli Acholi, una delle tribù che più ha sofferto sotto la dittatura, forse la più perseguitata. E gli Acholi hanno ripetutamente promesso a se stessi che, una volta caduto il regime, «dei Kakwa (la tribù di Amin) e dei Logbara non resteranno neanche le galline».

L'esercito aminiano (dove si trovano molti sudanesi e nubiani, odiatissimi dalla popolazione ugandese, non meno dei ribelli) deve anche fare i conti con dissidi interni: prima della battaglia di Lira ci sarebbero state ribellioni e fratture, la compattezza della cooperazione si è incrinata, l'idea d'appellarsi sarebbe caduta nei passati in campo avversario.

Dalle nostre missioni nel Nord-Ovest, tuttora sotto il controllo di Amin, si hanno scarse notizie. Tre padri avrebbero lasciato Orussi (nella diocesi di Arua) e si sarebbero rifugiati nello Zaire. Due missionari sono invece rimasti — così apprendiamo — al loro posto, nella missione di War. Da altri recinti comoriani (Ledonga, Koboko, Aru) non giunge voce.

Padre Joseph raccomanda di non disperare, di porre un freno all'allarmismo: «In generale — dice — l'esercito di Amin si è comportato bene. Anche abbastanza recentemente l'abito talare o il velo delle suore erano il miglior passaporto. I delitti sono stati commessi da sbandati quasi tutti svariati, o da nubiani. A Gulu dovrebbe essere tutto calmo dal 4 maggio scorso».

Me lo ha confermato un ingegnere svizzero appena rientrato a Kampala. «E ciò grazie al comandante militare (di Amin) che è riuscito a tenere sotto controllo le truppe».

Il morale dei tanzaniani — assicurano dal Nord — è altissimo. Hanno fatto tutta l'Uganda a piedi, guadando le paludi, silenziosi, furtivi, efficienti. C'è però chi insinua — anche se nessuno è in grado di provarlo — che dietro i cannoni manovrati con tanta perizia, ci sia qualche «advisor» israeliano.

Al contrario, gli uomini di Amin sono distrutti, col fiato corto. Le loro file diradano ogni giorno di più. Non vi è scampo, e lo sanno: ma si sono decisi per una lunga agonia.

Ettore Mo



Ritaglio dal Giornale LA NAZIONE

di del 18/5 -20-

Ultimo atto

Ci sono speranze in Uganda di salvare altri missionari

KAMPALA — I missionari e le suore italiane che si trovano nella regione settentrionale dell'Uganda non hanno subito violenze dalle soldataglie di Amin, decimate tre giorni fa dalle vittoriose truppe tanzaniene e governative ugandesi.

Notizie giunte da Lira riferiscono che il vescovo cattolico della città e la maggior parte dei missionari si sono rifugiati già da qualche giorno nel centro di Aboki, qualche decina di chilometri a nord ovest di Lira.

Ora è Gulu, cittadina in cui si trovano isolati un altro centinaio di missionari italiani, il prossimo obiettivo dell'offensiva scatenata dalle truppe tanzaniene. Notizie che risalgono al 4 maggio riferiscono che a Gulu i medici volontari civili italiani e i missionari stavano tutti bene, anche se le missioni e gli ospedali erano stati danneggiati

dai *desperados* di Amin. Per quanto riguarda il Nilo occidentale, patria tribale di Amin, numerose fonti ritengono che la maggior parte dei missionari siano riusciti a riparare nello Zaire o nel Sudan meridionale.

Giungono intanto particolari sulla battaglia di Lira. La città è caduta dopo un'ardita manovra avvolgente che ha scoperto il fianco dello schieramento dei «fedeli» di Amin. L'arrivo dei soldati di Nyerere ha colto di sorpresa il nemico impedendogli di distruggere il ponte di Karuma, il che avrebbe ritardato la marcia di avvicinamento dei governativi. Inoltre la rapidità della manovra non ha consentito agli uomini di Amin di abbandonarsi alle rappresaglie che hanno caratterizzato la loro presenza nel nord del paese dopo la caduta di Kampala e l'istituzione del nuovo governo provvisorio del presidente Lule.



CONQUISTATA LA CITTÀ DI LIRA TANZANIANI E GOVERNATIVI PUNTANO

SU GULU E ARUA

Uganda: verso l'ultimo atto

I fedelissimi di Amin stretti in due
sacche di resistenza - Confortanti
notizie sulle sorte dei missionari
e dei volontari civili italiani
nostro servizio

KAMPALA — Dopo avere conquistato la città di Lira le truppe tanzaniane e governative ugandesi continuano la loro avanzata verso le regioni del Nord e del Nord Ovest per eliminare le ultime sacche di resistenza dei « fedeli » del deposto dittatore Idi Amin e per sottrarre le popolazioni civili e i missionari alla violenza ed alle rappresaglie degli sbandati.

Completata l'ardita manovra avvolgente che ha consentito la liberazione di Lira ed un grosso vantaggio tattico (gli sbandati di Amin sono stati aggirati sul loro fianco sinistro), le truppe governative hanno conquistato ieri il ponte sulle cascate di Karuma, di grande importanza strategica, che dista 225 chilometri a nord di Kampala e 75 ad occidente di Lira sulla strada per Gulu.

I combattimenti intorno al ponte sono stati particolarmente accaniti. Il bilancio è di dodici morti tra i soldati di Amin e tre tra i tanzaniani. La conquista del viadotto, che è uno dei tre ponti che scavalcano il Nilo, è di primaria importanza per gli uomini di Nyerere e le truppe del nuovo regime di Kampala. Essa consente loro di avere via libera in direzione di Gulu che dal ponte di Karuma dista appena 60 chilometri.

Se le truppe di Amin, ormai a corto di munizioni e prive di disciplina, perderanno, come ormai sembra scontato, questo centro, per essi sarà la rotta completa, perché il loro ultimo caposaldo, Arua, verrebbe in pratica ad essere preso in una morsa dalle colonne militari tanzaniane ed ugandesi

si che salgono verso il Nord.

L'arrivo dei tanzaniani sarà per i missionari italiani, che da quasi due mesi si trovano isolati nella zona ed alla mercé degli sbandati, la sospirata fine di un incubo. A Gulu, che è stata evacuata dalla popolazione civile e che ha già conosciuto il saccheggio da parte delle truppe di Amin, sono rimasti soltanto i missionari italiani. Il gruppo formato da un centinaio di religiosi è attualmente costretto a vivere in una chiesa e nell'ospedale che sorge ai margini della città, sorvegliati dai soldati del deposto dittatore.

Secondo notizie filtrate dalla zona i « fedelissimi » di Amin si starebbero apprestando a trincerarsi nella città per una disperata resistenza prima di ripiegare verso Arua, il paese natale dell'ex presidente ugandese, dove, intanto, starebbero conflueno alcune centinaia di soldati sbandati.

Nelle regioni investite dal conflitto si trovano ancora quattrocento missionari e suore ed una trentina di volontari civili italiani i quali hanno voluto rimanere al loro posto nonostante l'imperversare della guerra per soccorrere e curare le popolazioni civili. Questa testimonianza di amore è stata sino ad oggi pagata con la vita di quattro missionari italiani ed un ugandese uccisi dai « desperados » di Amin. Due padri comboniani erano stati massacrati proprio nella zona di Lira ed altri due nel Nilo Occidentale.

Notizie giunte da Gulu, e che risalgono al 4 maggio, riferiscono tuttavia che i medici ed i volontari civili italiani, sebbene sottoposti a stretta sorveglianza dopo che le missioni e gli ospedali erano stati saccheggiati e devastati dai soldati di Amin, stavano tutti bene.

A Lira liberata il vescovo cattolico della città e la maggior parte dei missionari che si erano rifugiati nel vicino centro di Aboki, quando la città è stata investita dall'offensiva delle truppe tanzaniane e governative, non hanno subito violenze.

Una fonte ecclesiastica di Lira ha riferito che gli sbandati del deposto dittatore si sono limitati a saccheggiare le missioni ed i dispensari medici della zona. « Solo i muri sono rimasti in piedi », ha detto la fonte. La guerra in Uganda sembra essere giunta ormai all'ultimo atto.

s.m.

Ritaglio dal Giornale *Il Giorno* pag. 13di del *18/5*

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Cento i missionari italiani ancora isolati in Uganda

KAMPALA, 18 maggio

E' Gulu, la cittadina dell'Uganda in cui si trovano isolati un centinaio di missionari italiani, il prossimo obiettivo dell'offensiva scatenata dalle truppe tanzaniene contro le ultime roccaforti di Idi Amin. Alla conquista di Lira, caduta dopo una ardita manovra avvolgente che ha scoperto il fianco dello schieramento dei « fedeli » del deposto dittatore, è seguita ieri mattina quella del ponte sulle cascate di Karuma che si trova 225 chilometri a nord di Kampala e 75 ad occidente di Lira. Nei combattimen-

ti dodici soldati di Amin e tre militari tanzani sono rimasti uccisi.

La conquista del viadotto, che è uno dei tre ponti che scavalcano il Nilo, è di primaria importanza per gli uomini di Nyerere ed i governativi del nuovo regime di Kampala. Essa consente loro di avere praticamente via libera in direzione di Gulu che dal ponte di Karuma dista appena 60 chilometri. Se le truppe di Amin cercheranno, come è ormai scontato, anche il controllo di questo centro, per essi sarà la rotta completa.

L'arrivo dei tanzani sarà per i missionari italiani, che da due settimane si trovano isolati nella zona, sospirata fine di un incubo. Oltre a Gulu l'unico centro di una certa importanza nelle mani degli uomini di Amin è Arua, il paese natale dell'ex presidente ugandese. A Gulu, che è stata evacuata dai civili e saccheggiata dai soldati, sono praticamente rimasti soltanto i missionari italiani. Il gruppo, formato da un centinaio di religiosi, è attualmente costretto a vivere in una chiesa e nell'ospedale ai

margini della città, guardato a vista dai fedeli di Idi Amin.

Si apprendono intanto particolari sull'occupazione della città di Lira da parte dei governativi, coadiuvati dai soldati tanzani. L'arrivo a Lira ha colto di sorpresa il nemico ed impedito ad esso di distruggere il ponte di Karuma, così da ritardare la marcia di avvicinamento dei governativi. Inoltre la rapidità della manovra non ha consentito agli uomini di Amin di abbandonarsi alle rappresaglie che hanno caratterizzato la loro presenza nel Nord del Paese nel mese successivo alla caduta di Kampala ed all'istituzione del nuovo governo provvisorio del presidente Yusufu Lule.

A Lira gli uomini di Amin hanno opposto ai tanzani una resistenza a quanto sembra notevole. Lo dimostrano indirettamente il numero dei morti da essi lasciati sul campo di battaglia, sessantacinque, forse il più alto da quando i soldati del presidente Lule hanno iniziato ad avanzare ad est ed a nord di Kampala.

Nessuna traccia frattanto di Idi Amin. Secondo alcuni diplomatici occidentali egli sarebbe ormai al sicuro in Libia; altre fonti invece lo vogliono ancora in Uganda ed esattamente ad Arua, alla testa dei suoi uomini. E' un'ipotesi che potrà essere confermata nei prossimi giorni quando anche Arua, come Lira sarà stata conquistata dalle truppe tanzaniene e dai militari di Lule.

NELLA TELEFOTO AP: un soldato delle truppe tanzaniene, che assieme ai governativi del presidente Lule hanno espugnato mercoledì la cittadina di Lira, ricacciando i superstiti soldati di Amin, avanza alla periferia della cittadina, seminata di morti e autobombo squarciate.



I tanzaniani in aiuto dei missionari italiani

KAMPALA, 17

E' Gulu, la cittadina dell'Uganda in cui si trovano isolati un centinaio di missionari italiani, il prossimo obiettivo dell'offensiva scatenata dalle truppe tanzaniane contro le ultime roccaforti di Idi Amin.

Alla conquista di Lira, caduta dopo una ardua manovra avvolgente che ha scoperto il fianco dello schieramento dei «fedeli» del deposto dittatore, è seguita stamane quella del ponte sulle cascate di Karuma che dista 225 chilometri a nord di Kampala e 75 ad occidente di Lira.

Nei combattimenti dodici soldati di Amin e tre militari tanzaniani sono rimasti uccisi.

La conquista del viadotto che è uno dei tre ponti che scavalcano il Nilo è di primaria importanza per gli uomini di Nyerere ed i governativi del nuovo regime di Kampala. Essa consente loro di avere praticamente via libera in direzione di Gulu che dal ponte di Karuma dista appena 60 chilometri.

Se le truppe di Amin perderanno, come è ormai scontato, anche il controllo di questo centro, per essi sarà la rotta completa.

L'arrivo dei tanzaniani sarà per i missionari italiani che da due settimane si trovano isolati nella zona, sospirata fine di un incubo.

Oltre a Gulu l'unico centro di una certa importanza nelle mani degli uomini di Amin è Arua, il paese natale dell'ex presidente ugandese.

A Gulu, che è stata evacuata dai civili e saccheggiata dai soldati, sono praticamente rimasti soltanto i missionari italiani.

Il gruppo formato da un centinaio di religiosi è attualmente costretto a vivere in una chiesa e nell'ospedale ai margini della città, guardato a vista dai fedeli di Idi Amin.

L'arrivo dei soldati di Nyerere a Lira ha colto di sorpresa il nemico ed impedito ad esso di distruggere il ponte di Karuma così da ritardare la marcia di avvicinamento dei governativi. Inoltre la rapidità della manovra non ha consentito agli uomini di Amin di abbandonarsi alle rappresaglie che hanno caratterizzato la loro presenza nel nord del paese nel mese successivo alla caduta di Kampala ed all'istituzione del nuovo governo provvisorio del presidente Yusufu Lule.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale IL - GIORNALE

di del 18/5-18

Processati
in Jugoslavia
54 capibarche
italiane

**Multa di 3 milioni
ai capibarche italiani
fermati dagli slavi**

**SAN BENEDETTO
DEL TRONTO, 17 maggio**

Stando alle notizie pervenute alla capitaneria di porto, i capibarche dei tre pescherecci italiani fermati l'altro giorno in Adriatico da motovedette jugoslave per pesca abusiva sono stati stamane processati a Sebenico e condannati alla multa di circa tre milioni di lire.

I tre natanti — il «Maria Serena» di San Benedetto, il «Moby Dick» di Giulanova ed il «Francesco Crispi» di Tortoreto —, tuttavia, non sono stati ancora rilasciati. Evidentemente si attende dall'Italia l'accreditamento delle somme presso una banca slava.

Rinvlato, invece, il processo contro il capopesca del «Maga Circe» di San Benedetto, Guido Liberati, costretto a seguire i militari a Sebenico dopo che l'equipaggio aveva contestato il fermo da parte delle motovedette slave.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Roma

di

del

19/5-18

Processati in Jugoslavia tre capibarca italiani

SAN BENEDETTO
DEL TRONTO, 17

Stando alle notizie pervenute alla capitaneria di porto i tre pescherecci italiani fermati l'altro giorno in Adriatico da motovedette jugoslave per pesca abusiva sono stati stamane processati a Sebenico ed i capibarca condannati alla multa di circa tre milioni di lire. I tre natanti — il «Maria Serena» di San Benedetto, il «Moby Dick» di Giulianova ed il «Francesco Crispi» di Tortoreto — tuttavia, non sono stati ancora rilasciati. Evidentemente si attende dall'Italia l'accreditamento delle somme presso una banca slava.

Rinviato, invece, è stato il processo contro il capopesca del «Maga Circe» di San Benedetto, Guido Liberati, costretto a seguire i militari a Sebenico dopo che l'equipaggio aveva contestato il fermo da parte delle motovedette slave certo della sua posizione regolare. Il «Maga Circe» era rientrato ieri alla base.

Dopo la rivelazione del reato gli imbarcati sulla «Maga Circe» chiesero l'intervento di un dragamine della marina militare italiana che, partito da Ancona, andò poi ad individuare il punto-mare. Sin da ieri si sta interessando alla vicenda il ministero degli Esteri.